

Vue de Nantes et de l'archipel ligérien représentée par Hugo Aïes en 1886.

Formation et transformation du quartier des Ponts

1

Ville de fond d'estuaire, Nantes s'est développée sur les rives de la Loire aux deux extrémités d'une longue ligne de ponts et de chaussées ancrée sur des îles. Ces dernières ont été façonnées par les dépôts de sable poussés par le fleuve et les marées. Fragment de ville construit sur les prairies de ces îles ligériennes, le quartier des Ponts doit son nom à cette voie de deux kilomètres qui reliait la ville close à la forteresse de Pirmil.

À partir de la seconde moitié du 18^e siècle, l'implantation de l'activité textile, puis le développement des raffineries de sucre au début du 19^e siècle, transforment ce faubourg en un véritable quartier industriel et ouvrier. Jusqu'au milieu du 20^e siècle, sa transformation urbaine est soumise à deux enjeux majeurs : maintenir un port maritime à Nantes et adapter la circulation au développement industriel et portuaire.

1. DES ÎLES ET DES PONTS

La ligne des ponts

À partir du 9^e siècle, une voie en terre battue jalonnée de passerelles de bois sur pilotis permet le franchissement du fleuve. Ces passerelles sont souvent détruites lors des crues du fleuve. Axe majeur de circulation entre la Bretagne et le Poitou, la consolidation des ponts est une nécessité stratégique. Vers 1565, le roi Charles IX ordonne la construction d'une ligne de ponts de pierre pour sécuriser cette voie importante.

Au 18^e siècle, la route des ponts enjambe les cinq îles et les six bras du fleuve séparant les deux rives. Sur deux kilomètres, la levée traverse l'île Feydeau, les faubourgs de la Madeleine, de Grande-Biesse, de Petite-Biesse et de Vertais, tandis que les ponts de la Poissonnerie, de Belle-Croix, de la Madeleine, de Toussaint, des Récollets et de Pirmil franchissent les bras qui les séparent.



Plan de la ville et de ses faubourgs levé par François Cacault en 1756 et 1757. La longue ligne des ponts forme un sillon cheminant à travers l'archipel. Les faubourgs naissants se distinguent au milieu des vastes prairies insulaires qui forment un territoire immense face à la toile résiduelle de la ville close.

Des prairies et des faubourgs

Le long de ce que les Nantais appellent depuis toujours la ligne des ponts, chaque passage sur une des îles s'enrichit d'une petite concentration de population formant ainsi les faubourgs. Ces derniers s'échelonnent à proximité de la chaussée qui scinde en deux prairies distinctes les îles qu'elle traverse.

Ainsi, au milieu du 18^e siècle, dans le quartier des Ponts, la ligne parcourt trois îles sur lesquelles émergent trois faubourgs et cinq prairies. Après le passage du pont de la Madeleine, la chaussée traverse le faubourg de Grande-Biesse et la Prairie de Biesse jusqu'au pont de Toussaint. Ce dernier permet de franchir la boire du même nom et d'atteindre le faubourg de Petite-Biesse qui sépare les prairies de Bois Joly et de Balagué. Le pont des Récollets est le dernier passage pour rejoindre le faubourg de Vertais implanté entre les prairies d'Amont et d'Aval.

Les petites agglomérations forment un axe bâti de faible épaisseur qui s'échelonne de part et d'autre des rues Grande-Biesse, Petite-Biesse et de Vertais. Situés en dehors des murailles de la ville mais implantés sur l'un de ses axes de circulation les plus importants, ces faubourgs attirent de nombreuses activités commerciales et artisanales. La configuration naturelle du site favorise également l'implantation de nombreuses tanneries, mégisseries et chamoiseries. Ainsi, maisons, moulins, auberges, boutiques, ateliers et établissements religieux s'étirent en un ruban qui, en s'étoffant, devient le quartier des Ponts.

Des établissements religieux

À partir du 14^e siècle, la configuration naturelle et urbaine des îles favorise l'implantation d'établissements religieux. Axe majeur de communication entre le nord et le sud, la ligne des ponts devient en effet un des passages de la route vers Saint-Jacques-de-Compostelle, tandis que l'étendue des prairies et leur isolement attirent les congrégations religieuses. Aussi, l'aumônerie de Toussaint et le couvent des Récollets s'implantent-ils entre les deux rives du fleuve.

L'aumônerie de Toussaint

Au 43, rue Grande-Biesse, le piéton est interpellé par une plaque l'invitant à se rappeler la présence et le rôle de l'aumônerie de Toussaint entre les 14^e et 17^e siècles. C'est en effet par acte du 27 avril 1362 que Charles de Blois, proclamé duc de Bretagne en 1341, fonde sur la chaussée des ponts de Nantes, l'aumônerie de Toussaint. Le duc acquiert une propriété à l'extrémité sud de la rue Grande-Biesse, et confie au chapelain Pierre Eon le soin de faire édifier les bâtiments. Trois ans plus tard, l'installation de l'établissement est achevée. La chapelle et le cimetière sont bénis le 11 mai 1367 par Simon de Langres, évêque de Nantes.



Appontage des lins et lats de la Loire par Ambroise Giran en 1665. Cette représentation permet de distinguer, en aval, l'enceinte du couvent des Récollets et sa chapelle (n°43) et en amont, le bâtiment, plus modeste, de l'aumônerie de Toussaint (n°44).

L'emplacement loin de la ville, sur une chaussée très fréquentée, confirme la vocation de l'aumônerie : celle-ci est réservée aux pèlerins, c'est-à-dire aux étrangers. Un aveu rendu au roi en 1629 atteste cette vocation : l'aumônerie se compose « d'une église avec cimetière, hôpital et Hôtel-Dieu pour loger et héberger les pèlerins de Saint-Jacques en Galice et de Saint-Méen, allans et retournans de leur voyage ». La mention de Saint-Méen rappelle le rôle de l'aumônerie dans l'accueil des pèlerins lépreux. En effet, au Moyen Âge, la chapelle du monastère de Saint-Méen, située dans l'évêché de Saint-Malo, attirait de nombreux étrangers atteints de cette maladie, en raison des vertus curatives de la source située à proximité.

Par ailleurs, l'aumônerie de Toussaint déchargeait la ville de toute la population indigente de Saint-Sébastien et de la ligne des ponts et hébergeait

les mendiants quêtant leur subsistance le long des routes. Ce rôle est attesté par un procès-verbal de 1442, dans lequel il est mentionné que : « Les pauvres qui chacun jour affluent et souviennent audit hospital pour prendre leur logeis et récréation y sont bien et honestement reçus, hébergés, repeus et pensés. » L'établissement rendait les mêmes services quand la place venait à manquer à l'Hôtel-Dieu. En 1568, ce dernier passait alors pour l'hôpital naturel des galeux, des teigneux et des vérolés.

Le gouvernement de Toussaint reposait sur une association charitable, qui en réglait les dispositions et l'économie. Les membres de la confrérie étaient recrutés dans toutes les classes de la société. Quiconque voulait être admis dans ses rangs était tenu de faire une offrande. Aussi, lorsque le duc de Bretagne, Jean V, sollicita l'honneur d'être l'un des confrères, il offrit à l'aumônerie une voie d'eau dans la boire de Toussaint avec la permission d'élever un moulin.

En 1656, l'hôpital de Toussaint est annexé à l'Hôtel-Dieu. Privée de sa fonction principale, la confrérie ne fut toutefois pas dissoute et les offices continuèrent à être célébrés dans la chapelle. Rattachée à la paroisse Sainte-Croix, l'aumônerie assumait progressivement un rôle proche de celui d'une église paroissiale (à l'exclusion des baptêmes) pour les habitants de l'île de Grande-Biesse. Aussi, la chapelle resta ouverte comme succursale de Sainte-Croix jusqu'en 1790.

Après la Révolution, les bâtiments de l'aumônerie, rachetés par des particuliers, subissent de nombreuses transformations. La chapelle est démolie en 1846 lors des travaux d'élargissement de la rue Grande-Biesse. Laissés en déshérence, les autres édifices tombent progressivement en ruine et sont entièrement démolis en 1897. Au début du 20^e siècle, sur l'initiative de l'archiviste et historien Léon Maître, auteur d'articles sur le sujet, l'emplacement est marqué par l'inscription suivante : « Passant, rappelle-toi l'aumônerie de Toussaint où les pauvres et les malades ont trouvé un abri pendant trois siècles. 1362-1656. »

Le couvent des Récollets

L'actuelle rue des Récollets rappelle la présence de l'Ordre de Saint-François dit « des Récollets » dans le quartier des Ponts. Fondé le 18 août 1617 à Nantes, le monastère des Récollets s'établit le long de la ligne des ponts et en 1618, les frères bâtissent leur couvent sur un terrain situé à proximité du bras de Loire qui prendra leur nom. Les premières constructions, de dimension modeste, se composent d'une église et d'un bâtiment d'habitation.

Au cours du 17^e siècle, les Récollets mettent progressivement leur domaine en valeur, notamment en créant un étang (l'actuelle place Wattignies). La chapelle est consacrée en 1632 par Raoul de la Guibourgère, évêque de Nantes. En 1662, les frères obtiennent de la Ville la permission d'aménager un terrain en bordure de la boire afin de poursuivre leur levée et muraille pour la sûreté de leur jardin et de leur couvent.

À la veille de la Révolution, le site du couvent couvre l'espace situé entre la boire des Récollets et leur étang. Entièrement clos de murs, il communique avec la chaussée des ponts par un portail cocher. Il est composé d'une église, d'un cloître carré, et d'une maison conventuelle. Celle-ci se compose de trois bâtiments organisés autour du cloître. Dans la cour, sont installés des magasins ainsi qu'une écurie avec un hangar.

En 1791, le couvent devient bien national. À partir de mars 1794, l'ensemble du site est loué par la commune au citoyen Legendre, directeur des subsistances militaires, afin de créer un parc à bestiaux. L'église est sous-louée pour créer une forge. Six mois plus tard, cette dernière est entièrement détruite par les flammes. Le locataire est évincé et l'intégralité du domaine est transformée en forge afin de fondre les canons nécessaires à la Révolution.

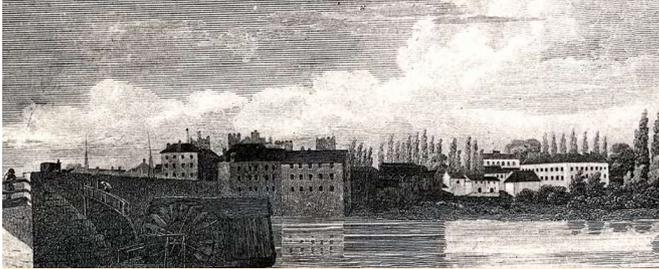
Après la période révolutionnaire, le domaine et ses bâtiments, vendus par lots, sont occupés soit par des particuliers, soit par des industriels, tandis que les rues des Récollets, de l'Échappée et Saint-Joseph sont percées à l'intérieur en calquant le tracé des anciennes allées du couvent.

2. DES TOILES ET DU SUCRE

L'eau et les prés comme facteurs d'industrialisation

Au début du 19^e siècle, le projet de reconstruction d'une digue sur la boire de Biesse, séparant la Prairie au Duc de l'île de Grande Biesse, soulève une forte opposition des habitants, des industriels et des artisans du quartier des Ponts pour qui l'eau était la raison même de leur installation sur la chaussée : « Cette digue anéantira quatre manufactures d'indiennes, occupant encore plus de six cents ouvriers journallement ; six chamoiseries, cinq chapèleries, une amidonnerie, une filature, une tannerie, deux colleries, deux teintureries, quatre chaudronneries sans y comprendre un nombre indéfini de petits établissements de tout genre, à qui l'eau est nécessaire pour l'exploitation de leurs travaux (...) »

Cette pétition révèle la forte présence de l'activité textile dans le quartier des Ponts, activité qui s'est déployée à partir du 17^e siècle dans un environnement propice : l'alimentation en eau et les rejets faciles, de vastes prairies pour le séchage, à proximité d'un axe de communication majeur, attirent de nombreux entrepreneurs.



Vue du pont et de la rive sud du bras de la Michelaine vers 1820. En aval, les deux imposantes bâtisses abritaient des manufactures de textile.

Dès le 17^e siècle, cette configuration avait permis l'implantation de tanneries, de mégisseries et de chamoiseries. Cette activité s'est maintenue durablement dans le quartier puisqu'en 1843, trois tanneries et six chamoiseries sont déclarées entre les deux bras de la Loire. Mais c'est à partir de 1763 que l'industrialisation du quartier est amorcée avec l'établissement de grandes manufactures d'indiennes qui vont contribuer à son modelage urbain.

Les fabriques d'indiennes : une industrie prospère entre 1760 et 1840

Au 18^e siècle, Nantes est un port commercial dont le dynamisme attire les artisans. La ville a investi dans le grand commerce maritime avec les îles à sucre des Antilles. Pour fournir les plantations en main-d'œuvre, les Nantais se spécialisent dans le commerce et le transport des esclaves, échangés, entre autres, contre des indiennes.

En lien avec ce commerce maritime, l'activité manufacturière connaît un grand essor. Raffineries de sucre et fabriques d'indiennes constituent alors les points forts du développement industriel de la cité des ducs. La ville s'engage en effet dans la première révolution industrielle avec l'activité cotonnière et plus particulièrement à partir de 1759 grâce à la libéralisation de l'indiennage.

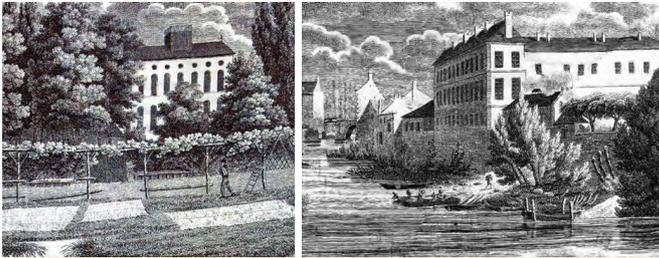
Le commerce des indiennes

Ce terme générique désigne des pièces de coton imprimées et pinceautées, réalisées en Inde. Les deux secteurs privilégiés de diffusion des indiennes se mettent en place au 17^e siècle : monnaie d'échange entre les négociants européens et les négriers africains qui les apprécient particulièrement, d'une part, et importation en Europe où les indiennes plus travaillées gagnent la faveur des classes privilégiées, d'autre part. Rapidement, la qualité de ces cotons éveille la crainte d'une concurrence inégale chez les producteurs européens de textiles. Leur importation et leur production sont alors interdites en France à partir de 1686. La levée de cette prohibition 73 ans plus tard a un effet quasi immédiat sur l'industrie nantaise.

Les manufactures nantaises

De grandes manufactures d'indiennes voient en effet le jour dès 1760, à l'initiative des familles protestantes, originaires de Suisse ou de Prusse. La production d'indiennes était autorisée en Suisse pendant la période de prohibition. Les familles Langevin, Gogerat, Petripière, Davies, Pelloutier, De Vries, Dubern créent des entreprises solides, qui placent Nantes parmi les grandes villes de l'indiennage français.

En 1785, neuf fabriques emploient 4 000 ouvriers et produisent près de la moitié de la richesse locale. C'est en effet à Nantes, premier port de France, que sont débarqués les produits utilisés pour leur fabrication : coton, cotonnades blanches, colorants, mordants venant d'Inde ou des colonies antillaises.



Deux représentations extraites de la toile imprimée Les îles de Loire, gravée par Samuel Cholelet et produite par la fabrique Petitpierre et Cie vers 1820. À gauche, étendage des toiles sur les prairies situées à l'arrière des fabriques de Beauséjour. À droite, par recouplement avec d'autres représentations, l'hypothèse est avancée qu'il s'agit de la manufacture d'Abraham Favre, implantée à Beauséjour, en bordure de la boire de Toussaint.

À côté de la production alimentant les marchés français, européen et colonial, une part importante des toiles nantaises est destinée à la traite des Noirs. Ces dernières comptent pour la moitié au moins de la valeur de la cargaison de traite. Aussi, à partir des années 1770, certaines manufactures, comme Petitpierre, mettent en place une production spécifique.

Si les manufactures nantaises produisent encore de très belles indiennes vers 1810-1815, elles connaissent un irréversible déclin à partir des années 1820-1830. Le changement de mode et surtout l'interdiction en France de la traite (1817), puis de l'esclavage (1848) mettent un terme à cette activité textile que soutenait jusque-là l'économie du système esclavagiste.

« On blanchit aux environs de Nantes une grande quantité de toiles, les prés en sont couverts » (François de la Rochefoucauld)

Une fabrique de toiles peintes exige la proximité d'une rivière, de vastes prairies et des greniers élevés et aérés pour le séchage, ainsi que des bâtiments permettant d'y installer des magasins et des ateliers pour l'impression et la teinture. C'est pourquoi, l'environnement naturel des îles ligériennes attire les premières manufactures d'indiennes à partir de 1763 : elles y disposent de la place nécessaire à leur activité, puis à leur extension.

La première entreprise qui se développe durablement et qui rencontre le succès est celle qui associe le Neuchâtelois Pierre Gogerat et le négociant Louis Langevin. En 1763, ils s'installent sur l'île de Petite Biesse en achetant une maison au lieu-dit Beauséjour dans laquelle ils entreprennent d'importantes transformations.

« Ma fabrique est à présent située sur les ponts, près les Récollets, où j'ai fait bâtir et disposer une maison propre pour toutes mes opérations, environnée de la rivière Loire et de prairies cy-après », rapporte Louis Langevin en 1766. Entre 1763 et 1779, la manufacture reçoit deux bâtiments spécifiques, l'un pour l'impression, l'autre pour l'étendage. Quatre mille pièces fabriquées chaque année par une centaine d'ouvriers sortent des ateliers au début des années 1770. En 1779, la veuve Daviès prend la tête de l'entreprise, avant de s'associer à son gendre pour former la maison Daviès et Forestier à partir de 1788.

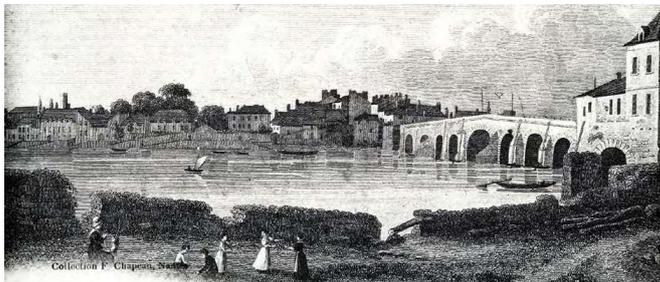
À la suite de ces deux pionniers, le lieu-dit Beauséjour devient un site privilégié pour l'implantation de nouveaux établissements comme celui fondé par la famille Pelloutier. En 1770, Kuster et Jean Ulrich Pelloutier, deux négociants prussiens et protestants, engagés dans le grand commerce maritime, fondent une manufacture. En 1780, à la mort de Jean Ulrich, son fils Ulrich Auguste reprend les rênes de la fabrique, avec un nouvel associé, l'Alsacien Benoît Bourcard. La fabrique, domiciliée rue Beauséjour (actuelle rue Alexandre-Fourny), est connue sous la raison sociale Pelloutier, Bourcard et C^{ie}. En 1786, les deux associés étendent leurs activités au nord de la boire de Toussaint sur un terrain de 6 300 m².

Trois années plus tard, ils parviennent à se faire concéder par la Ville un atterrissement, en face de leur usine, dans la boire des Récollets. La requête présentée à cet effet au maire et échevins le 27 février 1789 indique : « Qu'étant possesseur d'une manufacture d'indiennes et d'une filature de coton mécanique anglaise et tissage de toutes sortes de coton possible qui, réunis, donnent du travail à plus de six cents personnes, il a besoin d'augmenter son local pour le blanchissage de différentes marchandises qu'il fait imprimer en matières qu'il emploie et voulant en outre faire bâtir une garancerie et teinturerie dans un local qui lui soit propre et qui soit proche d'une eau courante il vous plaie de lui vendre l'atterrissement appartenant à la communauté (...) »

Au cours de la décennie 1770, deux autres fabricants d'indiennes s'installent à Beauséjour : Samuel Rother à partir de 1775 et le négociant nantais Pierre Dubern en 1776 avec l'appui financier de Graslin et le concours technique d'un indienneur hollandais, Christophe de Vries.

C'est également au cours des années 1770 que de nouvelles fabriques s'implantent sur l'île de Vertais. Ainsi, en 1772, l'ancien associé de Louis Langevin, Pierre Gogerat, ouvre une manufacture avec ses frères dans la maison dite de Beaupréau sur l'île de Vertais. L'entreprise se développe sur la Prairie d'Amont.

C'est sur cette même île, dans la partie aval, que Simon-Louis et Ferdinand Petitpierre fondent en 1770 la manufacture d'indiennes Petitpierre Frères. Originaires de Couvet dans le canton suisse de Neuchâtel, les deux frères arrivent à Nantes en 1763. À partir de 1765, la famille Petitpierre noue des liens matrimoniaux avec la famille Favre lorsque Marguerite, sœur de Simon-Louis et de Ferdinand, épouse, en Suisse, Antoine Favre. Parents du futur maire de Nantes, Ferdinand Favre, ils quittent leur pays natal en 1793 pour rejoindre leurs frères, beaux-frères et... gendre puisque Ferdinand Petitpierre a épousé une de leur fille, Rose-Marguerite. Les deux familles vont ainsi s'établir durablement dans cette partie du faubourg des Ponts.



Le pont de Pirmil et le faubourg de Vertais vus depuis la rive sud du bras de Pirmil, dans le premier tiers du 19^e siècle. En aval du pont, les bâtiments représentés sont, pour la plupart, les propriétés industrielles et domestiques des familles Favre et Petitpierre.

En 1771, Simon-Louis et Ferdinand créent puis développent leur manufacture d'indiennes sur la Prairie d'Abas, appelée plus tard Prairie d'Aval. Locataires dans un premier temps, ils se portent acquéreurs à partir de 1778 de divers bâtiments et près entre la boire des Récollets et le bras de Pirmil.

En 1780, Simon-Louis décède. Sa veuve, Suzanne, sœur des indienneurs Samuel et Abraham Rother, s'associe à son beau-frère pour enrichir le patrimoine familial. En 1783, l'ancienne faïencerie Fauchier passe ainsi entre leurs mains et l'année suivante, ils deviennent propriétaires des deux maisons qu'ils occupent. Devenue Petitpierre et Compagnie en 1791, l'entreprise s'accroît jusqu'au début du 19^e siècle.

En 1799, Ferdinand Petitpierre se retire des affaires et prend sa retraite dans sa propriété Le Clos sur l'Eau à Saint-Sébastien-sur-Loire, acquise la même année. Il loue sa fabrique d'indiennes à son neveu (et beau-frère), Abraham Favre qui la dirige sous la raison sociale Petitpierre et Compagnie. Ferdinand décède quatre ans plus tard. Son épouse, Rose-Marguerite, congédie son frère Abraham en 1806 et nomme ses deux fils, Ferdinand et Aristide, à la tête de la manufacture. Elle désigne comme tuteur son frère Ferdinand Favre, « négociant demeurant en Vertais prairie d'Abas ».

La production d'indiennes dans la manufacture de la Prairie d'Aval perdure jusqu'en 1818. C'est la manufacture qu'Abraham Favre a ouverte au 5, rue Beauséjour, après son congédiement, qui fait perdurer l'activité familiale sous la raison sociale Favre-Petitpierre jusqu'en 1848.

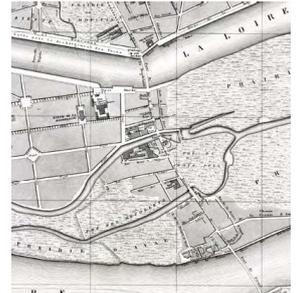
L'entreprise passe aujourd'hui pour avoir été la plus florissante fabrique d'indiennes nantaise. Cette réputation se justifie notamment par le nombre de toiles qu'elle pouvait produire : environ 26 000 pièces par an au milieu des années 1780. La majeure partie de sa production était destinée au commerce avec les côtes africaines.

L'essor du filage

À la fin du 18^e siècle, le succès de l'indiennage donne naissance à une nouvelle industrie dans le quartier : les filatures mécaniques de coton, activité emblématique de la première révolution industrielle. Ces manufactures sont voisines des indiennes, avec une prédilection pour l'île de Grande-Biesse. C'est pourquoi en 1786, la première filature de coton mécanisée est créée rue Grande-Biesse, en bordure de la boire de Biesse, par Louis Saget.

Pionnier de la mécanisation de la filature à Nantes, ce dernier explique comment l'activité cotonnière est saisie par une dynamique générale à partir de la production d'indiennes : « La filature de coton sous la raison de Saget et compagnie commencée en 1786 est le premier établissement de ce genre formé à Nantes ; il manquait dans une grande ville où plusieurs fabriques d'indiennes fleurissoient ; l'objet de cette entreprise étoit de faire filer le coton des isles qui arrivent directement dans ce port et de l'employer à la fabrication des étoffes ; l'activité ou commerce avec l'Amérique et la côte d'Afrique favorisoit le projet. »

D'autres manufactures suivent sa voie. Plusieurs d'entre elles adjoignent souvent le tissage, voire l'indiennage, à leur activité, comme par exemple la fabrique Pelloutier. Dans les années 1840, l'activité textile s'épanouit essentiellement entre la boire de Toussaint et la rue de l'Échappée. Trois grandes manufactures sont en effet déclarées dans le secteur Beauséjour en 1843 : la fabrique d'indiennes Favre, la filature de coton et de laine Guillemet installée dans l'ancienne maison Pelloutier depuis les années 1810 et la filature de lin mécanique d'Armand Bridon créée en 1837. Dans la même décennie, le lotissement de la Prairie au Duc permet l'implantation de la filature de chanvre Chérot Frères, à proximité de l'église de la Madeleine.



Plan de Nantes dressé par Louis Amouroux en 1849. Au milieu du 19^e siècle, les fabriques d'indiennes ont cessé leur activité. Les filatures Chérot et Guillemet maintiennent l'industrie textile dans le quartier, à proximité des raffineries de sucre.

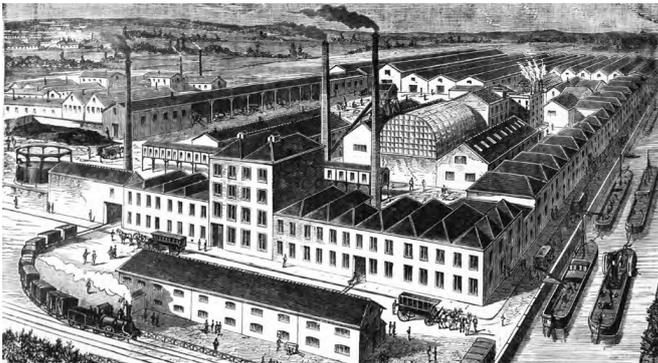
Les raffineries de sucre

Les origines du commerce du sucre et de son traitement à Nantes remontent au 17^e siècle. La vogue des produits coloniaux, comme le café, le chocolat et le thé entraîne un accroissement de la production sucrière. Simple élément du négoce au 18^e siècle, le sucre devient, à partir de 1815, l'élément moteur de l'essor du port et, par effet d'entraînement, de l'industrialisation de la ville.

À l'instar de la production des indiennes, l'activité de raffinage nécessite de disposer d'eau en abondance. Là aussi, l'environnement du quartier des Ponts va favoriser l'implantation des raffineries dans le secteur. Dès le 17^e siècle, les faubourgs de Biesse accueillent une première raffinerie, puis une seconde au 18^e siècle qui apparaît sur le plan Cacault : la raffinerie des Quatre-Vents. Mais il faut attendre le début du 19^e siècle pour un enracinement plus ferme de cette activité entre les deux rives de la Loire. Quatre établissements vont alors y prendre place, et plus particulièrement dans le faubourg de Grande-Biesse. Deux d'entre eux occupent d'anciennes manufactures d'indiennes, un autre s'installe dans une ancienne chamoiserie, tandis qu'un quatrième investit le site de l'ancien couvent des Récollets.

La Raffinerie des Ponts

La Raffinerie des Ponts est créée en mars 1812 par Michel Delaroche, Armand Delessert et Louis Say. Ils installent leur industrie dans l'ancienne usine d'impression sur étoffe Auguste Simon et Henri Roques, créée en 1786 par la société Bourcard, Pelloutier et C^{ie}. Les raffineurs louent aux héritiers Pelloutier un terrain de 6 300 m², cerné par



Vue à vol d'oiseau de l'usine Émile Étienne en 1881. Deux ans avant sa chute, il s'agit ici d'une représentation de la raffinerie à son apogée : des bâtiments modernes s'établissent sur une importante emprise et desservis par la voie ferrée. La circulation des marchandises paraît très organisée : déchargement du sucre brut depuis les péniches navigant sur la boire de Toussaint puis, départ des produits transformés par le train.

les boires de Toussaint et de Biesse et occupé par deux grandes maisons à étage avec jardin, magasins et dépendances.

Ancien fileteur à Abbeville, Louis Say est le premier raffineur à utiliser la vapeur pour fondre les sucres à partir de 1814. En 1815, il s'associe à Jean-Baptiste Étienne, après le départ de ses deux premiers associés. Les deux familles vont consolider leur alliance par le mariage de leurs enfants.

En 1827, les héritiers Pelloutier vendent leurs bâtiments, encore exploités par la raffinerie Say et Étienne, au brasseur Kern. Les deux raffineurs traversent la Loire et poursuivent leur activité rue de Luzañay près de la carrière Misery.

En 1835, Louis Say cède ses droits dans la raffinerie à ses deux fils : Achille et Gustave. L'année suivante, la société Étienne et Say Frères demande l'autorisation de transférer sa raffinerie dans le quartier des Ponts après avoir acquis l'usine Kern en faillite. Elle réintègre ainsi son site d'origine au 1, rue de la Raffinerie, voie qui permet de relier la rue Grande-Biesse à la boire de Biesse. Les associés modernisent immédiatement l'ancienne raffinerie et l'agrandissent. En 1840, l'usine produit 2 500 tonnes de sucre raffiné par an, un peu plus du double dix ans plus tard. Jusque dans les années 1870, la raffinerie ne cesse de s'étendre pour augmenter sa production : la généralisation des machines à vapeur et des nouveaux procédés entraînant des réaménagements, extensions et constructions de bâtiments de plus en plus grands.

Au cours des années 1850, la direction de la raffinerie évolue. Jean-Baptiste Étienne se retire en 1856 et Achille Say décède deux ans plus tard. Les rênes sont reprises par les deux fils de Jean-Baptiste, Émile et Gustave, qui poursuivent l'expansion et le développement de l'entreprise familiale.

En 1868, les deux frères s'associent à Eugène Bourcard et Théodore Glatigny jeune pour exploiter une candiserie sous la raison sociale Glatigny jeune, Eugène Bourcard et Cie. En 1873, la mort de Gustave Étienne laisse Émile seul aux commandes d'une usine comptant 700 ouvriers qui produisent 25 000 tonnes de sucre raffiné par an. En 1877, l'emprise de l'usine couvre 17 000 m², quasiment le triple du site d'origine. Le terrain est alors saturé de bâtiments et la raffinerie atteint son apogée, avant la chute des années 1880.

Concurrencées par le sucre de betterave, les raffineries nantaises connaissent une crise qui n'épargne pas la raffinerie Étienne. En avril 1880, la Raffinerie des Ponts et la candiserie Bourcard et Cie, fusionnent avec la raffinerie du Cordon Bleu à Chantenay dans la société anonyme des anciennes raffineries Émile Étienne et Cézard. Ce rapprochement n'arrête pas les pertes et en 1883, la société fait faillite. Vendue aux enchères en 1884, l'usine est achetée par les raffineries parisiennes Say, Lebaudy et Sommier qui forment au printemps 1885 la société anonyme La Raffinerie des Ponts et transfèrent son siège social à Paris. La société est liquidée en 1889 par Paul Lebaudy et les bâtiments sont vendus en 1890 avec interdiction à tout acquéreur de rétablir à l'avenir une raffinerie ou tout autre établissement du même genre. Jusqu'au milieu du 20^e siècle, le site connaît diverses occupations industrielles. L'église paroissiale Sainte-Madeleine, son presbytère et une partie de l'école Gustave-Roch s'élevaient aujourd'hui à son emplacement.

La raffinerie des Récollets

La deuxième grande raffinerie du quartier est celle ouverte sur le site de l'ancien couvent des Récollets. Entre 1808 et 1840, plusieurs activités se succèdent dans les anciens bâtiments : brasserie en 1808, raffinerie en 1817, tannerie en 1825. Ce n'est qu'à partir de 1840 que les lieux sont uniquement dédiés à la production sucrière.

La raffinerie est acquise en 1855 par Nicolas Cézard qui la cède en 1864 aux Raffineries nantaises, dont il était le principal actionnaire. Fermée en 1897, la raffinerie est vendue en 1900 au négociant en métaux Edmond Blanchard qui exploite le site jusqu'aux années 1970.

Les candiseries

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, malgré la disparition de la plupart des grandes raffineries, les candiseries (fabriques de cristaux à facettes et angles nets utilisés au sucrage des vins de Champagne) assurent la survie du raffinage nantais. En 1837, André Cossé met au point une technique permettant la fabrication à grande échelle du sucre canai et reste seul dans sa spécialité jusqu'au milieu du 19^e siècle. Entre 1856 et 1874,



Vue extérieure et atelier principal de la raffinerie de sucre des Récollets en 1864.

quatre nouveaux établissements voient le jour à Nantes dont deux dans le quartier des Ponts : l'un, rue Beauséjour et l'autre, rue Conan-Mériadec.

Le premier à se lancer dans cette production est celui de la rue Beauséjour. En 1856, deux associés Pitre Chénard et Alexandre Thébaud reprennent les locaux de l'ancienne manufacture d'indiennes d'Abraham Favre. La candiserie est vendue à leur contremaître Boissel en 1862. Charles Pellerin et François Chauvin reprennent l'affaire en 1874 et l'exploitent jusqu'en 1916.

La seconde candiserie du quartier est celle ouverte en 1859 rue Conan-Mériadec par la société Lasnier, Larrey et Glatigny dans les locaux d'une raffinerie créée en 1840 par l'industriel Bouchaud. Ce dernier avait acheté l'ancienne chamoiserie Lourmand située entre le 14, rue Grande-Biesse et la Prairie au Duc. En 1868, la candiserie est détruite par un incendie. Après sa reconstruction, la société est connue sous le nom de Théodore Glatigny jeune et Eugène Bourcard et s'associe aux raffineurs Étienne Frères. Après la faillite de la raffinerie Étienne en 1883, l'établissement est racheté et la production est maintenue. À partir de 1891, la Raffinerie de l'Ouest prend les commandes puis cède la place aux Nouvelles raffineries de l'Ouest en 1898 qui font perdre l'activité jusqu'en 1906.

L'usine Béghin-Say, dernier témoin de l'activité sucrière du quartier

Ce sont les descendants de Louis Say qui signent le retour de l'activité sucrière dans le quartier. En 1935, les Raffineries et sucreries Say achètent un terrain à la Compagnie générale transatlantique afin d'y édifier leur usine. Les premiers plans, élaborés dans le bureau d'études de la société et signés Henri Trinquart, sont modifiés dans leurs détails en 1936, par le constructeur de l'usine, l'entreprise Schwartz-Haumont.

Mise en route en 1937, la raffinerie est en mesure de produire 200 tonnes de sucre par jour. Au début des années 1940, une papeterie destinée au conditionnement du sucre complète l'activité de raffinage. L'ensemble s'étend sur une superficie de cinq hectares. Bombardée en septembre 1943 puis en juin 1944, l'usine ferme ses portes. L'activité reprend deux ans plus tard.

Après avoir absorbé les autres raffineries nantaises, (notamment la raffinerie de Chantenay en 1968, sa principale concurrente locale), la société Say devient la dernière représentante de l'histoire sucrière nantaise. En 1972, le groupe fusionne avec Béghin pour donner naissance au premier groupement français de raffinage du sucre.

En 1989, la papeterie est vendue au groupe Otor et c'est au début des années 1990 que l'inscription de l'usine dans le paysage nantais est la plus marquante avec la mise en couleur des deux principaux bâtiments. Les façades repeintes en bleu et blanc, couleurs des mers du sud, par la société Dumez-Images, rappellent les îles lointaines d'où provient la canne à sucre.

Aujourd'hui, l'usine bleue, propriété du groupe Tereos depuis 2003, est uniquement vouée au conditionnement du sucre. Le raffinage a en effet cessé en 2009, près de deux siècles après l'implantation des Say à Nantes, rue Grande-Biesse, en 1812.



L'usine Béghin-Say sur le quai Wilson en 2012, dernier témoin de l'activité sucrière nantaise.

3. LE LOTISSEMENT DE LA PRAIRIE AU DUC

Entre le milieu du 18^e siècle et le premier quart du 19^e siècle, toute la ville prospère autour du trafic colonial. Les fabriques d'indiennes et les raffineries de sucre constituent les points forts de l'industrie nantaise et sont les moteurs de l'industrialisation du quartier des Ponts.

Ces deux symboles de la révolution industrielle nantaise entraînent dans leur sillage le développement d'autres activités : la métallurgie et la construction navale qui, à partir des années 1830, sont à l'étroit sur les rives du quai de la Fosse. Offrant de vastes espaces vierges, les îles de la Loire vont alors retenir toute l'attention des édiles locaux et des lotisseurs privés.

À partir des années 1840, la Prairie au Duc est l'objet d'une véritable opération d'urbanisme avec le déplacement des chantiers navals de la Chézine, la construction de docks et de bassins et le remblaiement des terrains avoisinants destinés à l'industrie et au commerce. Deux nouveaux quartiers et une paroisse émergent ainsi à la suite de ces transformations. Ce développement urbain de la partie aval de la ligne des ponts permet au faubourg de Grande-Biesse de s'étirer vers l'ouest.

La Prairie au Duc et les Hospices

Comme les autres atterrissements de Loire, la Prairie au Duc appartenait au duc de Bretagne. À partir de 1703, une grande partie de cette île, cernée par le bras de la Madeleine et les boires de Biesse et de Toussaint, est la propriété des Hospices. Ils s'en séparent en 1794 et mettent en vente sept lots de part et d'autre « d'une grande rue de 30 pieds de large d'est en ouest, trois rues de mêmes dimensions traversant perpendiculairement la première et allant du nord au sud ». La future Grande rue de la Prairie-au-Duc est donc tracée dès la fin du 18^e siècle mais les espaces prévus pour la voirie sont absorbés par les acquéreurs de terrains.



Plan figuratif des boires et canaux des prairies au Duc, du Bologne, d'Aval et de la future Ile Sainte-Anne à la fin du 18^e siècle. La Prairie au Duc est divisée en sept lots après sa vente par les Hospices en 1794. La séparation centoria amorce le tracé de la future Grande rue de la Prairie-au-Duc.

Le transfert des chantiers navals

Jusqu'au 19^e siècle, l'entre-deux-rives n'est pas pensé comme un lieu potentiel d'extension de la ville. Construire sur les terres insulaires oblige à des remblaiements et à une surélévation des berges au-dessus des hautes eaux, opération complexe et surtout coûteuse. Le développement portuaire et industriel de la cité des ducs change la perspective à partir des années 1830. C'est en effet l'époque où l'extension de la ville vers l'ouest se heurte aux frontières communales. Usines et chantiers navals se développent alors sur la commune de Chantenay au détriment des revenus de l'octroi municipal. À partir de 1835, le lotissement de la Prairie de la Madeleine et de la Prairie au Duc pour agrandir le port devient une priorité.

En 1838, afin de conserver les chantiers de construction navale dans l'enceinte nantaise, la Ville décide donc le transfert des chantiers Jollet de la Chézine sur la rive nord de la Prairie au Duc, en face du quai de la Fosse. Cette décision marque le point de départ de l'industrialisation et de l'urbanisation de l'île qui s'opèrent en trois parties distinctes à partir des années 1840. Ainsi, à l'instar des importantes opérations d'urbanisme que sont les lotissements de vastes propriétés situées à l'ouest de Nantes ayant donné naissance aux quartiers Graslin, de l'Entrepôt des cafés et de Launay, des investisseurs privés, offrent de lotir à leur frais les terrains dont ils sont propriétaires sur ce secteur.

Des bassins et des docks

Dès 1838, Théodore Bordillon, jeune entrepreneur angevin, et Joseph Chaley, constructeur parisien, envisagent la création de bassins à flots sur les treize hectares de la Prairie au Duc dont ils sont propriétaires afin d'améliorer l'activité portuaire. Le déplacement effectif des chantiers navals sur la rive sud du bras de la Madeleine permet à ce projet d'être réactivé en 1842 par la société des Docks et bassins qui associe les précédents entrepreneurs et le baron Jules-Armand Arnoux-Rivière. Ces derniers proposent de construire à leurs frais des bassins dans lesquels les bateaux pourraient prendre plus de temps pour décharger sans empêcher le bon fonctionnement du port maritime.

Le projet est appuyé par les héritiers Pelloutier qui souhaitent élever un nouveau quartier semi-

industriel sur les terrains qu'ils possèdent près des chantiers et qui, éloignés de la ligne des ponts, ne pourront être ravitaillés que par l'eau. La création des premiers docks du port de Nantes est alors validée par l'État en 1845. Le creusement des bassins commence la même année sous le contrôle des ingénieurs Jégou et Bonamy. En 1848, la société des Docks et bassins cède son œuvre à l'État. Le service des ponts et chaussées consolide l'existant et devient gestionnaire de docks qui s'apparentent plus à des canaux navigables : le canal Nord-Sud (l'actuelle rue Léon-Bureau) qui relie le bras de la Madeleine à la boire de Toussaint et le canal Est-Ouest qui dessert les chantiers de construction navale.

De part et d'autre du canal Nord-Sud, trois opérations d'aménagement urbain émergent. La partie aval est destinée à la construction navale, tandis que la partie amont est investie par les héritiers Pelloutier.

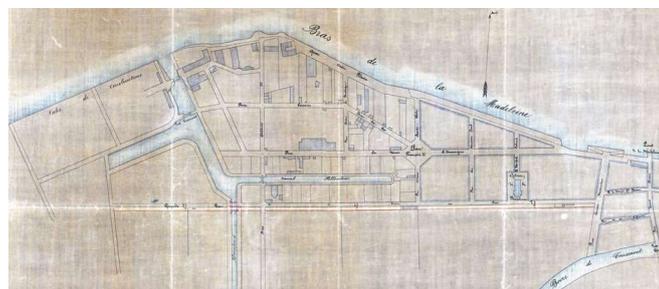
Les lotisseurs Ulrich Charles et Hippolyte Pelloutier

En 1835 et 1837, Ulrich Charles et Hippolyte Pelloutier, fils de l'industriel Ulrich Auguste, se portent acquéreurs de deux des sept lots vendus en 1794 par les Hospices.

Le premier lot, situé entre les rues Arthur-III et Alain-Barbe-Torte est acquis par Ulrich Charles, tandis que son frère, Hippolyte, associé aux familles Cibot et Poydras, est propriétaire du second, situé entre les rues Alain-Barbe-Torte et la boire de Biesse (l'actuelle rue Conan-Mériadec). Les deux lots sont bordés au nord par la Loire et au sud par la Grande rue de la Prairie-au-Duc.



Vue à vol d'oiseau de Nantes dessinée par Alfred Guesdon en 1846. En aval de la ligne des ponts, les premières usines s'implantent sur les terrains lotis par la famille Pelloutier.



1870, plan du lotissement et des voies couvertes dans les parcelles acquises par Ulrich Charles et Hippolyte Pelloutier. La rue Alain-Barbe-Torte forme une limite entre les deux types d'occupation : en aval, le secteur à vocation industrielle prend forme, tandis qu'en amont, seule l'église Sainte-Madeleine est édifiée, premier jalón d'un développement urbain à venir.

Le 2 décembre 1841, le plan d'une vaste opération de lotissement à vocation industrielle et résidentielle que ces propriétaires projettent sur leurs terrains est validé. La rue Alain-Barbe-Torte divise ce lotissement en deux parties distinctes : l'une en aval à vocation industrielle, la seconde en amont conjugue les fonctions industrielles et résidentielles.

Afin d'accroître la valeur foncière de leurs propriétés, les promoteurs ne ménagent pas leurs efforts. Dans la partie aval, Ulrich Charles fait creuser le canal Pelloutier dans un but spéculatif, tandis que dans la partie amont, Hippolyte offre un terrain pour la construction de l'église de la toute nouvelle paroisse créée par ordonnance royale du 29 juin 1841. De nouvelles voies sont ouvertes : les rues du Nouveau-Pont (actuelle rue Louis-Blanc), La-Tour-d'Auvergne, Michel-Columb, etc. Toutes seront rétrocedées à la Ville.

La vente des premières parcelles commence en 1842. Le lotissement aménagé par Hippolyte Pelloutier est peu investi par les particuliers. Ce sont les activités déjà présentes sur le secteur qui s'y développent, notamment celles liées à la production textile avec l'ouverture de la filature de chanvre d'Auguste Chérot, tandis qu'une partie est vouée aux activités paroissiales avec l'édification de l'église Sainte-Madeleine et l'ouverture des écoles congréganistes à proximité.

Quant au lotissement situé à l'ouest de la rue Alain-Barbe-Torte, l'installation de Jean-Simon Voruz à partir de 1854, à l'angle des rues Arthur-III et La-Tour-d'Auvergne, ancre sa vocation industrielle. Son développement s'appuie principalement sur deux domaines : la métallurgie et les engrais. Cette tendance est confirmée en 1867 par une pétition des industriels établis dans le secteur à propos de « l'état déplorable du pavage du boulevard Prairie au Duc entre le pont de la Madeleine et la place François II, seul accès depuis le pont de la Madeleine au quartier industriel. (...) Vous n'ignorez pas Monsieur le Maire que le quartier de la Prairie au Duc prend tous les

jours une importance plus grande : la rue indiquée plus haut est la voie directe pour arriver aux chantiers de construction de navires, les principaux marchands de bois y ont établi leurs dépôts, les usines de fer et de fonte contribuent à y maintenir une circulation active : des magasins de farines, grains, charbons y attirent de nombreux voituriers, le commerce des engrais presque en entier réuni sur la Prairie au Duc y voit déjà arriver les habitants des campagnes qui s'y donnent rendez-vous de tous les points du département ».



Vue aérienne de la Prairie au Duc en 1923. Près de huit décennies après son lotissement, la partie aval est saturée d'usines.

4. LA SECONDE LIGNE DES PONTS

« Depuis un temps presque immémorial, on déplore à Nantes l'exiguïté de la seule entrée en ville, à travers les nombreux bras de Loire, dite ligne des ponts. » Lorsqu'en 1877, le conseiller municipal Gabriel Lauriol introduit ainsi le projet d'établir une seconde ligne de ponts, il rappelle que les difficultés de circulation de l'axe nord-sud et le franchissement du fleuve ont toujours été une préoccupation des édiles nantais.

À cette date, la ligne des ponts est encore la seule voie qui met Nantes en communication avec une grande partie de la Loire-Inférieure et ses départements limitrophes. C'est à l'extrémité de cette ligne, au pont de Pirmil, que viennent aboutir la route nationale n° 23 de Paris à Nantes et à Paimbœuf, la route nationale n° 137 de Bordeaux à Saint-Malo, la route nationale n° 148 bis de Nantes à Poitiers, et toutes les routes départementales, les chemins vicinaux de grande et petite communication qui sillonnent le département dans cette zone.

Avant l'établissement de la voie ferrée, les problèmes de circulation entre les deux rives de la Loire tiennent donc à l'existence de cette voie unique composée de rues et de ponts étroits qui ralentissent le passage du



Extrait du plan du port de Nantes établi en 1867. Quatre ans après son ouverture, le boulevard Victor-Ruga forme la limite occidentale du faubourg des Ponts et détache la Prairie d'aval de Vertou.

fleuve. À partir des années 1830, les acteurs locaux vont tenter de résoudre ce problème de deux manières : l'élargissement de la première ligne des ponts puis son doublement.

L'élargissement de la ligne des ponts

« Autrefois la partie de la traverse de la route nationale n° 23, située entre les ponts sur lesquels cette route franchit les divers bras de la Loire (...) était excessivement étroite ; elle avait à peine dans quelques endroits cinq mètres de largeur », rapporte l'ingénieur en chef Demoget en 1872 dans son bilan des travaux effectués pour l'amélioration de cette voie à partir des années 1830.

L'élargissement de la ligne des ponts s'étale sur une bonne partie du 19^e siècle. Bien que posée dès 1805, la question de l'alignement de la traversée du fleuve est réglée par l'ordonnance du 26 septembre 1837 : afin d'élargir la voie à 10 mètres, le conseil municipal alloue, à partir de 1838, une somme pour des acquisitions destinées à rectifier cet alignement. D'une façon régulière, la Ville consacre un budget annuel à cette opération. En 1872, « le reculement de la presque totalité des maisons riveraines est obtenu » et la municipalité s'engage à achever l'élargissement et l'alignement des rues Grande-Biesse, Petite-Biesse et de Vertais en acquérant les quatorze propriétés encore en saillie. Mais à cette date, l'élargissement de la voie n'est déjà plus suffisant et le doublement de la ligne des ponts depuis la ville jusqu'à l'entrée du pont de Pirmil est en voie de réalisation.

Une seconde traversée du fleuve

En 1877, « la ligne de ponts qui auparavant était un débouché suffisant est devenue, malgré les élargissements successifs qu'elle a reçus, et par suite de l'agrandissement continu de notre ville, d'une telle insuffisance, surtout les jours de foires et de marchés, que l'établissement d'une nouvelle ligne de ponts se faisait depuis longtemps sentir », rapporte l'ingénieur en chef Demoget. Cinq ans auparavant, il précisait la nature de cette insuffisance : « Les nombreux troupeaux qui viennent chercher sur les ponts de Nantes le seul point où ils puissent franchir le fleuve en aval d'Ancenis augmentent considérablement l'encombrement de la traverse. La circulation diurne dépasse en moyenne trois mille colliers. Ces chiffres sont doublés les jours de marché et bien plus considérables encore à certaines heures de la journée. Il résulte de cet ensemble de faits que la circulation est fort difficile dans cette traverse et qu'il arrive fréquemment des accidents. »

Lorsqu'en 1877, la municipalité approuve l'ouverture d'une seconde ligne des ponts, elle fait aboutir un projet régulièrement envisagé à partir de 1780, soit dans l'axe des cours Saint-Pierre et Saint-André, soit sur un axe proche de celui de l'actuelle rue de Strasbourg. Mais au milieu du 19^e siècle, le désenclavement du port change la donne et pousse la nouvelle traversée du fleuve vers l'aval, dans l'axe du pont Maudit. L'ouverture de la rue du Nouveau-Pont et la construction du pont Haudaudine vont former l'amorce naturelle de cette nouvelle voie.



Le pont Haudaudine et l'entrée de la rue Louis-Blanc à la fin du 19^e siècle.



La rue Louis-Blanc depuis le pont Haudaudine vers la place de la République, au début du 20^e siècle.

L'ouverture de la rue du Nouveau-Pont et la construction du pont Haudaudine

Le développement urbain et industriel de la Prairie au Duc à partir des années 1840 favorise le choix d'implantation de la seconde ligne des ponts dans un axe existant formé par les ponts de la Bourse, Maudit et la rue Haudaudine. Cette solution vers l'aval est plus particulièrement portée par les membres de la famille Pelloutier qui tentent alors de mettre en valeur leurs terrains en les lotissant à l'usage de l'industrie.

Dès 1846, Hippolyte Pelloutier demande l'autorisation de construire une passerelle sur le bras du canal de la Madeleine entre l'Île Gloriette et la Prairie au Duc moyennant l'octroi d'un péage. Après trois ans d'enquête, ce premier projet est refusé par le service des ponts et chaussées qui en souligne le peu de solidité.

En août 1853, le pétitionnaire renouvelle sa demande et propose l'ouverture d'une nouvelle voie dans l'axe du futur pont projeté : « Le nouveau quartier qui a été créé, il y a à peine dix ans, sur la Prairie au Duc a déjà acquis une grande importance (...). Si l'avenir de prospérité qui semble promis à cette partie de notre ville se réalise, l'administration reconnaîtra avant peu de temps la nécessité de faire construire un pont charretier sur le canal de la Madeleine à la suite du pont Maudit et de la rue Haudaudine afin de raccourcir au moins de moitié l'énorme distance qui, dans l'état actuel des lieux, sépare la Prairie au Duc de la Bourse (...). Mais un pont placé à l'extrémité sud de la rue Haudaudine ne rendra pas les services qu'on en attend s'il n'aboutit pas sur la Prairie au Duc à une rue qui pourra plus tard être prolongée jusqu'au bord du bras de la Loire dit de Pirmil. (...) Je puis offrir à la Ville la cession gratuite de la surface nécessaire pour le percement d'une rue de 12 mètres de largeur (...). Je demande dans l'intérêt de l'avenir de cette rue et pour que sa destination soit bien connue, qu'on l'appelle la rue du Nouveau Pont. »

Cette proposition reçoit un avis favorable de l'administration en octobre 1853 à la condition que le pétitionnaire cède un terrain à la Ville afin d'établir une place demi-circulaire au débouché de la rue. Ouverte en 1854, la voie aboutit à l'amorce de la future place de la République.

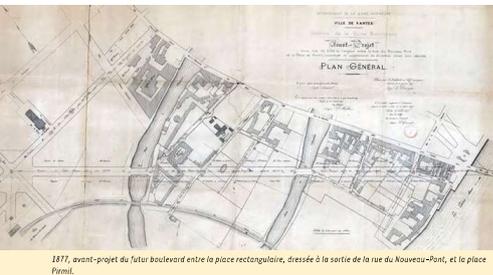
Si l'ouverture de cette nouvelle rue ne pose aucune difficulté, la construction d'un nouveau pont demeure plus complexe. Pelloutier soumet un ultime projet dans ce sens en 1863 mais ce sont finalement les ingénieurs des ponts et chaussées qui proposent, en 1874, un pont situé dans le prolongement de ceux de la Bourse et Maudit. Les travaux sont lancés en 1876 et sa mise en circulation est effective en 1880. Le pont Haudaudine marque alors l'entrée dans le port fluvial. Composé de cinq arches de 29 mètres à 35 mètres d'ouverture et large de 12 mètres, sa hauteur de passage est de 7,50 mètres en mortes-eaux et de 6,50 mètres en vives-eaux.

Le vœu de Pelloutier est donc réalisé près de quarante ans après sa pétition dans laquelle il projetait également le prolongement de la rue du Nouveau-Pont jusqu'au bras de Pirmil. En 1877, les édiles nantais vont suivre cette indication.

L'ouverture du boulevard Victor-Hugo

En 1878, parmi les projets que la Ville de Nantes présente à l'Exposition universelle, figure la réalisation de la plus grande artère de la cité en voie de réalisation : la seconde ligne de ponts qui, en 1885, deviendra le boulevard Victor-Hugo.

Dans l'atlas réalisé pour l'occasion, l'architecte en chef Demoget présente ainsi ce projet : « La nouvelle rue projetée a près d'un kilomètre en ligne droite et une largeur de 20 mètres, elle franchit les boires de Toussaint et des Récollets sur deux ponts métalliques de 40 mètres d'ouverture et 15 mètres de large ; elle aboutit par une de ses extrémités au pont de Pirmil, et par l'autre à la rencontre des rues du Nouveau-Pont et de la grande rue de la Prairie au Duc, portées également à 20 mètres. Au point de jonction de ces diverses rues appelées à devenir les artères principales du grand quartier industriel de la Prairie au Duc, une place rectangulaire de 90 mètres sera établie. La nouvelle ligne de ponts projetée met donc directement en communication le pont de Pirmil c'est-à-dire toute la rive gauche de la Loire en communication directe avec la Bourse, le quartier Graslin, etc., en servant de la rue Haudaudine, du pont Maudit et du pont de la Bourse reconstruit en 1870. »



Votée à l'unanimité lors du conseil municipal du 22 février 1877, l'ouverture de cette nouvelle voie entre la rue du Nouveau-Pont et le port de la Parée, à l'entrée du pont de Pirmil, est déclarée d'utilité publique le 30 décembre 1880. Tracée en partie sur des terrains vierges, elle donne néanmoins l'occasion aux édiles locaux de reconfigurer la voirie du quartier des Ponts. Ainsi, sont également déclarés d'utilité publique : l'élargissement et l'exhaussement de la rue Beauséjour, le prolongement de la rue de la Prairie-au-Duc jusqu'à la rue Grande-Biesse, le remaniement de la voirie existante sur la Prairie d'Aval entre la boire des Récollets et le bras de Pirmil, le prolongement de la rue des Récollets jusqu'à la nouvelle voie, l'élargissement de la rue de l'Échappée, la rectification de la place Pirmil, la suppression de la rue de l'Arche-de-Grande-Biesse et d'une partie de la rue Conan-Mériadec et enfin, l'élargissement de la rue du Nouveau-Pont.



Planté d'arbres sur tout son parcours, le nouveau boulevard est envisagé dès sa conception comme une des plus belles promenades de la ville, que la ligne de tramway, reliant la Bourse à Pirmil, sillonne à partir de 1888. Ce parcours est agrémenté par le passage sur deux nouveaux ponts métalliques, réalisés par les fonderies Voruz et l'entreprise de travaux publics Pérardiel. Posés en 1884 et 1885, ces deux ouvrages semblables, conçus par l'architecte de la ville Demogot, sont formés d'une seule arche en fonte et en fer de 36 mètres d'ouverture.

Le 26 mai 1885, quatre jours après son décès, la Ville décide d'honorer la mémoire de Victor Hugo en attribuant son nom, « en raison de la naissance d'une mère nantaise Sophie Françoise Trébuchet, à la seconde partie de la nouvelle ligne des Ponts comprise entre la place située à l'extrémité sud de la rue Louis-Blanc et l'extrémité nord du pont de Pirmil ». Dans la foulée, le 28 mai, la nouvelle place située entre la rue Louis-Blanc (dénommée ainsi en 1882) et le boulevard Victor-Hugo, devient la place de la République.

Une seconde ligne incomplète

À partir de la fin du 19^e siècle, la nouvelle ligne de ponts assure une fonction de desserte de l'espace industriel de la Prairie au Duc. Bien que qualifiée de seconde ligne de ponts, celle-ci demeure toutefois incomplète. La question d'un nouveau pont sur la rive gauche du fleuve aboutissant à Pont-Rousseau est posée dès 1877 mais cette perspective est condamnée par le développement du réseau ferré sur la Prairie au Duc. L'effet barrière de la voie ferrée empêche alors un nouveau franchissement du bras de Pirmil.

Cette question anime à nouveau la municipalité à partir de 1899. Pour pallier la saturation des espaces industriels de la Prairie au Duc, l'aménagement de l'île Sainte-Anne est envisagé. Afin d'anticiper ce développement futur, le prolongement en ligne droite de la rue Louis-Blanc jusqu'à la rive sud du bras de Pirmil est validé. Seule une amorce de ce projet est réalisée au tout début du 20^e siècle avec l'ouverture de la rue Ingénieur-Grolleau entre le passage à niveau et la boire de Toussaint.

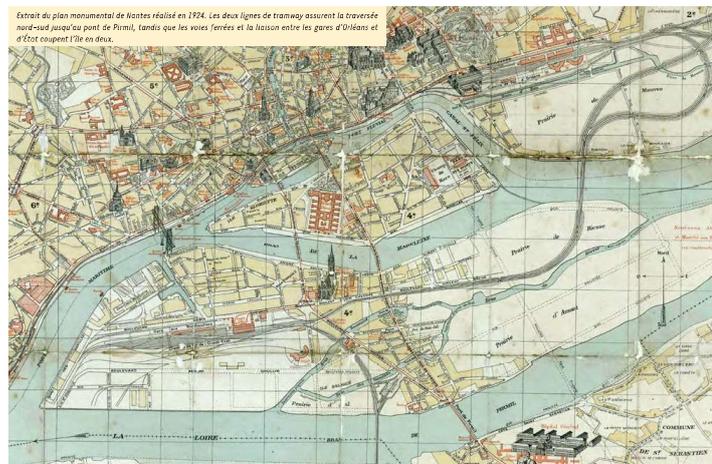


Années 1930, cette vue aérienne du quartier République permet de distinguer la rue Ingénieur-Grolleau, percée pour faciliter l'accès à l'île Sainte-Anne.

5. LE TRAIN ET LE TRAMWAY

Le développement du réseau ferré

L'implantation d'un réseau ferré sur la rive sud du bras de la Madeleine à partir de 1875 et d'une gare sur la Prairie au Duc accompagne le développement des industries et des infrastructures portuaires sur les îles de la Loire. La mise en place et la gestion de ce réseau ont dû tenir compte de l'antériorité de celui de la Compagnie d'Orléans, dont la première ligne d'Angers à Nantes est ouverte depuis août 1851, complétée par l'implantation d'une gare sur la Prairie de Mauves en 1853.



Extrait du plan monumental de Nantes réalisé en 1924. Les deux lignes de tramway assurent la traversée nord-sud jusqu'au pont de Pirmil, tandis que les voies ferrées et la liaison entre les gares d'Orléans et d'Écot coupent l'île en deux.



Le pont de Pornic en 1943, vu depuis la rive nord du bras de Pirmil.

Un projet porté par la Compagnie des chemins de fer nantais à partir de 1871

À partir de 1871, avec le soutien financier des collectivités concernées, la Compagnie des chemins de fer nantais envisage de créer une liaison ferroviaire entre Nantes et Païmbœuf avec embranchements vers Pornic et Machecoul.

Le tracé de la ligne projette une arrivée à Nantes par le bras de Pirmil, la construction d'une gare sur la Prairie au Duc, puis son raccordement avec la gare d'Orléans. En septembre 1875, la ligne de Pornic est mise en service à partir de la gare de Pont-Rousseau, avec des prolongements vers Machecoul et Païmbœuf l'année suivante. Le pont de Pornic, ouvrage métallique de 315 mètres de longueur, franchissant le bras de Pirmil, est accessible à partir de mars 1876. Un remblai est ensuite aménagé au-dessus du niveau de la crue de 1872 et deux autres ponts métalliques de 36 mètres enjambent les boires de Toussaint et des Récollets. L'ouverture d'une gare provisoire en bois pour les voyageurs le 15 avril 1876 sur la Prairie au Duc complète les installations. Seul le raccordement entre les deux gares reste à finaliser. Mais le réseau de la Compagnie des chemins de fer nantais connaît rapidement des difficultés financières. La loi du 18 mai 1878 autorise alors l'État à la racheter ainsi que celles de Vendée et des Charentes.

La jonction entre les deux gares

Déclarée d'utilité publique le 5 août 1872, la jonction entre les gares de la Prairie au Duc et d'Orléans n'est mise en chantier qu'en 1883. Le tracé de 4,9 kilomètres, préconisé par le ministère des Travaux publics dix ans auparavant, prévoit un pont métallique de 250 mètres sur le bras de la Madeleine, baptisé du nom de son concepteur, l'ingénieur Résal. Un raccordement relie ce pont aux ponts de la Vendée, vers la Roche-sur-Yon. L'exploitation de la liaison des deux gares est autorisée le 1^{er} mars 1886, avec des vitesses très réduites.



Années 1920, la cour et le bâtiment des voyageurs de la gare de l'État vus depuis le boulevard de la Prairie-au-Duc.



Vue d'une partie des quais sous l'une des deux halles de la gare de l'État au début du 20^e siècle. Les bombardements de 1943 et 1944 les détruisent entièrement.



1904, des cheminots du dépôt de Nantes-État prennent le pose à l'intérieur de la seconde ferroviaire, implantée en bordure de la boire de Toussaint et servant au remisage des locomotives.

La gare de l'État

Dès le rachat du réseau de la Compagnie des chemins de fer nantais, l'État agrandit la gare de la Prairie au Duc, devenue gare de l'État, en l'équipant d'une remise pour seize voitures, d'un quai et d'une halle pour marchandises, dotée de vastes installations de déchargement pour la « grande vitesse » (colis, bagages, messagerie) et la « petite vitesse » (vrac, pondéreux).

À partir de 1884, un nouveau bâtiment est construit en remplacement du bâtiment provisoire. La toute nouvelle gare de l'État doit accueillir les lignes de l'État et celles de la Compagnie de l'Ouest. Le bâtiment principal est inauguré le 1^{er} juillet 1887. Son architecture tranche avec la physionomie habituelle des gares de l'État. Le ministère impose en effet une révision des dispositions extérieures habituelles, « dans le sens d'une recherche plus marquée de l'effet architectural, comme il convient à la gare d'une des plus grandes villes de France ». L'ensemble se compose d'un pavillon central sur trois niveaux, à la façade néoclassique, encadré de deux annexes, d'une décoration intérieure soignée, réservant aux voyageurs de 1^{re} classe une salle d'attente garnie de menuiseries de chêne et d'un parquet en marqueterie.

À partir de 1930, l'activité de la gare est orientée vers le transport de marchandises et le dépôt. Au cours de cette décennie, plus de 500 cheminots, dont 150 ouvriers, y travaillent.



1947, pose du passage à niveau de la ligne reliant les deux gares sur le boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance.



Le projet du viaduc de raccordement des deux gares dessiné par l'entreprise nantaise de travaux publics Abel Uodin.

La suppression des passages à niveau de la rive gauche de la Loire et la déviation de la voie ferrée

La déviation de la voie ferrée et la suppression des passages à niveau sur la rive sud du bras de la Madeleine s'inscrivent dans un projet plus vaste de remaniement global du réseau ferroviaire nantais qui pose de nombreux inconvénients dans sa configuration d'origine. La voie ferrée des quais est un cauchemar, tant par les accidents provoqués que par la gêne occasionnée pour la circulation urbaine et l'activité portuaire. Le doublement de la voie en 1917, à la demande des troupes américaines, aggrave la situation.

Dans le quartier des Ponts, la présence de passages à niveau sur la voie ferrée qui traverse les boulevards Gustave-Roch et Victor-Hugo, longe le boulevard Babin-Chevaye, et coupe la rue Grande-Biesse, perturbe le passage des tramways et la circulation automobile. L'ouverture du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, nécessitant la pose d'un nouveau passage à niveau, amplifie le problème.

Les autorités recherchent alors des solutions et vont saisir les possibilités offertes, à la fin des années 1920, par le comblement des bras nord de la Loire. Au début des années 1930, les compagnies de l'État et d'Orléans définissent un programme de travaux destiné à supprimer la circulation des trains sur les quais, à éliminer les passages à niveau et à spécialiser chaque gare : le trafic des voyageurs à la gare d'Orléans et celui des marchandises à la gare de l'État.

En 1937, l'État nationalise les chemins de fer et l'ensemble du réseau est incorporé à la SNCF. La société reprend le programme de restructuration défini par ses prédécesseurs. Ce dernier est entériné par une décision ministérielle du 6 octobre 1939. Les travaux sont lancés la même année mais sont interrompus pendant la Seconde Guerre mondiale. Il faut alors attendre les années 1950 pour que les chantiers aboutissent.



Vue aérienne du quartier réalisée en 1956. Au sud de la voie ferrée, les travaux de terrassement du viaduc dans la partie amont, aboutissant au lit comblé de la boire des Récollets, écarchent les prairies de l'entre-deux-rives.

Le tracé de l'ancienne ligne laisse ses marques jusqu'au début des années 1980, dans son cheminement le long du boulevard Babin-Chevaye. Après le retrait des rails, il faut attendre 2013 pour que ce passage soit à nouveau dédié aux transports collectifs avec l'ouverture de la ligne du Chronobus C5.

Sur la rive nord, une tranchée et un tunnel sont inaugurés en 1955, tandis que sur la rive sud, une déviation de la voie, sur le tracé de laquelle alternent remblai et viaduc, est adoptée. Cette décision fait suite à un débat de fond posant la question du maintien de la liaison entre les deux gares. Malgré la faiblesse du trafic, la déviation de la voie ferrée est confirmée.

Réalisés entre 1956 et 1960, les ouvrages se succèdent sur une ligne qui, à partir du pont Régal, emprunte un remblai jusqu'à la rue du Bois-Joli, puis un viaduc au-dessus des boulevards des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance et Victor-Hugo. La voie est ensuite scindée en deux branches : l'une rejoint le pont de Pornic, tandis que l'autre dessert la gare de l'État, en longeant la cité HBM et en enjambant le boulevard Gustave-Roch.

Le paysage du quartier est alors fortement impacté par ce nouveau tracé : son caractère « muraille de Chine » coupe en deux l'île Beaulieu et l'élevation du viaduc est prétexte au comblement de la boire des Récollets.



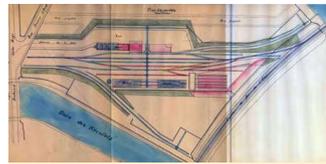
Cette vue aérienne, d'est en ouest, de la Prairie au Duc en 1968 permet de saisir l'importance de l'emprise ferroviaire.

L'arrêt progressif des activités ferroviaires et la fermeture de la gare de l'État

À partir de 1959, le trafic pour les voyageurs cesse totalement, tandis que les activités de dépôt sont progressivement transférées au Grand-Blottereau. La gare conserve le service marchandises des entreprises locales, du port et du MIN, avant de fermer définitivement en 1980. Des activités de fret opérées par le SERNAM subsistent toutefois.

En octobre 1988, la SNCF demande un permis de démolition des bâtiments. Sauvée grâce à une levée de bouclier des défenseurs du patrimoine, la gare est vendue à la SELA (Société d'équipement de Loire-Atlantique) en 1989. L'aménagement de la place de la gare de l'État est alors confié à l'atelier Chemetoff-Berthomier, tandis que les bâtiments sont restaurés pour abriter la Maison des syndicats. En 2013, les hangars du fret sont démolis. Les voies ferrées sont utilisées jusqu'en 2019 comme zone de stockage, de maintenance de matériels et de garage pour les trains de travaux.

L'emprise ferroviaire qui couvre une surface de quinze hectares est incluse dans le programme d'aménagement de l'île de Nantes. Un parc et une zone résidentielle doivent voir le jour. La SNCF (Réseau ferré de France) s'engage en effet à transférer ses installations au Grand-Blottereau et à livrer le terrain libéré en 2022.



1899, plan d'ensemble des bâtiments de la gare de Legé, cernés par la boire des Récollets et la Loire.



La gare de Legé au débouché du pont de Pornic avec un train prêt à franchir le pont ferroviaire établi sur la boire des Récollets.

La gare de Legé

Dans le secteur de la Prairie d'Aval, l'avenue de la Gare-de-Lagé nous rappelle la présence d'une autre gare dans le quartier, qui fonctionna pendant près de 50 ans. Le 1^{er} août 1890, la ligne d'intérêt local à voie étroite Nantes-Lagé par Bouaye et Saint-Philbert est déclarée d'utilité publique après avoir reçu un avis favorable du conseil général de la Loire-Inférieure en 1884, et celui de la Ville de Nantes, trois ans plus tard. Les travaux démarrent rapidement et la ligne est mise en service le 28 août 1893. Longue de 44 kilomètres, cette dernière a nécessité la pose d'un rail supplémentaire à voie étroite sur le pont de Pornic. La concession est attribuée à la Compagnie française des chemins de fer à voie étroite.

La gare dédiée à la ligne est construite à partir de 1891. Se déployant sur un peu plus d'un hectare, elle dispose d'une voie principale, de trois voies de garage, et de deux voies de raccordement fluvial, l'une vers le bras de Pirmil, l'autre vers la boire des Récollets. Le dépôt, associé à des ateliers d'entretien et de remises, permet d'abriter une dizaine de locomotives. L'importance du trafic agricole a nécessité un quai spécifiquement dédié aux transferts de bestiaux.

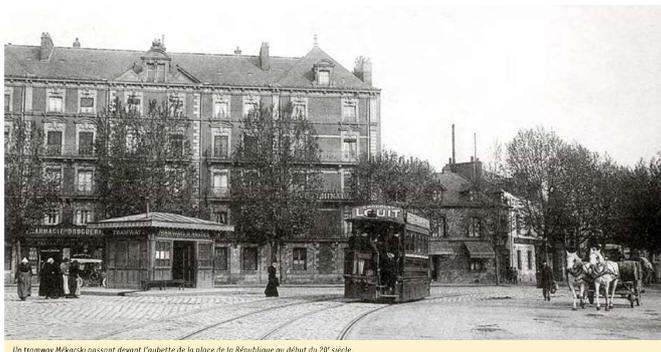
La compagnie emploie localement une centaine d'agents. Jusqu'en 1933, elle assure quotidiennement trois trajets mixtes (voyageurs et marchandises). Concurrencée par le transport routier, la gare de Legé ferme en 1935.

Des lignes de tramway

Au 19^e siècle, le développement industriel et urbain impose un mode de transport collectif dans les villes afin de répondre aux besoins en déplacements, devenus de plus en plus nombreux du fait de l'éloignement entre les lieux de résidence et d'activité. Pour faire face à cette demande, Nantes joue les pionnières en matière de transport en commun.

Lorsque le 26 janvier 1958, les Nantais fêtent la fin du tramway, c'est avec un peu plus de 80 ans de leur histoire qu'ils rompent. C'est en effet le 7 novembre 1876 que le conseil municipal autorise Louis Mékarski, directeur de la Société générale des moteurs à air comprimé (dont il est l'inventeur), à exploiter une ligne de tramway le long des quais de la Loire, entre le pont de Toutes-Aides et la gare d'eau de la Grenouillère à Chantenay. La Compagnie des tramways de Nantes (CTN) est alors créée. Cette première ligne du réseau nantais, inaugurée le 12 février 1879, est également la première en France à utiliser la traction mécanique à air comprimé. Ce procédé est utilisé pendant une trentaine d'années. En 1911, le maire Paul Bellamy décide l'électrification du réseau et les premiers tramways électriques circulent à partir de 1913.

Dès la mise en place des premiers omnibus, le quartier des Ponts est traversé, à partir de 1826, par une ligne reliant le pont de la Poissonnerie au pont de Pirmil. Un demi-siècle plus tard, l'ouverture d'une ligne de tramway, « pour desservir la grande artère des ponts entre la rue Dos-d'Âne et la place du Change », est l'une des priorités des édiles locaux. La réponse de la CTN ne se fait pas trop attendre et en 1880, cette dernière propose la création d'une deuxième ligne à Nantes entre la place du Commerce et la place Pirmil. Le tramway doit cheminer par les ponts de la Bourse et Maudit, longer le quai de l'Hôpital, traverser la chaussée de la Madeleine avant d'accéder à l'axe Grande-Biesse — Vertais, puis au pont et à la place Pirmil.



Un tramway Mékarski passant devant l'auvette de la place de la République au début du 20^e siècle.

L'ouverture du boulevard Victor-Hugo en 1885 modifie ce tracé. La municipalité va en effet opter pour un passage par le pont Haudaudine, la rue Louis-Blanc et la nouvelle artère. Le projet est déclaré d'utilité publique en 1887. Les premières voitures de tramway sont mises en circulation dès 1888 et la nouvelle ligne Commerce-Pirmil est achevée en 1890. Une ligne de raccordement avec la gare de l'État est ouverte en 1897.

Le projet du passage d'une ligne entre les ponts de la Madeleine et de Pirmil est réactivé en 1895 à l'initiative de la Compagnie des tramways de Nantes : « Vous savez que depuis l'établissement de notre ligne des Ponts (...), les habitants du quartier de la Madeleine et de la rue Grande-Biesse regrettent la suppression des omnibus qui passaient autrefois devant leur porte, tandis qu'ils sont obligés aujourd'hui d'aller chercher nos voitures à une distance de 300 mètres. » La création de cette nouvelle desserte, reliée à la ligne de la route de Paris, est alors proposée à la Ville. Mais cette initiative n'est pas du goût des commerçants du quartier... En 1900, alors que de nombreuses pétitions pour obtenir une ligne de tramway dans divers quartiers nantais parviennent aux autorités locales, « les habitants de la vieille ligne des ponts protestent contre l'établissement d'une deuxième ligne de tramway sur les ponts, celle existant sur la nouvelle ligne est bien suffisante (...). En autorisant l'établissement de cette deuxième ligne de tramway, vous enlevez au quartier des ponts tout son commerce qui n'est déjà pas suffisant ». Ils n'auront pas gain de cause et la deuxième ligne du quartier des Ponts est ouverte la même année.



La rue Grande-Biesse au début du 20^e siècle. Vue d'un tramway Mékarski à l'arrêt devant le passage à niveau du boulevard Balzac-Darvay.

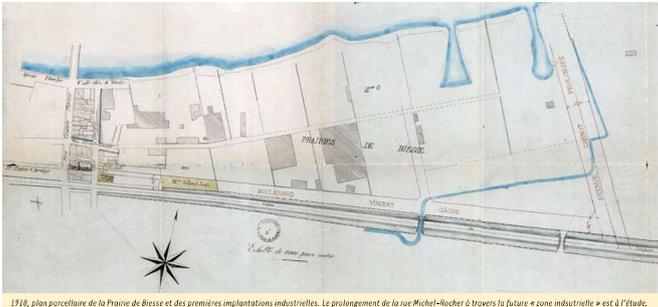
Touchées par les bombardements, ces deux lignes sont abandonnées en 1952 au profit des bus. Remis en service la veille des fêtes de Noël 1984, le tramway réapparaît dans le quartier en 1992 lors du lancement de la deuxième ligne Orvault-Pirmil.

6. LA PRAIRIE DE BIESSE

Un nouveau quartier industriel au début du 20^e siècle

À partir de la fin du 19^e siècle, la Prairie de Biesse est envisagée comme un lieu de développement industriel : « Ces vastes terrains sont par leur situation dans des conditions exceptionnelles pour l'établissement industriel, entourés comme ils le sont par la Loire et traversés par deux lignes de chemin de fer pouvant les mettre en communication avec tous les points de la France. »

En 1900, « dans le but de retenir à Nantes l'installation d'une nouvelle grande industrie, de l'aider à chercher le terrain dont l'industriel a besoin, c'est-à-dire un terrain d'une surface d'environ 3 000 m² bordant une rivière et pouvant facilement se relier avec une ligne de chemin de fer », la municipalité étudie un projet d'aménagement d'une partie de la Prairie de Biesse, posant ainsi les bases d'un nouveau quartier industriel.



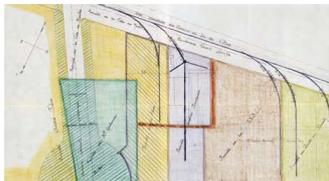
1910, plan parcellaire de la Prairie de Biesse et des premières implantations industrielles. Le prolongement de la rue Michel-Rocher à travers la future « zone industrielle » est à l'étude.

Dans un premier temps, il s'agit de trouver une solution de remplacement à un projet initialement prévu sur l'Île Sainte-Anne. Son initiateur, monsieur Coulont, projetait en effet d'y installer une usine métallurgique de production de matériel pour les chemins de fer. Face à l'ampleur des remblaiements et au coût d'aménagement des rives du bras de Pirmil, le projet est ajourné.

L'industriel accepte la proposition de remplacement de la Ville, à condition qu'un chemin de halage à l'abri des crues de la Loire soit aménagé. La construction de cette voie d'accès, « qui desservira en outre les surfaces inoccupées en ce moment mais qui ne tarderont pas à être recherchées comme terrains industriels », est approuvée et s'insère dans un programme d'aménagement plus vaste présenté en conseil municipal le 28 février 1900 : « Les terrains industriels deviennent de plus en plus rares à Nantes, la Prairie au Duc est complètement occupée et si, dès maintenant, on ne cherche pas à prévoir l'avenir, il est à craindre que le mouvement industriel qui depuis quelques années se manifeste de plus en plus ne vienne à s'arrêter ou ne se reporte, comme cela est déjà arrivé, dans la commune de Chantenay. Il nous semble donc que Nantes doit faire tout son possible et même s'imposer des sacrifices pour favoriser et encourager les nouvelles industries qui désirent venir s'y installer. Aussi est-ce en considération de cet exposé que nous avons cru devoir étudier non seulement la construction du chemin de halage demandé mais bien la création d'un nouveau quartier industriel dans les prairies de la Madeleine qui serait pour ainsi dire le complément de celui de la Prairie au Duc. »



1946, travaux de voirie sur le boulevard Vincent-Gâche cerné par la ligne de raccordement des deux gares et la voie ferrée de desserte des industries. Au premier plan, les Acieries Nantes-Médéric sont dominées par l'imposant bâtiment de la Société nouvelle des bous centrifugés et comprimés (SNBC).



Années 1930, plan parcellaire de la Prairie de Biesse. Trois entreprises, desservies par le chemin de fer, s'implantent durablement dans la nouvelle « zone industrielle ».



Vers 1948, vue aérienne de l'ensemble des bâtiments industriels des trois entreprises qui ont développé leurs activités sur la Prairie de Biesse : les Acieries de Nantes-La Madeleine, la SHBC et les Dockes de l'Ouest.

En effet, le plan d'aménagement de la rive amont du bras de la Madeleine reprend, en partie, le modèle adopté un demi-siècle plus tôt sur la Prairie au Duc. Formant un quadrilatère, le plan prévoit le prolongement du boulevard Babin-Chevaye et l'ouverture d'une voie de 20 mètres de largeur entre le bras de la Madeleine et la levée du chemin de fer, « tracée dans l'axe des cours Saint-André et de l'avenue Carnot pour le cas où dans l'avenir, cette rue serait l'amorce d'une troisième ligne de ponts aboutissant à la Côte Saint-Sébastien. Pour le moment la rue s'arrêterait à sa jonction avec le boulevard Babin-Chevaye prolongé ».

Le projet de l'industriel Coulont est finalement abandonné mais les autorités locales maintiennent le plan d'aménagement de la Prairie de Biesse. Le prolongement du boulevard Babin-Chevaye, déclaré d'utilité publique le 5 décembre 1908, est achevé à la fin de l'année 1910. Quatre ans auparavant, la municipalité lui avait attribué le nom de Vincent Gâche, rappelant ainsi la mémoire du premier industriel établi dans la partie amont de l'entre-deux-rives.

Alexandre Perdriel, promoteur du développement industriel de la Prairie de Biesse

Afin de mettre en œuvre ce projet, les autorités ont dû traiter avec l'un des principaux propriétaires de la prairie : Alexandre Perdriel. Entre 1884 et 1897, cet entrepreneur de travaux publics et du bâtiment acquiert, avec son frère Félix, de vastes terrains sur les prairies de la Madeleine et de Biesse pour l'aménagement desquelles ils se muent en lotisseurs.

Les prévisions de développement d'un nouveau quartier industriel envisagées par la municipalité sont rapidement confirmées grâce à leur impulsion. Aussi, en 1903, le contrat passé avec la Ville stipule que l'entrepreneur « accepte de vendre 4 francs le m² son terrain nécessaire à l'emprise du boulevard Vincent-Gâche à la condition que les acquéreurs futurs de ses terrains pourraient établir sur le boulevard, les voies de raccordement avec le chemin de fer », condition sine qua non pour convaincre les industriels de s'établir dans ce nouveau quartier.

De fait, les parcelles remblayées trouvent rapidement preneurs mais le développement industriel du secteur restera circonscrit dans les limites du plan d'aménagement acté en 1900. Le projet du prolongement de l'avenue Carnot formera en effet une frontière virtuelle jusqu'à sa réalisation en 1966.

7. ENDIGUER, DÉTOURNER, COMBLER : LA DISPARITION DES BOIRES

L'histoire de l'urbanisme à Nantes est marquée par les rapports de la ville à ses cours d'eau. La vocation portuaire et maritime de Nantes s'affirme aux 18^e et 19^e siècles. Aussi, le développement du port demeure au fil des siècles, la position prééminente dans toute question touchant l'organisation de l'espace urbain.

Le choix du maintien d'un port maritime à Nantes a métamorphosé la ville notamment par les choix opérés sur les aménagements de la Loire : endiguement, creusement du lit et de canaux, détournement et comblement. Ces grands travaux n'ont pourtant pas permis de conserver la vocation maritime de Nantes : le port a quitté la ville et les chantiers navals ont disparu. Mais ils ont profondément métamorphosé l'entre-deux-rives à partir du 18^e siècle.

Aussi, pendant deux siècles, l'archipel ligérien s'est progressivement élargi et soudé, jusqu'à former un peu plus de 350 hectares de terres fermes, rassemblées aujourd'hui sous la dénomination : Île de Nantes. Deux siècles auront été nécessaires pour en voir l'achèvement.

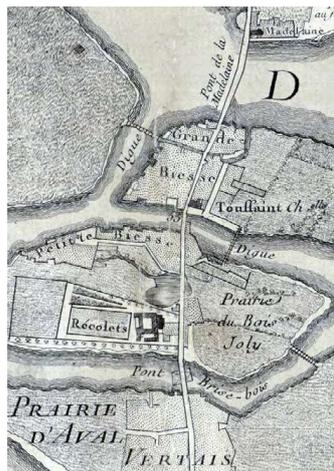
Accroître les îles pour augmenter les revenus royaux et renforcer le fleuve



Carte dressée en 1766 par Jean-Antoine Bonvaux, inspecteur chargé du suivi des travaux de canalisation de la Loire. Cette carte, établie à moitié basse, rend compte des étendues de sable stabilisées et des dépôts en cour. Au sud de la Prairie au Duc, la future Île Sainte-Anne commence à émerger.

Les îles de la Loire ont été formées par l'accumulation des sables, charriés par les courants, autour des éperons rocheux situés au cœur du lit du fleuve. Au 17^e siècle, plusieurs campagnes d'inventaire sont réalisées pour recenser ces atterrissements, propriétés royales. En 1753, le plan Cacault met en relief neuf îles.

Bien que naturels, l'accroissement des îles et leur soudure ont été accompagnés par l'action humaine à partir du 18^e siècle. Aussi, à partir des années 1750, le devenir des îles est subordonné aux exigences de la navigation. L'affirmation de la vocation portuaire et maritime de Nantes conduit les autorités à programmer un vaste chantier de canalisation du fleuve. Maintenir en eau ses bras nord qui desservent l'espace portuaire et le réduire à deux bras entre l'île de la Madeleine et la forteresse de Pirmil sont les objectifs à atteindre.



Extrait du plan de Nantes établi par Lerouge en 1766. Cette vue permet de localiser les digues établies sur chaque boire traversant le faubourg des Ponts.

En 1753, le gouverneur, les États de Bretagne et le roi confient l'exécution de ce programme à l'ingénieur de la marine Nicolas Magin, qui, s'inspirant du mode de formation des atterrissements, fait élever une série de digues visant à retenir les sables entre les îles. Six digues sont ainsi aménagées entre les îles de l'archipel afin de renforcer le courant et de privilégier la navigation dans le bras de la Madeleine.

En 1758, les nouveaux espaces gagnés sur la Loire sont rétrocédés par le roi à la Ville sous la condition d'en réinvestir les profits dans des opérations de régulation du fleuve. En 1763, la commune poursuit la construction de digues sous la contrainte desquelles la configuration de l'archipel évolue rapidement : des îles se rapprochent, d'autres apparaissent. Ainsi en amont de la ligne des ponts, les nouvelles îles de la Turmelière et de Beaulieu apparaissent, tandis que les îles des Quatre-Compères et de Launai sont rattachées à la Prairie d'Amont. Au sud de la Prairie au Duc, un long banc de sable commence à émerger : la future île Sainte-Anne. Cette métamorphose provoque également la disparition progressive de la boire de Biesse qui relie le bras de la Madeleine à la boire de Toussaint.

Le comblement de la boire de Biesse et l'ouverture de la rue Conan-Mériadec

L'ensablement de ce bras secondaire révèle dans un premier temps les tentatives d'appropriation des nouveaux atterrissements par les propriétaires riverains. Ainsi en 1830, un particulier demande l'autorisation de planter une oseraie dans la boire « comme l'ont déjà fait plusieurs propriétaires riverains de cette boire notamment Favre-Petitpierre et l'hospice de Nantes ».

Cette demande renseigne sur l'état de ce petit bras au début du 19^e siècle : « Cette boire, très anciennement barrée en deux endroits, par deux digues construites à pierres sèches (...) était en grande partie altérée et ne pouvait servir tout au plus que pour le dégagement des grandes eaux de la Loire, que déjà divers propriétaires (...) avaient fait depuis plusieurs années dans cette même boire et le long de leurs terrains respectifs des plantations assez considérables qui occupent à peu près la moitié du canal, qu'il paraît que ces plantations ont été faites sans aucune concession préalable et sous le prétexte du droit d'alluvion. (...) Il est de fait que par l'effet de la construction de deux digues, la boire se trouve en majeure partie comblée. Elle pourrait être comblée en totalité sans aucun inconvénient. »

Cette proposition de comblement trouve sa concrétisation avec le lotissement industriel et résidentiel d'une partie de la Prairie au Duc porté par la famille Pelloutier. La boire forme en effet la limite orientale du projet urbain. Séparant la Prairie au Duc du faubourg de Grande-Biesse, elle constitue alors un obstacle pour l'accès à la ligne des ponts, seule voie d'accès à la ville.



Extrait du plan de la ville réalisé par Ogée en 1838. En aval de la ligne des ponts, la boire de Biesse est endiguée par deux barrages. Son assèchement permet de projeter le tracé de la future rue Conan-Mériadec.

Dans les années 1840, l'administration municipale vend les terrains situés dans la boire de Biesse, « à la charge que les acquéreurs établiraient sans aucun retard à leurs frais une rue de 20 mètres de largeur dans l'emplacement de cette boire ». En 1850, une pétition mentionne « la toute nouvelle rue qui vient d'être élevée et sablée tout récemment ». Quelques années plus tard, en 1856, les riverains réclament « que la rue Conan-Mériadec soit immédiatement plantée d'arbres dans toute sa longueur afin qu'ils aient le temps de croître en attendant qu'elle se bâtisse sur toute la ligne et serve un jour de promenade publique au quartier qui ne peut que gagner à ce que ses abords restent toujours libres et dégagés ».

Lorsque le bras de Biesse est définitivement comblé, seuls deux bras de Loire traversent encore l'entre-deux-rives : les boires de Toussaint et des Récollets. Le projet de leur comblement apparaît dès le milieu du 18^e siècle mais la forte opposition, au début du 19^e siècle, des habitants, des industriels et des artisans, pour qui l'eau est la raison même de leur installation sur la chaussée, ralentit ce projet.

Les digues : un frein à l'activité industrielle et un foyer d'infection

Bien qu'endigüées, les boires de Toussaint et des Récollets sont conservées mais, pendant plus d'un siècle, la baisse du niveau de l'eau provoquée par les barrages est source de conflits. Pendant tout le 19^e siècle, de nombreuses pétitions en dénoncent les conséquences sanitaires d'une part, et la nuisance pour les intérêts industriels d'autre part, et réclament l'abaissement des barrages afin que l'eau des boires puisse se renouveler.

Ainsi celle du directeur de la Raffinerie nantaise en 1872, qui donne une idée de l'environnement dans lequel vivent les habitants du quartier des Ponts : « J'ai déjà signalé l'infection et la malpropreté des eaux chargées de chaux et de matières animales qui suintent constamment des murs de l'établissement de Douaud et Boutin (chamoiseur) et qui coulent dans les ruelles voisines. Les eaux s'étendent ensuite sur les sables de la boire des Récollets pour aller se réunir dans les flaques d'eau que les marées ont de la peine à renouveler. Et elles deviennent d'autant plus infectes que les enfants du quartier qui sont constamment à s'y amuser en remuent les vases. On voit même des enfants qui s'y baignent, chez lesquels la malpropreté de ces eaux pourrait occasionner les plus graves maladies. (...) Une situation sérieuse pour les habitants du quartier mais aussi pour la raffinerie nantaise, si utile au quartier, qui éprouve les plus grandes difficultés dans la fabrication de ses sucres et dans le lavage de ses noirs en se servant de ces eaux presque toujours chargées de matières animales. »

Le même constat est établi pour la boire de Toussaint et perdure jusqu'à la fin du 19^e siècle. Malgré quelques concessions des ponts et chaussées, les luttes pour abaisser les barrages et faire revenir l'eau dans les bras secondaires sont vaines. La priorité est donnée à la navigabilité de la Loire : « Les barrages de Toussaint et des Récollets font actuellement partie d'un système d'ouvrages destinés à rejeter pendant l'étiage les eaux vers le bras navigable de la Loire. »

Aux conséquences sanitaires de ce choix s'ajoutent à partir du début du 20^e siècle, le dragage de la Loire, le développement des infrastructures portuaires sur les rives du bras de Pirmil, la suppression des passages à niveau et les nécessités de la circulation automobile qui viendront à bout de la lutte pour le maintien des boires.



Vers 1875, la boire de Toussaint à marée basse, bordée par les bâtiments de la savonnerie Biette.



La boire et le pont des Récollets en 1904. À marée basse, le petit bras n'est plus qu'un filet d'eau permettant toutefois aux lavandières d'utiliser les bateaux-loisirs.

Les comblements de Nantes

Le comblement des deux derniers bras du quartier des Ponts s'inscrit dans le plan plus large des comblements de Nantes, dont la décision est relative aux effets désastreux du dragage de la Loire sur les ponts et les quais. Ces travaux d'approfondissement dans la Basse-Loire ont été autorisés par les programmes de 1903 et 1913 pour lutter contre l'ensablement du lit du fleuve. La baisse de l'étiage engendrée par ce vaste chantier a non seulement fragilisé ces infrastructures, mais également transformé le centre-ville en un véritable cloaque nauséabond. Faire disparaître l'eau du cœur de la ville apparaît alors comme la seule solution, d'autant plus que la question des transports prend une acuité particulière après 1918 : la voie ferrée coupe la ville en deux, ses 24 passages à niveau nuisent à la circulation nord-sud et occasionnent beaucoup d'accidents. La décision est donc prise de combler les deux bras nord de la Loire et de détourner le cours urbain de l'Érdre. Entre 1926 et tout au long des années 1930, les îles ligériennes perdent leur insularité et le cœur de la ville-port est progressivement mutilé pour maintenir un port de mer.

Dans le quartier des Ponts, les îles subissent également le contrecoup des dragages intensifs qui provoquent une baisse importante du niveau de l'eau à marée basse et amplifient un phénomène déjà bien connu des habitants du quartier des Ponts : les foyers d'infection que forment ces deux bras, quand l'eau se retire. De plus, les deux boires qui divisent le quartier en trois îlots, constituent à partir du début du 20^e siècle un frein au développement des infrastructures portuaires, ferroviaires et industrielles de l'entre-deux-rives. L'extension du port et la sup-



1937, vue aérienne, prise du nord vers le sud, du comblement des bras de la Loire.

pression des passages à niveau nécessiteront alors leur comblement. Ces derniers sont évoqués dès le début du 20^e siècle pour valoriser les prairies de Biesse et d'Amont mais c'est le développement des infrastructures portuaires sur la partie aval du bras de Pirmil qui décide la Ville à entériner ce projet.

La construction du quai des Antilles et du quai Wilson

Au début du 20^e siècle, afin de permettre aux gros navires de remonter l'estuaire jusqu'aux quais de Nantes, le dragage à une profondeur de huit mètres de la Basse-Loire depuis Nantes jusqu'à Saint-Nazaire est programmé. Pour accompagner ce projet et ses attendus pour le développement de l'activité portuaire, les édiles nantais anticipent, à partir de 1902, « l'agrandissement des quais et dans un avenir plus éloigné, l'établissement d'aménagements sur toute la longueur du bras de Pirmil ».

La construction du quai des Antilles est décidée le 26 mai 1902. L'édification de ces 260 mètres d'estacades en prolongement du quai maritime de la Prairie au Duc nécessite de dévier et de combler une partie de la boire de Toussaint, dite bras du Fendi, qui sépare l'Île Sainte-Anne de la Prairie au Duc. Afin de desservir par le nord le futur quartier industriel de l'Île Sainte-Anne, le boulevard Benoni-Goullin est ouvert en 1903 entre le nouveau quai et la partie non comblée de la boire de Toussaint.

Le rattachement de ces deux îles préfigure la construction du quai Wilson. La situation géographique et les vastes terrains vierges de l'Île Sainte-Anne doivent, en effet, favoriser l'établissement d'industries sur la rive droite du bras de Pirmil et en préparer l'aménagement maritime. Dès 1905, la chambre de commerce demande le prolongement du quai sur la rive sud de l'Île Sainte-Anne. Les travaux d'un quai sur voûtes en béton démarrent en 1913. Ralentis par la guerre, ces derniers ne sont achevés qu'en 1928.

Au cours des années 1920, deux facteurs vont alors se conjuguer pour aboutir à la décision du comblement des boires : l'abaissement de l'étiage et l'ouverture du quai Wilson.

« Deux petits bras de la Loire où le fleuve n'osait même plus se montrer »

À partir du mois de novembre 1926, une campagne de presse accompagnant les revendications de l'Union des Pontenois, comité de défense des intérêts du quatrième canton, milite pour le comblement des boires. Le dragage de la Loire et ses conséquences sont explicitement mis en cause. Aussi, les habitants du quartier demandent « au nom de l'hygiène et de la salubrité publique, la disparition prompte des foyers d'infection et de peste que constitue à marée basse le lit marécageux des deux petits bras de la Loire ».

Au moment où le bras de la Bourse est en cours de comblement, les habitants ne comprennent pas pourquoi leur demande n'aboutit pas : « Le comblement des boires de Toussaint et des Récollets, qui fut en quelque sorte promis aux habitants des Ponts il y a cinq ou six lustres et dont ils attendent toujours la réalisation. (...) On fait état de grandes difficultés pour combler les boires dont nous voudrions n'être plus empoisonnés. (...) Nous savons que les boires servaient à l'évacuation des eaux résiduaires des usines qu'elles desservent. Nous savons

qu'elles étaient nécessaires à un certain écoulement des crues. Nous savons que les usines installées en bordure de ces boires ont besoin d'eau. Autant de difficultés à vaincre qui n'effraient guère nos ingénieurs, surtout après les travaux qu'ils sont en train d'exécuter pour l'actuel comblement du bras de la Bourse. (...) »

Alors qu'un demi-siècle plus tôt, les intérêts industriels du quartier ne préoccupaient guère les ingénieurs des ponts et chaussées, en 1926 ce sont ces mêmes intérêts qui sont mis en avant par l'ingénieur Marcheix pour justifier le maintien des boires : « Bien que partisan fervent pour la salubrité du quartier, pour l'esthétique de la ville et pour toutes les facilités qu'il apporterait à la circulation. (...) En dehors du coût du remblaiement, l'obstacle principal à ce comblement est la présence d'usines en bordure des boires qui devront trouver de l'eau quand les boires n'existeront plus. »

Deux ans plus tard, ce ne sont pas les revendications des habitants qui emportent la décision mais les intérêts du port, avec l'ouverture du quai Wilson, qui passent à nouveau devant ceux des industriels du faubourg des Ponts.

L'ouverture du boulevard Gustave-Roch

En janvier 1928, une partie du quai Wilson, qui s'étend sur 160 mètres, est sur le point d'être achevée. La totalité du terre-plein est cédée à la Compagnie générale transatlantique, qui programme la construction de hangars afin de transférer ses installations du quai Saint-Louis.

Ce nouvel aménagement présente néanmoins un point critique : le barrage que constituent la boire de Toussaint et la voie ferrée pour rejoindre une grande artère de circulation. Ces derniers isolent le quai et obligent à un contournement de deux kilomètres et demi par le quai des Antilles et le boulevard de la Prairie-au-Duc pour le relier à la place de la République.

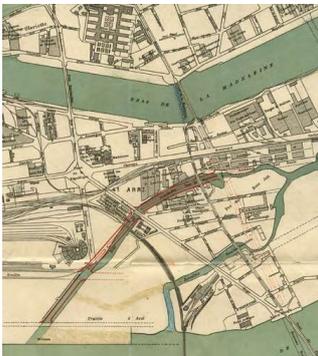
L'administration des ponts et chaussées, la Compagnie générale transatlantique et la chambre de commerce



Vue aérienne du faubourg des Ponts en 1923. Les deux boires cheminent à travers le quartier et mettent en relief les trois faubourgs de Grande-Biesse au nord, de Petite-Biesse au centre et de Verban au sud.



1927, la boire de Toussaint et les industries implantées sur ses rives, vues depuis la rue Grande-Biesse.



Extrait du plan de la ville, réalisé par Justin Vincent en 1938 et repris en 1926 pour superposer le tracé du futur boulevard Gustave-Roch sur la boire de Toussaint. À cette date, la boire des Récollets a été détournée vers le bras de Pirmil, en aval de la voie ferrée.

vont alors faire une demande conjointe, en vue d'établir une voie de communication directe entre le quai Wilson et la place. Le déplacement ou la traversée des sept voies ferrées de la gare de l'État n'étant pas envisageables, le comblement de la boire de Toussaint est l'option choisie. La Ville s'engage alors à créer un boulevard de 26 mètres de largeur sur le bras préalablement comblé et à prolonger le boulevard Benoni-Goullin jusqu'à la voie ferrée de Pornic. « Nous allons pouvoir réaliser un projet dont on parle depuis 50 ans. Cette amélioration sera très favorablement accueillie par les habitants du 4^e canton et aussi par tous les Nantais. Souhaitons qu'une solution aussi heureuse puisse être obtenue prochainement pour le comblement de la boire des Récollets », déclame le maire Paul Bellamy lors du conseil municipal du 11 mai 1928.

L'État cède le lit de la boire à la Ville, qui prend en charge les dépenses de remblaiement. Les travaux exécutés par les ponts et chaussées démarrent en juin 1928. La partie remaniée de la boire s'étend sur 1 050 mètres de longueur, 30 mètres de largeur et 9 mètres

de profondeur. Trois cent mille mètres cubes de sable, pris directement dans le bras de Pirmil, sont nécessaires.

En décembre 1929, lorsque le boulevard, fraîchement dénommé Gustave-Roch, est livré à la circulation, « avec ses 26 mètres de largeur comprenant des trottoirs de 3 mètres, deux chaussées de six mètres chacune, encadrant un terre-plein médian de six mètres, planté d'une double rangée d'arbres », c'est l'une des voies les plus larges de Nantes que le maire présente comme une innovation : « Ce type de boulevard, en obligeant les véhicules à suivre leur droite, facilite la circulation et permet de laisser les arbres prendre tout leur développement sans gêner les habitations riveraines. C'est là une heureuse disposition dont on ne saurait que s'inspirer pour l'aménagement des voies nouvelles. »

Avec le comblement du bras de Toussaint, les anciens îlots de Grande-Biesse et Petite-Biesse sont réunis. Cerné par la boire des Récollets et le bras de Pirmil, le faubourg de Vertais flanqué des prairies d'Amont et d'Aval, demeure alors la seule et dernière île du faubourg des Ponts. Mais pour une courte durée, le comblement de la dernière boire étant déjà programmé.



1928, comblement de la boire de Toussaint devant la rue Dargère, en amont du pont.



1929, le boulevard Gustave-Roch vers le boulevard Victor-Hugo. Mise en circulation en 1929, la chaussée, touchée par les bombardements du 16 septembre 1943, a dû être refaite après la guerre.

La boire des Récollets

Lorsque la décision de combler le dernier bras de l'archipel est prise, il s'agit d'achever des travaux amorcés depuis deux décennies. En effet, au moment du comblement du bras du Fendi, une partie de la boire a été déviée dans le bras de Pirmil.

C'est à la faveur des travaux de déviation de la voie ferrée, reliant la gare d'Orléans à celle de l'État, que la décision de combler la boire des Récollets est entérinée par l'État en 1941. Deux ans auparavant, le directeur de la région ouest de la SNCF soumet un projet de déviation de la ligne de Pornic et d'un nouveau raccordement entre les deux gares qui permet de supprimer les passages à niveau sur la rive gauche. Sa mise en œuvre se traduit par la construction d'un viaduc dont une partie est ancrée dans le lit de la boire. Ce vaste chantier nécessite donc son comblement entre le pont de Pornic et la rue de la Loire.



Comblement de la boire des Récollets, plan d'ensemble des aménagements de voirie et de zones à combler éventuellement, réalisé le 9 novembre 1946.



1941, à proximité des importants bâtiments de la papeterie et de la raffinerie Say, la boire des Récollets en cours de comblement entre le bras de Pirmil et le boulevard Victor-Hugo.



1941, la baie des Récollets, peu de temps avant son comblement, vue depuis le pont du boulevard Victor-Hugo.



1942, démolition du pont du boulevard Victor-Hugo au cours du comblement de la baie des Récollets.

Remblayé en 1941 à titre gratuit par l'État, l'espace ainsi libéré par le comblement achevé en 1942, va permettre, en dehors de la zone intéressée par le tracé du chemin de fer, la réalisation de quatre projets municipaux : la jonction entre les boulevards Benoni-Goullin et Victor-Hugo, l'ouverture de la rue Adolphe-Billaud, l'achèvement de la voie Madeleine-Pirmil et la création d'un terrain de sport et d'un jardin entre le boulevard Victor-Hugo et la future voie Madeleine-Pirmil.



1940, le viaduc ferroviaire assainit son emprise sur une partie du lit comblé de la baie. La vaste tlenue de sable restante sera aménagée en square en 1972.

Un quartier des Ponts... sans ponts

Le comblement des deux bras secondaires de la Loire a nécessité la démolition des quatre ponts qui les traversaient et qui ont donné au quartier son nom : deux ponts de pierre sur l'ancienne chaussée et deux ponts métalliques sur le boulevard Victor-Hugo. Les trois îles, cernées par les bras de la Madeleine et de Pirmil, sont dorénavant réunies en une seule entité géographique. Avec la disparition du pont de pierre des Récollets le 12 octobre 1942, le dernier à être démolé, le quartier des Ponts n'est plus une réalité, mais un nom qui rappelle la mémoire d'un faubourg façonné par ses anciens cours d'eau et leurs traversées. Un seul vestige de « l'ancestrale » ligne des ponts est encore visible : la culée du pont des Récollets dans le square Vertais.

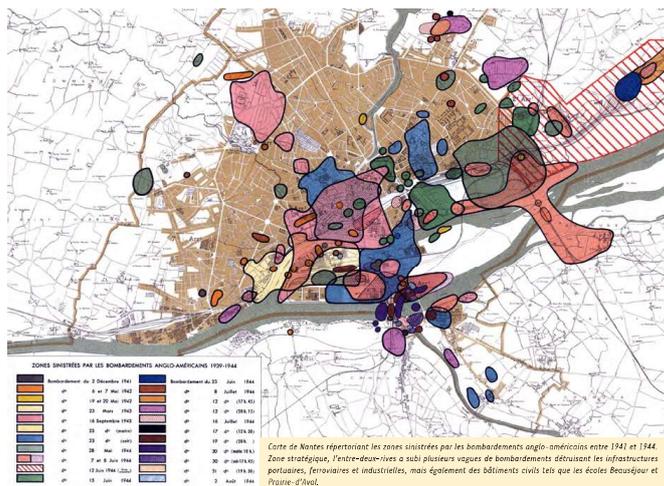
Au cours de la première moitié du 20^e siècle, combler pour mieux circuler tend donc à supplanter progressivement la nécessité de combler pour mieux naviguer, principe appliqué depuis le 18^e siècle entre les deux rives. Entre 1902 et 1945, à l'impératif de maintenir l'accès des navires au port de Nantes s'ajoute la nécessité de développer des voies d'accès aux nouvelles infrastructures portuaires de l'île Sainte-Anne et de fluidifier la circulation en supprimant les nombreux passages à niveau. À partir de 1928, le comblement des deux boires s'inscrit donc dans un programme de conquête de nouveaux espaces à livrer à l'automobile dont les flux sont désormais canalisés par les deux nouveaux boulevards Gustave-Roch et Benoni-Goullin. L'ouverture de la voie Madeleine-Pirmil doit compléter ces infrastructures. Mais le chantier est retardé par la Seconde Guerre mondiale et les conséquences des bombardements.



Vue aérienne du quartier en 1956. Privés de leurs boires, les anciens faubourgs insulaires sont dorénavant soudés.

8. UN QUARTIER BOMBARDÉ

Le 19 juin 1940, Nantes est occupée par les forces allemandes. Située en zone occupée, la ville et son économie sont soumises à la politique du Reich : les infrastructures portuaires, ferroviaires et industrielles sont utilisées pour l'effort de guerre allemand. Ces dernières seront alors particulièrement visées par les frappes aériennes américaines et anglaises à partir de 1943.



Bordé par des industries et des entrepôts, le boulevard Gustave-Roch a été lourdement impacté par le bombardement du 16 septembre 1943.

Entre juin 1940 et août 1944, Nantes connaît 442 alertes et subit 32 bombardements : 28 aériens et 4 par artillerie. Les deux journées les plus meurtrières sont les 16 et 23 septembre 1943 à l'issue desquelles 1 463 personnes ont été tuées et 2 500 blessées. Après le débarquement des Alliés sur les côtes normandes le 6 juin 1944, une nouvelle vague de bombardements frappe la ville et plus particulièrement le quartier des Ponts, l'île Sainte-Anne et la Prairie au Duc. Leur positionnement stratégique entre les deux bras de la Loire, l'implantation des infrastructures ferroviaires et portuaires, la densité industrielle et la présence des chantiers navals en font des cibles privilégiées.

La première vague des 16 et 23 septembre 1943

Principal lieu d'infrastructures de transport et de ravitaillement des troupes d'occupation, avec leurs navires à quai, le port est l'objectif prioritaire des raids aériens anglo-américains. Quais, estacades, voies ferrées, grues, hangars et entrepôts sont donc très fortement touchés par les bombardements. La proximité des industries implantées sur la Prairie au Duc et à Chantenay, a pour conséquence la destruction partielle ou totale d'un grand nombre d'entre elles.

Le 16 septembre, les bombardements meurtriers, qui ont particulièrement frappé le centre-ville, n'épargnent pas le quartier : toute la zone comprise entre le boulevard Babin-Chevaye et la rue de l'Échappée est touchée ; le boulevard Gustave-Roch et les usines le bordant sont fortement endommagés. La semaine suivante, le 23 septembre, ce sont la gare de l'État, les chantiers navals (déjà visés le 16 septembre), les quais, la Butte Sainte-Anne et Chantenay qui sont dans la ligne de mire. Les infrastructures ferroviaires de Nantes-État, les Chantiers de Bretagne, le quai Wilson, le pont de la Madeleine, l'école Beauséjour, sont lourdement impactés.



Vue aérienne du quartier réalisée en 1944 sur laquelle on distingue les impacts des bombes. Les abords de la gare de l'État, les prairies d'Aval et d'Amont sont particulièrement touchés.

1944 : soutenir l'avancée des troupes alliées

Les raids aériens sur la ville marquent une pause jusqu'au printemps 1944. Le 28 mai sonne la reprise des bombardements anglo-américains afin de préparer le débarquement des troupes alliées en Normandie, puis de soutenir leur avancée à partir du 6 juin. Dix bombardements touchent à nouveau la cité des ducs entre le 28 mai et le 2 août 1944. Les gares et voies ferrées sont alors les objectifs prioritaires afin de ralentir la remontée des troupes allemandes vers le nord.

Le quartier est au cœur de ces enjeux stratégiques : la gare de l'État est à nouveau prise pour cible, tout comme les quais de la rive nord du bras de Pirmil. Les 7 et 8 juin, la raffinerie Say et des équipements de la SNCF sont partiellement détruits. Le mois suivant, c'est au tour du boulevard Victor-Hugo de subir de nombreuses destructions ainsi que la Prairie d'Aval.

La Libération

En août 1944, les Allemands tentent, dans l'urgence, de freiner l'arrivée imminente des troupes alliées. Le 9, ils font sauter les dépôts de munitions de Château-Bougon et amorcent des mines situées le long des quais de Nantes. Le lendemain, les piles du pont de la Jonelière explosent en pleine nuit. Le 11, des explosifs sont placés sur les piles des ponts enjambant la Loire et sur chaque navire mouillant dans le port. Les détonations se succèdent alors jusqu'au 12 août au matin, ruinant ce qui restait des infrastructures portuaires.



Vue de la rive nord du bras de Pirmil et de l'usine Say en 1944. Le quai Wilson et ses estacades sont en partie détruits.



Juin 1944, bâtiments détruits à l'angle de la rue de la Prairie-d'Aval et du boulevard Victor-Hugo.

Lorsque les Américains entrent dans Nantes le 12 août 1944, les Allemands ont quitté la ville et à 10 heures le drapeau tricolore flotte sur la façade de l'hôtel de ville. Mais les destructions sont nombreuses, la circulation désastreuse, il n'y a plus ni eau, ni gaz, le port est anéanti et l'activité à l'arrêt.

Les ponts de la Loire, déjà fragilisés par les bombardements alliés et sur lesquels la circulation était réduite, sont détruits lors du repli des troupes allemandes vers le sud. L'entre-deux-rives est alors privé d'accès et le quartier des Ponts va être le théâtre d'une dernière tentative défensive des soldats allemands entre le 17 et 31 août. Le déroulement des faits est rapporté par le secrétaire général de la Ville, Fernand Soil. Le matin du 17 août, « le bruit court que des Allemands circulent dans certaines parties de la ville. L'incursion d'Allemands dans l'île qui s'étend entre le bras de la Madeleine et de Pirmil se confirme. (...) À 11 h 40, monsieur Ottaviani, secrétaire général de la Préfecture, m'informe que l'armée américaine a ordonné l'évacuation immédiate de l'île. Vers 15 heures, je me rends au pont de la Madeleine et assiste au défilé de trois pelotons de maquisards qui vont faire une perquisition générale dans l'île. Un service détaché du service du logement fonctionnaire chaussée de la Madeleine pour le logement des évacués. » Jusqu'au 23 août, le quartier, vidé de la plupart de ses habitants, se transforme en lieu d'affrontements entre l'armée américaine, aidée des FFI, et les soldats allemands : « Des Américains ont occupé des cours dans le quartier Madeleine et ont franchi le pont de la Madeleine avec du matériel. L'artillerie allemande a tiré. Un soldat américain a été tué, plusieurs ont été blessés ainsi que des civils. » Le 1^{er} septembre, « le quartier situé entre les deux bras de la Loire est de nouveau ouvert à l'habitation et à la libre circulation à la suite de démarches faites avec moi par Monsieur le Maire auprès des FFI, de l'armée américaine et de Vincent, Préfet ».



Le port de Nantes le 16 août 1944. Vue du bras de la Madeleine et du pont Houdouine quatre jours après la Libération. Les trois ponts permettant d'accéder au quartier ont tous été détruits par les soldats allemands.



Septembre 1944, depuis le rive sud du bras de Pirmil, vue du pont effondré et de la passerelle provisoire.

À partir de cette date, la priorité est de rétablir le franchissement des bras de Pirmil et de la Madeleine. Le 2 septembre 1944, « de nombreux bateaux traversent la Loire à Pirmil, transportant le public d'une rive à l'autre », relate le secrétaire Soit. Près de deux semaines plus tard, il fait l'inventaire des travaux, en cours et à venir, pour rétablir la circulation nord-sud : « La réparation du pont de Pornic est en cours et pourra être achevée sous un mois ou un mois et demi. En attendant, une passerelle provisoire élaborée sur le pont va permettre, à partir du lundi 18, le passage des voitures de deux tonnes et des piétons. Une passerelle flottante à Pirmil sera en service demain ou lundi 18, pour les piétons. Une passerelle sur pilotis pour poids lourds en aval de Pirmil sera mise en service d'ici deux ou trois mois. (...) Une réparation semi-définitive permettra l'utilisation du pont Haudaudine d'ici deux ou trois mois. Une passerelle sur le pont de la Madeleine qui sera construite d'ici huit jours, permettra le passage des visiteurs pendant les travaux de réparations du pont, qui dureront environ deux mois. » Le 18 septembre 1944, les Nantais peuvent effectivement traverser le bras de Pirmil.

Dès 1945, le plan d'aménagement de la ville confirme les orientations urbanistiques prévues dans le quartier avant le conflit, et notamment l'achèvement de la voie Madeleine-Pirmil. Le plan de reconstruction de 1948 valide le choix de la municipalité et inscrit le quartier comme « îlot de remodelation ». Les bombardements auront en effet des conséquences durables dans le quartier. En dehors des sites totalement détruits, les bombes ont fragilisé un grand nombre d'immeubles dont la vétusté était, pour certains, déjà avérée. Toutes les constructions à proximité des zones d'éclatement ont leurs cloisons ébranlées, leurs vitres brisées, leurs toitures abîmées. Pendant quatre décennies, les autorités locales vont s'évertuer à résorber l'habitat devenu insalubre dans le quartier des Ponts.

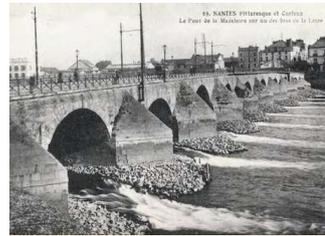
9. LE BOULEVARD DES MARTYRS-NANTAIS-DE-LA-RÉSISTANCE ET LA PLACE VICTOR-MANGIN

Au cours de l'entre-deux-guerres, le développement urbain de Nantes nécessite de s'adapter aux besoins de la circulation. Souci constant des édiles nantais, la traversée nord-sud de la ville entre les bras de la Madeleine et de Pirmil ne répond plus aux impératifs de l'époque.

En 1919, la loi Cornudet (modifiée en 1924) crée les plans d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes et villages de France, afin d'organiser un développement urbain cohérent. C'est dans le cadre de cette loi que la municipalité nantaise prévoit l'ouverture d'une large voie entre les deux rives afin de doubler, parallèlement, l'ancienne ligne des ponts. Ce projet est complété par un programme de rénovation du vieux faubourg de Vertais.

La voie Madeleine-Pirmil : une nouvelle traversée adaptée aux nécessités de l'époque

Dès 1920, le service du Plan d'extension saisit l'opportunité de la reconstruction des ponts de la Madeleine et de Pirmil pour présenter un projet d'ouverture d'une large voie entre les deux bras de la Loire.



Le pont de la Madeleine dans l'axe de la rue Grande-Besse vers 1920.



Le nouveau pont de la Madeleine ouvert à la circulation en 1927 dans l'axe de la future voie Madeleine-Pirmil. En aval, sur des ruines de l'ancien pont.

Les travaux du pont de Pirmil sont en cours et un concours, organisé par les ponts et chaussées, pour la reconstruction de celui de la Madeleine, est ouvert. Le programme des architectes de la Ville prévoit alors le déplacement en amont du nouveau pont de la Madeleine dans l'axe de la future voie. Cette dernière formera un axe rectiligne de 32 mètres de largeur formé de trois chaussées bordées de larges trottoirs : une centrale pour permettre le passage de deux voies de tramway et deux latérales pour les voitures.

Une vaste opération d'expropriations

Reconnu d'utilité publique le 2 juillet 1924, un peu plus d'un mois après l'effondrement du pont de Pirmil, le projet se limite dans un premier temps à la portion située entre le quai Dumont-d'Urville et le boulevard Vincent-Gâche. Ce choix suscite une interpellation des autorités par l'Union des Pontenois. Un article publié par le journal *Le Populaire* le 2 novembre 1926, rapporte leur pétition : « Prolonger d'une seule traite, immédiatement, le grand boulevard qui doit relier les ponts de la Madeleine et de Pirmil, serait une première et légitime satisfaction à accorder aux habitants des Ponts. » Cette réalisation permettrait également d'en finir avec les inconvénients de la présence des boires qui seraient ainsi comblées. La réponse de la Ville donne une idée de l'ampleur du

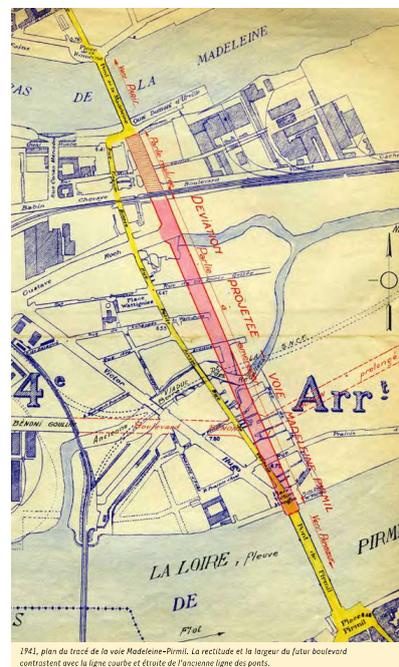
chantier induite par la nouvelle percée et de ses conséquences sur le paysage urbain du quartier : « L'auteur de l'article parle allègrement d'exécuter d'une traite cette voie, sans se soucier (...) du nombre considérable d'immeubles à exproprier. Même en admettant que la Ville soit, finalement, en mesure de le faire, pourrait-elle, sous couvert de la loi sur l'expropriation, faire abattre une soixantaine de maisons d'habitation abritant environ quatre cents ménages ? (...) Il faudra attendre que la crise du logement soit résolue pour pouvoir exécuter complètement le projet. »

À partir de 1926, la Ville procède aux premières opérations d'expropriation, en amont de l'ancienne ligne des ponts, sur le quai Dumont-d'Urville, les rues Dorgère et Michel-Rocher et le boulevard Vincent-Gâche. La seconde partie permettant d'atteindre le pont de Pirmil ne verra le jour qu'à la sortie de la guerre.

Interrompu au cours des années 1930, le programme est repris pendant l'Occupation : « Un arrêté ministériel du 4 juin 1941 a déclaré d'utilité publique et d'urgence les travaux d'ouverture de la voie Madeleine-Pirmil. » À cette date, l'aboutissement de la voie se greffe aux projets de construction du viaduc ferroviaire et du comblement de la boire des Récollets. Les intérêts de la Ville et de l'État se conjuguent alors et ce sont les agents des services spécialisés de la SNCF qui en 1942 et 1943 se chargent des procédures d'expropriation des immeubles situés entre l'ancienne voie ferrée et la boire des Récollets. Les bombardements et la destruction des ponts vont interrompre cette avancée.



1937, cette vue aérienne du quartier permet de distinguer le tracé de la première partie de la voie Madeleine-Pirmil entre le quai Dumont-d'Urville et le boulevard Gustave-Roch.



1941, plan du tracé de la voie Madeleine-Pirmil. La rectitude et la largeur du futur boulevard contrastent avec la ligne courbe et étroite de l'ancienne ligne des ponts.

Honorer la mémoire des Nantais victimes de la barbarie nazie

À la sortie du conflit, l'achèvement de la voie est inscrit dans les grands travaux engagés sous le régime de l'ordonnance du 1er mai 1945, fixés par le ministère de l'Intérieur.

Le 10 août 1945, afin d'honorer la mémoire des Nantais victimes de la barbarie nazie et des élus nantais suppliciés par les Allemands, le conseil municipal décide d'attribuer « à la voie Madeleine-Pirmil le nom de « Boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance ». D'autre part, trois élus nantais : Alexandre Fourny, adjoint au maire, Maurice Daniel, conseiller d'arrondissement et Marcel Hatet, conseiller municipal, sont tombés sous les balles allemandes. Pour répondre à un vœu qui nous a été exprimé, nous avons estimé que les noms de ces trois représentants de la population nantaise pourraient être attribués aux voies publiques suivantes : à la rue Beauséjour, le nom d'Alexandre Fourny, au prolongement de la rue Petitpierre le nom de Maurice Daniel et à la rue du Dahomey celui de Marcel Hatet. »

Au cours de cette séance, le projet d'apposer à l'entrée du boulevard « une plaque commémorative portant les noms de toutes les victimes » est évoqué. L'ambition était de faire figurer le nom des « otages, fusillés en exécution d'un jugement de tribunal allemand, fusillés comme francs tireurs, combattants des maquis tombés jusqu'à la Libération, déportés morts en Allemagne ou après leur retour des suites de leur déportation, prisonniers de guerre évadés abattus au cours de leur évasion, prisonniers tombés en Allemagne des faits ou actions de résistance à l'ennemi ». Après dix années de gestation, la plaque pour les Martyrs est finalement restée au stade de l'intention ; la difficulté à établir une liste précise et complète n'ayant pas pu être surmontée.



Mars 1947, le boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance en chantier. Vue prise du sud vers le nord, à partir de l'usine et de l'antiquité Guillaumard.



Inauguration du boulevard le 27 septembre 1947. Le ruban est coupé devant le pont de la Madeleine, à l'entrée de la rue Grand-Bocce.

« Qu'un peu de muscadet permette à tous nos ouvriers de fêter la réussite de leurs efforts »

En 1946, la partie comprise entre la rue de la Porte-Gellée et l'ancienne boirie des Récollets est achevée et le 1^{er} octobre 1947, le boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance est enfin livré à la circulation avec toutefois une modification apportée au projet des années 1920 : la voie de tramway n'est plus d'actualité après la guerre.

Le 27 septembre 1947, l'inauguration de cette nouvelle artère est l'occasion de nombreuses festivités. Un vin d'honneur et un déjeuner de gala aux Salons Mauduit sont organisés en présence des représentants du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU). L'événement est de taille : il s'agit également de fêter la réouverture à la circulation de l'accès au sud de la Ville puisque le nouveau pont de Pirmil est inauguré le même jour.

« À 12 h 04, heure où le pont avait été détruit par les Allemands, le 12 août 1944, (...) on coupa le ruban tricolore à l'entrée du nouveau pont, tandis que les haut-parleurs diffusaient une vibrante Marseillaise. Le cortège s'engagea sur le pont », rapporte un journaliste de Ouest-France.

Dans son discours, le maire, Jean Philippon, présente aux représentants du MRU ce nouveau boulevard, « appelé à jouer un rôle capital dans notre cité (...), qui remplace des voies étroites et mal percées qui canalisait plus mal que bien une circulation sans cesse croissante. Ses caractéristiques ont de quoi impressionner : 800 mètres de long, 32 mètres de large, deux chaussées de 8,50 mètres séparées par un refuge de 1,50 mètres, deux trottoirs de 6,75 mètres, une piste cyclable et des passages piétons en asphalte revêtus d'huile de schiste teintée de couleur vive, une innovation dans notre pays. (...) Nantes avait, hier encore, la triste réputation d'une ville impossible à traverser. Nous voulons qu'elle devienne une des plus agréables à fréquenter. »



Septembre 1953, vue aérienne du boulevard qui marque alors une frontière entre le vieux faubourg occidental et la zone industrielle de la partie est.



1954, depuis le pont de la Madeleine, le nouveau boulevard offre une perspective jusqu'à la place Vieux-Hauges.

Aimé Delrue, président du Comité des fêtes de Nantes et de la République des Ponts, organise les festivités du samedi midi au dimanche soir. Courses cyclistes, fête foraine, sociétés musicales, bals, cross, défilé du char de la Rosière des Ponts, feu d'artifice et une soupe populaire servie le midi aux miséreux des Ponts, sont au programme. Festivités pour lesquelles l'organisateur estime judicieux de ne pas solliciter les finances des commerçants de Grande-Biesse, de Petite-Biesse et de Vertais : « Je crois qu'il serait assez maladroit de leur demander une aide pour une avenue qu'ils voient d'un mauvais œil. » En effet, l'ouverture du boulevard rend caduque la vieille ligne de ponts et isole ses commerces. D'autant plus qu'une partie de la rue de Vertais est absorbée par la nouvelle configuration de la place Victor-Mangin.

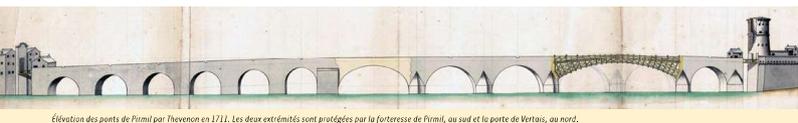
La place Victor-Mangin

Plusieurs fois reconstruit, le pont de Pirmil est jusqu'en 1966 l'unique passage pour traverser le bras sud de la Loire. Points stratégiques pour gagner les rives, ses abords sont, à partir du milieu du 19^e siècle, l'objet de profondes mutations pour répondre aux problématiques liées à leur accès et à la fluidité de la circulation. Sur la rive nord du bras de Pirmil, la tête de pont que forme le faubourg de Vertais est progressivement livrée à ces nécessités jusqu'à sa disparition complète au milieu du 20^e siècle.

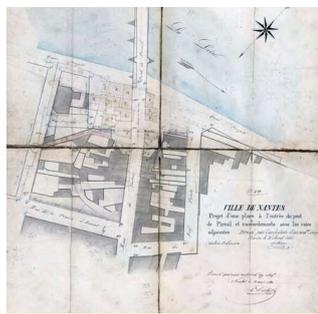
La porte de Vertais

Le franchissement le plus aisé de la Loire se faisant à Nantes, le pont de Pirmil, vers lequel convergent les voies d'accès entre la Bretagne et le Poitou, est un passage obligé. De par cette position d'accès unique et de tête de pont, l'ouvrage intègre dès le 14^e siècle le système défensif de la ville. La forteresse de Pirmil, construite en 1366, protège l'entrée sud de Nantes. Détruite en 1626, seule une tour subsiste jusqu'en 1839. Au nord, l'île de Vertais forme un deuxième accès, protégé par une porte.

Au 19^e siècle, afin d'améliorer la fluidité de la circulation sur cet unique passage, l'ordonnance royale du 26 septembre 1837 approuve les alignements de la route nationale n° 23 qui portent la largeur de la chaussée à dix mètres. À l'extrémité de la rue de Vertais, l'arrivée sur le pont est réaménagée : la porte est détruite et la place Pirmil est créée en 1865 lors de la reconstruction d'une partie du pont de Pirmil. Cette dernière est



Élévation des ponts de Pirmil par Thouvenin en 1711. Les deux extrémités sont protégées par la forteresse de Pirmil, au sud et la porte de Vertais, au nord.



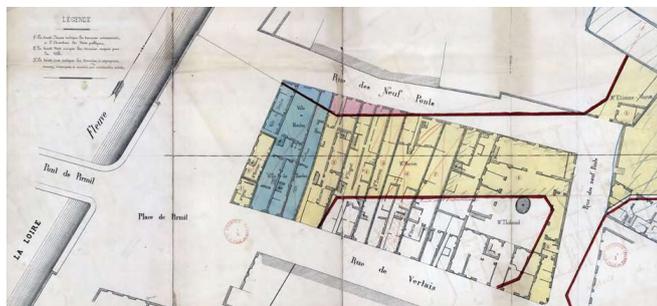
Projet d'une place à l'entrée nord du pont de Pirmil, dressé en 1868.

rebaptisée place Victor-Mangin le 25 août 1886 afin de mettre un terme à la confusion provoquée par la dénomination commune des deux places situées à chaque extrémité du pont.

Un point de convergence des voies d'accès au pont de Pirmil

Unique point de convergence des nouvelles voies ouvertes entre les deux rives entre la fin du 19^e siècle et le milieu du 20^e siècle, la place est progressivement agrandie, empiétant petit à petit sur le territoire du faubourg de Vertais.

Ainsi, lorsqu'en 1877, l'ouverture d'une seconde ligne de ponts est actée, il s'agit de la faire converger vers le pont de Pirmil et non d'établir un nouveau pont sur la rive gauche du fleuve. Cette perspective était condamnée par le projet d'implantation de la gare de l'État et de son réseau ferré. Aussi, l'aboutissement du futur boulevard Victor-Hugo au port de la Parée, à l'entrée du pont de Pirmil, assoit son emprise sur diverses rues et propriétés de la partie aval du faubourg de Vertais. Le quai des Pêcheurs, la rue des Neuf-Ponts, la ruelle de la Prairie-d'Amont et le port de la Parée disparaissent au profit d'une place rectangulaire plus vaste.



1877, plan du débouché de la seconde ligne des ponts sur la place Pirmil agrandie.



La place Victor-Mangin au début du 20^e siècle. L'agrandissement de la place lors des travaux d'ouverture du boulevard Victor-Hugo a nécessité la destruction d'une partie de la paroi occidentale de la rue de Vertais.



1947, au cours du chantier d'ouverture du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, la place Victor-Mangin est à nouveau agrandie après la démolition de la paroi orientale de la rue de Vertais.

Dans la première moitié du 20^e siècle, la reconstruction du pont de Pirmil, puis l'ouverture du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance reconfigurent profondément le faubourg de Vertais et transforment la place Victor-Mangin en entrée monumentale.

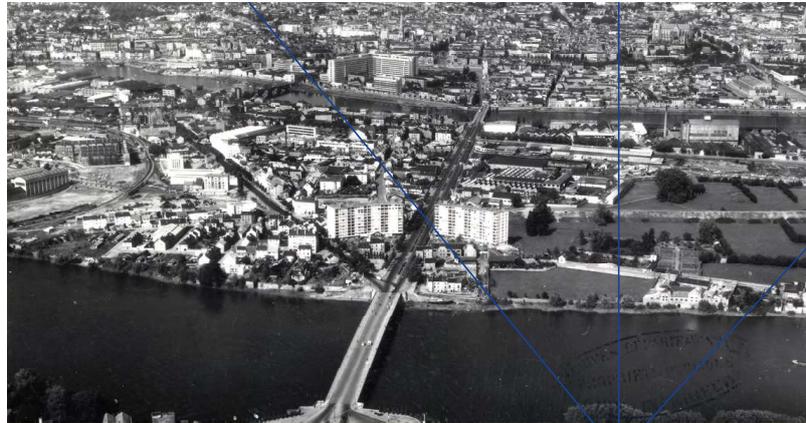
En 1910, la reconstruction du pont de Pirmil est décidée dans le cadre du programme de travaux d'amélioration et d'extension du port de Nantes. Interrompue par la Première Guerre mondiale, ce projet est repris en 1920. L'écroulement du pont en 1924 accélère l'exécution du projet. Un ouvrage métallique est alors édifié et en 1926, « la construction du nouveau pont de Pirmil a obligé mon service à effectuer des remaniements importants des places Pirmil et Victor-Mangin qui ont été agrandies et surélevées », rapporte l'architecte de la Ville.

Mais c'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la place Victor-Mangin fait l'objet d'un agrandissement considérable avec l'ouverture de la voie Madeleine-Pirmil. Cette opération nécessite de nombreuses expropriations dans le quartier de Vertais entre 1927 et 1942. Une partie de la paroi urbaine, côté impair, de la rue de Vertais est alors démolie.

En 1947, le rôle de la place Victor-Mangin, point de convergence de deux boulevards vers l'accès au pont de Pirmil, est conforté. À partir des années 1950, la construction des deux immeubles concaves, mettant en scène le boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, affiche davantage encore son statut de porte de ville.



1955, la place Victor-Mangin, agrandie et aménagée, en partie, en square à la convergence des deux boulevards, s'étend désormais entre le pont de Pirmil et les deux immeubles concaves en cours de construction.



Vue aérienne du quartier au début des années 1940. Le triangle formé par le bras de la Madeleine et les deux boulevards concentre l'essentiel des habitations. Dans la partie avant, l'immeuble concave de la place Victor-Mangin pose le premier jalón d'une urbanisation à venir.

Habiter le quartier des Ponts

2

Lorsqu'à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, les autorités publiques engagent un programme de résorption de l'habitat insalubre, le faubourg des Ponts figure parmi les secteurs prioritaires. Anciennes îles de Loire devenues faubourg industriel à partir de la seconde moitié du 18^e siècle, le quartier est en effet l'un des plus anciens de Nantes. Ouvrier et populaire, ce dernier est longtemps resté dans l'imaginaire collectif symbole de vétusté, d'insalubrité et de précarité ; représentation plus particulièrement incarnée par la rue de Vertais et la cour des Miracles. Aussi, l'amélioration des conditions sanitaires et de l'habitat du 4^e canton est un souci constant de la municipalité dès le début du 20^e siècle.

1. UN FAUBOURG POPULAIRE

L'immigration bretonne

L'immigration bretonne à Nantes est à son apogée entre 1850 et 1914 : en 1891, 17 000 Nantais sont originaires d'un département breton, soit 13 % de la population. Ainsi, à partir du milieu du 19^e siècle, la présence bretonne croît fortement dans le quartier des Ponts et plus particulièrement dans la rue Grande-Biesse. D'après l'étude réalisée en 2000 par l'association Nantes-Histoire (*Venir à Nantes avant d'être damné*), entre 1851 et 1872, la part des Bretons résidant dans le 4^e arrondissement passe de 953 à 2 696 habitants.

C'est l'époque où l'industrialisation du quartier, qui nécessite une main-d'œuvre abondante et bon marché, bat son plein : dans le sillage du déplacement des chantiers navals, le nouveau quartier industriel de la Prairie au Duc se développe et l'activité des raffineries de sucre implantées le long de la ligne des ponts est à son comble.

En 1872, 19 % des habitants de la Prairie au Duc et 28 % de ceux de la rue Grande-Biesse sont originaires de Bretagne et plus particulièrement des Côtes-du-Nord. La moitié d'entre eux est célibataire et loge dans « des garnis où s'entassent ouvriers et journaliers des deux sexes dans des conditions que l'on sait très précaires (...) ». On en trouve de très nombreux exemples rue Grande-Biesse et certains où logent de nombreux ouvriers des raffineries environnantes ». En effet, sur les 207 Bretons recensés comme travaillant dans une raffinerie, 111 résident dans le quartier de Biesse.



La rue Grande-Biesse, du sud vers le nord, entre le boulevard Babin-Chevaye et le quai Hoche au début du 20^e siècle.

À cette époque, « les Bretons sont perçus comme des immigrés ordinaires, et connaissent le sort de ceux qui, chassés par la misère, occupent en ville les emplois les moins qualifiés et sont les premiers à le perdre en cas de difficultés économiques », précise Alain Croix (*Dictionnaire de Nantes*) dans son article sur le sujet. Aussi, le stéréotype des Bretons mendiants, alcooliques, sales, qui s'entassaient dans les quartiers les plus pauvres (Biesse, Barbin, Sainte-Anne et Chantenay), s'installe durablement.

En 1851, dans son rapport pour l'assainissement des logements insalubres, l'adjoint au maire Auguste Chérot, filateur de chanvre rue Conan-Mériadec par ailleurs, présente les Bretons comme les principaux obstacles au progrès et à la modernisation de la ville : « Nos espérances se décourageraient, si les quartiers misérables, dont nous poursuivons l'assainissement, devaient être régulièrement infectés par ces invasions de mendiants qui nous viennent des campagnes de Bretagne. Ces populations étrangères à notre département, chez lesquelles la malpropreté la plus repoussante est une seconde nature, (...) viennent périodiquement encombrer nos quartiers les plus pauvres et les plus insalubres. (...) Car c'est un véritable fléau, une plaie déplorable que la présence, parmi nos populations, de ces pauvres gens, dont la dégradation morale égale la dégradation physique. (...) Nous pensons qu'à tous égards, il importe que cette facilité de quitter les campagnes pour venir croupir dans la misère d'une grande cité comme la nôtre, soit refusée à ces populations. »

Ainsi, en 1898, cette représentation xénophobe perdure. Suite à la demande de la Ville auprès d'un propriétaire de plusieurs petites maisons basses, situées boulevard Babin-Chevaye à l'angle de la rue Grande-Biesse, « à faire placer dans chacune des maisons qu'il possède des éviers pour recevoir les eaux ménagères de ses locataires qui actuellement les jettent sur la rue où elles constituent un véritable foyer d'infection », le commissaire de police précise dans son rapport : « Ces maisons sont habitées par des Bretons qui paraissent ignorer les moindres règles de propreté. »

D'après des recherches effectuées par Jean-Claude Valomet, habitant et militant du quartier, cette perception est par ailleurs alimentée par la présence de jeunes mineurs parmi les migrants bretons : « Après la guerre de 14, de jeunes Bretons venaient travailler dans les fermes et les vignobles en Anjou à l'âge de 14 ans. Certains se sont rendus à Nantes à la recherche d'un travail. Ces jeunes Bretons s'installèrent rue Grande-Biesse. Une jeunesse pas formée, une main-d'œuvre facile, souvent exploitée. Cette jeunesse loin des parents se laissa prendre au piège de l'alcoolisme et de la violence. Le quartier devenait malfamé. La justice trouva le moyen d'arrêter la délinquance en les envoyant au bagne de Belle-Île-en-Mer. Je m'y suis rendu. Le bagne fonctionna jusqu'à 1945. Il fut aménagé pendant un temps pour les vacances des enfants de Saint-Herblain. Pour fuir ce bagne, les jeunes ados répondirent à l'appel de main-d'œuvre en Algérie. Un bon nombre de Nantais de la Grande-Biesse ont répondu aux offres. Ces ados et adultes nous les retrouvons dans le quartier Bab-El-Oued en Algérie comme main-d'œuvre bon marché. »

Une mauvaise réputation



La rue de Vertais, du nord vers le sud, entre la boire des Récollets et le pont de Pirmil au début du 20^e siècle.

« Les gars des Ponts, ce n'étaient pas des tristes ! »

► « Il y avait deux quartiers malfamés dans Nantes : le Marchix et ici, le quartier des Ponts, parce que ce n'étaient pas des riches. C'étaient des quartiers très, très peuplés. Et vieux ! Bon, il y avait bien quelques riches de temps en temps, car il fallait bien que les patrons soient près de leur travail. » **Suzanne**

► « Les gars des Ponts, ce n'étaient pas des tristes ! C'était un quartier populaire, qui n'avait pas une très bonne réputation. Il ne fallait pas aller rue de Vertais, surtout pas ! Elle était malfamée, tout comme Wattignies. J'entends mon beau-père, Georges Coyac, me parler d'inimitiés avec les gars de Chantenay, au début du siècle. Il y avait des bagarres sur les ponts entre les gars des Ponts et les gars de Chantenay. » **Michelle**

► « Les rues de Vertais, Petite-Biesse et Grande-Biesse étaient très malfamées ! Ce n'était pas trop recommandé. Il devait y avoir pas mal de bistrot parce que Nantes était

gâtée en bistrot ! Dans tous les quartiers... Je pense qu'il devait y avoir pas mal de gars qui buvaient. Je pense... parce que je n'ai jamais trop su pourquoi c'était malfamé. » **Juliette**

► « Avant la guerre, la ligne Grande-Biesse, Petite-Biesse, Vertais, c'était comme le Marchix. Quand vous parliez du quartier des Ponts, ce n'était pas très bien réputé. On ne serait pas venus s'y promener le soir parce que ça risquait d'être dangereux. Et puis du jour où ils ont décidé de supprimer Vertais mais de conserver Grande-Biesse et Petite-Biesse où les propriétaires ont eu le droit de faire des travaux d'amélioration, ça a complètement changé. À partir de ce moment-là, les propriétaires ont fait des travaux avec des aménagements, des sanitaires, etc. C'est devenu un quartier normal. » **Jacqueline**



Le coin Antoine à l'angle des rues Dorgère et Michel-Rocher. Ces immeubles seront rasés en 1971.

« Peut-être que si j'étais venue d'une famille un peu plus aisée, j'aurais trouvé plus difficile de m'adapter »

► « Avec mon mari, nous avons acheté une boulangerie au 59, rue de Vertais en 1934. Nous étions tous les deux de Belle-Île-en-Mer. Nous avons commencé dans un quartier complètement inconnu pour nous. On s'est installés rue de Vertais comme on aurait pu aller à Saint-Félix ou à Sainte-Anne.



1932, la rue Petitpierre entre le boulevard Victor-Hugo et la rue de Vertais. L'habitat vétuste, fragilisé par les bombardements, restera en l'état jusqu'au début des années 1960.

On habitait dans un immeuble correct avec l'eau courante, on n'était pas dans les plus mal lotis. En 1934, beaucoup n'avaient pas l'eau courante ni d'évier. Par contre, les toilettes étaient dans la cour et ce n'était pas le tout à l'égout, c'était une fosse. Dans notre logement, nous avions quand même l'électricité. J'ai connu l'électricité en arrivant à Nantes. Mais il n'y avait pas de salle à manger, pas même un coin de toilette. La toilette, on la faisait dans un évier. Je me souviens que ma belle-mère nous avait acheté une salle à manger mais on l'a mise dans une chambre. On avait le magasin, une très grande cuisine, le fournil... alors la salle à manger, ce n'était pas conçu pour !

Les gens étaient habitués à vivre comme ça. Les enfants dormaient dans la cuisine ou avec les parents. C'est pour ça qu'il y avait des grandes chambres. D'ailleurs, le coin toilette était souvent dans les chambres même si des fois, ce n'était pas évident de trouver de la place. Le coin toilette, c'était une table avec une plaque de marbre, une cuvette et un pot à eau. Je disais quelquefois que c'était la toilette du chat et c'est pour ça que l'on faisait une plus grande toilette en fin de semaine, mais ce n'était pas dans la chambre, c'était dans la cuisine. Nous, à la boulangerie, on avait toujours de l'eau chaude et on se lavait le samedi soir parce que nous ne travaillions pas. Et quand on en avait assez de se lever comme ça, on allait prendre une douche rue Michel-Rocher. On a eu une douche chez nous seulement en 1956 !

Je suis toujours restée sur le quartier et je m'y suis toujours trouvée bien. Je ne peux pas dire que c'était un quartier comme on m'avait dit à mon arrivée, parce qu'on nous avait

dit que c'était presque un quartier de brigands ! C'est vrai que certaines personnes n'étaient pas très recommandables mais elles avaient un côté humain.

C'était un quartier, je dirais un peu... comment dire ? Beaucoup d'hommes buvaient. La rue de Vertais était coupée par la rue Petitpierre, qui était la rue des voyous, si vous voulez ! Des fois, il y avait des descentes de police, mais ils venaient toujours un peu pour les mêmes. C'étaient surtout des gens qui buvaient, qui se disputaient, qui se battaient... La police venait et ça finissait dans un panier à salade !

En face de chez nous, il y avait une maison avec sept locataires et presque tous buvaient. Alors, quand ils commençaient à se disputer, on se disait que ça allait mal se passer ! Toute la maison était sens dessus dessous ! Ça se passait le samedi soir ou le dimanche, et le lundi, ils se parlaient comme si de rien n'était ! Et les mots qu'ils se disaient, je ne les ai pas oubliés ! Je me demandais où ils allaient chercher tout ça ! Ce qui m'a le plus surpris, c'est d'entendre des conversations, surtout les femmes... que des femmes puissent dire les choses que j'entendais... Ça, ça me marquait parce que vraiment, c'était un vocabulaire...

Alors nous, c'étaient des gens que l'on ne fréquentait pas trop et il y avait des familles qui étaient quand même très honorables dans le quartier. Il n'y avait pas ce que l'on nous avait dit. Et puis quand on est dans le commerce, il faut recevoir tout le monde pareil. De toute façon, on ne choisit pas et il faut bien faire sa vie avec. Moi, je ne me suis pas trop trouvée déboussolée parce que je ne venais pas d'un milieu... disons que je venais d'un milieu commun. Mes parents étaient droits... Peut-être que si j'étais venue d'une famille un peu plus aisée, j'aurais trouvé plus difficile de m'adapter. Je crois que quand on est jeune et que l'on se marie avec quelqu'un que l'on aime... Eh bien, on se plaît plus facilement. Et puis, comme nous étions de Belle-Île, on s'est plu dans le quartier parce que c'était sur une île. Nous avons regretté d'avoir été expropriés parce que sinon nous serions restés des années ! » **Paule**

« On en parlait tout le temps de cette cour des Miracles »

► « J'ai bien connu la cour des Miracles parce que des clients de la boulangerie habitaient là et c'étaient des clients en or... Pour consommer mais pour être payé, c'était une autre histoire ! Cette cour reliait le quai Hoche au boulevard Babin-Chevaye. Ce n'était pas tellement large, ça faisait six à dix mètres.

Pendant la guerre, je portais le pain parce que mon mari a été mobilisé un moment. Et porter le pain dans la cour des Miracles, il fallait le faire ! Le sol était en terre battue, il y avait des trous, ce n'était pas éclairé et un jour, j'ai failli m'allonger ! Alors après, je ne rentrais plus. Je frappais à la porte et j'attendais que l'on vienne prendre le pain. Ce n'étaient pas des gens méchants là-bas, c'étaient des gens crasseux. C'était noir chez eux, c'était à peine si on voyait la table pour mettre le pain. Et puis, certains avaient des chiens. Et moi, les chiens, je n'aime pas ça parce que j'ai été mordue étant petite fille. » **Paule**



La cour des Miracles en 1964.

► « Quand on allait à l'école, on passait devant la fameuse cour des Miracles qui était entre l'école de garçons du quai Hoche et l'école de la Madeleine. Pour nous faire peur, on nous parlait des sorcières de la cour des Miracles ! Des gamins qui habitaient là, allaient à l'école de la Madeleine. Les sœurs les lavaient le matin, leur mettaient des vêtements propres et le soir, elles les déshabillaient de façon à ce qu'ils gardent leurs vêtements propres toute la semaine. » **Nicole**

► « On en parlait tout le temps de cette cour des Miracles mais je ne suis jamais entrée à l'intérieur, ça faisait partie de notre imaginaire. Il y avait des a priori, mais on était élevés comme ça ! C'étaient des gens qui avaient des problèmes d'alcoolisme. Et je pense que leurs conditions de vie ne devaient pas être géniales non plus. C'est vrai que c'était un peu crade. » **Catherine**

► « Quand j'accompagnais mes frères à l'école Saint-Joseph, il fallait traverser la cour des Miracles... Alors je la traversais vite ! C'était un petit passage, une voiture ne passait pas. Personne n'était méchant mais c'était miséreux et il y avait pas mal de pivolets. Je me souviens d'une petite vieille avec sa poussette qui ramassait tout ce qu'elle trouvait... Et qui buvait aussi. Elle, elle nous faisait peur. » **Joëlle**

► « Dans la cour des Miracles, il y avait de la misère. Je me souviens de Bijou et Coco qui étaient connus dans le quartier. Coco, il nous aidait à pousser notre voiture quand elle ne démarrait pas. C'était une « Dauphine » qui ne démarrait qu'en petite pente et, encore, il fallait la pousser ! » **Allain**

« Le quartier était aussi habité par des gens qui n'avaient rien et qui couchaient dehors »

► « Les gens du quartier étaient plutôt modestes, il n'y avait pas trop d'argent dans les maisons. Ça s'appelait le quartier des Ponts parce qu'il y avait des ponts mais c'était aussi le quartier des clochards ! » **Nicole**

► « Après la guerre, les gens n'étaient pas bien logés. Du côté de la raffinerie Say, c'était une grande étendue de sable. On allait se promener dans ce coin-là et je me souviens que des gens s'étaient construits un genre de logement et vivaient là. » **Odile**



1938, aux portes de Nantes un bidonville dans la Prairie de Bresse à proximité du boulevard Vaillant-Gathea.

► « Le quartier était aussi habité par des gens qui n'avaient rien et qui couchaient dehors. Je me souviens en particulier de Bijou qui adorait faire les poubelles le lundi matin car elle disait qu'il y avait de bons restes de poulet avec lesquels elle faisait sa soupe. Elle couchait souvent le long du fournil de la boulangerie à l'angle des boulevards Victor-Hugo et Gustave-Roch car il faisait chaud l'hiver le long du mur. » **Louis**

Un quartier ouvrier et cheminot

► « Dans l'ensemble, c'était un milieu très simple. C'était relativement ouvrier comme quartier. Il n'y avait pas de grosses fortunes. Il y avait les chantiers avec des centaines d'ouvriers qui sortaient à vélo boulevard Victor-Hugo en essayant d'éviter les rails de tramway. Il y avait aussi beaucoup de cheminots avec la SNCF. » **Louis**

► « Beaucoup d'ouvriers habitaient le quartier car les chantiers étaient très, très importants. Il y avait des dockers aussi avec le port et la main-d'œuvre de la gare

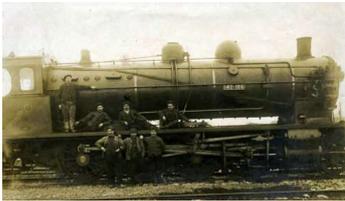
de l'État. Quelques personnes comme l'ingénieur en chef de la savonnerie Biette, les directeurs et les ingénieurs de la raffinerie Say habitaient aussi le quartier. Ceux-là, c'étaient des « Messieurs-Dames », mais autrement... » **Jacqueline**

« C'étaient beaucoup de cheminots dans ce quartier »

► « Mes grands-parents paternels sont arrivés dans le quartier, rue des Récollets, vers 1910. Mon père a vécu ici toute sa jeunesse. Il allait à l'école Beauséjour. Mon grand-père était conducteur de train. Il partait de la gare de l'État. Tous ses voisins de la rue des Récollets et de la rue de l'Échappée étaient des gens qui travaillaient à la gare de l'État. C'étaient beaucoup de cheminots dans ce quartier. Ma grand-mère racontait que, comme il n'y avait pas de téléphone à l'époque, quand quelqu'un ne savait pas quand il devait prendre son service, on venait dans la cour le jour ou la nuit pour appeler ceux qui devaient aller travailler.

Plus tard, ma grand-mère venait à la gare de l'État pour toucher sa pension de veuve qu'elle percevait tous les trois mois. À côté de la gare, il y avait l'économat de la SNCF où elle allait quand elle venait chercher sa pension. C'était une coopérative alimentaire. Ils appelaient ça « l'économat » et c'était pour les cheminots. Ça existait encore dans les années 60. Après, le bâtiment a été abattu. » **Thérèse**

► « Mes parents étaient agriculteurs mais comme ils étaient plusieurs sur la ferme, mon père est venu chercher du travail en ville. Il en a trouvé dans l'entreprise d'électricité « Force et Lumière », à Nantes, boulevard Dalby, où nous habitons et où je suis née. Ensuite, il a pu rentrer à la SNCF car en raison de la guerre, il a été réquisitionné par les chemins de fer.



Le grand-père de Thérèse posant fièrement avec ses collègues cheminots sur une locomotive.



1989, façade arrière de l'ancien bâtiment des voyageurs de la gare de l'État.

Pendant la guerre, notre famille s'est réfugiée à la campagne. Quand nous sommes rentrés, notre logement ayant été bombardé, les Chemins de fer ont réquisitionné une très grande maison, rue de la Porte-Gellée. Il y avait un grand jardin avec des arbres. Ça donnait sur la rue Petite-Biesse. J'ai vécu là jusqu'en 1962. Aujourd'hui, il y a un immeuble à la place, derrière la station Total. » **Nicole**

« Je suis venue vivre dans le quartier en 1950 au 7, rue de l'Échappée et j'y suis restée jusqu'en 1956. Quand on est arrivés, on ne connaissait pas le quartier. On ne choisissait pas trop l'endroit où loger, mais c'était mieux si ce n'était pas trop loin du travail. Mon mari faisait les 3/8 aux Chemins de fer, à la gare de l'État. Il conduisait les bagages. C'était surtout une gare de marchandises. Après il a travaillé à la gare de Nantes où il faisait la même chose. Moi, j'allais à vélo chez Carnaud, rue de la Marseillaise, et je ne pouvais pas revenir manger le midi. À ce moment-là, il y avait de la circulation avec les chantiers !

En 1956, on a trouvé à acheter un petit appartement boulevard de l'Égalité à Chantenay. C'était plus près de mon travail. L'immeuble du n° 7 existe encore. C'est bizarre, j'ai commencé ma vie de jeune adulte dans le quartier, rue de l'Échappée et je vais la finir là puisque la maison de retraite est juste à côté. C'est bizarre quand même, on ne sait pas... » **Jeannine**

« Nous habitions le logement de fonction qui se trouvait dans le bâtiment principal de la gare »

« En 1958, mon père a été nommé chef de gare à Nantes, à la gare de l'État. Il était parti de la base et il est devenu chef de gare en se formant. Mon père gérait l'ensemble du site et du personnel. À ce moment-là, c'était essentiellement une gare de marchandises, qui était importante car il y avait quand même pas mal de trafic. Au rez-de-chaussée du bâtiment, il y avait le bureau de papa, la salle des pas perdus et d'autres bureaux. Il y avait tous les entrepôts aussi car la marchandise arrivait à Nantes par le train et repartait en camion. La gare de l'État servait aussi à transporter les marchandises qui arrivaient au port.

Nous habitions le logement de fonction qui se trouvait dans le bâtiment principal de la gare. Notre logement était plutôt grand. Nous étions quatre enfants, mes parents et ma grand-mère maternelle. L'appartement était au deuxième étage et il donnait sur la place devant la gare et une partie des chambres donnaient sur les voies ferrées. Moi, je dormais avec ma grand-mère maternelle dans une chambre qui donnait du côté des trains. J'adorais ça parce que, à cette époque-là, il y avait encore les trains à vapeur. Le bruit des trains ne me gênait pas. Et je me souviens aussi que le dimanche, il y avait un train spécifique avec des cages pour les pigeons car il y avait les envois avec les colombophiles.

Nous sommes partis en 1966 quand mon père a été nommé au Mans. Et moi, je suis revenue vivre à Nantes après mon mariage. À ce moment-là, la gare de l'État était complètement désaffectée. Ça me faisait mal au cœur de la voir dans cet état. Et quand je la vois maintenant, je trouve que c'est drôlement bien ce qu'ils ont fait, le mélange de

l'ancien avec du moderne, un peu comme le Louvre ! Pendant des années, avant que la gare ne soit réhabilitée, j'ai eu envie de rentrer à l'intérieur pour revoir notre logement... »

Claudine

L'environnement du quartier : l'eau, les prairies, les odeurs et la circulation

« À la saison des civelles, c'était un vrai petit port de pêche »

« En 36, quand je suis arrivée dans le quartier, le bras de Toussaint était comblé mais le bras des Récollets, je l'ai connu ! On se baignait dedans ! Mon frère, c'est là qu'il a appris à nager. C'était par endroit très dangereux parce qu'il y avait des remous. On l'a vu être comblé. C'était juste avant la guerre parce que quand la guerre est arrivée, c'est resté avec les remblais de sable et les tuyaux. » **Jacqueline**



1941, comblement de la baie des Récollets au niveau du pont du boulevard Victor-Hugo. Les bacs de sable offrent un terrain de jeu temporaire pour les enfants du quartier.



Janvier 1936, inondations quai André-Rhays vers le quai Hoche.



Le pont de la Madeleine et les glaces en Loire au début du 20^e siècle



Vue des quais de la Loire prise depuis la fenêtre de l'immeuble du 4, quai Hoche le 5 mars 1960.

► « Je me souviens des inondations dans le quartier car la Loire débordait et remontait sur les quais. Mais, le plus marquant, c'est quand même les glaces charriées par la Loire. Ils avaient la frousse lorsque les glaces venaient se bloquer sur les piles de ponts car ça faisait une force pas possible. Avec le courant, les glaces montaient, descendaient et montaient les unes sur les autres. L'hiver, en passant sur le pont de la Madeleine, comme il faisait noir, on entendait le crissement des blocs de glace.

Je me souviens aussi des civelles. Nous avions des voisins qui travaillaient aux chantiers et la nuit, ils allaient en pêcher. Et le matin, ils nous appelaient dans la cour parce qu'ils avaient une lessiveuse entière de civelles. On descendait avec une casserole en acheter, mais pas cher. Pour eux, c'était un complément de revenus. ► Daniel

► « Ce qui m'a marquée, c'est la Loire. Ça fait partie de ma vie en quelque sorte. Il y avait une activité fluviale qu'il n'y a plus maintenant. Sur les quais, c'était crade. Il y avait des péniches et de chaque côté du pont de la Madeleine, une grue avec des trémières prenait le sable. On voyait ça de notre fenêtre car nos chambres donnaient sur la Loire. Comme à l'époque on n'avait pas trop le droit de sortir, on jouait à l'intérieur et on regardait beaucoup à l'extérieur. C'était une façon de s'évader...

À la saison des civelles, c'était un vrai petit port de pêche. La nuit, souvent, les gars qui travaillaient aux chantiers allaient en pêcher. Des particuliers avaient aussi leur barque pour aller pêcher sur la Loire. Ça se terminait au café et un gars vendait sa pêche en bas de la maison. Souvent, quand maman descendait sa poubelle, elle remontait avec un seau de civelles qu'un gars lui avait proposé pour 4 sous, c'était vraiment rien. ► Catherine

► « Quand on n'avait pas d'enfants, le dimanche avec mon mari, on allait se promener sur l'île Sainte-Anne. Mon mari aimait beaucoup aller voir les bateaux. Comme on vient d'un pays marin, ça nous attirait. Mais il y avait du charbon aussi. Alors quand on a eu des enfants, on a arrêté d'y aller parce que quand on revenait, on était noirs à cause du charbon. Et le dimanche soir, il fallait se laver de la tête aux pieds ! ► Paule

« L'été, on allait se promener dans les prés, et on passait l'après-midi là-bas »

► « Derrière les usines, il y avait tout un tas de prairies où l'on allait le dimanche. On partait pour la journée, on pique-niquait. Les propriétaires ne voulaient pas qu'on passe, alors ils nous couraient après. À la tête de l'île, il y avait une plage où tous les gens se retrouvaient. Certains pêchaient et nous, on se baignait. ► Robert



Avant la construction de la ZUP Beaulieu, les prairies en amont de la ligne des ponts sont un lieu de promenade privilégié par les familles et les jeunes du quartier. Ici, moment de détente, en 1960.



2021 le square de Vertais aménagé dans le lit de l'ancienne bière des Récollets.

► « Quand j'étais plus âgée, avec mon amie Mauricette et son petit frère, on allait de l'autre côté du boulevard dans la partie pas construite. Il y avait du sable et des prairies avec des vaches. On emmenait un goûter, un tricot ou des livres. L'été, on allait se promener dans les prés, et on passait l'après-midi là-bas. ► Odile

► « Avec les enfants, on allait beaucoup dans notre petit jardin que l'on appelle maintenant le square Vertais. À l'époque ce n'était pas aménagé comme ça. Quand les enfants sortaient de l'école, on prenait le goûter dans le jardin et on rentrait après. Ce n'était même pas clos au départ. C'est clos depuis peu de temps, une dizaine d'années peut-être. Avant c'était un espace complètement libre. Il n'y avait pas les jardins familiaux non plus. Les enfants ont appris à faire du vélo là, comme tous les enfants du quartier sans doute !

Le square, c'était vraiment un lieu de rencontre sur le quartier. C'est comme ça que j'ai connu plein de gens. Et encore aujourd'hui, j'y vais avec nos petits-enfants. Il a bien été réaménagé en plus. Maintenant il y a une partie pour les petits, une autre pour les plus grands. Je trouve que c'est une bonne taille pour un jardin de quartier. C'est un lieu de passage aussi. La maison de retraite l'utilise et les nourrices du quartier y vont tous les matins. ► Irène

« Il y avait toujours des odeurs et des fois, on avait vraiment des odeurs infectes »

► « Avec toutes ces usines dans le quartier, on était gâtés au niveau odeurs ! La raffinerie Say, par exemple, quand le vent était à l'est, nous envoyait toutes ses escarilles. Et quand ma mère étendait du linge, on le retrouvait noir quelquefois. Et quand le vent était à l'ouest, on avait les produits chimiques de Delafay et on n'avait plus qu'à se boucher le nez. Il y avait toujours des odeurs et des fois, on avait vraiment des odeurs infectes. ► Jacqueline

► « Dans le quartier, on avait les odeurs de biscuits de la BN, place François-II. Et, on entendait parfois la sonnerie des chantiers. On avait aussi la fumée du charbon qui était déchargé quai Wilson... Il y avait de la poussière de charbon partout ! ► Allain

► « Biette ! Oh oui, cela sentait très mauvais. Une espèce d'odeur... Ce n'est pas facile à décrire. Je ne sais pas ce qu'ils fabriquaient comme savon mais cela sentait mauvais ! ► Odile

« Il y avait tous les hommes qui passaient par-là pour aller aux Chantiers de la Loire »

► « Il faut toujours garder à l'esprit que le quartier, c'était la traversée sud-nord de Nantes. Tout le monde passait par là à une époque. Pour aller dans le centre, on traversait le quartier. J'avais une formule, je disais que le quartier était le paillason de Nantes parce que les gens arrivaient par là mais ne s'arrêtaient pas ! » **Allain**

► « Pendant la guerre, j'habitais quai Magellan et je travaillais à la Ripossière dans un atelier de couture. Pour aller au travail, je traversais le quartier des Ponts quatre fois par jour. Du quai Magellan, je prenais le pont de la Madeleine puis je descendais par Grande-Biesse, Petite-Biesse, le pont des Récollets, Vertais et on arrivait au pont de Pirmil. À l'entrée du pont de Pirmil, juste à côté, il y avait le château du « petit Étienne ». Tout le monde l'appelait comme ça, même mes parents l'appelaient comme ça. Et tous les ans, il avait les pieds dans l'eau.

Alors une petite anecdote, avec Lucienne, une amie, on passait par là pour rejoindre la rue Saint-Jacques qui était quasiment en face. Alors, on prenait le pont par la gauche et l'entrée du pont était gardée par de jeunes Allemands. Un jour, il y en a un qui a voulu nous faire un petit peu peur. Alors, il nous a fait un signe, dans son parler, pour nous dire de passer de l'autre côté, à droite ! Alors, bon... Il s'en va et nous, on continue sur la gauche. Tout à coup, il se retourne et nous, on n'avait pas traversé. Et le voilà qui arrive vers nous avec ses grandes bottes, là, je les entends encore, et il nous dit : « Kommandantur ! » Alors là, on a compris, mais on lui faisait signe pour lui dire que l'on ne pouvait pas traverser parce qu'il y avait tous les hommes qui passaient

par-là pour aller aux Chantiers de la Loire. Énormément de personnes travaillaient là ! Alors, on lui a fait signe qu'on ne pouvait pas traverser. Il a mis un coup de sifflet, il a fait arrêter tout le monde et on est passées ! Eh bien, j'aime mieux vous dire que le lendemain, on est passées à droite ! Parce qu'on a eu vraiment peur ! » **Denise**

► « Je n'ai jamais habité le quartier des Ponts mais je l'ai beaucoup traversé ! Juste après la guerre, je travaillais place Aristide-Briand. J'habitais le quartier Saint-Jacques à ce moment-là. Pour venir travailler, je passais par le boulevard Victor-Hugo et le pont Haudouine car le boulevard des Martyrs-Nantais n'existait pas. Il fallait prendre le pont de Pirmil et au départ, il n'y avait que le pont de bateaux puis le pont de bois après, parce que le pont de Pirmil avait sauté.

Il y avait des passages à niveau à ce moment-là dans le quartier des Ponts. Il y en avait un juste avant le pont de la Madeleine et un autre du côté de Belle-Croix, le long du château. Alors, ce n'était pas évident de venir travailler en ville avec la Loire et le chemin de fer. » **Juliette**

► « Aujourd'hui, on parle toujours des bouchons sur le périphérique mais il faut imaginer quand même que dans les années 60 quand mon père m'amenaient au collège Victor-Hugo, il fallait bien calculer avant ou après 8 h. Après 8 h, l'accès sud était totalement bouché. Le seul accès, c'était par la rue Dos-d'Âne. Ça faisait un goulet d'étranglement. On arrivait par la route de Pornic et puis là, il y avait le petit pont SNCF qui était doublé. Il y avait la voie SNCF et il y avait une voie en alternance avec un feu à l'entrée. On pouvait passer en voiture et uniquement en voiture parce que les roues passaient juste. Un camion ne pouvait pas passer sur ce pont. Donc là, on pouvait gratter et on arrivait sur le boulevard Victor-Hugo.



Le pont de Pornic dans les années 1960. En attendant l'ouverture de la nouvelle ligne de ponts, une voie unique déviée à la circulation routière est aménagée en 1966 sur l'ouvrage ferroviaire afin de désengorger le pont de Pirmil.

Dans les années 70, quand j'étais étudiant, j'habitais Rezé. Pendant deux étés, en 1971 et 1972, j'ai bossé aux Brasseries de la Meuse. J'avais un Solex pour aller travailler et des fois, le matin, je prenais le boulot vers 5 ou 6 h. À cette heure-là, je me retrouvais dans la marée des vélocoteurs, des mobylettes des gars des chantiers qui embauchaient. C'était sur le boulevard Victor-Hugo et à Pirmil. C'était impressionnant l'embauche aux chantiers ! Beaucoup venaient du sud. » **Jean-Louis**

► « À l'emplacement de la maison de retraite, c'étaient les métaux Blanchard. Après, c'était Frigetrens mais ils ont tellement dérangé le coin avec leurs camions, qu'ils ont fini par partir sur la Prairie de Mauves. C'étaient des camions toute la journée et toute la nuit ! Ils étaient là parce que le MIN était à côté. » **Jean-Luc**

► « En 1977, quand on est arrivés dans le quartier, c'était encore l'été. On voyait toutes les caravanes partir parce qu'il n'y avait que le pont de Pirmil pour quitter Nantes. Toutes les voitures et toutes les caravanes passaient par le pont de Pirmil. Après, l'ouverture du pont des Trois-Continents et du pont de Cheviré a dévié la plus grosse partie des camions qui passaient par-là pour aller au MIN. Mais ça n'empêche pas

que le boulevard soit complètement bouché par les voitures le matin ! Ça coince sur le pont de Pirmil et sur la place de la République, et c'est toujours aussi pollué. Nous, on le voit bien sur nos vitres, c'est toujours aussi noir ! Je vois bien la différence entre les vitres qui donnent sur le boulevard et celles qui donnent à l'arrière. Ça veut quand même dire que tout ça, on le respire. Mais ça fait partie des inconvénients de la ville. On ne peut pas tout avoir... » **Irène**



1974, le pont de Pirmil saturé de véhicules.

2. LES BAINS-DOUCHES ET LES CITÉS D'HABITATIONS À BON MARCHÉ

Les bains-douches de la rue Michel-Rocher

1908. La municipalité de Gabriel Guist'hau, auquel succédera bientôt Paul Bellamy, se préoccupe d'améliorer l'hygiène et de lutter contre la formation de foyers d'infection et la propagation des maladies contagieuses, qui frappent prioritairement la population ouvrière, en lançant un programme de bains-douches et de lavoirs publics dans les communes récemment annexées de Doulon et Chantenay et dans les quartiers populaires nantais, Hauts-Pavés-Marchix et Madeleine-Les Ponts.



L'entrée des bains-douches rue Michel-Rocher en 1932.

Faisant le constat que les bains et lavoirs du quai de la Maison-Rouge, qui datent des années 1850, sont vétustes et trop à l'étroit sur leurs 933 m², la mairie conclut à la nécessité de les reconstruire. Un nouvel emplacement est recherché sur le 4^e canton.

« Nous avons été assez heureux pour trouver, dans la partie populeuse du canton, à proximité des usines et d'un bras de la Loire, dans lequel il serait facile d'établir une prise d'eau, un immeuble pour lequel nous avons pu obtenir une promesse de vente. » Il s'agit des anciennes Raffineries de l'Ouest, situées rue Conan-Mériadec, à l'angle du boulevard Babin-Chevaye, mises en vente suite à la dissolution de la société. L'acquisition des 4 700 m² de l'ancienne usine est finalisée en 1911. Initialement, on prévoit sur le site un pôle d'équipements publics : bains et lavoirs, sapeurs-pompiers, commissariat de police « destiné à remplacer le poste de la rue des Olivettes », dispensaire et justice de paix.

Un an plus tard, la Ville décide de remanier, en les agrandissant, les projets de bains-douches rues Noire et de l'Arche-Grande-Biesse. Les plans des nouveaux bains-douches du quartier des Ponts sont établis par Étienne Coutan, le directeur du service d'architecture de la Ville. La façade est traitée dans un style associant régionalisme et modernité, les intérieurs empruntent à l'esprit art déco.

Mis en sommeil par la Première Guerre mondiale, le projet ne redémarre qu'en 1923. Le programme se compose de 28 cabines au rez-de-chaussée, autant au 1^{er} étage, vestibule, salle d'attente, caisse, avec galerie d'accès, lingerie et sanitaires. Les travaux sont mis en adjudication. C'est la maison Rineau Frères de la Prairie au Duc qui emporte le marché des installations d'hydrothérapie, de chauffage et de ventilation.

En 1925, tandis que les bains-douches de la rue Noire viennent d'ouvrir, ceux du quartier des Ponts s'achèvent. Reste à effectuer le revêtement en mosaïque des sols et des murs intérieurs. Coutan fait le choix de la renommée maison Odorico Frères de Rennes. Dallage et revêtements sur murs sont traités en granito agrémenté de points décoratifs et de galons en mosaïque romaine.

Quant aux motifs sculptés de la façade de l'édifice — armes de la Ville et de la Bretagne — ils sont confiés au sculpteur nantais Alexandre Desmarchix.

Le 17 juillet 1926, c'est l'inauguration. Le journaliste de *L'Ouest-Éclair* ne tarit pas d'éloges sur « ce nouvel Hammam muni de tout le confort désirable. Il compte cinquante-six cabines aménagées d'une façon très moderne. (...) L'élégance de la construction est remarquable ; le choix de matériaux assure une propreté facile à entretenir ». Enfin, ajoute le plumitif, « la situation même de ce nouvel établissement, au sein d'un quartier très populeux, c'est une idée à laquelle on ne saurait trop applaudir ». D'autant que « les tarifs sont minimes ».

Ils le resteront jusqu'à la fermeture, un peu plus de cinquante ans plus tard. En 1978 exactement. Le confort moderne et la salle de bains équipent de plus en plus les logements des Nantais. La Ville prend la décision de fermer les bains-douches de la rue Duplex, sur la Butte Sainte-Anne, et ceux de la rue Michel-Rocher à compter du 27 novembre.

« On allait aux bains-douches Michel-Rocher tous les samedis »

► « On habitait au troisième étage du 17, boulevard Victor-Hugo, sans ascenseur. Les toilettes étaient à mi-palier et il n'y avait pas de douche. On allait donc aux bains-douches Michel-Rocher tous les samedis. C'était le rituel de toutes les familles du quartier. Tout le monde arrivait avec son berlingot « Dop » et sa serviette. À l'époque, les hommes allaient d'un côté et les femmes de l'autre. » **Louis**

► « Le dimanche matin, on allait aux bains-douches. À côté, il y avait le cinéma l'étoile. C'était systématique : le samedi soir, le cinéma et le dimanche matin, la douche. Le week-end, il y avait du monde et des fois, il fallait faire la queue. On prenait un ticket à la caisse et puis après, on allait dans les douches. On attendait et puis des fois, on tambourinait à la porte. Tout le temps où j'ai vécu chez mes parents, je suis allé aux bains-douches. Ma première salle de bains, c'est quand j'ai emménagé dans l'appartement du boulevard de la Fraternité avec mon épouse. » **Robert**

Les cités HBM du quartier des Ponts : un programme réalisé dans le cadre de la loi Loucheur

La politique du logement de l'entre-deux-guerres est conduite dans le souci d'offrir un logement décent à la classe ouvrière et de régler le problème de l'insalubrité. En décembre 1912, la loi Bonnefoy promulgue la création des Offices publics d'habitations à bon marché (OPHBM). Cette loi règle les modalités d'intervention des communes et de l'État pour l'aménagement, la construction et la gestion des HBM. Le 21 février 1913, Paul Bellamy, maire de Nantes, crée un OPHBM, le deuxième après celui de la Rochelle, et inaugure ainsi une période d'initiative municipale en matière de logement.

Promulguée le 13 juillet 1928, la loi Loucheur encadre un programme quinquennal de construction de 260 000 logements dont plus d'un cinquième à loyer modéré. En offrant des prêts à des taux attractifs, ce nouveau cadre législatif impulse un vaste plan de construction de logements sociaux sous la houlette de l'OPHBM.

Dès 1928, la municipalité entend profiter dans la plus large mesure possible des avantages de cette loi pour remédier à la crise du logement qui sévit à Nantes. Le concours financier apporté par la Ville permet à l'OPHBM de mettre sur pied deux programmes de construction de logements sociaux à l'échelle de la ville. Le premier encadre l'édification de deux cités-jardins et de 300 logements entre 1928 et 1930, tandis que le second vise la construction de 600 logements entre 1931 et 1933.

Trois cités vont ainsi voir le jour dans le quartier des Ponts au cours de cette décennie : deux au cœur même du faubourg et la troisième, plus excentrée, en bordure du boulevard Gustave-Roch.



Les cités Conan-Mériadec et Babin-Chevaye

Le 3 octobre 1928, le conseil municipal prend l'initiative de remettre à l'Office divers terrains communaux susceptibles d'être utilisés pour l'application, à bref délai, de la loi Loucheur. Les terrains ainsi cédés doivent obligatoirement servir à la construction de logements HBM.

Un terrain communal de 1 930 m², situé rue Conan-Mériadec, est alors cédé afin d'édifier un immeuble d'une cinquantaine de

logements. Cette opération, confiée à l'architecte André Chauvet, symbolise un nouveau modèle de construction d'habitat social : le passage d'une conception individuelle du logement, qui était la règle du mouvement HBM, vers un modèle collectif.

L'habitat collectif doit toutefois répondre à certaines nécessités : « Il semble raisonnable de ne prévoir que deux étages au-dessus du rez-de-chaussée, l'entassement des enfants ayant de graves conséquences en cas d'épidémie et les mères de famille ne pouvant, sans excès de fatigue, gravir chaque jour, un trop grand nombre d'étages pour accéder à leur logement. » L'architecte ne suit pas cet avis et propose un immeuble de trois étages, dessiné autour d'une cour centrale, et qui présente les traits de l'architecture domestique du début du 20^e siècle : forme des baies, utilisation de la brique et du pan coupé, dessin des toitures et charpentes. Au total, l'immeuble abrite 55 logements composés pour la plupart de quatre pièces, sans sanitaires individuels. Les toilettes sont partagées sur le palier, tandis que la douche est prise dans l'établissement de la rue Michel-Rocher.

Le programme de construction de l'Office de 1932 complète cette première initiative avec la construction d'un autre immeuble sur une partie du terrain de l'ancienne Raffinerie de l'Ouest, non utilisée lors de la construction des bains-douches. D'une superficie de 865 m², ce dernier forme un quadrilatère presque régulier entre les rues Michel-Rocher, Conan-Mériadec et le boulevard Babin-Chevaye. Achevée en 1935, la construction de cet immeuble collectif à cour est menée à bien par l'architecte Henry Fleury. Composée de 42 logements, la cité présente une typologie analogue à sa voisine de la rue Conan-Mériadec, mais avec une décoration beaucoup plus simple.



Boulevard Babin-Chevaye, les immeubles de la cité HBM en 2021.



La cour intérieure de la cité HBM Babin-Chevaye en 1993.

« C'étaient surtout des familles avec enfants qui étaient logées là en priorité »

► « Je suis né rue Malherbe, le long des cours, juste en face de la chapelle Notre-Dame-de-l'Immaculée-Conception. Et un bon mois après, en septembre 1941, mes parents ont eu une attribution de logement rue Conan-Mériadec. J'étais le quatrième enfant et cela leur a permis d'accélérer la demande. Donc, en 1941, on s'est installés dans la cité HBM Conan-Mériadec, au troisième étage, et j'y suis resté jusqu'à mon mariage en 1963.

Les immeubles avaient trois étages avec deux appartements à chaque palier. Il y avait des appartements de quatre pièces d'un côté et des appartements de cinq pièces de l'autre côté. Nous, on avait un quatre pièces. À l'époque, le logement c'était un carré divisé en quatre. On entrait par la cuisine, puis il y avait une chambre, puis une pièce qu'on appelait « salle à manger » et une autre chambre.

Il n'y avait pas de chauffage central. On avait une cuisinière à charbon dans la cuisine et un poêle dans la salle à manger. L'hiver, quand il faisait très froid, il y avait des belles rosaces sur les vitres le matin. Ça dégelait dans la matinée mais il fallait mettre des serpillières devant les fenêtres. C'était assez rustre. Mais bon, mes parents étaient contents par rapport à la rue Malherbe.

Il n'y avait pas de salle de bains non plus et les toilettes étaient sur le palier. Donc, faire la toilette à six dans la cuisine, cela demandait une petite organisation... Et le dimanche matin, c'était la douche municipale collective. Chacun avait son petit cabanon pour se doucher et tout le monde chantait. Il y avait une ambiance terrible ! La douche municipale hebdomadaire, c'était quelque chose de traditionnel. Pour les lessives, ma mère avait une petite lessiveuse sur un petit diable à gaz et faisait bouillir le linge.

Mon père était bottier-orthopédiste et il travaillait à domicile. Son patron était rue Mercœur. Tout son atelier était installé dans la cuisine. Il n'y avait pas d'autre

solution. Il avait son coin, à droite, en entrant. Tous les jours de la semaine, il travaillait entre huit et dix heures pour faire sa paire de pompes. Il cousait les chaussures à la main à l'époque. Maintenant, on en trouve très peu, c'est devenu du collé. Pour livrer son travail rue Mercœur, il partait à pied, coudes au corps, et il revenait à la maison avec les nouvelles chaussures à faire.

C'étaient surtout des familles avec enfants qui étaient logées là en priorité. La cité est faite de façon circulaire avec une cour centrale et la plupart des enfants descendaient dans la cour pour jouer. Moi, mes parents ne voulaient pas que j'y aille. J'ai été un peu élevé différemment car ils n'étaient pas très participatifs...

Dans la cité, on a eu une reine de la Mi-Carême, Nadine Merigaud, mais je ne sais plus en quelle année. C'était un événement ! C'était la vedette de la cité, je ne te dis pas ! Ce qui m'a marqué aussi, ce sont les martinets. Il y avait un spectacle intéressant avec ces oiseaux, qui, quand ça leur prenait, tournaient dans la cour, au ras du toit, en criant. C'est bruyant un martinet ! Et puis ils repartaient. C'était leur circuit, la cité était un repère pour eux. C'était très amusant et très curieux à voir parce que, comme on était au troisième, ils passaient au ras de nos fenêtres à toute vitesse. ► Daniel

« Aux étages, les familles étaient donc en vis-à-vis »

► « Quand on rentrait dans les HBM Babin-Chevaye, au rez-de-chaussée d'une cour carrée, un peu comme dans une caserne, c'étaient des ateliers avec un certain nombre d'artisans dont certains habitaient là. Aux étages, les familles étaient donc en vis-à-vis. La famille Hervouët vivait d'un côté et la famille Schwartz, la famille de maman, vivait en face. Donc il y a Louise Schwartz et Antoine Hervouët, mes parents, qui se sont rencontrés comme ça. Et puis, il y a un frère à maman, Léon Schwartz, qui a rencontré une Bedouet, qui est devenue notre tante Marthe. Voilà, pas mal de mariages se sont faits ainsi.

Moi, je suis né dans les HLM de Sainte-Anne en 1949. J'ai passé ma jeunesse sur la Butte, mais comme la famille nombreuse se réunissait beaucoup, on venait souvent dans le quartier des Ponts. Mes parents et mes frères aînés ont vécu dans le quartier de la Madeleine jusqu'en 1948, dans un immeuble disparu qui a fait place à la maternité actuelle. Ils étaient restés aussi très liés avec Aimé Delrue, pour qui ma grand-mère maternelle avait travaillé et dont ma mère avait gardé les enfants. Papa a toujours gardé de fortes relations avec les carnavaliers, chansonniers et amuseurs nantais issus de la République des Ponts. Ceux-ci l'ont aidé à animer les associations de malades et infirmes - comme on disait à l'époque - dont il était président jusqu'au début des années 70. ► Dominique

La cité Gustave-Roch

En 1935, le projet de construction de la cité Gustave-Roch parachève le programme de l'Office dans le quartier. La construction de cette dernière, concomitante à celle de l'Hermitage sur la Butte Sainte-Anne, révèle une volonté de conduire des projets à plus grande échelle à partir du milieu des années 1930.

En mai 1930, un terrain de 8 000 m² est acquis en bordure du tout nouveau boulevard Gustave-Roch. Conçu par l'architecte Gérard Guénault, le programme prévoit la construction de la cité sur deux zones. La première, constituée d'une longue barre, percée d'un porche colossal et longeant toute la longueur de la parcelle sur le boulevard, est destinée à la construction d'un immeuble collectif en HBM améliorés de 56 logements et de sept magasins en rez-de-chaussée. La seconde concerne un groupe de quatre immeubles collectifs en HBM ordinaires de 126 logements : trois maisons collectives implantées parallèlement à l'intérieur du terrain et une quatrième construite en bordure de la voie ferrée. La conception initiale prévoyait également une crèche-garderie qui ne verra finalement pas le jour. Un terrain de jeux prendra sa place.

Les travaux démarrent en 1935 mais sont ralentis, dans un premier temps, par les hausses importantes des prix de la construction consécutives aux mesures sociales du Front populaire, puis pendant la guerre, par les bombardements de septembre 1943. Le chantier de la seconde zone est achevé en 1947. À l'instar des autres cités HBM conçues au cours des années 1930, les 174 logements (au lieu des 182 initialement prévus) de la cité Gustave-Roch ne sont pas équipés en sanitaires.



1930, plan initial de la cité HBM Gustave-Roch.



1938, vue aérienne du quartier du nord vers le sud. Cernée par la voie ferrée et le boulevard Gustave-Roch, la cité HBM forme une enclave à l'écart du vieux faubourg des Ponts.



2018, la longue barre implantée en bordure du boulevard Gustave-Roch était destinée à l'origine aux logements HBM améliorés.

3. DU QUARTIER VÉTUSTE AUX IMMEUBLES TRIOMPHANTS : LA DISPARITION DE LA RUE DE VERTAIS

Résorber l'habitat insalubre

À partir des années 1940, les opérations urbaines programmées dans le quartier vont profondément reconfigurer le sud de l'ancienne ligne des ponts avec la disparition de la rue de Vertais.

Outre l'amélioration de la circulation, le projet d'ouverture de la voie Madeleine-Pirmil avait également pour ambition de résorber l'habitat insalubre du faubourg de Vertais. « Cette opération présente un intérêt au point de vue du logement. Car sur cette voie, il s'établira de nouvelles habitations dont la simple existence aidera à lutter contre les taudis si nombreux dans le 4^e canton (...) », commente le conseiller municipal Bolo lors du conseil municipal du 8 juillet 1935. « La voie Madeleine-Pirmil (...) apportera l'air et la lumière dans ce quartier de Vertais aux rues tourmentées et qui compte de nombreux taudis. Enfin, elle favorisera la construction d'immeubles d'habitation, ce qui est désirable à tous points de vue (...) », renchérit le maire en janvier 1941. Cette opération nécessite alors de nombreuses expropriations entre 1927 et 1942. Toute la paroi urbaine du côté impair de la rue, comprise entre l'entrée de la rue de la Prairie-d'Amont et le pont de Pirmil, est alors rasée.



La rue de Vertais vers le pont de Pirmil dans les années 1930.



1947, façades des immeubles de la rue de Vertais donnant sur le boulevard des Martyrs-Maitis-de-la-Résistance. Malgré leur vétusté, ces immeubles seront les derniers à être démolis à la fin des années 1940.



Octobre 1946, vue vers le pont de Pirmil du 69, rue de Vertais. La paroi orientale est en cours de démolition.



1947, la portion de la rue de Vertais comprise entre la rue Pétitpierre et l'entrée de la rue de la Prairie-d'Aval est rasée pour laisser la place au futur immeuble encoche de la place Victor-Mangin.



1947, immeubles situés à l'entrée de la rue de Vertais après le passage sur le pont des Récollets. Ces derniers seront démolis pour laisser la place au viaduc ferroviaire.



Au début des années 1960, un passage est maintenu sur l'ancien pont des Récollets pour rejoindre la rue Petite-Besse. Le futur square Vertais n'est encore qu'un terrain vague où l'eau n'a pas totalement disparu...



Le square Vertais est inauguré en 1972 après la démolition des ultimes immeubles de la rue de Vertais.

Deux immeubles triomphants

Le 27 août 1948, le quartier, touché par les bombardements, est inscrit comme « *îlot de remodelation* » au plan d'aménagement de la ville. Dans un premier temps, seul le secteur situé entre l'ancienne boire des Récollets et le pont de Pirmil bénéficie du programme du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Aussi, l'agrandissement de la place Victor-Mangin et son caractère d'entrée monumentale figurent sur le plan de Reconstruction. En 1951, Maurice Ferré, architecte chef-adjoint de Michel Roux-Spitz, signe les plans de deux immeubles concaves répartis de part et d'autre du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance.

Après avoir reconstruit les façades des bâtiments de la place Royale à l'identique, Maurice Ferré ose ici la modernité. Pour le compte de la Coopérative de reconstruction de Nantes, il conçoit deux immeubles de onze étages, hauts de 36 mètres, chacun abritant 100 logements et accueillant des commerces en rez-de-chaussée. Dominant la Loire, une porte monumentale à deux battants résidentiels se dresse alors au sud de Nantes.



1953, construction en cours de l'immeuble implanté entre les deux boulevards. Devant, un îlot de la rue de Vertais abritant des commerces restera en suris jusqu'au milieu des années 1960.



La place Victor-Mangin au début des années 1970. Le programme d'entrée de ville monumentale et moderne est achevé, ne laissant plus aucune trace de la rue de Vertais.

Livrée aux premiers habitants en 1958, la bâtisse occidentale assoit son emprise sur le tronçon de la rue de Vertais situé entre la rue Adolphe-Billauld et l'axe des rues de la Prairie-d'Aval et de la Prairie-d'Amont. Seul un petit îlot de cette section, à l'entrée du pont de Pirmil, restera visible jusqu'à l'achèvement des aménagements paysagers de la place Victor-Mangin au milieu des années 1960.

Entre 1969 et 1972, la transformation en square d'une partie du lit de l'ancienne boire des Récollets nécessite la démolition des dernières habitations de la rue de Vertais situées entre l'ancien pont et la rue Adolphe-Billauld. Aujourd'hui, les seules traces de cette voie sont formées d'une portion d'une vingtaine de mètres en impasse située au sud du square, tandis qu'une allée de celui-ci reprend son tracé d'origine. Seul le nom du square rappelle l'existence de ce faubourg de l'ancienne ligne des ponts.

« Tout le monde disait que c'étaient des cages à lapin »

« Juste après la guerre, le plus gros changement dans le quartier, c'est la construction des « bananes » de la place Mangin. Je crois que ce sont les premiers grands immeubles qui ont été construits à Nantes. Les autres immeubles qui existaient, c'étaient, pour les plus grands, des quatre étages, pas des grands immeubles comme ceux-là. Ces bâtiments-là intriguaient. Ils ont une charpente métallique et ils ont été

construits comme un jeu Meccano. C'est sûr que ça changeait complètement les méthodes. Pour les faire, ils ont coupé la rue de Vertais. C'est pourquoi, ils ont appelé le square derrière, le square Vertais parce que comme il n'y avait plus la rue, ils ont donné son nom au square.

Ces logements de Mangin ont été donnés comme dommages de guerre aux propriétaires des appartements détruits par les bombardements. Après chacun en faisait ce qu'il voulait. Certains les ont habités, d'autres les ont loués et beaucoup les ont vendus. Une grande partie des propriétaires de

l'immeuble ne sont pas ceux d'origine. De l'autre côté, je ne sais pas comment c'est, parce que ce n'est pas le même syndic et puis, il y a le boulevard qui sépare.

Moi, j'ai acheté cet appartement en 1956. Avant de l'acheter, avec ma mère, on a cherché un peu partout mais on n'avait pas des sommes extraordinaires. Et puis, on préférait autant rester sur le quartier. On a visité des maisons dans d'autres quartiers, des maisons avec des jardins. Les jardins, c'est bien mais il faut s'en occuper et on n'avait pas l'habitude. Quand on a vu le paysage ici, la vue que l'on avait devant comme derrière, on n'a pas hésité.

Quand on est arrivées, les logements n'étaient pas encore tous occupés. Certains sont arrivés dès 1955. Les ascenseurs ne marchaient pas encore. Au début, il n'y avait pas beaucoup de relations de voisinage. Vous savez dans un immeuble comme ça avec un ascenseur, on ne voit jamais ses voisins.

Je m'entends parfaitement avec mes voisins de palier. Quand on a besoin de quelque chose, on se dépanne mais des fois, on est des semaines sans se voir. Si on ne prend pas l'ascenseur ensemble, on ne se voit pas. Un ascenseur, ça coupe complètement les relations. Alors que dans une cage d'escalier, on se croise et on s'arrête pour discuter.

*Tout le monde disait que c'étaient des cages à lapin. Personne ne voulait venir habiter là. Mais quand ma mère et moi, on est venues visiter, on a trouvé ça formidable ! On a été emballées par la vue que l'on avait sur la Loire. Et les gens qui venaient visiter se rendaient compte que c'était bien. Ce qui nous a plu avec ma mère, c'est la vue de nos fenêtres. C'est très animé. Il y a la Loire, il y a la circulation, il y a la verdure. Il y a tout le temps du mouvement et avec les doubles vitres, on n'est pas gênées par le bruit. Et avec la Loire, il y a toujours du changement. De mon appartement, j'ai une vue superbe sur la Loire. J'ai toujours vécu au bord de la Loire. La Loire, je l'aime. C'est changeant, elle est différente tous les jours. » **Jacqueline***



1959, les deux immeubles de la place Victor-Maignan accueillent leurs premiers habitants.



Vue du pont et du bras de Pirmil depuis la fenêtre de Jacqueline en 1958.

4. UN ÎLOT URBAIN À RÉNOVER EN PREMIÈRE URGENCE

Le quartier des Ponts dans les années 1960

Jusqu'aux années 1970, le triangle délimité par les rues Grande-Biesse et Petite-Biesse et le boulevard Victor-Hugo présente encore les caractéristiques d'un vieux faubourg avec un tissu mixte et varié ayant subi peu de transformations : habitations, commerces et ateliers s'entremêlent dans un paysage constitué de façades sur rue, de cours et d'arrière-cours. Enclavé au milieu des usines, des boulevards et du réseau ferroviaire qui traversent de part en part l'entre-deux-rives, cet îlot est coupé de la vie industrielle de la partie amont depuis l'ouverture à la circulation du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance. L'ancienne ligne des ponts devient une voie secondaire pour échapper aux bouchons des grands axes, tandis que la vétusté et le délabrement de ses arrière-cours s'offrent à la vue de tous les passants qui traversent le quartier entre les ponts de la Madeleine et de Pirmil.

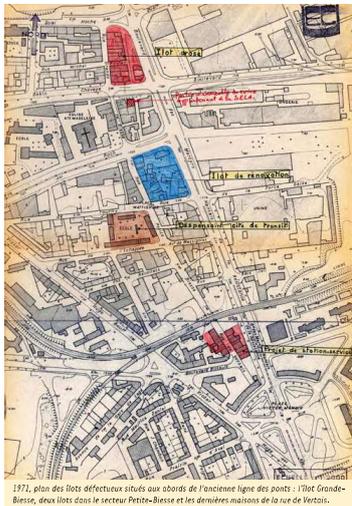
Au début des années 1960, ce triangle urbain est habité par 8 600 personnes réparties en 3 200 logements. Comparé à la population



Vue aérienne du quartier des Ponts en 1968 avant la rénovation des îlots d'habitat insalubre.



1947, immeubles vétustes à l'entrée de la rue Grande-Biesse. Le percement du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance révèle le délabrement des façades d'une partie de la rue Daugère.



1971, plan des îlots défectueux situés aux abords de l'ancienne ligne des ponts : l'îlot Grande-Besse, deux îlots dans le secteur Petite-Besse et les dernières maisons de la rue de Ventois.

active de Nantes, le quartier rassemble le plus grand nombre de personnes du milieu populaire : les ouvriers représentent près de 46 % de la population (38,6 % sur l'ensemble de la ville). À cette période, le faubourg des Ponts se caractérise encore par un très vieil habitat. Les constructions neuves et les éléments de confort sont encore très peu nombreux. Seul le secteur sud, avec la place Victor-Mangin et la Prairie d'Aval, offre un visage moderne. Sur 100 logements, 13,7 % ont été construits avant 1871 (la plupart d'entre eux étant concentrés sur l'axe Grande et Petite-Besse), 34 % entre 1871 et 1914, 22,3 % entre 1914 et 1939 et 29,8 % depuis 1940. Un logement sur six est par ailleurs en état de surpeuplement.

Un îlot défectueux

Concomitant à la création de la Zone à urbaniser en priorité (ZUP) Beaulieu-Malakoff, le secteur est classé comme « îlot urbain à rénover en première urgence » le 6 novembre 1961. Le programme de rénovation est confié à la Société d'équipement de Loire-Atlantique (SELA), créée deux ans auparavant pour mettre en œuvre les chantiers des ZUP nantaises. L'organisme est alors chargé de procéder aux études préliminaires nécessaires à la rénovation de « l'îlot défectueux du boulevard des Martyrs nantais de la Résistance ».

Le périmètre concerné s'étend, du nord au sud, entre le quai Hoche et le boulevard Adolphe-Billaud et, d'ouest en est, entre la partie impaire des rues Grande-Besse et Petite-Besse et le boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance.

À partir de 1967, à l'instar de la convention passée pour la ZUP Beaulieu, la SELA opère l'acquisition des immeubles vétustes voués à l'arasement. Mais faute de financement, la phase de démolition et de reconstruction est repoussée, provoquant alors la mobilisation des habitants, spectateurs du délabrement et du délaissement de leur quartier.



À gauche, l'entrée de la rue Grande-Besse au début du 20^e siècle entre le quai Hoche et le boulevard Babin-Chevaye. À droite, vue de la rue Grande-Besse en 1981. La partie impaire disparaît sous les coups des bulldozers en 1971 pour laisser la place à un parking jusqu'en 1988.



En 1971, l'Union des habitants du quartier des Ponts, association constituée en 1968, intervient auprès des services municipaux afin d'obtenir « quelques améliorations qui rendraient la vie plus agréable dans ce secteur. Malheureusement tout est resté à l'état de projet : les îlots insalubres ne sont pas démolis, le terrain où doivent s'implanter les HLM est couvert d'immondices et sert de refuge aux clochards ». En permettant l'obtention d'une aide de l'État par les communes pour la résorption de l'habitat insalubre, la loi du 10 juillet 1970 va relancer ce programme décidé en 1961.

Dans un premier temps, la priorité est donnée à l'acquisition des immeubles de l'îlot Hoche-Grande-Besse. En 1971, la Ville achète ainsi un terrain de 3 200 m², situé entre le quai Hoche et le boulevard Babin-Chevaye, afin d'y établir une résidence pour les étudiants en médecine et pharmacie. Une partie de la rue Grande-Besse, située entre les n° 3 et n° 29, tombe alors sous les coups des bulldozers. Mais là encore, ce projet est retardé et le terrain servira pendant de longues années de parking et de terrain de boules.

En 1973, la SELA réalise une enquête sur une zone divisée en sept îlots afin de déterminer leur niveau d'insalubrité et, le cas échéant, d'obtenir le financement prévu par la loi du 10 juillet 1970. Le rapport d'enquête confirme les constats précédents et révèle une présence plus marquée des travailleurs immigrés : « La population possède une homogénéité certaine. Elle regroupe des catégories socio-professionnelles proches : ouvriers, petits employés. Les travailleurs étrangers sont de plus en plus nombreux, car ils trouvent là des conditions particulièrement économiques en logement. (...) Les constructions présentent un état de délabrement important. (...) La majorité des personnes visitées, les locataires particulièrement, attend avec beaucoup d'intérêt que la rénovation du quartier soit entreprise. Ces personnes espèrent être relogées dans de meilleures conditions mais avec des loyers à peine plus élevés que ceux qu'ils ont actuellement. Seuls les anciens désirent

habiter jusqu'à leur mort ce quartier, même si leurs conditions de logement sont déplorables. (...) Il est apparu que beaucoup de logements étaient actuellement vides et que petit à petit les commerces fermaient, diminuant par là-même l'animation dans le quartier. »

À la suite de cette enquête, deux îlots font l'objet d'un programme de restructuration. Le premier, l'îlot de Petite-Biesse, s'étend entre les immeubles du n° 3 au n° 19 de la rue Petite-Biesse et leurs arrière-cours qui donnent sur le boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance. Le second îlot concerne le secteur Wattignies. En 1975, la place est occupée par un terrain de sport et des baraquements utilisés par le collège et l'école primaire du quartier. Appelés à disparaître, ces équipements doivent être remplacés par un centre social et une cité de transit pour le logement provisoire des futurs expropriés de l'îlot de Petite-Biesse. L'adjoint Gérard Delrue préconise par ailleurs « l'installation de quelques bancs et d'une aire sablée pour permettre aux anciens du quartier de profiter du calme villageois de cette place ».

Les opérations d'acquisition, de libération et de démolition des bâtiments pour les deux îlots sont finalisées en 1977. Une action d'accompagnement social est également engagée pour « faciliter le règlement des difficultés rencontrées par les personnes touchées par ces opérations et leur adaptation à de nouvelles conditions de logement ».

La ZAC des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance

La création de la Zone d'aménagement concerté des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance en 1978 va permettre la construction de nouveaux logements sur les deux îlots ainsi libérés et d'élargir le programme de résorption de l'habitat insalubre. Ainsi, l'îlot définitif défini en 1961, est intégré dans le périmètre de la ZAC qui s'étend sur un hectare et demi. Confiée à la SELA, sa mise en œuvre comprend une opération de résorption de l'habitat insalubre et une autre de rénovation urbaine. Le programme prévoit la construction de 122 logements dont 82 sur la place Wattignies et 40 sur l'îlot Petite-Biesse. Des locaux commerciaux en rez-de-chaussée sont réservés pour le relogement des commerçants du quartier. La place doit être réaménagée en espace vert afin d'en faire un lieu convivial.

La municipalité souhaite ériger en exemple ce nouveau programme en termes de mixité sociale. « Les logements seront répartis en HLM location et HLM accession ou en PLR (Programme de logements à loyer réduit) pour éviter toute ségrégation raciale et sociale. Pourquoi ? Parce que dans ce quartier habitent des étrangers qui tiennent à demeurer sur place. La construction des 82 logements de la place Wattignies est destinée à reloger la population de l'îlot Petite-Biesse actuellement composée de 85 personnes dont une trentaine d'origine maghrébine. En conclusion, on peut dire que cette opération qui a un caractère exemplaire va nous permettre deux choses : premièrement de réaliser des logements sociaux en plein cœur de la ville, dans un quartier fort actif qui mérite d'être rénové, deuxièmement et surtout, elle permettra de reloger sur place toute la population de ce quartier. J'insiste sur ces deux qualités essentielles d'une opération assez inhabituelle », rapporte Gilbert Robet, adjoint au maire, le 28 février 1977.



1986, aménagement des espaces extérieurs devant la place Wattignies et la rue Petite-Biesse lors de la construction des logements sociaux de l'opération Martyrs nantais I.

La construction des immeubles, confiée à l'OPHLM, est répartie en deux opérations. La première, Martyrs nantais I, démarre en 1978 et concerne les 73 logements situés entre les rues de l'Échappée et Alexandre-Fourny. La seconde, Martyrs nantais II, voit le jour en 1983 avec un ensemble comprenant 53 logements, cinq magasins, une halte garderie et un garage collectif qui remplacent les vieux immeubles des n° 5, 7 et 9 de la rue Petite-Biesse et ceux des ruelles du Petit-Quai et Pré-Saulzaie. Une troisième tranche est adjointe en 1983 pour la réalisation de sept logements supplémentaires et de locaux commerciaux au 7, boulevard Gustave-Roch à l'emplacement de l'ancien commerce de « Bois blanc et confection Allopeau ».

L'achèvement de ce vaste programme de résorption de l'habitat insalubre, engagé au début des années 1960, trouve son terme en 1988, avec la construction d'une centaine de logements sur la parcelle acquise en 1971 à l'entrée de la rue Grande-Biesse et qui était alors occupée par un parking et un jeu de boules aménagé pour les habitants du quartier.

C'est également au cours des années 1970 que deux symboles du passé populaire et industriel du quartier disparaissent : l'ancienne savonnerie Biette et la fameuse cour des Miracles. En 1969, afin de construire à leur emplacement le gymnase Émile-Morice, la Ville décide d'acquiescer les « constructions vétustes et délabrées



402. NANTES — Rue Petite-Biesse



À gauche, la rue Petite-Biesse au début du 20^e siècle entre la rue Becquajour et la baie de Toussaint. À droite, entrée de la rue Petite-Biesse depuis le boulevard Gustave-Roch en 1986. Les logements programmés dans le cadre de l'opération Martyrs nantais II viennent de sortir de terre.

situées de part et d'autre d'un passage commun débouchant au sud sur le boulevard Babin-Chevaye et au nord sur le quai Hoche par un porche traversant l'immeuble de façade ». L'ensemble est démoli en 1970, une fois les locataires relogés. La même année, la société nantaise d'HLM acquiert les terrains de l'ancienne usine Lever afin d'édifier 173 logements. À partir de 1973, les trois tours situées entre le boulevard Gustave-Roch et la rue Alexandre-Fourny sortent de terre.

C'est également au cours de cette décennie que les cités HBM des années 1930 sont l'objet de travaux de rénovation. Ainsi, la cité Gustave-Roch sera l'une des premières avec la cité de l'Hermitage, à bénéficier d'un programme de réhabilitation et d'amélioration. Des travaux de ravalement, qui serviront par la suite de modèle, sont effectués en 1973, suivis par un programme d'équipement intérieur à partir de 1979 avec l'installation du chauffage central individuel au gaz, la création de salles d'eau, la réfection des installations électriques et la fermeture des coursives. Un programme similaire est engagé pour les cités Conan-Mériadec et Babin-Chevaye au début des années 1980.

La rénovation de la cité Gustave-Roch n'a, néanmoins, pas concerné l'ensemble des appartements et a laissé en l'état l'immeuble des n° 9 et 11 de la rue de l'Odéon, situé en bordure de la voie ferrée. En 1999, ce dernier est d'une telle vétusté que ses habitants rebaptisent leur rue : « la rue des Fauchés »... Composé de 54 petits logements de 25 m² sans salle d'eau et livrés aux courants d'air, l'immeuble héberge des hommes seuls et quelques femmes âgées. En 2003, face à l'ampleur des travaux de réhabilitation à engager, Nantes-Habitat opte pour la destruction pure et simple de cette barre et engage un nouveau programme d'amélioration des autres immeubles de la cité en poursuivant notamment l'installation des salles de bains.

« Question confort, Grande-Biesse ce n'était pas terrible »

► « Mes parents habitaient au 25, rue Grande-Biesse. J'y suis né et j'ai vécu là jusqu'à mon mariage en 1958. Mon père travaillait chez Byrrh et ma mère s'occupait de nous. Notre logement avait deux pièces. Deux pièces avec trois enfants... Et en plus, quand mon grand-père est décédé, ma grand-mère est venue habiter avec nous. On était donc six dans deux pièces ! Une cuisine et une chambre, c'est tout ce qu'il y avait. L'eau courante, ce sont mes parents qui l'ont fait installer à l'intérieur, mais sans eau chaude bien sûr. Comme il n'y avait pas de salle de bains, on allait aux bains-douches, rue Michel-Rocher.

On habitait au-dessus du café Matinal. Les gens du café habitaient au premier étage. Nous, nous étions au deuxième et au troisième, c'était monsieur et madame Pétra. Ils étaient plus âgés et on aimait bien aller chez eux. Monsieur Pétra travaillait comme mouleur à la Nantaise de Fonderies et c'est lui qui m'avait un petit peu pistonné pour entrer là-bas.

Le côté pair de la rue existe toujours alors que l'immeuble du 25, qui se situait près du passage à niveau du boulevard Babin-Chevaye, a été démoli. Tout le pan de la rue Grande-Biesse, entre le pont Général-Audibert et le chemin de fer a été rasé. Quand mes parents ont été expropriés, je travaillais à la Nantaise de Fonderies. Un matin, quand j'ai embauché, la maison existait encore et le soir, quand je suis repassé, il



Le quai Hoche et l'entrée de la rue Grande-Biesse au début des années 1950. Les deux immeubles à l'entrée de la rue disparaîtront au milieu des années 1970.



La rue Grande-Biesse depuis le boulevard Babin-Chevaye vers le boulevard Gustave-Roch en 1984.

n'y avait plus rien. Mes parents ont ensuite déménagé sur le boulevard Babin-Chevaye. Ils n'ont pas trop mal vécu cette démolition. Ils étaient mieux logés après car les immeubles étaient plus récents. » **Robert**

► « Quand je me suis mariée en 1962, j'ai habité au 46, rue Grande-Biesse. Et à partir de 1966, on a déménagé au 42, à côté du bureau de tabac et en face de la pharmacie. Cette maison appartenait à la paroisse et les petites cours à l'arrière donnaient sur le terrain derrière l'église. Il y avait toujours des clochards sur ce petit terrain.

C'était une maison très humide. Il y avait une belle pièce devant et après, c'était un couloir qui était séparé pour faire deux autres pièces. C'était tout en longueur et au bout, il y avait une petite cour qui nous servait de débarras. On n'avait pas de salle de bains. On se lavait en « pièces détachées » avec une bassine. On avait une grande bassine qui servait pour le linge, la toilette, etc. Elle servait pour tout !

Pour étendre le linge, il fallait passer par notre chambre et aller derrière la boucherie. Alors là, il y avait un couple qui n'était pas toujours bien ensemble et si on n'avait pas ramassé le linge le soir, on retrouvait du vermicelle dessus

le lendemain matin ! Il fallait tout recommencer ! Je me souviens aussi des dockers qui habitaient le quartier. Quand ils avaient un peu trop bu, il y avait des bagarres boulevard Babin-Chevaye... On était au premier plan.

On est restés jusqu'en 1972. Je ne reviens plus dans le quartier parce que maintenant je prends le pont de Cheviré quand je dois aller dans le sud de Nantes. Et puis, je crois que j'aurais le cafard si j'y retournais parce que moi, ma rue Grande-Biesse, j'ai bien aimé. C'était vivant. Surtout avec les dockers la nuit ! » **Chantal**

► « Quand on s'est mariés, on a habité au 35, rue Grande-Biesse pendant deux ans, en 1968 et 1969. À cette époque, le train passait encore en bas de chez nous. C'étaient les trains de marchandises qui allaient vers la gare de l'État. Question confort, Grande-Biesse ce n'était pas terrible. Quand il pleuvait, des rats remontaient tranquillement ! Une fois, je me suis retrouvée nez à nez avec le rat ! J'étais complètement tétanisée. De nos fenêtres, on voyait un bâtiment en ruine à quelques mètres. Il a ensuite été abattu. » **Thérèse**



1988, à l'angle des boulevards des Martyrs-Mantais-de-la-Résistance et Gustave-Roch, immeuble construit au milieu des années 1950 dans lequel les parents de Madeleine ont eu un logement à leur arrivée à Nantes.



Années 1930, le quai Hoche et l'entrée des rues Grand-Besse et Daigère vue depuis la rive nord du bras de la Madeleine.

« Ma mère est très facilement entrée en contact avec les voisins de l'immeuble »

► « Je suis arrivée dans le quartier avec mes parents en 1962 comme rapatriée d'Algérie. Dans l'urgence de la fin de la guerre d'Algérie, mon père avait demandé un poste de médecin psychiatre hospitalier avec un logement de fonction. Le ministère lui a attribué Nantes Saint-Jacques au service de psychiatrie des femmes. Il avait appris quelques rudiments de la langue bretonne pour se faire comprendre des patientes très âgées ne parlant pas le français en 1962...

L'appartement qui lui a été attribué se trouvait à l'angle des Martyrs-Mantais et du boulevard Gustave-Roch. C'était un immeuble très récent et bien situé. En attendant qu'arrive leur déménagement d'Alger, les voisins ont fait preuve d'une grande sollicitude pour nous prêter quelques meubles d'urgence, de la vaisselle, etc. Mes parents ont habité le même quartier pendant trente ans et s'y sont très bien adaptés.

Ma mère est très facilement entrée en contact avec les voisins de l'immeuble en proposant aux jeunes parents de garder les écoliers après la classe pour aider au travail scolaire. Certains se souviennent encore de ses gâteaux au chocolat récompensant leur travail ! » **Madeleine**

« Quand mes parents se sont mariés, ils ont tout de suite habité au rez-de-chaussée du 4, quai Hoche »

► « Mes grands-parents paternels ont habité dans le quartier, boulevard Babin-Chevaye. Mon grand-père travaillait aux savonneries Biette. Et puis, ils sont repartis à Cugand, en Vendée, d'où ils étaient originaires. Moi, je suis née dans le quartier des Ponts. Quand mes parents se sont mariés, ils ont tout de suite habité au rez-de-chaussée du 4, quai Hoche, à l'angle de la rue Conan-Mériadec où il y avait le café de la Pompe, mais qui ne s'appelle plus comme ça.

Mes deux sœurs ont dû naître là, en 1930 et 1934, car à l'époque, on ne naissait pas à la clinique, on naissait chez soi. La sage-femme du quartier s'appelait madame Coutenceau. Elle habitait boulevard Victor-Hugo, à côté de la boulangerie. Et puis, il y a eu la guerre et mon père est parti. Il a été fait prisonnier et il est resté longtemps en Allemagne, jusqu'à début 1943.

Un peu avant la guerre, l'appartement étant trop petit, ils avaient déménagé pour aller rue de Vertais. Ma mère a vécu là avec les deux aînées. Mon père a eu une permission, et une petite troisième s'est annoncée... mais qui n'a pas beaucoup connu son père dans ses jeunes années puisqu'il

était prisonnier. Ils ont vécu là jusqu'aux bombardements. Ils avaient été prévenus de partir parce qu'une fois les ponts bombardés, ils seraient bloqués. Comme il n'y avait plus de transports, ils sont partis à pied jusqu'à Cugand. Mes sœurs étaient déjà rendues chez mes grands-parents. Et puis, ils sont revenus après la guerre et ils ont réintégré le 4, quai Hoche, mais au deuxième étage. Mon père avait repris son travail rue La-Noue-Bras-de-Fer chez Lanoe, un marchand de ferraille. Il était dans les bureaux et il est resté jusqu'à sa retraite.

Notre immeuble était ancien avec un escalier de pierre. Ça sentait mauvais car les toilettes étaient dans l'escalier, mais les nôtres étaient à l'intérieur. On était sept dans l'appartement. On rentrait dans un grand vestibule. Une grande cuisine-séjour donnait sur la rue Conan-Mériadec où il y avait plein de gros et vieux platanes avec des moineaux domestiques qu'on ne voit plus maintenant. C'était la pièce chauffée de la maison où on se rassemblait, surtout en hiver, car c'est là qu'était la cuisinière à charbon. À côté, il y avait la salle à manger pour les repas de fête. Après, il y avait la chambre des parents avec un poêle et un pan coupé qui avait deux fenêtres : une qui donnait sur le quai et l'autre sur la rue Conan-Mériadec. De l'autre côté, en

parallèle, il y avait une petite chambre borgne sans fenêtre dans laquelle dormait ma sœur aînée. Dans la chambre du fond, qui donnait aussi sur le quai, il y avait deux lits à deux places et moi, j'ai dû dormir longtemps dans la chambre de mes parents. C'étaient des grandes pièces, très hautes de plafond. Maintenant, on ferait une mezzanine ! Ensuite, au fur et à mesure que mes sœurs sont parties, on a gagné du territoire !

Pour la cuisinière, maman commandait le charbon mais on n'avait pas de cave où le stocker. On le mettait donc dans le grenier, au troisième étage. Le gars, quand il arrivait pour livrer, il n'était pas ravi ! Ensuite, il fallait remonter un étage pour aller le chercher, ce n'était pas très commode mais on était chauffés quand même. À cet étage, il y avait deux logements. Il y avait une petite dame qui a vécu là jusqu'à 95 ou 98 ans. Elle n'avait jamais vu le médecin ! La pauvre, au troisième étage et ce n'était même pas chauffé ! Il y avait un autre couple, Vincent et Marceline. Lui, il débordait souvent en semaine. Une fois, je l'avais trouvé couché au bas de l'escalier mais je ne savais pas que c'était lui et j'avais pris une trouille !! J'avais crié : « Maman, y a un clochard dans l'escalier, j'peux pas monter ! » En fait, c'était Vincent qui n'avait pas dû réussir à monter l'escalier...



1952, un jour de communion, photo de famille prise sur le quai Hoche vers le pont de la Madeleine.



Le quai Hoche à la fin des années 1950. Pose devant l'école un jour de rentrée des classes. À l'angle de la rue Conan-Mériadec, vue de l'immeuble dans lequel Collette a vécu avec sa famille.

Je suis restée dans cet appartement jusqu'à mon mariage en 1971 et mes parents sont partis en 1981. Mon père, c'était un peu la moule sur son rocher, il ne bougeait pas. Il ne fallait pas lui changer son horizon. Les ennuis de santé l'ont contraint à abandonner son quai Hoche, les étages étant trop difficiles à monter. Après, ils sont allés habiter rue des Franciscains, entre Saint-François-d'Assises et le Petit-Port.

L'immeuble du quai Hoche existe toujours mais je me demande s'il n'est pas désaffecté et s'il ne va pas être détruit... Auquel cas, j'aimerais bien qu'on me prévienne que j'aille faire un pèlerinage ! » **Catherine**



1936, pose en famille dans la cour du 12, boulevard Victor-Hugo.

« Après la guerre, mes grands-parents ont emménagé boulevard Victor-Hugo »

► « Ma grand-mère maternelle a vécu dans le quartier dès son mariage, ou un peu avant, jusqu'à la fin des années 60. Elle était d'Erbray et pour trouver du boulot, elle a fait la bonne chez « les bourgeois » comme elle disait, et le travail était à Nantes. Ensuite, elle a fait des ménages un peu partout. Pendant la guerre, elle travaillait notamment à la Croix-Rouge. Mon grand-père, lui, travaillait aux Batignolles.

Je ne sais pas comment ils sont arrivés dans ce quartier. Ils se sont d'abord installés à l'entrée du boulevard de la Prairie-au-Duc, juste à l'angle de la place de la République. Il y avait une cour et là, les bombes sont tombées. Ils ont donc été sinistrés en septembre 1943. Plus de maison, plus rien.

Après la guerre, ils ont emménagé au 12, boulevard Victor-Hugo. D'abord dans une loge de concierge minuscule puis dans le logement que nous avons connu. Le logement n'était pas très confortable, sombre... Il n'y avait vraiment pas de confort. Il y avait juste un lavabo d'angle et un poêle-cuisinière à charbon. La cuisine, c'était un passage. C'est resté comme ça jusqu'à la fin des années 60. Il y avait une cour au fond avec une pompe à eau et des garages. Derrière, il y avait les voies ferrées Nantes-État, on entendait les bruits du triage des wagons la nuit. Maintenant, le fond de la cour correspond au Lidl. L'immeuble est toujours dans un triste état parce que j'ai vu des panneaux indiquant que c'était dangereux. » **Anne**

« On avait un logement de fonction dans cette annexe des Brasseries de la Meuse »

► « J'ai habité le quartier à partir de 9 ou 10 ans jusqu'à mes 20 ans. Mes parents étaient d'Angers et on est venus à Nantes fin 1942 parce que mon père avait trouvé une meilleure situation. Il était contremaître aux Brasseries de la Meuse. Il travaillait dans une annexe au 18, boulevard Victor-Hugo. C'était un entrepôt de boissons pour distribuer les cafés et les restaurants. Les Brasseries fonctionnaient pendant la guerre. Pour approvisionner les cafés, il n'y avait pas de problèmes. Mon père est resté jusqu'en 1952.

Cette annexe se situait après la ligne de chemin de fer et avant le carrefour du boulevard Victor-Hugo et de la place de la République. À côté, il y avait une sage-femme, une boulangerie et un entrepôt de pneus Michelin important. Après, il y avait les huiles Tiboline. À part la boulangerie qui existe encore, tout le reste a été détruit puis reconstruit.

On avait un logement de fonction dans cette annexe. C'était un très bel appartement, spacieux. Mais ça donnait sur le boulevard, c'était très bruyant parce qu'à cet endroit, on avait la ligne de chemin de fer et le tramway. Et derrière l'entrepôt, un petit embranchement de train livrait la marchandise des Brasseries mais aussi d'autres entreprises. Ma sœur et moi, on dormait côté rue. Alors évidemment, au début, c'était bruyant avec les tramways et le train, tous les transports, mais on s'est habituées assez vite.

Dans cette annexe, il y avait un entrepôt avec toutes les marchandises, des bureaux et des chevaux parce qu'à ce moment-là, pendant la guerre, ils livraient en véhicule à cheval. Le palefrenier qui s'en occupait, habitait au-dessus de chez nous. Mon père avait un patron qui lui donnait des directives. Il contrôlait les arrivées et la distribution des marchandises sur les camions de façon à ce qu'il n'y ait pas de fraude. Il y avait un grand entrepôt au fond de la cour. Les chevaux étaient attelés dans la grande cour et les

marchandises, la bière, les eaux minérales, les jus de fruits, étaient chargés sur les chariots tout plats. Et puis de là, les livreurs partaient. Chacun devait avoir un quartier où il avait l'habitude de livrer. Il devait y avoir six chevaux car il me semble qu'il y avait six attelages qui partaient tous les matins. C'étaient des chevaux costauds. De temps en temps, on allait les voir mais on ne s'approchait pas trop près parce que c'étaient des bêtes énormes. » **Odile**

« On connaissait tous nos voisins, alors que maintenant c'est très différent »

► « Je suis une fille de Malakoff. Quand je me suis mariée, j'ai habité rue Marmontel une dizaine d'années, avant de rejoindre le quartier en 1980, dans les HLM de la place Wattignies. Les gens qui habitaient ces logements récemment construits étaient tous des gens du quartier. Comme Yéyette qui tenait un café. Avant de venir ici, j'avais travaillé chez Bègy, dans l'ancienne usine Biette. Et parfois après le travail, on allait chez Yéyette. On y rencontrait des gens de chez Guillovard. Par la suite, elle est devenue notre voisine d'immeuble.

Dans notre immeuble, il y avait Rose et Robert Depaix qui s'occupaient de l'amicale laïque du quartier. Rose encadrait les filles qui faisaient de la danse et tous les deux organisaient les sorties pour les adhérents de l'amicale. Ils géraient le club des anciens et leur réunion du jeudi après-midi. » **Marie-Paule**

► « Quand j'étais gamine, je jouais en bas de chez moi, dans la cour des immeubles de la rue Alexandre-Fourny. Avec mes copines d'école, qui étaient aussi mes voisines d'immeubles, on sortait les vélos, les patins à roulettes et les raquettes de tennis au moment de Roland-Garros. On connaissait tous nos voisins, alors que maintenant c'est très différent. La plupart sont des gens de passage, que l'on croise rarement dans la cage d'escalier. Malgré tout, s'il fallait que je déménage, ça me ferait mal au cœur car j'aime bien mon quartier, j'y suis presque née ! » **Line**

« J'étais l'un des premiers locataires des logements Nantes-Habitat »

► « J'ai grandi à Angers et je suis venu à Nantes en 1966 pour des raisons professionnelles, comme employé opticien. Je suis arrivé dans le quartier en 1981, rue Alexandre-Fourmy. J'étais l'un des premiers locataires des logements Nantes-Habitat.

C'est le hasard. Je vivais dans le centre-ville, cour de Versailles que j'appelais la cour des Miracles : toilettes collectives, pas de douche dans l'appartement. Cette cour était très souvent un lieu où se vivaient la nuit des rencontres assez surprenantes. Elle est actuellement fermée. J'y ai vécu des moments extraordinaires en tant que militant. Je partageais avec deux amis du Maghreb ce modeste appartement. Nous préparions nos réunions d'action culturelle. J'ai regretté cette cour qui fut une part de ma vie, avec beaucoup de liens d'amitié qui se sont construits et qui perdurent.

J'arrive donc dans mon nouveau quartier en 1981 dans un appartement tout neuf. Mes amis m'ont aidé à m'installer. La politique était d'accueillir des citoyens très diversifiés, une réalité positive de pouvoir côtoyer des personnes de cultures différentes. Ce grand quartier, je m'y plais bien. C'est un quartier calme et les gens sont sympathiques. Même s'il y a des tensions, souvent occasionnées par la fragilité de quelques personnes ou quelques nuisances dues à l'ouverture, le soir, des discothèques suivies de bagarres.

Il y a évidemment des situations de vie difficiles avec des revenus modestes, surtout chez les personnes retraitées, et en particulier les femmes seules. Pourtant, je connais des personnes qui ont bien des savoir-faire cachés tels que la peinture, la musique, le jardinage, le sport.

Avec les habitants du quartier, nous avons un petit jardin partagé dans le square Wattignies. Ce petit jardin, qui s'appelle le « 16 Watt », a été créé par un groupe d'habitants comme moyen de mieux se connaître et d'échanger. Les habitants se réunissent de temps en temps autour d'un verre amical, avec leurs enfants. C'est un moment convivial que j'apprécie beaucoup. L'ambiance est détendue, c'est très sympathique. Je partage une petite parcelle de terrain et je suis le plus ancien. » **Jean-Claude**

► « J'ai connu le quartier pour y avoir travaillé mais aussi pour y avoir habité. Je travaillais à la Cooper de Melun, boulevard Victor-Hugo. Avant, j'habitais près du cimetière-parc et je passais beaucoup de temps en transport. Entre 1988 et 1992, j'ai habité rue Alexandre-Fourmy. Avant, c'était l'école Wattignies. Là, j'étais tout près de mon travail et je pouvais rentrer parfois le midi. C'était un T4 en duplex dans un immeuble de Nantes-Habitat. Maintenant, il faudrait un bon coup de ravalement car ça a vieilli. Et déjà à ce moment-là, les bâtiments commençaient un peu à vieillir. » **Philippe**



2021, les immeubles Nantes-Habitat et les trins tours de la rue Alexandre-Fourmy.

« Nous, on appelle ça « le ventre de l'île »

► « On a acheté une petite maison dans la rue Grande-Biesse en 1999. On ne connaissait pas le quartier. On cherchait une petite maison et puis voilà, on a flashé sur le quartier et sur la maison parce qu'elle est très atypique. Elle date de 1937. Au départ, notre entourage était un peu rebuté et nous disait : « Mais qu'est-ce que vous allez faire dans ce quartier coupe-gorge ! ? »

Avant, on était du côté de la rue de Coulmiers. Ce n'était pas la même ambiance. C'est pour ça qu'ici, on s'est tout de suite plu. On a tissé des liens avec les voisins qui ont acheté autour. Et les voisins sont devenus des copains ! Comme nos enfants allaient à l'école Gustave-Roch, on s'est investis à l'école, avec les parents. C'est comme ça qu'on a tissé des liens. Et les enfants sont restés amis.

À un moment, certains voulaient partir pour avoir un logement plus grand. Nous aussi, on s'était dit ça. Mais finalement personne n'a eu envie de partir. En fait, on est tous attachés à la rue Grande-Biesse. On est tous arrivés quasiment en même temps. Il y avait plus de mixité que maintenant. Car, maintenant, ce qui se vend est beaucoup plus cher que lorsqu'on est arrivés et on ne pourrait plus acheter ce que l'on a.

Avec les changements actuels, la chance que l'on a, c'est qu'il y a quand même du social. Car il y a beaucoup de bâtiments sociaux. On garde une mixité. Heureusement car cela permet que ça ne devienne pas trop « bobo ». Car il y a des zones dans l'île de Nantes qui le sont très sérieusement devenues... Du coup, à l'école la population a beaucoup changé.

Heureusement, ils ont préservé l'axe Grande-Biesse, Petite-Biesse. Nous, on appelle ça « le ventre de l'île ». Ce n'est pas très joli, mais, c'est vrai que cet axe-là a été vraiment bien gardé. Ma maison, par exemple, a été classée patrimoine de l'île de Nantes. » **Lysiane**



2018, la rue Grande-Biesse entre le boulevard Robin-Chevaye et le quai Hoche. À droite, une centaine de logements ont été construits à partir de 1988 à la place du parking. En face, les immeubles en façade sont parmi les plus anciens du quartier.

5. LA PRAIRIE D'AVAL

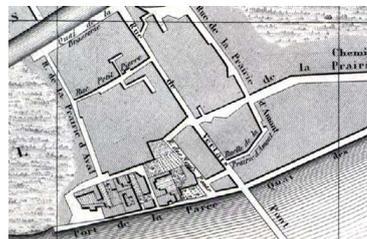


Le pont de Pirmil sur le bras de Pirmil et la rive de la Prairie d'Aval vers la fin du 19^e siècle. Vue sur les anciennes propriétés des familles Petitpierre et Favre.

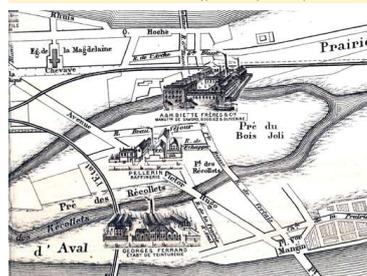
Cernée par la boire des Récollets, le bras de Pirmil et la rue de Vertais, la Prairie d'Aval est, à partir de 1771, investie par les indienneurs Petitpierre et Favre qui vont développer leur activité jusqu'au début du 19^e siècle. Leur patrimoine industriel permet la poursuite de l'activité textile sur le secteur jusqu'au début du 20^e siècle, tandis qu'une de leurs demeures abrite la première école communale publique. Le lotissement des prés qui servaient à l'étendage et au séchage des toiles donne naissance à un quartier urbain dans le sillage de l'implantation de la gare de Legé. La Seconde Guerre mondiale et ses conséquences reconfigurent entièrement ce micro-quartier du faubourg des Ponts à partir de 1948.

Un fief des familles Petitpierre et Favre

Au début du 19^e siècle, les familles Petitpierre et Favre sont à la tête d'un important patrimoine immobilier, constitué de maisons d'habitation, fabriques, magasins, jardins, prairies et quais sur la Loire, regroupés dans la partie aval de l'île de Vertais. L'ensemble est desservi par trois voies. La première, la rue de la Prairie-d'Aval, relie la boire des Récollets aux bâtiments de la manufacture, implantés aux abords de la Loire. La seconde



Extrait du plan de la ville de Nantes de 1849. En aval du pont de Pirmil, le port de la Prairie est bordé par un ensemble d'immeubles résidentiels et industriels appartenant aux familles Petitpierre et Favre.



Extrait du plan monumental de la ville de Nantes révisé vers 1895. Le teinturier Ferrand poursuit la production textile du secteur en développant son activité dans les anciens bâtiments industriels des familles Petitpierre et Favre.

permet l'accès à la Prairie d'Aval depuis la rue de Vertais. Cette dernière est pavée et transformée en rue en 1798. Dénommée rue Lecat en 1806, puis rue du Cherche-Midi quelques années plus tard, ce n'est qu'en 1830 que cette rue est définitivement appelée rue Petitpierre, en souvenir des propriétaires de la manufacture. Enfin, un troisième accès borde l'est de la propriété : la rue des Neuf-Ponts, ouverte au milieu du 19^e siècle dans le lit comblé d'un ancien canal.

En 1843, le patrimoine immobilier des anciens indienneurs, est composé de deux blanchisseries, d'une teinturerie et de cinq maisons d'habitation. C'est dans l'une d'elles que la première école primaire communale est installée depuis 1835.

Un nouveau quartier

À partir de 1877, les héritiers Petitpierre et Favre cèdent une partie de leur patrimoine à Victor Ferrand. Ce dernier reprend l'ancienne teinturerie et blanchisserie Petitpierre, située à côté de l'école de filles Prairie-d'Aval.

C'est à la même époque que le projet d'ouverture d'une seconde ligne des ponts est entériné. Le percement du boulevard Victor-Hugo à travers la Prairie d'Aval l'isole du faubourg de Vertais, fait disparaître la rue des Neuf-Ponts, tandis que la rue Petitpierre est coupée en deux. Mais ce nouveau boulevard crée une opportunité de développement

urbain dont va se saisir Victor Ferrand. En 1883, il acquiert une partie de la propriété des époux Dezaunay en bordure de la boire des Récollets. Il cède une partie de cette acquisition à la Compagnie de chemins de fer de Nantes-Légé en 1891.

À partir de 1896, « afin de permettre la construction de maisons d'habitation avec jardinet », les terrains situés aux alentours de la nouvelle gare vont être lotis par les héritiers Ferrand et un certain Charles Marre, tandis que la rue Petitpierre est prolongée entre la rue de la Prairie-d'Aval et le bâtiment des voyageurs en 1899 (la future rue Maurice-Daniel). Mais ce lotissement, qui prévoit l'ouverture de quatre nouvelles voies, se développe hors de toute planification officielle. En 1925, l'urbanisation du secteur est alors à contre-courant du plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la ville de Nantes en cours d'étude. « Jusqu'à ces temps

derniers, des maisons avaient été construites en bordure de la rue Petitpierre prolongée. Mais maintenant on construit dans une direction perpendiculaire en bordure même de la rue de la Prairie-d'Aval. Voilà donc une immense prairie sur laquelle on va donner naissance à un nouveau quartier où la fantaisie des vendeurs et des acquéreurs pourra se donner libre cours pour finalement aboutir à des résultats opposés à ceux qu'a eus en vue la loi actuelle et qu'on a eu tant à déplorer dans le passé », rapporte un technicien de l'urbanisme.

Au cours des années 1930, ces prémices de développement urbain sont confortées par deux projets de lotissement qui, cette fois-ci, s'intègrent dans un schéma planifié. Le premier se déploie à l'ouest de la rue de la Prairie-d'Aval à partir de 1936 sur un terrain de 18 000 m² et sur lequel 35 maisons doivent être construites de part et d'autre de trois nouvelles voies de desserte. Le second concerne le site de l'ancienne gare de Legé, fermée en 1935. Son promoteur Prosper Joly présente un plan composé de 30 lots répartis autour d'une nouvelle avenue, l'avenue de la Gare-de-Lagé. Les premières maisons sortent de terre à partir de 1939. Mais les conséquences de la guerre et des bombardements vont reconfigurer le développement du secteur.



Vue aérienne du faubourg de Vertaus en 1923. En aval du boulevard Victor-Hugo, le premier lotissement Ferrand et Marre est dirigé à proximité de la gare de Legé.



1939, plan du lotissement Joly à l'emplacement de l'ancienne gare de Legé.



Vue aérienne du quartier vers 1948. Un terrain libre entre la cité Gustave-Roch et la raffinerie Say a permis l'implantation d'une vingtaine de baraquements de relèvement qui disparaîtront vers 1965.



1949, construction des maisons de la rue René-Pigné, vers le boulevard Benoni-Goullin.

Un quartier de la Reconstruction

Situé entre les ponts de Pornic et de Pirmil, à proximité des infrastructures de la gare de l'État et du quai Wilson, la Prairie d'Aval est particulièrement impactée par les bombardements alliés de 1943 et 1944. De nombreuses maisons sont sinistrées, tandis que l'école des filles est entièrement détruite.

À Nantes, l'implantation de baraquements en bois va permettre, à partir d'août 1945, de faire face à l'urgence du relèvement des sinistrés. Dans le quartier, les vastes espaces encore libres offrent la possibilité d'installer des petits ensembles de baraquements aux abords des boulevards des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, Benoni-Goullin, Gustave-Roch, rue de la Prairie-d'Aval et dans la Prairie de Biesse. La plupart de ces habitations provisoires sont en bois avec une toiture soit en fibrociment, soit en carton bitumé. Leur taille varie de 9 à 90 m², soit l'équivalent d'une à six pièces. Toutes disposent, en principe, d'un équipement minimum : eau courante, installation électrique, peinture, toilettes. Les conditions de vie y sont cependant parfois très sommaires : mauvaise isolation, trous dans la toiture, sols en terre battue, etc. Pour certains Nantais, ces conditions de vie ont perduré. Dans le quartier, les baraquements disparaissent au milieu des années 1960, sauf dans la Prairie d'Aval où le programme de reconstruction a permis de les remplacer, quelques années plus tôt, par un immeuble collectif.

Fortement sinistré, le quartier de la Prairie d'Aval est classé comme secteur prioritaire au plan validé par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme en août 1948. Sous sa tutelle, les parcelles sont remembrées et réparties en trois îlots. La reconstruction est relativement rapide puisqu'en décembre 1949, le MRU « demande à la Ville de faire procéder aux travaux nécessaires à l'alimentation en eau des maisons reconstruites par ses soins dans le quartier de la rue Prairie-d'Aval ». Les habitations construites ou reconstruites permettent le relogement des habitants du quartier sinistrés, à qui un logement est attribué au titre de compensation.

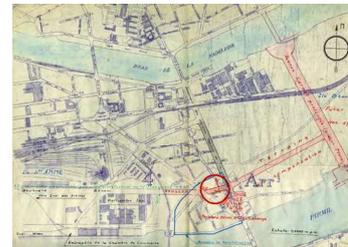
Le 28 décembre 1950, le conseil municipal dénomme les voies ouvertes ou prolongées pour la desserte des immeubles en cours d'achèvement et décide « de dédier ces voies, situées à proximité du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, à des Héros de l'Armée de l'Air de la dernière guerre, dont le souvenir serait ainsi associé à celui des victimes de la barbarie nazie ». Leur choix se porte sur René Peigné (aviateur nantais tué en mission le 13 mai 1940), René Mouchotte (aviateur français, mort pour la France au cours d'une mission le 27 août 1943) et Jacques Chambon, « notre regretté collègue, qui fut un fervent de l'aviation et s'attacha au développement des activités aéronautiques dans la région nantaise ». La dénomination rue Maurice-Daniel, attribuée en août 1945 au prolongement de la rue Petitpierre, est maintenue. Maurice Daniel, ingénieur à la Ville de Nantes et élu socialiste à Saint-Sébastien, avait participé avec Jean-Baptiste Daviais à la création de la Fédération des amicales laïques de Loire-Inférieure. Résistant, membre du réseau Georges France 31, il fut arrêté par la Gestapo et fusillé au Mont-Valérien le 27 novembre 1942.



Au début des années 1960, le programme de reconstruction de la Prairie d'Aval est complété par l'édification de logements collectifs en bordure de Loire.

À la fin des années 1950 et au cours de la décennie suivante, des immeubles collectifs, érigés en bordure du boulevard Victor-Hugo et de la Loire, densifient ce triangle dédié exclusivement au résidentiel, exception faite de la présence de Lemerle, entreprise de vente et de réparation de tracteurs.

La prolongation du boulevard Benoni-Goullin jusqu'à la rue de Vertais, au cours des années 1950, parachève la transformation de la partie aval de l'ancienne ligne des ponts et efface la dernière trace du passé industriel lié à la production des indiennes : la rue Petitpierre, bordée par « de vieilles masures aux rez-de-chaussée en contrebas et situées en zone inondable, dont la disparition peut être considérée comme une opération d'assainissement ». En 1964, Robert Orceau, président de la Société archéologique et historique de Loire-Atlantique, demande, à la suite d'une exposition organisée par les Archives départementales l'année précédente à l'occasion du centenaire de sa mort, que la dénomination de ce nouveau tronçon rappelle la mémoire d'Adolphe Billaut, ancien conseiller de la municipalité Favre et fervent défenseur de l'école publique.



1948, plan des aménagements urbains dans le secteur sud du quartier. Le prolongement du boulevard Benoni-Goullin jusqu'au boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance est tracé sur la rue Petitpierre.



Vue aérienne du quartier vers 1960. La première partie du prolongement du boulevard Benoni-Goullin jusqu'à la rue de Vertais est accompagnée par la construction de logements collectifs. Les vieilles masures restantes de la rue Petitpierre ne vont pas tarder à disparaître pour laisser la place à la rue Adolphe-Billaut.

« C'étaient des baraquements pour les employés de la SNCF »

► « Maman était chef de gare à Saint-Mars et elle s'est remariée avec un employé des chemins de fer qui habitait dans un baraquement derrière la gare de l'état. C'était là où le MIN a été construit. Il y avait la gare, le dépôt où ils faisaient les manœuvres et à côté, il y avait neuf baraquements d'après-guerre. On a donc emménagé chez lui en 1955. J'avais douze ans. Quand on est venus à Nantes, maman a travaillé chez des maraîchers et après, elle a pris un travail de nuit au buffet de la gare d'Orléans.

Le jour de notre arrivée à Nantes, c'était pendant les grèves de 1955 ! Alors je me souviens que maman et nous, les cinq enfants, on avait fait le chemin entre Doulon et Benoni-Goullin à pied. Et tout au long du chemin, on voulait savoir à quoi ressemblait un CRS !

C'étaient des baraquements pour les employés de la SNCF. Il y a en avait neuf : quatre jumeaux qui étaient deux par deux et un tout seul. Ils étaient en bois gris foncé. À l'intérieur, il y avait des cloisons en bois, mais on entendait tout. Quand on rentrait à l'intérieur, il y avait la cuisine et après, on avait trois chambres et un débarras attenant à la cuisine. On pouvait en faire ce qu'on voulait. Nous, on en a fait une chambre. On avait les toilettes à l'intérieur mais on n'avait pas de douche. Quand j'étais à l'école Wattignies, tous les vendredis, on allait se laver dans les bains-douches de la rue Michel-Rocher avec l'école. À l'extérieur, on avait un petit jardin pour faire quelques légumes et un fil à linge. Il y avait des séparations pour le petit bout de jardin.

On avait un chemin qui partait de la maison pour aller vers le boulevard Gustave-Roch. Nous, on appelait ça « le routin ». Les gens qui travaillaient dans l'usine à charbon du quai Wilson passaient par notre « routin ». C'était un

racourci pour eux. Et on avait aussi les camions de chez Halgrain qui faisaient les livraisons de matériaux. Halgrain avait un dépôt de matériel juste à côté des baraquements, alors pour les livraisons, c'était le seul passage. Alors d'un côté, on avait les camions et de l'autre côté, c'étaient les trains. Quand le train faisait sa manœuvre, les meubles bougeaient ! Et la nuit, on les entendait bien aussi ! Mais au bout d'un moment, on s'est habitués. De chez nous, on entendait les annonces faites au haut-parleur : « Tel train va aller sur telle voie, etc. »

On nous a fait partir pour construire le MIN. Ça a été démolli vers 1963 ou 1964. Maman est restée jusqu'au bout, jusqu'en janvier 63. Moi, je me suis mariée en octobre 62, alors ça tombait bien... » **Chantal**

« Ma grand-mère avait eu cette maison en remplacement de celle qui avait été bombardée »

► « En 1961, on est venus vivre dans la maison de ma grand-mère parce que ma mère, qui était veuve, avait trouvé du travail à l'usine d'engrais Delafay. J'avais 15 ans quand on est arrivés là. J'ai eu beaucoup de mal à m'y faire car avant j'habitais dans la cité des Batignolles, dans les petites maisons en bois. On avait plus de confort ici mais c'était différent car là-bas on se connaissait tous.

Cette maison a été construite en 1949 par le service de la Reconstruction. Ma grand-mère l'avait eue en remplacement de celle qui avait été bombardée au 3, rue des Récollets. Elle n'était pas là à ce moment-là parce qu'en 1935, elle est venue vivre avec mes parents aux Batignolles. Les maisons sinistrées ont été reconstruites dans le secteur de la rue de la Prairie-d'Aval. C'est pourquoi elles sont toutes pareilles.



1949, la rue de la Prairie-d'Aval, vers la place Victor-Marglin, en reconstruction. Vue des premières maisons à l'entrée des rues René-Mouchotte, Jacques-Chambon et René-Pégné. En attendant un logement définitif, des baraquements ont été installés en bord de Loire.

En 1961, il y avait encore les anciens baraquements en face chez nous. C'étaient des baraquements noirs, en bois. Plusieurs familles étaient logées là et ça a duré plusieurs années. Après, un immeuble a été construit à la place. Pour le faire, ils ont beaucoup creusé car les murs en pierre descendent au moins à deux ou trois mètres dans le sol. En fait, ça a été remblayé par les pierres des maisons bombardées.

Avec mon mari, on est venus habiter dans la maison de ma grand-mère en 1970. Dans les années 70, c'étaient surtout des personnes âgées qui habitaient ce secteur-là car c'était la génération de ma grand-mère. Petit à petit, les gens sont décédés et la population a changé. Nous, on est restés là depuis le début. Mais ce n'est pas le cas de tous. Beaucoup de personnes ont quitté le quartier depuis qu'on y habite, car c'est aussi un quartier de passage. » **Thérèse**

6. LA PRAIRIE D'AMONT

Située entre la boire des Récollets et le bras de Pirmil, la Prairie d'Amont est investie à partir de 1772 par le fabricant d'indiennes Pierre Gorgerat, puis par Vincent Gâche à partir de 1830. Néanmoins, cette vaste étendue herbeuse, soumise aux aléas des crues, conserve son caractère rural jusqu'au début des années 1960.



Vue aérienne de la Prairie d'Amont au début des années 1960.

Une propriété quasi exclusive de Jean-Baptiste Étienne

En 1856, Gustave Étienne, propriétaire de la Raffinerie des Ponts, acquiert un petit pavillon au bord de la Loire sur la Prairie d'Amont, qui devient sa résidence principale. Il en double la surface quatre ans plus tard. En 1867, il épouse Emma Voruz. Un fils, Jean-Baptiste, naît de cette union en 1870. Mais en 1871, Emma Étienne décède, suivie par la mort de son époux deux ans plus tard. Le couple disparu laisse un orphelin qui est alors placé sous la tutelle de son grand-père, Jean-Simon Voruz. Ce dernier prend très à cœur son rôle de tuteur et s'efforce de maintenir le patrimoine, conséquent, de son petit-fils. À partir de 1877, le grand-père acquiert de nombreuses parcelles sur la Prairie d'Amont dont Jean-Baptiste Étienne devient le propriétaire quasi exclusif.



Jusqu'en 1963, l'ancienne usine métallurgique de Vincent-Gâche et le château du « petit Étienne » ornent la rive nord du bras de Pirmil.

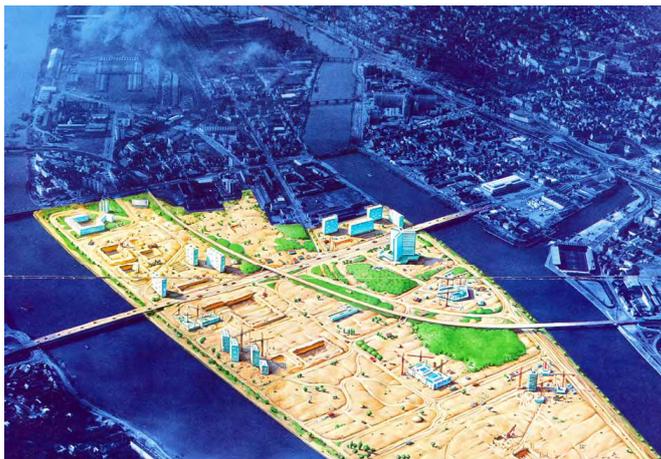
Le point d'orgue de ces opérations est la construction, au début des années 1880, d'une maison de maître édifée à la place de l'ancienne résidence de Gustave et Emma Étienne. Cette belle demeure est surnommée le château du « petit Étienne » par les habitants du quartier. Célibataire sans descendance directe, Jean-Baptiste Étienne lègue sa fortune et ses propriétés immobilières à son cousin Robert Say en 1949.

À la fin des années 1950, cette propriété de 1 350 m² entre dans le périmètre de la ZUP Beaulieu. En 1957, un état des lieux en établit la description suivante : « Située en bordure même de la Loire, élevée sur caves, cette maison de maître est composée d'un rez-de-chaussée et de deux étages. Les extérieurs sont formés d'un parement de briques avec encadrement en pierre de Sibreuil, de balcons en fer forgé, d'une tourelle à poivrière dans l'angle sud-est, et d'une toiture en ardoise. À l'intérieur, l'ensemble comporte vingt-deux pièces habitables. Le sous-sol est formé de caves bétonnées avec large escalier en granit de quatorze marches, descendant directement vers le fleuve (...). Les pièces principales sont de conception luxueuse et leur aménagement est particulièrement soigné : belles cheminées sculptées, parquets en chêne, lambris, décorations. Cet immeuble n'est plus habité bourgeoisement depuis de nombreuses années. Par suite d'un manque d'entretien et de déprédations résultant soit de l'occupation allemande, soit de réquisitions postérieures, cet immeuble est en mauvais état et a perdu son caractère de maison bourgeoise. Une partie des dépendances tombe en ruines. » Au regard de cet état de dégradation, les autorités locales ont peu de scrupules à le livrer aux bulldozers en 1963.

Le même sort est réservé au petit hameau isolé de la rue de la Prairie-d'Amont, situé dans le prolongement de cette propriété. Cette petite entité, édifée sur des terrains inondables, est en 1962 formée de 17 maisons, dépourvues de confort, louées par des familles d'ouvriers. La ZUP Beaulieu n'en fera qu'une bouchée.

La Prairie d'Amont engloutie par la ZUP Beaulieu

La question de l'aménagement des prairies en amont de la ligne des ponts jalonne les débats des conseils municipaux à partir des années 1880, notamment avec le projet du transfert de l'abattoir de Talensac et le prolongement de l'avenue Carnot. Mais il faut attendre le plan d'urbanisme de la Reconstruction pour que la conquête urbaine de la Prairie-d'Amont soit amorcée. Ainsi, au cours des années 1950, à l'instar de la rue de Vertais, les rues de la Loire et de la Prairie d'Amont disparaissent, en partie, pour laisser la place à l'immeuble concave de la place Victor-Mangin agrandie. Un premier jalon est alors posé pour l'urbanisation à venir avec la création de la ZUP Beaulieu-Malakoff en 1961.



1972, plan de la ZUP Beaulieu représentant l'avenue des travaux d'aménagement. Sur la Prairie d'Amont, les premiers immeubles de la NAMET et de l'opération « Beau Rivage » sortent de terre entre le pont de Pirmil et le nouveau pont Georges-Vlemmeau, inauguré en 1966.

Ce vaste projet urbain englobe en effet l'ensemble des prairies situées en amont du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance et finalise la conquête des îles de la Loire entreprise depuis le 18^e siècle. Les prairies de Biesse, d'Amont et l'île Beaulieu vont alors être rassemblées sous un seul vocable : Beaulieu.

En 1963, l'architecte Jacques Riehl propose de créer une ceinture urbaine privilégiant tours et barres pour libérer les sols, tout en réservant des espaces verts pour implanter des équipements sportifs. Dans un premier temps, la priorité est donnée à la construction d'un grand ensemble sur le quartier Malakoff, dont les prairies étaient incluses dans la ZUP. Sur l'île Beaulieu, les travaux avancent plus lentement. Les terrains doivent être exhausés de quatre à cinq mètres pour être protégés des crues. Des millions de mètres cubes de sable sont pompés dans la Loire et acheminés avant le démarrage des constructions. Ce vaste chantier est précédé par l'ouverture d'une nouvelle ligne des ponts en 1966. Projetée depuis 1778 et longtemps évoquée comme prolongement de l'avenue Carnot, cette dernière est conçue, depuis les années 1930, « comme l'épine dorsale de tout un quartier à créer entre le bras de la Madeleine et le bras de Pirmil », confirme le conseil municipal du 23 juillet 1954.

Rasés à la fin de l'année 1963, le hameau de la Prairie d'Amont et le château du « petit Étienne » dans lesquels vivaient 35 familles, laissent place, au tout début des années 1970, aux immeubles de la NAMET et aux collectifs « Beau Rivage », tandis que le boulevard Georges-Mandel est tracé à l'emplacement de ce que les riverains appelaient « le quai Prairie-d'Amont ».



Construits au début des années 1970, ce sont dorénavant les immeubles du boulevard Georges-Mandel qui se reflètent dans les eaux ligériennes.

« À mon époque, dans les années 40 et 50, Beaulieu, c'était la Prairie-d'Amont »

► « À partir de la rue de Vertais, la rue de la Prairie-d'Amont descendait jusqu'à la Loire. Ce n'étaient que des prairies et sur le bord de la Loire, des petites maisons mignonnes étaient occupées par des locataires. Une trentaine de familles habitaient là. Tout ça a été comblé. Il y avait un beau petit château que l'on appelait « le château à Étienne ». Le propriétaire avait aussi toutes les prairies attenantes. On ne l'a jamais vu. Nous, il nous louait un petit jardin avec des arbres fruitiers dans lequel on allait le dimanche avec les enfants.

Ce sont des dragues hollandaises qui sont venues réaliser les remblaiements. Ça a été un gros chantier puisqu'il y a eu cinq à sept mètres de remblaiement. Quand les premiers immeubles ont été construits, ça nous a fait drôle de voir le quartier se transformer. Ça a tellement changé que les gens, qui n'étaient pas venus depuis un certain nombre d'années, ne reconnaissent plus rien ! » **Paule**

► « Quand on quittait le boulevard des Martyrs et que l'on prenait la rue de la Prairie-d'Amont, il y avait le grand jardin d'une fleuriste qui cultivait toutes sortes de fleurs. On pouvait aller en acheter directement. C'était immense. J'ai le souvenir des odeurs avec les seringats. Ensuite, c'était Couder, un petit marchand de ferraille. À côté, il y avait les berlingots Pinson. On y allait quelquefois chercher un kilo de bonbons et à chaque fois, ils nous en donnaient en passant. À côté de Pinson, c'était une fabrique de parpaings. Ensuite, c'était un grand jardin jusqu'au château.

Le château était occupé par des locataires. Tout était divisé en petits logements et il y avait sept ou huit locataires. À l'intérieur, c'était magnifique ! Quand on entrait, il y avait un grand hall et un escalier monumental. Nous, les gamins, on montait à l'étage, même si on n'avait pas le droit... Et on se faisait rouspéter ! Dans ce grand hall, on faisait les prières du mois de Marie. Il y avait un petit autel avec plein de fleurs



Vue de la rue de la Prairie-d'Amont depuis la place Victor-Margen en 1958.

et le prêtre venait. Il y avait des légendes aussi autour de ce château ! On disait qu'il y avait des oubliettes et qu'il y avait un passage pour aller jusqu'à Saint-Jacques... » **Joëlle**

« On a habité quai Prairie-d'Amont de 1945 à Noël 1954 »

► « Mes parents se sont mariés pendant la guerre, en 1942. Mon père est parti au STO (Service du travail obligatoire) environ trois semaines après leur mariage. Il est revenu à Nantes, sans doute pour une « perm » et puis, il n'est pas reparti. On disait que c'était un réfractaire. Il s'est caché au Landreau. Il était employé au château qui est devenu depuis le lycée agricole Briacé. Ma mère l'a rejoint et mon frère est né au milieu des vignes, en mai 1944, dix mois après le retour de mon père. Début 45, ils sont revenus à Nantes et ils ont loué une maison quai Prairie-d'Amont au bord de la Loire.

À cette époque, mon père travaillait à la Nantaise de Fonderies. Il avait appris le métier de serrurier-forgeron, en apprentissage. Après il a travaillé quai Henri-Barbusse à la Manufacture générale de ressorts. Il faisait des ressorts de voiture et de camion. Là c'était vraiment la forge, comme il



La famille Piveteau dans le jardin familial du 27, quai Prairie-d'Amont. À gauche en 1945, à droite en 1949.



avait appris. Pendant la guerre, quand il était en Allemagne, il a fait de la menuiserie. Son chef d'atelier lui avait écrit : « Il faut qu'ils soient cons les Allemands pour faire travailler en menuiserie un si bon ouvrier en métallerie ! »

Ma mère était femme au foyer mais plus jeune, elle avait travaillé dans les conserveries de Chantenay. Quand son père est mort, elle avait 17 ans, et elle est allée travailler. Elle suivait en même temps des cours complémentaires pour être sténo-dactylo. Elle a également travaillé dans le quartier, boulevard de la Prairie-au-Duc chez Saint Frères, qui était une fabrique de bâches, de sacs de jute, etc. Et un peu chez Guillouard, boulevard des Martyrs-Nantais.

On a habité quai Prairie-d'Amont de 1945 à Noël 1954. Sur le quai, il y avait le château du « petit Étienne » et des petites maisons où logeaient des familles ouvrières. La plupart de nos voisins travaillaient aux chantiers navals. On habitait l'avant-dernière maison. Moi, j'y suis née en juillet 1948. On était à quatre dans un peu plus de 20 m². Ce n'était pas insalubre, mais plutôt sommaire on va dire. Il y avait juste deux pièces, sans eau courante et sans sanitaires. Dans le jardin, on avait les toilettes et une pompe pour l'eau.

Toutes les constructions de la prairie et du quai ont été rasées pour faire la ZUP Beaulieu. Nous, on est partis à Rezé en 1954 où mes parents avaient fait construire une maison plus confortable. On aimait bien ce quartier-là et mes parents disaient : « Il nous aurait fallu la maison de Rezé sur le quai Prairie-d'Amont pour ce soit parfait ! » Notre maison était précisément là où la deuxième ligne de ponts a été faite. Certains de nos voisins sont restés jusqu'à l'expropriation. Les gens ne voulaient pas partir. Ils ont été relégués, entre autres, au Pin-Sec. Comme les gens du Marchix, ce n'est peut-être pas un hasard... » **Lucette**

« Dans les prairies à l'arrière, on allait à la jaille »

► « Derrière nos maisons, il y avait nos jardins tout entrelacés. On pouvait circuler entre les maisons et on allait jouer par derrière. Ça nous paraissait immense. Nos parents n'étaient pas très inquiets car ils nous laissaient aller jouer sur toute cette prairie, presque jusqu'au bout de la pointe de l'île. Les grands, c'est-à-dire des jeunes de 14 ans, emmenaient les plus petits jouer dans les prés à l'arrière.

Dans ces prairies, il y avait encore des trous qui avaient été faits par les bombes. Quand la marée montait, la Loire les recouvrait et dedans, il y avait plein de poissons. On les pêchait quasiment à la main. Les enfants se faisaient engueuler par les adultes qui, eux, pêchaient pour de bon, pour les manger ou sans doute les vendre. On allait aussi jouer dans les tonnes de gravats déposés par la Ville de Nantes, après les bombardements. On disait « la jaillie » parce qu'il y avait de tout et pour nous, c'était l'île au trésor ! Là, il y avait des sans-logis. Nous, on disait toujours « les clochards ». Ils vivaient plus ou moins de ce qu'ils pouvaient récupérer sur cette jaillie. Et donc, les gosses se faisaient courser car, comme pour les poissons, ils leur piquaient leur gagne-pain...

Il y avait des vaches dans ces prairies. La maison qui suivait la nôtre avait une barrière. C'était sans doute l'ancienne ferme. Dans cette ferme, il y avait une grande pente pour que les bêtes montent au niveau du dessus en cas d'inondation. Actuellement, sur l'île Forget, on voit une étable qui est aménagée comme ça en hauteur. Notre voisine qui était maraîchère avait gardé l'habitude d'aller ramasser les bouses de vache séchées, pour faire du feu. Non pas pour se chauffer mais pour les brûler sous la gargote pour faire la lessive. Plus tard, à l'école, on m'a appris que chez les Mongols, il y avait de drôles de coutumes : ils faisaient brûler les bouses de vache séchées et moi, j'avais connu ça ici, à Nantes ! » **Lucette**

► « Dans les prairies à l'arrière, on allait à la jaillie. On allait chercher des billes, comme on disait, parce qu'en fait c'étaient des mosaïques carrées ! On allait ramasser des billes carrées !! Mais en fait, c'était une décharge. Plein de camions déchargeaient là. On trouvait plein de bobines de films aussi. C'est incroyable tout ce qu'il y avait comme bobines ! Il y avait aussi les débris de maisons et de bâtiments détruits pendant les bombardements. C'était une décharge à ciel ouvert et régulièrement, c'était brûlé. Il y avait de tout là-dedans. Ça sentait mauvais par moment car il y avait des carcasses d'animaux. Mais pour les mêmes, c'était génial parce que l'on trouvait plein de choses ! Il y avait des clochards aussi qui venaient récupérer des trucs dans cette jaillie. Ils mettaient tout ça dans des poussettes et ils repartaient avec. Ils allaient chez Couder, le marchand de ferraille et de peaux de lapins.

À cet endroit-là, le train allait doucement. C'était un train de marchandises. Et les gars du chemin de fer, ils étaient super gentils... Parce que bon, on était pauvres quand même, il faut bien le dire, on n'avait pas grand chose... Et il fallait acheter du charbon pour mettre dans la chaudière. Alors moi, j'allais avec un grand sac de jute au bord de la voie ferrée et, à chaque fois que le train passait, les deux gars du train, qui s'étaient habitués à nous, eh bien, hop ! avec leurs pelles, ils nous lançaient du coke ! Alors nous, on ramassait. On avait repéré l'heure à laquelle ils passaient et on arrivait avec nos sacs de jute. On était plusieurs filles à aller chercher du coke comme ça ! » **Joëlle**



Années 1950, débris d'habitations ménagées sur l'île Beauveau, terrain de jeux des enfants du quartier...



1946, un train de marchandises traversant les prairies au sud du boulevard Vincent-Gâche pour rejoindre la gare de l'État.



1958, maisons du quai Prairie-d'Amont.

« Les mêmes familles sont restées très longtemps dans les maisons »

► « Mes parents se sont mariés en 1942 à La Baule. Mon père était plombier-chauffagiste, couvreur-zingueur. Il travaillait à La Baule pendant la guerre, et il a suivi un collègue à Nantes qui est devenu son patron. Maman était aide-soignante à l'Hôtel-Dieu. Elle était couturière de métier. Pendant la guerre, elle se faisait des jupes bleu-blanc-rouge pour provoquer les Allemands !

Quand ils sont arrivés à Nantes, mes parents ont d'abord trouvé un logement à côté de la rue de Vertais. Ensuite, ils ont trouvé une maison quai Prairie-d'Amont. Dans cette maison, il y avait un étage et entre les deux fenêtres, il y avait un gros trou parce qu'il y avait eu un bombardement. Mon père a réparé tout ça et ils ont emménagé en 1943.

C'était un hameau de petites maisons qui donnaient sur la Loire et à l'arrière, il y avait des jardins fermés par une barrière. Après, c'étaient les champs avec des vaches, des chevaux et des foies, des moutons. Devant les maisons, c'était un chemin de terre. Il y avait seulement un tout petit bout de gaz le long des maisons mais c'était plus un repère qu'un éclairage...

Dans ces maisons, il n'y avait que deux pièces. On entrait par un couloir qui traversait la maison jusqu'au jardin. À gauche, il y avait la salle à manger qui servait aussi de chambre à coucher pour mes parents. Il y avait un bel escalier qui menait à une chambre dans laquelle nous étions cinq enfants à dormir. On avait une fenêtre d'où l'on pouvait voir le feu d'artifice du 14 juillet !

Les mêmes familles sont restées très longtemps dans les maisons. Les Pontoizeau étaient nos voisins les plus proches. Nos maisons se touchaient. On pouvait se passer des choses de fenêtre à fenêtre. Je me souviens de madame Pontoizeau qui appelait ma mère par la fenêtre pour lui demander du sucre. Il y avait aussi une vieille dame que l'on appelait « la grand-mère à la chèvre ». Dans sa maison, il y avait de tout : des lapins, des poules et une chèvre !

Il n'y avait pas l'eau courante. On avait un puits commun avec une pompe qu'il fallait amorcer. Mais comme mon père était dans la plomberie, il avait installé le long de la maison un gros ballon d'eau de 100 litres que l'on remplissait en allant chercher l'eau à la pompe. Et comme il avait installé un robinet dessus, on avait l'eau directement dans notre évier. On était aussi la seule maison à avoir le chauffage central. Comme c'était son métier, il avait installé un radiateur dans chaque chambre et une chaudière dans la cave qui servait aussi de cuisine. On avait donc toujours chaud. Par contre, quand il y avait la crue, il fallait tout remonter parce que la cuisine et la cave étaient inondées ! Ça n'arrivait pas tous les hivers mais c'était quand même assez souvent. Ça montait, ça montait mais ça s'arrêtait toujours juste au bord !



Le quai Prairie-d'Amont inondé pendant les crues de la Loire au cours de l'hiver 1956. Les enfants Dagorre avant le départ pour l'école sur le bateau de Lulu Pontoizeau.

Quand il y avait des crues, certains avaient une échelle pour descendre par la fenêtre du premier étage jusqu'au bateau de Lulu Pontoizeau. C'était notre voisin qui emmenait les hommes travailler un peu après le château où c'était hors d'eau avec des appointements. Ils avaient leurs vélos là et ils portaient bossier. Il emmenait ensuite les gosses pour aller à l'école. Et il faisait aussi des allers-retours pour que les mamans aillent faire leurs courses.



1947, Nicole Dagorre et ses cousins sur la « plage » hygiénique du quai Prairie-d'Amont.

« C'était une vie de village de Loire »

On vivait avec la Loire. L'été, on prenait un gros morceau de savon de Marseille et on allait se laver dedans. Et le soir, on allait tous s'asseoir sur l'herbe devant. C'était le seul endroit où l'on pouvait tous se réunir. Le long du muret, il y avait plein de fleurs, des grandes marguerites jaunes, des roseaux. On allait rincer le linge dans la Loire aussi. Ça, c'était dur, c'était la corvée. C'était lourd de rincer les draps. Il y avait un bateau-lavoir aussi, sur lequel les gens du château allaient laver leur linge.

À marée basse, on avait une plage. Moi, j'ai appris à nager dans la Loire ! Papa nous avait fait un appointement pour plonger. On pêchait des civelles, des anguilles et des écrevisses aussi parce qu'il y en avait plein. Mon frère et le petit voisin avaient fabriqué un radeau et un jour, on les a retrouvés place Pirmil ! Sur l'autre rive, il y a l'hôpital Saint-Jacques et avec le vent, des fois, on entendait les fous ! Qu'est-ce que ça criait !

C'était une vie de village de Loire. Tous les gamins jouaient ensemble, on se connaissait tous. On avait une vie un peu sauvage. On ne se sentait pas à Nantes. Pour nous, Nantes, c'était quand on arrivait à Mangin. Moi, j'enviais mes copines qui habitaient les immeubles des boulevards parce qu'elles avaient tout le confort et elles, elles m'enviaient parce que le quai Prairie-d'Amont, c'était la liberté !

J'ai vécu sur le quai jusqu'à la démolition. J'avais 18 ans. J'ai passé toute ma jeunesse là. La maison de mes parents est une des dernières à avoir été habitées. Toutes les maisons du quai appartenaient à la famille Say. Tout le monde était donc locataire. On a reçu un courrier nous annonçant l'expropriation des maisons et donc notre départ. On s'en doutait de toutes façons parce qu'on voyait des gens venir faire des repérages. On a commencé à voir venir les choses

quand ils ont construit les deux grands immeubles de la place Mangin et avec les travaux du chemin de fer aussi. Je me souviens quand ils ont construit les deux grands immeubles, avec une copine, on montait jusque sur le toit de l'immeuble quand les ouvriers étaient partis. On voulait voir comment c'était parce que c'étaient les premiers grands immeubles que l'on voyait. Mais ce n'est pas pour ça qu'on les a aimés !

Quand on a su qu'on devait partir, on a été tristes... On a tous été relogés. Il y en a qui sont partis dans les nouveaux immeubles des Dervallières, comme nous. On est partis en octobre 1963 et ils nous ont mis là, dans les cages à lapin. Nous, les enfants, on était contents d'avoir un peu de confort avec une salle de bains. Mais on a vite déchanté... C'était un vrai changement de vie après. Nos parents étaient vraiment tristes parce que tout le monde a été dispersé après aux quatre coins de Nantes, dans les nouvelles cités. Il y en avait au Pin-Sec, au Breil-Malville, etc. Après, les liens se sont distendus. On est restés proche seulement avec la famille Pontoizeau. » Joëlle



1946, la famille Dagorre en promenade sur la Loire devant leur maison du quai Prairie-d'Amont.



1946, moment de détente pour la famille Pontoizeau sur le quai Prairie-d'Amont.

7. UN QUOTIDIEN RYTHMÉ PAR LES COMMERCE ET LES CAFÉS

Jusqu'à la fin des années 1960, le quotidien du quartier des Ponts est animé par une activité commerciale foisonnante. Les commerces de proximité et les nombreux cafés jouent un rôle important dans la vie sociale des habitants et des travailleurs, pour lesquels ils constituent des repères communs. Ce sont d'ailleurs les premiers souvenirs qui reviennent lorsqu'il s'agit d'évoquer le passé du quartier.

Au début des années 1960, malgré la disparition progressive de la rue de Vertais, qui ampute le secteur de nombreux cafés, le tissu commercial du quartier des Ponts est composé de 203 commerces dont 79 cafés et restaurants, 72 commerces alimentaires et 50 autres non alimentaires.

Dix ans plus tard, une enquête réalisée en 1973, signale que « le secteur bloqué entre deux boulevards au trafic particulièrement intense, connaît un dépérissement continu. La population exprime son inquiétude et son désir de le voir revivre. Les commerces ferment peu à peu ou sont dans l'attente d'une modification profonde du secteur. Ils forment un axe nord-sud encore actif le long des rues Grande et Petite-Biesse ». L'ouverture, en 1975, de l'hypermarché Géant Casino dans la ZUP Beaulieu va laisser peu de chances à ce renouveau... Une activité commerciale de proximité a toutefois pu se maintenir et perdurer jusqu'à aujourd'hui, soutenue par le renouvellement urbain des années 2010.



Années 1920, les rues Petite-Biesse et de Vertais séparées par le pont des Récollets.

« Quand les gens sortaient du travail, ils avaient l'habitude d'aller au café »

► « Ce que je vous raconte, c'était avant, pendant et un peu après la guerre, c'est-à-dire entre les années 30 et 50. À ce moment-là, il y avait beaucoup de cafés. C'était presque un magasin sur deux qui était un café. Quand les chantiers sortaient le soir, tous les ouvriers allaient au café. À partir de la place de la République et tout le long de Victor-Hugo, c'étaient des cafés. Grande-Biesse, Petite-Biesse, Vertais, c'était pareil. Et à l'entrée de ces cafés, c'étaient des amoncellements de vélos ! Tous les vélos étaient les uns contre les autres. Je me demande bien comment ils faisaient

pour les retrouver... Parce qu'ils étaient tous avec leur vélo. À partir du moment où les gars étaient en voiture, eh bien, ils ne s'arrêtaient plus. À vélo, c'était vite fait de s'arrêter. Et puis, on prend un blanc, un autre blanc, on discute, on fume... » **Jacqueline**

► « Les sorties d'usines dans le quartier, c'était Guillaouard et Sudy parce que les chantiers, c'était Prairie au Duc. Quand les gens sortaient du travail, ils avaient l'habitude d'aller au café. Il y avait une bonne ambiance. Ma mère n'était jamais inquiète de mon frère quand il ne rentrait pas tout de suite après le travail. Il travaillait chez Sudy et quand on se mettait à la fenêtre, on les entendait chanter ! Avec ses copains, il allait dans le café de la rue Petite-Biesse dont l'arrière-cour donnait sur notre maison. Ma mère les entendait chanter et elle reconnaissait la voix de son fils. Au moins, elle savait où il était ! » **Nicole**

► « Quand nous sommes arrivés rue de Vertais en 1934, il y avait du monde dans cette rue ! Les commerçants étaient à touche-touche. Il y avait de tout, on n'avait pas besoin de sortir de l'île. Il y avait onze ou douze cafés, des épiceries, le coiffeur, le charcutier, le bureau de tabac, le marchand de charbon, une mercerie, un cordonnier. Je n'avais pas besoin de faire de courses en dehors du quartier puisqu'il y avait tout. La vie était presque plus facile avec tous ces petits commerçants. » **Paule**

► « Ce bout de la rue de Vertais, entre la rue Petitpierre et le pont de Pirmil, était composé de commerces porte-à-porte : le café du Cygne, tenu par madame Métaï et sa fille Yvette, l'épicerie de madame Violin, le réparateur et marchand de cycles Marcel Blot. Les numéros impairs en face étaient soit démolis, soit gravement endommagés par les bombardements. Ils étaient interdits au public, ce qui attirait encore plus les gamins que nous étions.



1952, commerces de la rue de Vertais vus depuis la rue Petitpierre.



1947, commerces de l'îlot de la rue de Vertais, situés entre le pont de Pirmil et l'immeuble de la place Victor-Hugo.

Je me souviens d'une grande convivialité dans ce quartier, tout le monde se saluait, se parlait, et beaucoup se retrouvaient au café du Cygne pour l'apéro... Les vins cuits, comme Byrrh, Claquequin, Martini, Cap Corse, étaient de mode ! Pour nous, les enfants, c'était un soda de la marque Vivor ! Et pour les habitués, c'était la chopine de muscadet.

À l'angle de la rue Petitpierre et du boulevard Victor-Hugo, il y avait la boulangerie-pâtisserie Visonneau. Je revois encore à la porte du fournil le père, Édouard, grand blessé de la guerre de 14-18, amputé d'une jambe. Il nous impressionnait avec son « pilon » en bois ! Il travaillait avec ses deux fils, Édouard et Robert. Quelquefois, nous allions au fournil le dimanche matin donner un petit coup de main pour la vaisselle des ustensiles. Les odeurs de farine, de la cuisson du pain, de la pâtisserie et de la chaleur du four, cela ne s'oublie pas ! Nous repartions le midi avec notre pochon de viennoiseries en remerciement. » **Jean-Claude C**

« Notre épicerie, c'était au quai Hoche. Elle était tenue par la mère Le Quéau »

► « Rue Grande-Biesse, il y avait plein de commerces. Il fallait bien que les gens s'approvisionnent puisque avant, on faisait des courses tous les jours car il n'y avait pas de grandes surfaces et on n'avait pas de frigo. Maman a toujours fait ses courses comme ça et il ne fallait pas lui changer ses habitudes.

À l'entrée de la rue Grande-Biesse, il y avait encore des vieux immeubles côté boulevard des Martyrs-Nantais mais qui n'existent plus aujourd'hui. Sur ce côté, il y avait une boulangerie et une pâtisserie où on achetait les gâteaux le dimanche. Mais c'était déjà très délabré. De l'autre côté, il y avait un café, une droguerie et un bazar où l'on trouvait vraiment de tout.

Boulevard Babin-Chevaye, il y avait la cité HLM avec un boucher qui s'appelait Dauvé. De l'autre côté, il y avait l'épicerie tenue par les Nauleau, mais c'était déjà plus récent. Maman allait beaucoup chez Dauvé. De l'autre côté du passage à niveau, je connaissais moins car on ne dépassait pas l'église de la Madeleine.

Il y avait aussi beaucoup de commerces rue Louis-Blanc : deux cafés, un de chaque côté, le tabac-presse côté pont et une librairie-papeterie qui était un petit boui-boui où l'on achetait les articles de classe près du collège Aristide-Briand. Après le café, il y avait un chapelier et un photographe, les studios Perdriau, un coiffeur et un autre café je crois, et près de la place de la République, il y avait une boulangerie.

De l'autre côté, à l'angle de la rue La-Tour-d'Auvergne, il y a eu une espèce de droguerie-bazar qui est devenue une boutique de vêtements de travail. Quai André-Rhuys, là où il y a aujourd'hui une chocolaterie et des marchands de papiers peints, c'était le garage de monsieur Sire. Il faisait auto-école et c'est là qu'on a toutes appris à conduire.

Notre épicerie, c'était au quai Hoche. Elle était tenue par la mère Le Quéau. Alors là, c'était une épicerie à l'ancienne. On prenait son vin au tonneau, son beurre en motte, la crème à la louche et son lait au bidon. On disait toujours « chez la mère Le Quéau ». L'épicerie était tenue par le couple mais la mère Le Quéau était tellement imposante qu'elle prenait toute la place ! Elle adorait manger ! C'étaient des immigrés bretons du Finistère, du côté bigouden. Elle avait sa coiffe quand elle allait là-bas pour les fêtes. Elle disait à ma mère : « On a bien liché, madame Godin ? » Cette expression était devenue une phrase dans la famille. Ils étaient gentils comme tout et on y prenait l'essentiel. Et puis ils ont dû fermer après, c'est pour cela qu'on allait chez Nauleau. C'était déjà plus une épicerie comme maintenant, pas vraiment supérette mais comme un début !



1986, le quai Hoche vu depuis la rue nord du bras de la Madeleine.

Sur le quai Hoche, il y avait aussi l'entrepôt des bottes Baudou, des bottes en caoutchouc. Un peu après, au numéro 2, c'était l'entrepôt des huiles Lesieur et aussi des biscuits Gandolo : « Le biscuit Gondolo, le biscuit qu'il vous faut ! » On était amis avec les Guiblet, les propriétaires de l'entrepôt des huiles Lesieur. Tous les étés, on allait passer un mois sur la côte. Quand on partait, c'était toujours un déménagement et c'est monsieur Guiblet qui nous emmenait dans son camion, parce qu'il avait un camion bâché pour transporter les huiles. On était assis sur des bancs à l'arrière. Alors, c'était la fête ! Déjà c'était la liberté de partir dans une maison avec un jardin, on pouvait respirer et faire des choses. L'expédition pour aller en voyage ! On n'allait pas loin, au Cormier, mais ça nous paraissait le bout du monde !

Il y avait aussi des marchands ambulants avec des charrettes à bras. Ils vendaient des sardines en saison : « À la sardine fraîche, à la sardine fraîche ! » Il y avait ceux qui prenaient les peaux de lapins : « Les peaux de lapins ! Peaux ! », et les vendeurs de quatre saisons. Il y avait quelquefois des rémouleurs. On avait aussi notre couturière, madame Dudouet, dans une petite rue qui n'existe plus, adossée au boulevard des Martyrs-Nantais. Elle faisait nos robes, nos manteaux et nous étions toutes habillées pareil, de 2 à 13 ans !

Quand on allait en ville, c'était pour se promener, s'acheter des vêtements, bader. On y allait souvent, c'était la grande sortie ! Ma mère ne quittait pas beaucoup le quartier et mon père ne voulait jamais sortir. Heureusement qu'elle avait ses filles pour aller se promener ! » **Catherine**

« Tous ces petits commerces faisaient vivre parfaitement les habitants du quartier »

► « On est arrivés en 1962 dans le quartier. Très vite, ma mère a fait connaissance de tous les commerçants de la rue Grande-Biesse. Il y avait le bureau de tabac, toujours au même endroit, en face de la pharmacie, aujourd'hui désaffectée, la cordonnerie, l'épicerie, le bistrot, etc. : tous ces commerces indispensables à la vie quotidienne. Je me souviens de longues discussions avec le droguiste de la rue Petite-Biesse. Actuellement, la droguerie a été transformée en bar.

Mon grand-père venait à pied de Saint-Sébastien pour acheter ses vêtements de travail chez monsieur Allopeau dont le magasin faisait l'angle de la rue Petite-Biesse et du boulevard Gustave-Roch. Ce monsieur me racontait que son père pêchait des poissons depuis sa fenêtre dans le bras de la Loire, rue Petite-Biesse !

Tous ces petits commerces faisaient vivre parfaitement les habitants du quartier, sauf l'été, où il fallait chercher son journal quotidien, son pain et la viande place Mangin. La vie du quartier a beaucoup changé lorsque le centre commercial Géant Casino a ouvert. La galerie commerciale offrait de nombreuses boutiques de vêtements, tissus, chaussures, bricolage, etc. Le centre a été construit sur un grand espace qui faisait auparavant office de déchetterie. La possibilité d'y accéder par un vaste parking offrait une commodité supplémentaire. Le succès du centre commercial au milieu de l'île a été immédiat au détriment des petits commerces locaux. » **Madeleine**

« C'est resté commerçant mais ça l'était plus avant »

► « Quand on est arrivés dans le quartier en 1977, il y avait encore plein, plein de commerces. On trouvait tout dans le quartier et on y faisait toutes nos courses. C'était plein de petites épiceries. Dans les années 80, on avait encore un marchand de charbon rue Petite-Biesse. Je m'en souviens parce que quand on allait dans notre maison à la campagne, on avait encore notre cuisinière à charbon. On ne trouvait plus de charbon là-bas, alors j'en achetais rue Petite-Biesse pour l'emporter. Il y avait aussi une mercerie. C'était un magasin incroyable avec des meubles pleins de petits tiroirs. Il reste encore pas mal de commerces aujourd'hui, c'est resté commerçant mais ça l'était plus avant. » **Irène**

► « Lors de mon arrivée dans le quartier au début des années 80, il y avait plus de trente cafés entre les places Mangin et de la République. Beaucoup de gens travaillaient chez Guillaud. Je me souviens de dames qui prenaient un verre de muscadet le matin au café de la rue Petite-Biesse avant de se rendre au travail !

Le tissu commercial rue Petite-Biesse est moins vivant et pourtant, nous avons des commerçants qui font le maximum pour maintenir leur clientèle. Ils essaient de donner une vie sociale. Le tabac, le pharmacien qui vient de nous quitter pour aller boulevard des Martyrs-Nantais, le cordonnier, le boucher, les salons de coiffure, le bar, les restaurants, la supérette sont des commerçants prêts à rendre service aux personnes âgées, voire même à livrer les commandes gratuitement. Je les côtoie, nous échangeons avec confiance et sympathie. » **Jean-Claude**

« Rue de Vertais, nous étions trois boulangers, ce qui était déjà beaucoup »

► « Nous avons repris une boulangerie en 1934. Ce n'était pas facile de trouver. Quand on a trouvé celle du 59, rue de Vertais, c'était à prendre ou à laisser ! Sinon, il aurait fallu encore attendre. Nous sommes restés neuf ans et demi et si l'on ne nous avait pas chassés, on serait sûrement restés plus longtemps.

Si on est partis, c'est parce que la rue de Vertais a été démolie. Nous avons été expropriés le 31 décembre 1942. Ça a été difficile parce que pour avoir un peu d'argent, on a dû batailler. Mais ce n'était pas vraiment pour l'argent, mon mari voulait surtout retrouver une boulangerie. Après la rue de Vertais, nous nous sommes installés au 38, boulevard Prairie-au-Duc. On avait racheté à des gens qui ne se plaignaient pas dans le coin. On a un peu sauté sur l'occasion pour ne pas se trouver à la rue.

Alors là, on a commencé notre histoire boulevard Prairie-au-Duc, le 1^{er} janvier 1943. Et au 23 septembre, on a été sinistrés. Alors, cette fois-ci, on a été mis à la porte complètement parce que ça a été sinistré à 60 %. On n'avait plus de toit, on n'avait plus de carreaux... Seul le four est resté intact. On a donc dû déménager deux fois en un an et on n'est revenus qu'un an après. Après avoir été sinistrés, nous nous sommes réinstallés au même endroit. Au début, c'était un peu dans les ruines mais petit à petit, ça a été reconstruit et nous sommes restés douze ans. Nous avons vendu parce que nous étions fatigués. Nous avons repris un petit commerce par la suite, quelque chose de plus cool ! Le métier de boulanger, c'est un métier contraignant. Vous ne savez pas quand vous commencez ni quand vous finissez. Quand moi, je finissais vers minuit, eh bien, les ouvriers commençaient...

Rue de Vertais, nous étions trois boulangers, ce qui était déjà beaucoup. Et il y avait en plus, une dizaine de boulangers qui venaient de Trentemoult, de Saint-Sébastien pour déposer du pain ici, rue de Vertais. C'était plutôt... Si chacun était resté chez lui, cela aurait été beaucoup mieux. C'est la guerre qui a arrêté ça. Avec les tickets, chacun était obligé de rester chez soi, ça il n'y avait rien à faire.

Moi, j'ai connu ça les tickets de pain. Ça a été abominable ! Ça a quand même duré sept ans les tickets de rationnement parce que ça a duré encore deux ans après la guerre. Et les commerces étaient contrôlés. J'en ai passé des nuits sans dormir ! J'avais peur que l'on aille en prison parce qu'il fallait 132 kilos de tickets de pain pour avoir 100 kilos de farine. Comme avec la farine on met de l'eau, il n'y avait pas toujours 132 kilos. Il aurait fallu que le taux soit plus bas. On ne pouvait pas non plus donner exactement 100 grammes de pain et les gens n'en voulaient pas moins. Si bien qu'à la fin du mois, il y avait un écart entre ce que nous devions vendre et ce que nous vendions. Les queues quand il y avait du pain, c'était abominable ! Dès qu'on ouvrait le magasin, il y avait une queue de je ne sais pas combien. Le pire, c'était quand il n'y avait plus de pain. Pour moi, ça a vraiment été une épine, un mauvais moment. On avait des clients fidèles, on aurait voulu leur faire plaisir, mais c'était difficile. » **Paule**

« Au retour, elle criait : À la fraîche ! »

► « En 1940, à ma naissance, nous avons emménagé avec mes parents et mon frère chez ma grand-mère paternelle, veuve, qui tenait une poissonnerie au 54, rue de Vertais. Nous y sommes restés huit ans. Mon père travaillait à la SNCASO à Châteaubougon et ma mère était embauchée à la raffinerie Say.

Au moins deux fois par semaine, ma grand-mère se ravitaillait au marché de la poissonnerie de la Petite-Hollande. Elle poussait sa baladeuse, c'est-à-dire un grand plateau de bois sur deux roues de charrette. Au retour, elle criait : « À la fraîche ! » dans les rues Grande-Biesse, Petite-Biesse et Vertais avant de regarder son étal. Le marchand de

glace, portant les barres sur l'épaule et protégé du froid et de l'eau par de la toile de jute, passait chaque jour dans la rue proposer les pains de glace qu'il découpait à la demande avec un lourd poinçon d'acier. Les glacières, équipées de bacs en zinc, recevaient la glace pour conserver les marchandises. Elles étaient sous les comptoirs, en bois avec de lourdes portes aux fermetures hermétiques. Ma grand-mère a vendu son commerce après la guerre pour prendre sa retraite. Et nous sommes partis habiter à Rezé. Ensuite, le réaménagement de la place Mangin a totalement transformé le quartier. » **Jean-Claude C**

« En 1939, elle a repris le café du Cygne, rue de Vertais »

► « L'histoire familiale dans le quartier commence avec nos deux grands-mères qui étaient veuves et qui ont tenu un commerce pour vivre. La grand-mère Métay, ma grand-mère maternelle, avait encore une fille de six ans à élever. En 1939, elle a repris le café du Cygne qui était rue de Vertais. Auparavant elle était garde-barrière à Chantenay car son mari travaillait sur les voies de chemin de fer. Elle avait donc pu avoir ce travail.

Pendant la guerre, elle a continué à tenir son café car il n'avait pas été bombardé et aussi parce que ça devait bien marcher. Elle a eu des Anglais comme clients jusqu'en 1940. Puis après, des Allemands venaient consommer dans son café. Elle ne devait pas être très contente, mais elle ne devait pas pouvoir faire autrement... »



1943, Lucienne Piveteau et sa mère Ernestine Métay posant devant l'entrée du café du Cygne, rue de Vertais.



1941, Jean Piveteau devant le restaurant Caillé tenu par sa mère au 51 bis, boulevard Victor-Hugo.



Elle a tenu le café jusqu'en 1947 et quelqu'un l'a repris car cette partie de la rue de Vertais n'a été démolie que vers la fin des années 1960.

Du côté de mon père, les Piveteau, la famille est venue de Clisson s'installer à Nantes. Ma grand-mère paternelle est venue avec mon père, qui ne devait avoir que 14 ans à l'époque, et ses filles beaucoup plus âgées, mes tantes. D'abord, ils sont arrivés au Marchix, près de la place de Bretagne. Pour s'être installée là, c'est qu'elle ne devait pas avoir beaucoup d'argent.

Avant la guerre, ma grand-mère a repris le restaurant Caillé qui se trouvait au 51 bis, boulevard Victor-Hugo, à l'angle de la rue Petitpierre. Ce restaurant a été démolé au moment des bombardements. C'est resté un tas de cailloux jusqu'au moment où les immeubles de la place Mangin ont été construits en 1953. La rue de Vertais a été coupée par un des bâtiments et tout ce qui était effondré a été démolé. Le restaurant a été reconstruit vers 1948 dans le bas des immeubles qui donnaient sur le boulevard Victor-Hugo à l'angle de la rue de la Prairie-d'Aval. D'autres commerces comme la boucherie et le grand café ont pu également se réinstaller à cet endroit. Maintenant à la place du restaurant, c'est un kebab qui se trouve au 80, boulevard Victor-Hugo.

C'était un restaurant ouvrier. Elle servait les gens qui travaillaient dans les entreprises du quartier et elle a beaucoup fonctionné avec les ouvriers qui travaillaient sur le chantier des deux immeubles de la place Mangin. C'était un bon plan pour son commerce ! C'était surtout un restaurant du midi. Elle l'a tenu de 1937 à 1956 à peu près. Il y a eu une coupure pendant la guerre car elle est partie se réfugier à Remouillé après les bombardements. Quand elle l'a vendu, elle avait plus de 70 ans. » **Lucette**



Années 1980, les commerces de la rue Grande-Biesse entre le quai Hoche et le boulevard Babeu-Dreyfus. À droite, l'ancien café Beaulieu qui deviendra Le Maltais en 1987.



Début des années 1990, Patrick derrière le zinc du Maltais avec des jeunes en formation aux Compagnons du deuil.



Décoration de Noël sur l'échafaudage resté en place pendant six ans, de 1989 à 1995. La frénésie a été réglée par Didier Faraud.

« On n'était pas très nombreux à Nantes à faire café-concert et on avait une bonne programmation »

► « En 1987, avec mon frère, on a ouvert Le Maltais au 8, rue Grande-Biesse. C'était déjà un bistrot qui s'appelait le café Beaulieu. On s'est installés dans ce quartier parce que c'était un quartier populaire et sur Nantes, dans le centre, c'était trop cher pour nous. On a donc repris un petit bistrot de quartier et on a ouvert en février 87. On l'a appelé Le Maltais parce qu'on aimait bien l'histoire du Faucon Maltais. Le bar n'était pas très grand. Il y avait une salle à l'étage de 35 m² grosso modo. C'est là qu'il y avait les concerts. Il y avait la cave aussi où, après les concerts, on se retrouvait avec les musiciens et quelques amis...

Comme j'ai pris l'affaire avec mon frère, c'était pratique parce que, en semaine, il y en avait un du matin et l'autre du soir. Le midi, on faisait des sandwichs ou des croque-monsieur et en journée, c'étaient des gens qui habitaient ou qui travaillaient dans le quartier. Ça buvait des coups, ça jouait beaucoup aux cartes ou aux dés au comptoir. En week-end, c'était une clientèle de Nantes et de Rezé. C'étaient les concerts qui les faisaient se déplacer.

Quand on a ouvert, il y avait toutes sortes de commerces dans la rue. C'était vraiment un quartier animé. Ça allait du tabac, du restaurant, de la boulangerie, épicerie, bistrot arabe, bistrot un peu à hôtesses. C'était très mélangé. C'était vraiment un quartier populaire. Les gens qui habitaient là, c'étaient des gens qui n'avaient pas beaucoup de sous. Les Nantais, ça leur faisait un peu peur d'ailleurs. Je crois que ce qu'on a fait pendant dix ans, on n'aurait pas pu le faire dans un quartier du centre. Ça n'aurait pas été possible. C'était populaire et les immeubles étaient un peu délabrés.

D'ailleurs, un jour, notre façade est tombée ! Pas la façade entière mais le parement, la première couche de pierre, est tombée. On a gardé l'échafaudage cinq ou six ans et on l'avait donc décoré.

On n'a pas trop mal été accueillis dans le quartier. On nous matait un peu mais bon, on faisait notre truc et personne ne nous embêtait. On n'a pas eu trop de soucis de voisinage. Au niveau du bruit, ça allait encore à cette époque-là. Moi, j'étais dehors pendant toute la durée du concert. Ça limitait la casse. Le problème avec le voisinage, c'était à la sortie. À la sortie, les gens ne font pas attention. Ils ont un bon coup dans le nez, ça braille, ça s'interpelle... Alors, les voisins, ils ne sont pas trop contents.

On a commencé assez vite les concerts le week-end. Au début, c'était le vendredi, samedi et dimanche. C'était usant mais c'était joyeux ! On était jeunes et il faut dire qu'on faisait pas mal la bringue ! Il y avait une boîte de nuit à côté, Le Floride, qui était bien rock aussi ! Alors au bout d'un an, le lundi, on fatiguait un peu... Alors on a arrêté le dimanche.

On a commencé avec du jazz, on a fait de la bossa nova, du blues et après, on a fait du rock et principalement que du rock. Et sur les dernières années, c'était plutôt punk. Au départ moi, j'étais plutôt amateur de jazz. Mais bon, quand on a fait les premiers concerts, les musiciens voulaient être payés cher. Donc ce n'était pas trop possible parce qu'ils étaient payés à la consommation. Et avec le jazz, ce n'était pas un public très intéressant parce qu'ils buvaient un cocktail et c'était tout. Je me rappelle de soirées où les femmes, les hommes, arrivaient bien habillés, voire en robe de soirée ! Et donc, ça n'allait pas du tout dans le truc, quoi ! Bref, on avait des bourgeois. Mais le jazz, historiquement c'est un milieu un peu interlope puis, c'est devenu assez intellectuel, donc un peu bourgeois.



Début des années 1990, concert du groupe nantais Les Vestales rouges au Maltais.

Je ne sais plus comment on a fait pour notre tout premier concert mais notre premier concert rock, ça a dû être les Bad Clams. C'est eux qui ont entendu dire qu'on faisait passer des groupes et ils se sont proposés pour venir. Et puis après, avec le bouche-à-oreille, ça l'a fait. Et comme on prenait les groupes deux soirs, le vendredi et le samedi et que mon frère laissait son appartement au-dessus du bar, les musiciens étaient donc intéressés. Ça venait d'un peu partout, de toute la France et même un peu de l'étranger. On était catalogués comme café-concert rock et on avait une programmation plutôt pointue. On ne faisait pratiquement pas passer de groupes nantais, c'étaient beaucoup de groupes extérieurs. On ne voulait pas se fâcher avec les groupes du coin, donc on préférait prendre des groupes extérieurs. Il y a quand même eu quelques locaux comme les Elmer qui sont venus avant d'être connus.

Tous les week-ends, il y avait beaucoup de monde. On n'était pas très nombreux à Nantes à faire café-concert et on avait une bonne programmation. Ça a commencé à descendre avec l'arrivée des rave-party. On faisait des concerts de

blues, de rock, de punk et c'était à peu près toujours la même clientèle qui venait, à part quelques personnes qui se déplaçaient pour un groupe en particulier. Ce qui fait que le bar était vite rempli.

On a ouvert durant dix ans. On a arrêté parce que moi, j'en avais marre. Au bout de huit ans, j'appréhendais les soirs de concert parce que c'était chaud à cette époque-là. La nuit, c'est un autre monde. Et puis on a eu envie de passer à autre chose. On a vendu à des jeunes qui ont fait le Boest an diaoul, la Boîte du diable. Mais eux, ils n'ont pas trop duré. Nous, on avait réussi à s'imposer. Eux, quand ils sont arrivés, ils ont eu tous les gens qu'on avait mis tricards. Donc, c'était un peu la zone pour eux. Après, c'est devenu un peu plus sélect avec un bar à vin, je crois. Après, ça a été les Carafés et aujourd'hui, c'est la Grande barge.

Au Maltais, il y avait de bonnes rigolades. On a passé de très bonnes soirées. Chaque semaine, c'était le renouveau et c'est sûr qu'on a de bons souvenirs avec certains groupes. On ne s'est pas trop rendu compte de ce que l'on faisait, qu'on faisait partie de l'histoire du rock en fait... parce qu'on faisait un truc qui nous plaisait. » Patrick

« On a eu envie de dire aux Nantais : le Breton ne mange pas que des crêpes ! »

« Avant, on travaillait avec mes beaux-parents, dans l'hyper-centre, en crêperie pure. Quand ils ont décidé de prendre leur retraite, nous, on a pris notre envol. Et on voulait absolument travailler ici, dans le quartier où l'on habitait. On a donc créé le restaurant breton Ti Lichous, il y a douze ans, rue Grande-Biesse. On a voulu ouvrir un lieu où l'on ne mange pas que des crêpes, un restaurant où il n'y a pas des crêpes tous les jours. Normalement, on est les seuls sur Nantes à faire comme cela. On est du Finistère en fait et

comme on travaillait en crêperie pure avant, on savait qu'il y avait une centaine de crêperies sur Nantes. Du coup, on a eu envie de dire aux Nantais : « le Breton ne mange pas que des crêpes ! »

Avant nous, c'était un bar. Et sur la fin, c'était un bar de marginaux. En fait, on a acheté l'emplacement car il n'y avait plus rien. C'était saccagé. On a eu beaucoup de travaux. Après, ça permet de faire comme on a envie. C'était lourd quand même mais la situation nous plaisait beaucoup. On a créé le lieu en 2008. Ce n'était pas la période la plus sympo pour créer son entreprise. Mais bon, on est encore là. On a fait les montagnes russes car la création a été compliquée. Après, on a un peu souffert avec les travaux dans le secteur. Il y a eu les travaux de la rue et des berges. On a quand même cumulé, mais on est contents.

Nos clients, ce sont surtout des personnes qui travaillent dans le quartier et qui viennent déjeuner. Quand on a créé le lieu, on croyait qu'on aurait eu plus de gens du quartier. On s'était dit : « Quel bonheur d'aller manger et boire un verre à pied ! » Mais, en fait, les gens, quand ils sortent d'ici, ils vont en hyper-centre... Ça doit plus donner l'impression de sortir !



2021, le restaurant breton Ti Lichous au 12, rue Grande-Biesse.

La rue Grande-Biesse a toujours été hyper commerçante. Quand on a ouvert notre restaurant, à côté de nous, c'était Le Vin divin. On s'entendait hyper bien. Après, à la place de la saladerie actuelle, c'étaient des architectes. Et à la place de Youssef, au kebab, c'était un charcutier-traiteur. Il y a encore l'enseigne « traiteur » mais c'est devenu un kebab ! Et Vincent de la boulangerie a racheté le café Village pour agrandir son fournil. Au café Village, c'était une petite dame qui était là depuis très longtemps. C'est une rue où il y avait plein de bistros, parce qu'il y avait beaucoup d'industries comme les fonderies, etc. Aujourd'hui, c'est Serge, le cordonnier, le plus ancien de la rue parce que ça fait plus de trente ans qu'il est installé là.

« Cette association a été créée quand il y a eu les travaux du Chronobus »

Il y a une association de commerçants qui s'appelle « Les Biesse » et dont je suis présidente. Cette association a été créée quand il y a eu les travaux du Chronobus. C'étaient d'autres copains qui avaient créé l'asso pour se battre parce que les travaux étaient compliqués. Pour le Chronobus, il n'y avait pas eu de consultations. Après, quand on a été en asso et qu'ils ont démarré les travaux dans la rue, on a eu des réunions avant, pendant et après le chantier avec la SAMOA. C'était un gros chantier qui a duré plusieurs mois. Pareil pour les berges.

L'association était soutenue par l'UNACOD. C'est une association nantaise qui chapeaute l'ensemble des associations de commerçants de quartier et qui nous a beaucoup aidés auprès des chefs de chantier, etc, quand ça n'allait pas. Par exemple, ils nous avaient mis un haricot entre les deux bouts de la rue Grande-Biesse. On avait dit : « Mais c'est impossible de mettre un truc comme ça ! » Donc, on l'avait fait casser pour que ça reste un axe à part entière.

Maintenant, on est contents mais ça a été dur quand même. Pour un commerce, ce n'est pas simple. Parce que, quand c'est en chantier, il ne faut pas se leurrer : les clients, quand ils voient un tractopelle, des trous, des machins, eh bien, ils passent leur chemin ! Parce qu'en fait, ils sont en costard, avec des belles chaussures, alors, ils ne traversent pas le chantier pour venir manger ! » **Lysiane**



Vers 1927, depuis le pont du boulevard Victor-Hugo, vue des industries implantées aux abords de la rive sud de la Loire à Chausson : la chaussonnerie Coyec et la savonnerie Biette. En arrière-plan, le restaurant de l'Union des coopérateurs de la Loire-Inférieure.

Un quartier industriel et artisanal

3

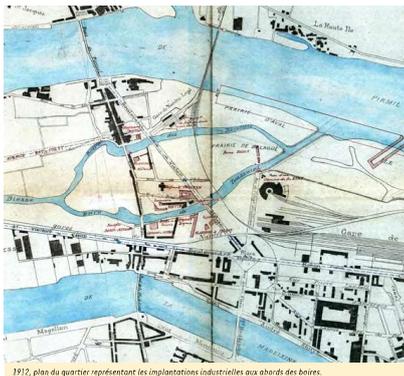
À partir de la fin du 19^e siècle, le faubourg des Ponts et les Îles de Loire offrent encore de larges espaces pour permettre le développement industriel dans le périmètre nantais. La voie ferrée et le port favorisent cette implantation. Les vastes terrains libres, situés en amont de la ligne des ponts, donnent la possibilité aux industries métallurgiques de déployer leurs activités, dans un contexte d'essor spectaculaire de ce secteur à Nantes. La mise au point de la propulsion à vapeur, le développement du chemin de fer, les nouveaux procédés de fonte des métaux, la place prépondérante du fer puis de l'acier dans la construction des bateaux, et la mécanisation des ateliers concourent au développement des produits sidérurgiques au cours du 19^e siècle. Le développement de l'industrie métallurgique s'appuie sur plusieurs domaines d'activités : la construction navale, les fonderies, les ferblanteries, la construction métallique et la mécanique. Cette présence industrielle favorise le développement de petits ateliers et d'activités connexes dans le quartier.

1. LES INDUSTRIES AUX ABORDS DE LA BOIRE DE TOUSSAINT

Berceau de l'industrialisation du faubourg des Ponts, les prairies de Grande et de Petite Biesse, séparées par la boire de Toussaint, ont conservé leur caractère industriel jusqu'aux années 1970. Les manufactures de textiles et les raffineries de sucre ont ancré cette histoire industrielle jusqu'au milieu du 19^e siècle. Leurs bâtiments sont réinvestis par d'autres activités, tandis que de nouvelles usines s'implantent vers la fin du 19^e siècle. Sur la rive nord de la boire, l'ancienne Raffinerie des Ponts est vendue en 1890. Une partie est occupée au cours des années 1910 par la scierie Gerson et Huteau, tandis qu'une nouvelle industrie s'implante à l'ouest de la rue Conan-Mériadec : les engrais chimiques Ridet et Lanfrancki.

Les Ateliers de construction de l'Ouest

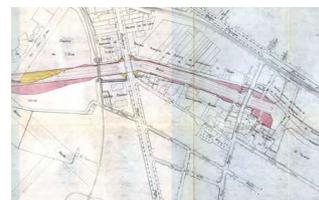
À partir de 1918, les Ateliers de construction Lescop et C^o vont progressivement se déployer sur la totalité du site compris entre la rue Grande-Biesse et le boulevard Victor-Hugo. Rebaptisée Ateliers de construction de l'Ouest en 1923, l'entreprise est spécialisée dans la construction mécanique pour la fabrication de papier, puis dans la production de machines-outils et de machines électriques de toutes tailles. L'architecte Henri Vié conçoit les plans du bâtiment de direction, construit vers 1920 à l'angle des boulevards Victor-Hugo et Gustave-Roch (aujourd'hui occupé par l'entreprise Rexel).



1912, plan du quartier représentant les implantations industrielles aux abords des boires.

À la fin des années 1930, la société se sépare de son patrimoine. Les bâtiments sont alors investis par diverses entreprises qui s'en servent comme entrepôt : des produits chimiques pour Louis Montfort et C^o, un garage pour un concessionnaire Citroën et une succursale de l'entreprise de matériel agricole et de tracteurs, Cima-Wallut.

Le secteur, impacté par les bombardements, est reconfiguré après la guerre. La Cooper de Melun achète le terrain qui borde la rue Grande-Biesse pour y déménager sa succursale nantaise, tandis que la propriété Montfort et l'entrepôt Citroën sont inscrits au plan de Reconstruction comme terrain réservé pour un édifice public. Ce dernier est affecté à la construction du groupe scolaire Gustave-Roch et en 1949, la Cooper de Melun cède son terrain à l'évêché pour la construction de la nouvelle église. Seule la société Cima-Wallut reste en activité avant de céder la place au magasin de matériel électrique Revimex qui, devenu Rexel en 1983, est le dernier témoin de cette longue occupation industrielle de la rive nord de l'ancienne boire de Toussaint. Sur la rive sud, deux entreprises vont développer leurs activités durant près de 80 ans : la savonnerie Biette et la chaudronnerie Coyac.



1924, plan du quartier représentant les implantations industrielles aux abords de la boire de Toussaint. À cette date, l'emprise des Ateliers de construction de l'Ouest s'étend du boulevard Victor-Hugo à la rue Grande-Biesse.



Vers 1926, vue depuis le pont du boulevard Victor-Hugo des bâtiments industriels des Ateliers de construction de l'Ouest.



1947, le boulevard Gustave-Roch a remplacé la boire de Toussaint, tandis que les anciens bâtiments des Ateliers de construction de l'Ouest, endommagés par les bombardements, sont occupés par l'entreprise de machines agricoles Cima-Wallut et les transports Citroën.



1979, l'entreprise Rexel occupe aujourd'hui une partie des anciens bâtiments des Ateliers de construction de l'Ouest.



Début du 19^e siècle, la première usine d'Alexis Biette. Le bâtiment sera détruit par un incendie en 1916.



1897, en-tête de lettre de la Savonnerie de l'Ouest sur lequel est représenté l'ensemble des bâtiments industriels entre la bourse de Toussaint et la rue Beauséjour.

La savonnerie Biette

Lorsque Alexis Biette rachète en 1882 la fabrique de bougies et de chandelles Moquet, Augigan et Gasnier, rue Beauséjour, l'industrie du savon est déjà bien implantée à Nantes, notamment avec la savonnerie Serpette. En cette fin de 19^e siècle, l'activité savonnaire nantaise aborde une phase de transition. La production jusqu'ici fondée sur les corps gras d'origine végétale, est réalisée à partir du suif. L'emploi massif de cette matière première offre une nouvelle impulsion à cette industrie. Jusqu'en 1945, la savonnerie Biette va être très emblématique de cette filière.

Partant d'une seule matière première, la grasse animale, Alexis Biette parvient à exploiter l'ensemble de ses dérivés. Il concentre alors dans un seul établissement la production de quatre produits : le savon de ménage, la bougie, le savon de toilette et le parfum. Cette diversification a été rendue possible par les avancées scientifiques réalisées dans le domaine de la chimie des corps gras et par les nouvelles habitudes prises grâce à la diffusion de la pensée hygiéniste.

En une vingtaine d'années, l'industriel, d'abord fondeur de suif et fabricant de chandelles, devient donc stéarinier, savonnier puis parfumeur. Ainsi, peu de temps après son installation dans le quartier, il associe à son atelier une unité de fabrication de bougies stéariques puis une savonnerie sous la dénomination : Savonnerie de l'Ouest. Il produit d'abord du savon de ménage sous la marque Croix d'Or. Associé à son frère Henri, il fonde en 1896 la Savonnerie Moderne consacrée à la production de savons de toilette dont le savon 810 à la violette. Dix ans plus tard, il crée un département parfumerie sous l'enseigne Parfumerie Moderne.

En 1916, un incendie détruit la quasi totalité des bâtiments. Trois ans plus tard, une nouvelle usine est reconstruite en béton armé afin de permettre le percement de larges baies vitrées qui assurent un meilleur éclairage et une meilleure ventilation des ateliers. Au cours des années 1920, les rênes de la savonnerie sont reprises par les fils du fondateur. L'entreprise compte plus de 300 salariés dont plus de la moitié sont des femmes, employées au conditionnement des savons.



Vers 1925, vue aérienne de la seconde usine Biette construite en 1919.



1986, le boulevard Gustave-Roch, vu depuis le boulevard des Martyrs-Nantais-de-Je. Résistance : trois tours de logements sociaux ont remplacé la savonnerie Biette en 1973.

La Seconde Guerre mondiale favorise un premier rapprochement avec le groupe britannique Lever qui absorbe définitivement l'entreprise familiale en 1948. Cent quatre-vingts personnes, dont 120 femmes, travaillent encore dans l'entreprise lorsque la production de savon cesse en 1961. En attendant la construction d'une usine à Carquefou, l'entreprise Bégy occupe provisoirement les locaux pour produire des bas sans couture. Détruits en 1968, les bâtiments industriels sont remplacés par trois tours de logements sociaux en 1973.

La chaudronnerie Coyac

En 1896, l'étameur de casseroles, Charles Coyac, installe sa chaudronnerie à l'angle de la rue Beauséjour et du boulevard Victor-Hugo. La conception et la fabrication d'alambics vont alors devenir sa spécialité et faire sa réputation jusqu'aux années 1930. Par la suite, l'affaire familiale se diversifie. En 1964, Michel Coyac prend la direction. Il s'associe avec le fabricant de cintrages Gato, afin de développer l'activité cintrage pour laquelle l'entreprise Forminox est créée. Un bâtiment spécifique est construit à Vertou en 1969. Trois ans plus tard, l'activité chaudronnerie est transférée dans ces nouveaux locaux et les ateliers historiques de la rue Beauséjour ferment leurs portes. L'entreprise devient alors Forminox SA — Les Ateliers Coyac et poursuit, depuis, son aventure industrielle sur les bords de la Sèvre. Aujourd'hui, le patrimoine local garde trace de l'activité de la chaudronnerie Coyac à travers un alambic conservé au musée du vignoble nantais au Pallet et surtout, grâce au monument aux Cinquante-Œtages, réalisé par l'entreprise au début des années 1950.



1897, en-tête de lettre de la chaudronnerie Charles Coyac.

« Charles a développé l'entreprise avec la création et la fabrication de leurs propres alambics »

► « Les Coyac sont des Bretons qui ont émigré à Nantes au début du 19^e siècle. Ils sont venus pour travailler sur les bateaux de la cale Crucy, dans le Bas-Chantenay. Le père de Charles, Mathurin Coyac, charpentier de navire, venait de Bains-sur-Dust en Ille-et-Vilaine. Il logeait dans un genre de foyer de travailleurs qui était à l'angle d'accès à la cale Crucy. Les Coyac-Pottrel se sont mariés en 1892. Ils ont construit l'entreprise après, car ils n'ont pas voulu rester ouvriers. Et l'île de la Madeleine, comme on l'appelait à l'époque, était une île pleine d'avenir. Charles Coyac a senti le vent venir et il est venu s'installer dans le quartier. Et on m'a toujours dit que c'était sa femme qui était entreprenante...

À l'époque de son mariage, Charles Coyac avait une affaire d'étamage de casseroles, qui se situait rue de Vertais. Étameur de casseroles, ce n'était pas seulement étameur, c'était aussi fabricant en fer, cuivre, tour et ajustage, robinetterie. C'était très varié comme entreprise. Et Charles, certainement chercheur, travaillait le métal. Il partait de la feuille et formait le métal au marteau. La définition actuelle de chaudronnier, c'est ouvrier sur métaux en feuilles.

La maison à l'angle du boulevard Victor-Hugo et de la rue Alexandre-Fourmy, ancienne rue Beauséjour, a été construite par Charles en 1896. Il l'avait fait construire avant de créer son atelier. À l'époque, c'était un quartier où venaient des gens qui travaillaient aux chemins de fer. Il avait donc cette maison avec des chambres en haut, pour les cheminots qui se reposaient entre deux voyages. Lui, il habitait au rez-de-chaussée. Ça a été la première destination de cette maison. C'était un peu commercial, un complément à son activité d'étameur. La maison existe encore.



Vers 1910, bâtiment de la chaudronnerie à l'angle de la rue Beauséjour et du boulevard Victor-Hugo. Charles Coyac (à gauche) et deux de ses ouvriers posent devant un alambic sorti de l'atelier.

L'entreprise a beaucoup évolué. Charles l'a développée avec la création et la fabrication de leurs propres alambics. C'étaient de fameuses machines à construire ! En observant un alambic, on peut voir que c'est beaucoup de travail sur les métaux en feuilles. Il y avait d'autres fabricants d'alambics mais lui, ça a dû cogiter dans son cerveau parce que c'était un peu technique. Mettre le vin à bouillir pour que l'alcool arrive pur, cela nécessitait des compétences. La fabrication d'alambics lui a fait une bonne renommée.

Les ateliers ont été agrandis avant 1927. J'ai retrouvé un courrier où il est écrit : « Depuis quelques années, nous avons agrandi nos ateliers et nous nous sommes assurés de concours d'ouvriers spécialistes. Nous pouvons entreprendre dans des conditions modérées : la fabrication des chaudières de toutes sortes, la réparation des locomotives, la réparation de la mécanique, robinetterie et de tous autres travaux de chaudronnerie, réservoirs, etc. »

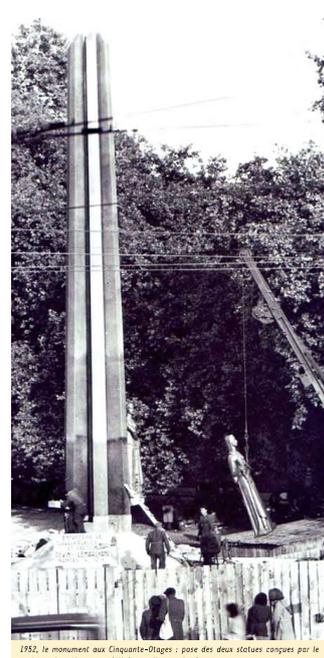
« C'était une entreprise à l'esprit familial »

Charles, le fondateur, a eu six enfants : Eugène, Georges, Marie, Alice, Yvonne et Charles qui est mort à la guerre de 14. Georges, Eugène et Marie ont travaillé dans la société Coyac. J'ai les changements de nom de société : « Coyac et Fils » et ensuite « Coyac et Frères ». Après, Georges a repris, seul, les rênes de l'entreprise en 1955-1957.

Le monument des Cinquante-Otages est entièrement réalisé en feuilles de cuivre par les ouvriers des ateliers Coyac. Les feuilles étaient soudées par le procédé « soudure sous argon », assez peu connu à ce moment-là. L'argon, c'est un mélange d'un gaz rare avec du CO₂. George Coyac, alors âgé de 50 ans environ, est allé prendre des cours à Paris pour s'initier à ce procédé. Michel, mon mari, et Yvon, son cousin, travaillaient à former les jupes des statues. Le buste est certainement un coulage de bronze mais les jupes étaient du métal formé. Pour la petite histoire, il y a dix ans, je suis allée chez mon beau-frère qui vit aux États-Unis. Et nous avons été invités chez des amis à eux où j'ai eu la surprise de voir en face de moi celle qui avait servi de modèle pour une des statues ! Une Nantaise qui s'est mariée avec un Américain !

Mon mari, Michel, a pris la suite de son père. Après son apprentissage dans l'entreprise familiale, il a fait trois ans dans la Marine et ensuite, il est parti faire un genre de tour de France pour parfaire ses acquis. Il avait fait l'apprentissage en même temps que ceux qu'il a dirigés après. Il était d'abord technicien. C'était un ouvrier. Moi, j'ai épousé un ouvrier, pas un fils de chef d'entreprise !

Quand mon mari est décédé, j'ai pris la direction de l'entreprise pendant cinq ans, aidée par des conseillers. En 1972, l'entreprise a été transférée en Z.I à Vertou. On avait ajouté une activité très spécialisée, créée nouvellement, qui s'appelle « Forminox » pour le cintrage de tubes et faisant appel à une cintruse novatrice. Nos réalisations ont fait connaître l'entreprise de façon nationale, sous l'en-tête « Forminox-Coyac ».



1952, le monument aux Cinquante-Otages : pose des deux statues conçues par le sculpteur Jean Muzet et réalisées par l'entreprise Coyac.



Entrée des ateliers Coyac, rue Alexandre-Fourty, en mai 1968. Les ouvriers de l'entreprise ont marqué par des affiches et un drapeau rouge leur participation au mouvement de grève.

Les salariés faisaient, pour la plupart, toute leur carrière dans l'entreprise. Mais, cela s'explique aussi parce que c'était un travail très spécialisé. Chaque ouvrier savait pourquoi il travaillait. Il avait un ouvrage entier à réaliser, et non une partie. C'était motivant pour eux. Ils voyaient le résultat de leur travail. Du temps de mon mari, il y avait 40 ouvriers sur le site de Gustave-Roch. Il y avait tous les avantages sociaux. Et à Vertou, il y avait la cantine sur place.

C'était une entreprise à l'esprit familial. Les ouvriers venaient faire leur apprentissage et ils restaient après dans l'entreprise comme ouvriers. Les jeunes apprentis qui entraient en formation chez Coyac venaient dès la sortie de l'école à 14 ans pour apprendre le métier sur place, tout en suivant les cours du soir.

Georges Coyac a été très actif dans une école de formation professionnelle qui se trouvait à l'emplacement du parking Graslín. Il avait beaucoup favorisé cette école. C'étaient surtout des cours du soir. C'était une formation générale de métallurgie. Ensuite, Michel a beaucoup travaillé à faire reconnaître le statut d'apprenti au même titre que le statut d'étudiant. Il avait déjà obtenu que les apprentis

puissent aller au restaurant universitaire. Il valorisait l'apprentissage. Il a participé au Centre des jeunes dirigeants (CJD) et il a aussi été membre de la Chambre de commerce.

L'entreprise a beaucoup travaillé pour Béghin-Say. Nos ouvriers faisaient l'entretien des machines. L'été, lors des mois d'arrêt, c'étaient des travaux extrêmement pénibles, parce qu'il fallait rentrer dans les cuves. Quelqu'un d'autre surveillait car il y avait des risques d'asphyxie. Ils nettoyaient et ils réparaient ce qu'il y avait à réparer. La pénibilité, c'était énorme chez Béghin-Say ! Coyac faisait aussi la restauration du matériel, des cuves, etc., complétant le service d'entretien propre à la sucrerie. L'entreprise a aussi beaucoup travaillé pour Lefèvre-Utile. Les grandes lettres LU, qu'il y avait sur le fronton, ont été faites chez Coyac. » **Michelle**

« Dans les bureaux, j'étais avec Madeleine »

► « J'ai travaillé chez Coyac, même si j'avais juré les grands dieux que jamais je ne travaillerais en famille ! Je me suis dit que j'allais rester trois mois dans l'entreprise, le temps de trouver une autre place. Et puis, j'y suis restée dix ans, de 1969 à 1979. C'est sûr que ça a été une très bonne expérience de travailler avec mon frère Michel. Dans les bureaux, j'étais avec Madeleine. C'était une personne de confiance qui est restée jusqu'à sa retraite. Pour les payes, elle allait à la banque et revenait avec des sacs remplis d'argent liquide.

Je me souviens aussi que lorsqu'il n'y avait pas beaucoup de travail à l'atelier, pour éviter que les ouvriers soient au chômage technique, Michel et les chefs d'atelier d'autres entreprises s'entendaient pour un prêt de personnel. L'ouvrier changeait de lieu de travail sans changer d'employeur. Il y avait un arrangement en toute légalité entre les entreprises. » **Christiane**

2. LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA PRAIRIE DE BIESSE

En 1906, la municipalité nantaise attribue le nom de Vincent Gâche au prolongement du boulevard Babin-Chevaye sur la Prairie de Biesse, honorant ainsi la mémoire du premier industriel établi dans la partie amont de la ligne des ponts à partir de 1830. Mais c'est sur la rive sud du bras de la Madeleine que la volonté de créer un quartier industriel est affirmée au début du 20^e siècle.

Vincent Gâche, pionnier de l'industrie métallurgique

Inventeur des chaudières à vapeur à basse pression, Vincent Gâche est l'un des ingénieurs-mécaniciens les plus distingués de son temps. Né à Nantes en 1803, il se forme à l'école municipale de dessin. À la suite de cette formation, il s'initie au métier de constructeur de machines à vapeur.

Au début des années 1830, ses premières constructions sortent de son atelier, situé au 49, rue de Vertais entre la boire des Récollets et la rue de la Prairie-d'Amont. Il s'illustre à partir de 1837 grâce à la conception d'un nouveau type de bateau : l'Inexplosible, capable de remonter la Loire pendant la période d'étiage, grâce à une coque en tôle de fer et une machine à vapeur basse pression.



1924, le pont de bateaux établi sur le bras de Pirmil à la suite de l'écrêtement du pont de Pirmil le 26 mai de la même année. Sur la rive nord, vue de l'ancienne usine métallurgique de Vincent Gâche construite à partir de 1844 sur la Prairie d'Amont.

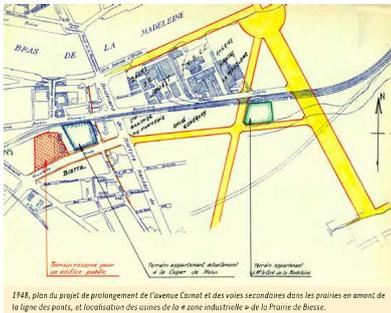
Ses premiers succès et l'affluence des commandes l'incitent à développer son activité sur un second site au bord du bras de Pirmil, dont l'entrée se situe au 11, rue de la Prairie-d'Amont. En 1844, une demande d'autorisation pour établir un chantier de construction comprenant « des forges, un four à chauffer les tôles et tous les outils nécessaires pour exécuter la grosse chaudronnerie », est soumise à l'administration. L'établissement comprend quatre activités principales : ajustage, montage, forge et chaudronnerie.

L'artisan qu'il était à ses débuts devient un industriel, constructeur de machines marines. En 1846, il s'associe au fondeur Jean-Simon Voruz pour construire quatre machines à vapeur de 200 chevaux destinées à la Marine royale. En 1849, 61 personnes sont employées sur les deux sites. L'effectif atteint près de 500 ouvriers au début des années 1860. Mais, fortement endetté, ce capitaine d'industrie chute lourdement en 1863. Il est contraint de céder son usine et ses machines à Voruz, son partenaire mais aussi son bailleur de fonds. La maison Gâche est liquidée en 1865. Intégrée dans le patrimoine de Voruz, l'usine est reconverte en raffinerie de sucre en 1874 par Simon Lasnier.

Lorsque ce « vaste bâtiment industriel, vétuste mais étanche » est acquis dans les années 1960 par la SELA pour les besoins de la ZUP Beaulieu, les locaux sont utilisés par une entreprise de « ferrailles, chiffons, peaux et plumes ». Le site est rasé, effaçant toutes traces de cette aventure industrielle. Seul l'odonyme Vincent-Gâche en rappelle la mémoire.

Les premières implantations industrielles sur la Prairie de Biesse

Pendant amont de la Prairie au Duc, les terrains vierges de la Prairie de Biesse sont aménagés dans le but de maintenir les nouvelles implantations industrielles dans le giron nantais. Les parcelles remblayées trouvent rapidement preneurs. Ainsi, dès 1904, le constructeur mécanique Joseph Paris, établi rue Fouré, achète un terrain pour le développement de ses ateliers. Il construit de vastes bâtiments adaptés à son activité, pour laquelle il emploie 200 ouvriers. Son carnet de commandes est large : chantiers navals de la région, ouvrages d'art ferroviaires en France et dans les colonies, etc. Rapidement à l'étroit, l'usine est déplacée à Roche-Maurice en 1913.



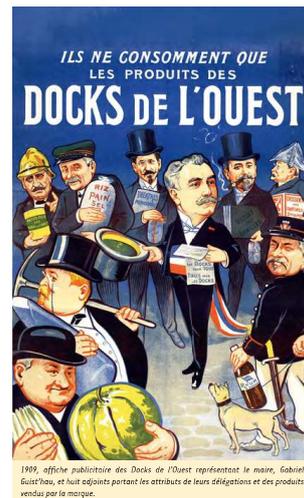
En 1905, les marchands de bois Garnier-Moulleron, suivis en 1907 par les Docks de l'Ouest et les Acières nantaises, prennent également place dans le quadrilatère prévu par le plan d'aménagement de 1900. Au cours de l'entre-deux-guerres, Joseph Paris cède son emplacement aux Docks de l'Ouest, tandis que la Société nouvelle des bois contreplaqués et comprimés (SNBC) absorbe les Forges et ateliers de Nantes qui avaient été remplacés en 1920 la société Garnier-Moulleron. L'entreprise Perdiel se réserve un emplacement lui servant de dépôt de matériaux et la société Byrrh acquiert un terrain en bordure du futur prolongement de l'avenue Carnot.

Les Docks de l'Ouest

Enseigne réputée, dont les nombreuses succursales, disséminées dans toute la ville, ont marqué le quotidien des Nantais, la société Docks de l'Ouest a choisi, dès sa création, le quartier des Ponts pour installer son siège social et une partie de ses entrepôts.

Affaire typiquement nantaise et première chaîne de distribution alimentaire de Bretagne, les Docks de l'Ouest ont été fondés en 1906 par François Boya, un négociant nantais. L'entreprise a pour objet : « L'achat, la fabrication, la vente en gros ou au détail à Nantes et dans les localités de Loire-Inférieure et des départements voisins de tous les articles courants, de consommation et fournitures indispensables et journalières du ménage, c'est-à-dire épicerie, droguerie, vins, liqueurs, mercerie, bonneterie, chaussures et de tous les autres produits dont l'addition aux premiers serait décidée par le conseil d'administration. »

Son siège social est fixé rue Michel-Rocher (dans sa partie prolongée sur la Prairie de Biesse). Un entrepôt est ouvert à Nantes et à Brest, ainsi qu'une biscuiterie, rue Dorgère. En 1919, l'enseigne agrandit ses locaux, situés entre le quai Dumont-d'Urville (actuel boulevard Gaston-Doumergue) et le boulevard Vincent-Gâche, en confiant aux architectes Francis Leray et André Chauvet la conception des bâtiments destinés aux bureaux de l'entreprise, ainsi qu'aux locaux pour les actions sociales en faveur du personnel. En 1923, près de 400 personnes travaillent sur le site.





1947, vue de l'annexe des Docks de l'Ouest implantée à l'angle de la rue Daigrette et du boulevard Babin-Chevaye.



1981, sur le quai Dumont-d'Urville, l'imposant bâtiment du siège des Docks de l'Ouest, intégré au groupe Radar en 1974.



Vue sur les entreprises implantées sur le quai Dumont-d'Urville à la fin des années 1950 : Kléber-Colombes, les Docks de l'Ouest et la SNCC.



2021, le boulevard Gaston-Doumergue et les bâtiments dévolus aux activités tertiaires qui ont remplacé, au début des années 1990, l'ensemble des bâtiments industriels de l'ancien quai Dumont-d'Urville.

En 1933, à la faveur d'une fusion avec la Société vinicole de Bretagne, l'entreprise change de nom et devient : Docks de l'Ouest, société nouvelle d'alimentation et d'approvisionnement. À cette date, les locaux s'étendent sur une superficie de près de 24 000 m² et comprennent : « Un grand bâtiment à usage de bureaux, un hall de départ avec quai bordant une voie ferrée, aboutissement d'un embranchement particulier, magasins d'entrepôt de marchandises, d'épicerie, de mercerie, et articles de ménage divers, magasin d'entrepôt de liquides, de vaisselle et d'essence, hangars d'emballage, sacherie, ateliers de peinture, menuiserie, forge, garages, écuries. » Le réseau des succursales s'étend progressivement sur dix départements de l'Ouest de la France : 58 magasins en 1907, 252 en 1914, 365 en 1921 et 545 en 1939.

Les entrepôts de Nantes sont reconstruits en 1957, deux ans après le rachat du réseau Les Bons produits. Mais l'heure est à la grande distribution et au libre-service dans les rayons. Les Docks de l'Ouest s'adaptent en créant des magasins de grande dimension et fusionnent en 1966 avec les Docks Rémois qui imposent les enseignes Familistère, Famy et Famiprix. La société est intégrée au groupe Radar en 1974, mais le virage de la grande distribution est manqué face à l'avancée des autres chaînes de distribution nationales. En 1985, les Docks de l'Ouest ne comptent plus que 174 magasins composés de 128 succursales, 29 supérettes et 17 supermarchés. Les déficits s'accroissent et le 15 octobre 1985, le comité central de l'entreprise entérine la fermeture du siège social et de l'entrepôt nantais où travaillent 150 personnes.

Jusqu'en 1989, l'imposant bâtiment Radar-Docks de l'Ouest bordant la Loire le long du boulevard Gaston-Doumergue, respire la puissance d'un entre-deux-guerres glorieux. Mais derrière la façade se cache un entrepôt vétuste avec trois niveaux qui ne sont plus adaptés aux contingences de la

distribution moderne. En 1987, la société OCODIM, propriétaire des lieux, est autorisée à lotir l'ensemble du site. La volonté de réaliser un programme mixte associant logements, activités tertiaires et commerciales, afin de créer un véritable quartier, est affichée. Le site voisin, occupé par le fabricant de pneus Kléber-Colombes, est acheté afin de prolonger le lotissement jusqu'au boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance. L'aménagement est finalement entièrement dévolu au tertiaire. Ainsi, en 1989, les entrepôts de Radar-Docks de l'Ouest et de Kléber-Colombes sont rasés, ce qui ne manque pas d'attirer la convoitise des promoteurs... Le terrain Klébler est dévolu au Colombia, un immeuble de bureau, ainsi qu'à un hôtel de standing. Le terrain Radar est, quant à lui, entièrement investi par le promoteur rennais Claude Giboire. Scindé en deux par l'ouverture d'une nouvelle voie, l'aménagement de la partie orientale prévoit un ensemble de cinq bâtiments, baptisé « Bretagne Atlantique ».

Les Acières nantaises

Ingénieur chimiste de formation, né en 1853 à Nantes, Alexandre Bauquin est l'héritier d'une famille de fondeurs. En 1894, il est à la tête de deux fonderies établies rue Bias et quai Moncouso. Huit ans plus tard, l'industriel transforme l'affaire familiale en société anonyme sous la raison sociale Acières nantaises. Il transfère les sites d'exploitation dans le nouveau quartier industriel de la Prairie de Biesse en 1907. À cette date, l'entreprise a pour objet : « La fabrication du fer et de la fonte sous leurs divers états, ainsi que tout ce qui se rapporte directement tant à cette fabrication qu'au commerce de ses produits et des matières premières entrant dans ladite fabrication. L'exploitation de tous brevets relatifs à la fabrication de l'acier et à l'usage de toutes licences se rapportant à la même fabrication. »

Spécialiste des moulages d'acier, Alexandre Bauquin s'affiche comme fournisseur de la Marine nationale et des chantiers de construction navale. Il dirige l'entreprise avec son frère Marcel et emploie une cinquantaine d'ouvriers. Son fils Alexandre lui succède, mais l'entreprise dépose le bilan en 1937. Ses repreneurs poursuivent l'activité, sous la raison sociale Acières de Nantes-La Madeleine. Les locaux sont investis à partir de 1972 par l'entreprise lyonnaise Brossette, spécialisée dans l'équipement de sanitaires, qui les exploite comme entrepôt jusqu'à la fin des années 2000. Dans le cadre du projet urbain Ile de Nantes, le site est choisi pour accueillir l'opération Polaris à partir de 2017.



1920, en-tête de lettre des Acières nantaises mentionnant les prestations de l'entreprise.



Vers 1940, les bâtiments des Acières Nantes-La Madeleine à l'extrémité du boulevard Vincent-Gâche.

La Société nouvelle des bois contreplaqués et comprimés (SNBCC)

À partir des années 1880, la production de panneaux de bois contreplaqués entre dans l'ère de la fabrication industrielle. En France, l'industrie connaît un premier développement au tout début du 20^e siècle, mais son véritable essor survient durant la Première Guerre mondiale : le matériau, léger et remarquablement stable, intéresse grandement l'industrie aéronautique, le contreplaqué offrant d'excellentes performances mécaniques sans alourdir les avions.

En 1918, la Société française des bois déroulés et contreplaqués, établie à Paris, ouvre une succursale à Nantes entre le 22, rue La-Tour-d'Auvergne et le quai André-Rhuys. Deux ans plus tard, la fusion avec la société W. Mallison, installée dans le quartier Lamoricière, donne naissance à la Société nouvelle des bois contreplaqués et comprimés dont l'objet est : « La fabrication et vente des bois contreplaqués et comprimés en tout genre et généralement toutes opérations relatives à l'industrie au travail et au commerce des bois. » Dès 1926, la SNBCC cherche à s'agrandir et acquiert le terrain de 26 000 m² que les Forges et ateliers de Nantes occupaient sur la Prairie de Biesse. Un permis de construire est déposé en 1927 en vue d'édifier un vaste atelier. La destruction par incendie des locaux du quai André-Rhuys, en 1928, précipite le déménagement sur le boulevard Vincent-Gâche, comme le souligne un journaliste du *Populaire* dans un article du 19 août : « Ces établissements qui ont pris une très grande importance ont dû chercher asile ailleurs. C'est pour abriter leur activité qu'ils avaient fait construire rue Michel-Rocher cet immense bâtiment en briques rouges qui semble vouloir écraser tout le quartier de sa masse imposante et où ils devaient prochainement transférer les services et le matériel restés quai André-Rhuys. »



Vers 1928, vue aérienne des bâtiments industriels des Acieries Nantes-La Madeleine et de la SNBCC.



1927, en-tête de lettre de la SNBCC, un an avant son transfert sur la Prairie de Biesse.



Vers 1949, depuis les prairies de Beaulieu, l'imposant bâtiment de la SNBCC domine le paysage.

Jusqu'en 1967, des ateliers et équipements sont régulièrement construits ou agrandis sur le site afin de répondre à la forte demande en bois de fuselage pour l'aviation, ainsi qu'à celle de l'industrie des transports collectifs, tramways et chemins de fer. Au cours des années 1960, les rejets continus de la SNBCC font l'objet de plaintes régulières, tandis que la ZUP Beaulieu est créée... La cohabitation avec les futurs immeubles dévolus aux bureaux et aux logements paraît difficile. En 1964, l'entreprise prévoit un déménagement dans la zone industrielle de Montaigu. Ce dernier est à nouveau précipité par l'incendie de l'usine du boulevard Vincent-Gâche en 1968. Les restes sont démolis l'année suivante. Le terrain ainsi libéré reste en friche jusqu'en 1981, année où le ministère du Budget fait construire son bâtiment des Pensions.

La Nantaise de fonderies

Afin d'exploiter la fonderie de cuivre A. Ciron, située sur l'Île Gloriette, la société Babin-Chevaye Frères est formée le 30 décembre 1895 par René et Jean-Marie Babin-Chevaye, fils aîné et cadet de Louis Babin-Chevaye, le fondateur des Ateliers et chantiers de la Loire.

Le 5 décembre 1905, ils sont autorisés à installer et exploiter une fonderie de cuivre et d'aluminium dans un local rue Dorgère, en amont de la ligne des ponts. L'usine ouvre ses portes en 1907. La production est spécialisée dans la robinetterie et la fabrication de vannes. En 1918, la société Babin-Chevaye Frères devient la Société nantaise de fonderies réunies et de constructions mécaniques. Des extensions dédiées à la fonte de fer sont alors opérées avec la construction d'une grande halle métallique abritant différents ateliers et les cubilots nécessaires à la fusion.

Le comblement de la boire de Toussaint en 1928 et le projet d'ouverture de la voie Madeleine-Pirmil, qui scinde l'usine en deux parties, reconfigurent le site. En 1932 et 1937, les plans d'un nouveau bâtiment abritant les bureaux sont dressés. Ce dernier est construit dans l'alignement du futur boulevard. C'est à cette époque que la production est orientée vers la construction navale et, plus spécialement, vers la fabrication d'hélices, après la mise au point du « nantial », procédé d'alliage de cuivre et d'aluminium. Ce dernier lui permet, entre autres, de fonder les hélices du paquebot France lancé en 1960.



1932, en-tête de lettre de la Société nantaise de fonderies réunies et de constructions mécaniques.



Vers 1928, en-tête de lettre de la Société nantaise de fonderies réunies et de constructions mécaniques.



1947, les bâtiments de la Nantaise de fonderies après le comblement de la baie de Toussaint et l'ouverture du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, qui a contraint l'entreprise à reconstruire ses bureaux dans l'alignement.

Fortement endommagée par les bombardements, l'usine est reconstruite et maintient son activité jusqu'au début des années 1970. La crise pétrolière et le recul de la construction navale lui sont fatals : le bilan est déposé en 1977 et trois ans plus tard, l'entreprise, qui emploie 265 salariés, est liquidée. Six employés tentent alors de reprendre le flambeau, suivis par le groupe britannique Langham industrie et sa filiale française établie à Marseille : les Fonderies phocéennes. Seule l'activité fonte de cuivre est maintenue afin de poursuivre la fabrication des hélices et des pales. La fonderie nantaise est en effet la seule en France capable de fondre des hélices des grands bâtiments de la Marine nationale.

En mai 1988, les Fonderies phocéennes déposent, à leur tour, le bilan, entraînant l'établissement nantais dans sa chute. Deux cadres de l'entreprise se positionnent alors pour reprendre l'activité de fabrication d'hélices en association avec d'autres partenaires industriels et un engagement de la Marine nationale, principal commanditaire. Ils sollicitent la Ville de Nantes pour l'achat du terrain et des bâtiments industriels afin de rendre viable le projet. En 1989, l'entreprise est rebaptisée Fonderies de l'Atlantique sur l'impulsion des salariés reprenneurs. En 1999, elle décroche le marché de la cloche américaine du Millenium, la plus grosse cloche à battant du monde ! Reprise par le groupe Bronze industries l'année suivante, l'activité est déplacée dans une partie des bâtiments de l'ancienne usine électrique de Chantenay. Les nefs du boulevard Vincent-Gâche, et les énormes fours que ces dernières abritent, sont alors désaffectées. Propriété de la Communauté urbaine, ce patrimoine est réhabilité et reconverti en jardin botanique. Ainsi, en 2009, le premier jardin public couvert de Nantes, dit des Fonderies, prend place sous les halles restaurées.



À l'intérieur de la halle principale de la fonderie, les ouvriers sont à l'œuvre sur les hélices de bateaux produites par l'entreprise.



Vue du travail de fonderie proprement dit avec un ouvrier coulant du nantais en fusion.

« À la Nantaise, ils m'ont dit : Vous allez faire le traceur »

► « À la sortie de l'école professionnelle de Launay, je suis rentré à la Nantaise de fonderies où j'ai fait presque toute ma carrière. Mon chef était sorti de Launay un an avant moi. J'ai tout fait dans cette entreprise et je n'y serais pas resté si je n'avais pas fait tous les postes que j'ai occupés. C'était une grosse entreprise. On était 400 ou 500 à travailler là. Moi, j'étais ajusteur mais c'est un métier que je n'ai jamais pratiqué. C'était ma formation initiale et je ne l'ai pratiquée qu'à l'école. À la Nantaise, ils m'ont dit : « Vous allez faire le traceur. » Alors, j'ai fait le traceur, le traceur mécanique. Après, je suis allé à l'atelier de modelage. J'étais PS, ouvrier professionnel 3^e catégorie. Il faut reconnaître qu'aux fonderies, c'était bien payé. Il y avait deux syndicats : la CGT et la CFDT. Il y avait souvent des conflits à propos des salaires. C'est pour ça qu'il y avait des bons salaires.

Seulement deux entreprises en France fabriquaient des hélices : Nantes et Marseille. Ensuite, Marseille, ils ont coulé. Il n'y avait plus qu'une entreprise qui faisait ça, et c'était la nôtre. C'est là qu'on a fait l'hélice du France, et même des hélices pour les Américains ! On a été une filiale de la Bretagne. La Bretagne, c'étaient les Chantiers de Bretagne. Il y avait la Loire pour les Chantiers de la Loire et il y avait la Bretagne. Après, c'est devenu les Chantiers de Nantes quand ils ont fusionné. Et quand ils ont fermé leurs portes, ça a été une catastrophe !



Le jardin des Fonderies en 2012.

On devait commencer à 6 h 45 et terminer à 18 h 30. Ça faisait de bonnes journées. À l'époque, il y avait trois coups de sirène. Un pour avertir, un deuxième pour pointer et le troisième pour démarrer le travail. Quand j'habitais encore chez mes parents rue Grande-Biesse, je parlais de la maison au deuxième coup !

Il y avait ceux qui faisaient les 3x8 mais ce n'était pas courant les 3x8 chez nous. Les 2x8, c'était courant. Quand je faisais les 3x8, je travaillais la nuit. Je n'aimais pas ça parce que pour certains travaux, travailler la nuit, c'était plus difficile. Travailler sur des réglettes, à regarder et à chercher les centièmes de millimètres dans la nuit, ce n'était pas facile.

Il y avait deux heures de repos le midi. Au début, je revenais manger chez moi, boulevard de la Fraternité, à vélo. Après, il y a eu un arrangement entre la direction et le Foyer des jeunes travailleurs qui était derrière. On pouvait acheter

des tickets, qui étaient subventionnés par la direction, pour aller manger au FJT. Chacun faisait ce qu'il voulait, mais la plupart des gens, c'est ce qu'ils faisaient. Moi, j'allais manger au FJT. Et comme on m'avait demandé si je voulais vendre les tickets aux gars qui mangeaient là, je sortais un quart d'heure avant l'heure pour aller manger et je me mettais à la sortie pour vendre les tickets-repas.

C'est une entreprise où ils avaient un peu l'esprit pour être à l'avant-garde. C'était plutôt minable de l'extérieur avec les tôles toutes rouillées. Mais quand vous rentriez à l'intérieur, c'était autre chose. C'était le dernier cri : les machines et tout le bazar... ils étaient à la pointe !

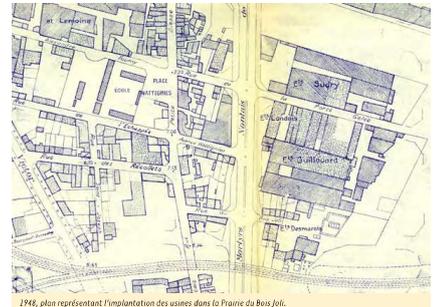
Aujourd'hui, c'est le jardin des Fonderies. Il y a un petit truc qu'ils ont gardé parce qu'ils n'ont pas pu le démolir : c'est un tour en l'air pour tourner les grosses hélices. C'est impossible à démolir tellement c'est ferraille. Alors, ils l'ont gardé. » Robert

3. LA PRAIRIE DU BOIS JOLI : UN SITE DOMINÉ PAR LA MÉTALLURGIE

En 1908, Michel Gautier, négociant en bois sur le quai Moncoussu, et la société Bertin et C^e, anciens fabricants de colle établis rue Petite-Biesse, soumettent aux autorités locales un projet d'ouverture de rue dans leurs terrains de la Prairie du Bois Joli, afin de prolonger la rue Beauséjour. Classée dans la voirie publique en 1910, la rue Beauséjour prolongée est dénommée rue de la Porte-Gellée en 1936 afin de rappeler la présence à cet endroit d'une porte défensive, détruite au milieu du 19^e siècle. À l'instar de l'ouverture du boulevard Vincent-Gâche à la même époque, cette nouvelle voie favorise l'industrialisation de cette prairie cernée par les deux boires. Cinq entreprises vont alors s'implanter dans le secteur : au nord de la rue, la Grande boulangerie nantaise et Hector Sudry, au sud, le marchand de chiffons en gros Lemarié, la chaudièronnerie Landais et l'entreprise Guillouard.



Début des années 1960, vue aérienne des usines Guillouard et Sudry implantées dans la Prairie du Bois Joli, entre le viaduc SMCF et l'ancien lit de la boire de Foussaint.



1946, plan représentant l'implantation des usines dans la Prairie du Bois Joli.



1938, en amont du pont de Thoussaint, vue de l'usine Sudry et de la Guoude boulangerie nantaise dont le bâtiment sera rasé pour laisser le passage à la voie Madeleine-Pimal.

Les Établissements Hector Sudry

Fondés en 1903, les Établissements Hector Sudry déploient leur activité à partir de 1919 aux abords de la rue Beauséjour prolongée. L'entreprise se spécialise dans la fabrication de machines spéciales pour les usines de conserves alimentaires, nombreuses à Nantes et sur le littoral. « Les établissements ont contribué dans une large mesure à la modernisation des méthodes de travail dans cette industrie en créant de toutes pièces ou en améliorant sans cesse des machines et des outillages pour la fabrication de la boîte de conserve », précise un article promotionnel paru dans *L'Illustration économique et financière* en 1923. À cette date, la marque Sudry est réputée pour ses sertisseuses automatiques et son matériel pour le travail des métaux en feuilles. Au cours des années 1920, l'entreprise diversifie son activité en développant la production d'équipements pour l'industrie des agglomérés sous la marque Allur, et en mettant au point un nouveau système de pétrin mécanique, connu sous le nom « Le Saint-Honoré ».

Dépliant publicitaire diffusé par l'entreprise pendant l'entre-deux-guerres.



1949, à l'instar de la Maison de fonderies, l'ouverture du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance oblige l'entreprise à reconstruire sa façade dans l'alignement.



1993, vue des bâtiments de l'usine Guillaouard. En arrière-plan, les trois tours de logements, édifiées à l'emplacement de l'usine Sudry, émergent comme un premier jalon à la désindustrialisation du secteur.

Les établissements Hector Sudry, devenus Les Fils de Hector Sudry, poursuivent leur développement jusqu'aux années 1960. En 1962, une demande d'agrandissement est soumise à autorisation. Mais à cette date, la présence industrielle dans le quartier n'est plus la priorité. « En accordant le permis de construire, on éloigne encore la date à laquelle on peut espérer assister au départ des usines du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance qui n'ont plus leur place dans un quartier appelé à constituer une zone d'habitation de tout premier ordre », souligne un technicien municipal. De fait, l'entreprise ferme ses portes en 1968. Rasée, l'usine est remplacée par trois immeubles construits en 1976 au nord de la rue de la Porte-Gellée par le promoteur Jean Le Bras.

A. & L. Guillaouard

Fabricant d'articles en acier galvanisé ou étamé à chaud pour la cuisine, le jardin et l'élevage, la marque A. & L. Guillaouard a fait partie de la vie quotidienne de nombreuses familles pendant plus d'un siècle. Créée en 1911 par Adrien et Louis Guillaouard, fils d'un quincaillier de la rue Saint-Jacques, l'entreprise est une affaire familiale qui se développe rapidement.

Représentations de l'usine et des magasins dans le catalogue de vente de la marque diffusé en 1929.

L'implantation dans le quartier des Ponts

À partir de 1919, les frères Guillovard, établis rue des Olivettes, demandent l'autorisation de construire un hangar « destiné à emmagasiner des tôles sur un terrain qui leur appartient rue Beauséjour prolongée ». Mais c'est en 1924 que l'entreprise s'établit durablement dans le quartier des Ponts avec la construction de son usine. Jusqu'en 1940, sept permis de construire sont déposés afin d'édifier ou d'agrandir les ateliers, hangars et bureaux. En 1935, à la faveur du projet de percement de la voie Madeleine-Pirmil, la conception d'une nouvelle façade est confiée aux architectes Cormerais et Jamin. Le nouveau boulevard coupe alors le site en deux et sépare les bâtiments de production de l'entrepôt de stockage des matières premières. À la sortie de la guerre, l'emprise industrielle atteint 15 000 m² de locaux couverts implantés sur un terrain de 19 000 m².

Un catalogue fourni

Dès sa création, l'entreprise se spécialise dans le petit matériel de cuisine, de maison, de jardin et d'élevage, en acier étamé ou galvanisé. Dans l'usine, les ouvriers découpent et emboutissent la tôle avant d'enduire les objets au moyen de deux techniques immuables pour rendre le métal plus rigide, étanche, et le protéger de la rouille : l'étamage à chaud lorsque le produit est plongé dans un bain d'étain en fusion, ou la galvanisation à chaud, dans un bain de zinc.

Presse-légumes, arrosoirs, chaudrons, abreuvoirs, lanternes, etc., font la renommée de Guillovard. En 1939, le catalogue propose 135 articles à la vente, 500 peu de temps avant la fermeture. Tournée vers l'exportation, la marque ALG est réputée dans le monde entier. Un de ses produits emblématiques, la lampe-tempête Luciole, lancée en 1927, est largement diffusé en Afrique francophone.

La fermeture

Après la mort d'Adrien en 1963, la continuité est assurée par Louis Guillovard, ses fils, son gendre et ses petits-fils. Mais en 1981, à la suite d'un redressement judiciaire, l'entreprise est reprise par un ingénieur nantais, Jean-François Sirvin, père du dernier dirigeant, Éric Sirvin. En 2016, « après avoir longtemps résisté à la concurrence low cost, l'ultime usine française d'articles en métal galvanisé pour la cuisine, le jardin et l'élevage ferme ses portes », annonce *L'Usine nouvelle* dans un article du 22 janvier. La concurrence des pays de l'Est et asiatiques, ainsi que la perspective d'une mise aux normes environnementales sont les arguments avancés par la direction. L'entreprise qui a compté jusqu'à 600 salariés dans les années 1950-1960, dont une grande majorité de femmes, n'emploie plus que 45 personnes à la veille de la fermeture.

La grève « des mains coupées »

Dans les années 1970, l'entreprise s'est taillée une réputation très négative de pénibilité et de dangerosité que la grève « des mains coupées », en 1979, va particulièrement illustrer.



Le 16 mai 1979, « un dramatique accident du travail a jeté la consternation aux établissements Guillovard à Nantes. Une ouvrière qui travaillait sur une presse à eu la main broyée et coupée. Aussitôt ses camarades de travail se sont mis spontanément en grève », relate un journaliste de *Presse-Océan* le lendemain du drame. Les délégués CGT et CFDT remettent à la direction un cahier de revendications, demandant la suppression du salaire au rendement et la création dans chaque atelier d'une commission de sécurité. À la suite des sanctions prises par la direction à l'encontre des délégués syndicaux, une vive réaction syndicale mobilise 2 000 métallurgistes lors d'une manifestation le 8 juin 1979.

« J'ai débuté en tant qu'intérimaire au service finitions »

► « Quand mes parents ont emménagé dans le quartier des Ponts, dans les années 1980, j'avais 7 ans. Je suis allée à l'école primaire boulevard Gustave-Roch, puis au collège Aristide-Briand de la 5^e à la 3^e car à cette époque, la 6^e s'effectuait au quai Hoche. Ensuite, je suis allée au lycée Clemenceau et enfin, à la fac pendant trois ans en section lettres classiques. Ma licence en poche, de 1994 à 1998, j'ai effectué toutes sortes de petits boulots avant de réussir à entrer, par relation, chez Guillaouard en mars 98. Mes tantes paternelles avaient travaillé dans cette usine durant leur jeunesse.

J'ai débuté en tant qu'intérimaire au service finitions. Les différents articles fabriqués en tôle noire étaient galvanisés à chaud : ils étaient trempés dans des bains de zinc chauffés à 400°C environ. Quand ils sortaient des cuves, il y avait toujours des petites gouttes de zinc qui pendaient. Il fallait donc ébavurer les pièces avec une lime pour éviter que les personnes qui manipulaient les articles ne se blessent. Il fallait aussi veiller à retirer les cendres de zinc qui se déposaient parfois sur les articles et recouvrir l'endroit d'un léger voile de peinture.

En janvier 2000, j'ai signé un CDI et jusqu'à la fermeture en juin 2016, j'ai effectué plusieurs postes. Après quelques mois à l'ébavurage, j'ai remplacé un collègue au service des expéditions pendant ses congés maternité. J'ai terminé au poste de pointeau. Là, je récupérais les feuilles d'activité journalière des productifs et je calculais leur prime de rendement. Car les ouvriers, qu'ils soient sur des postes individuels ou des chaînes de montage avaient des cadences à respecter. Je m'occupais aussi des sorties de production et de ce qui s'y rattachait. Je faisais le lien entre les ateliers et l'administratif en travaillant conjointement avec le bureau du personnel et les chefs des différents ateliers production : étamage-galva, finitions, expéditions, maintenance.

« Ce qui était impressionnant, c'était de voir les galvaniseurs debout, au-dessus des cuves où le zinc était en fusion »

L'usine du boulevard des Martyrs-Nantais s'étend sur deux hectares. La tôlerie, bâtiment où étaient stockés les tôles, les fils en bobine, les cartons et les verrines pour lanternes, se trouvait de l'autre côté du boulevard. Les produits étaient acheminés dans le service production grâce à un chariot élévateur qui traversait le boulevard et la ligne de tramway.

La tôle était réceptionnée sous forme de feuilles et triée à la tôlerie suivant son épaisseur, son format ou sa qualité : tôle galva ou tôle noire ou tôle inox. Ensuite, elle était cisailée par une ou plusieurs personnes et découpée sur des découpeurs individuels avant d'être échançrée, emboutie ou détournée suivant les articles. L'assemblage de ces pièces, dites pièces élémentaires c'est-à-dire le fond, les flancs, l'anse, les oreillons et les poignées, était effectué sur des chaînes de montage qui nécessitaient plusieurs ouvriers.

Ces montages, une fois terminés, étaient recouverts soit d'étain, soit de galva, soit de peinture. L'étamage était réservé à ce qui était alimentaire comme le passe-légumes, la râpe à légumes, la râpe à fromage et le mini-hache-tout, mais aussi à la lampe à pétrole. La galva, quant à elle, était destinée aux familles élevage, stérilisation, jardinage et ménage. On gardait la peinture pour les articles de décoration et les lanternes à pétrole ou électriques. Une fois étamés, galvanisés ou peints, les articles étaient acheminés vers les services concernés où on finissait de les contrôler ou de les équiper : patins, manivelles, grilles, etc., pour les passe-légumes, et verrines, montemèches, médailles pour les lanternes. Ensuite, on les conditionnait en cartons ou sur palettes pour enfin les expédier par camions ou par containers.



1979, l'année du conflit des « mains coupées ». Une ouvrière effectuant son travail sur une presse. Ces machines étaient tellement dangereuses qu'il leur fallait travailler avec un bracelet qui maintenait les mains en arrière le temps de la compression des tôles.



1980, un ouvrier à l'étamage.

Des accidents ont eu lieu à une certaine époque, mais je ne faisais pas encore partie du personnel. La médecine du travail faisait des inspections pour vérifier que toutes les machines étaient sécurisées et la maintenance veillait à ce que les garants soient mis sur les machines. Dans ma jeunesse, une de mes voisines avait eu les doigts coupés par une machine. On m'a aussi raconté qu'une pile de feuilles de tôle trop huilées avait glissé et entaillé la jambe d'un salarié.

Ce qui était impressionnant, c'était de voir les galvaniseurs debout, au-dessus des cuves où le zinc était en fusion. Après avoir été décapées, les pièces étaient plongées dans la cuve par un homme qui les tenait à bout de bras grâce à une pince spéciale. Un autre ouvrier, lui aussi au-dessus de la cuve, muni d'une pince identique à celle de son collègue, récupérait l'article en le tournant pour l'égoutter et faire tomber le surplus de zinc. Il le plaçait ensuite dans un chariot pour qu'il soit ébavuré au service finitions. Ce mouvement était répété toute la journée, avec des pièces qui étaient parfois très lourdes. L'été, il faisait très très chaud dans ce service avec la chaleur dégagée par la cuve et la chaleur extérieure. Ces mêmes ouvriers décapaient les pièces dans des bains d'acide. Et même s'ils étaient équipés de masques, il fallait faire attention à ne pas respirer les vapeurs et à se protéger des projections d'acide ou de zinc.

« Pour l'export, les pays d'Afrique achetaient des containers entiers de lampes à pétrole »

Les ventes se faisaient en France mais aussi à l'étranger. Même si on avait du stock, la production était planifiée en fonction des commandes et des saisons. Les clients pour la métropole étaient surtout des centrales d'achats de grandes surfaces, des jardineries ou des magasins de bricolage. Des quincailleries s'approvisionnaient aussi chez Guillaouard.

Pour l'export, les pays d'Afrique comme le Mali, le Congo, le Cameroun, etc., achetaient des containers entiers de lampes à pétrole, notamment la fameuse Luciole 15. Il faut savoir que la lanterne était un produit de grande nécessité en Afrique et qu'elle faisait partie de la dot de la mariée. Vendre un container de lanternes, soit environ 6 000 pièces, était très intéressant pour la trésorerie du mois.

Les États-Unis, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas et l'Angleterre étaient des clients récurrents. Il y avait aussi un site internet car certains articles étaient introuvables en magasin. Par exemple, le passe-légumes, qui se déclinait sous plusieurs formats, était vendu sous sa forme 20 et 24 en magasin mais pour les diamètres 27 et 31, il fallait avoir recours au site pour se les procurer.

Les produits Guillouard étaient très réputés. Qui n'avait pas chez lui, un passe-légumes pour confectionner une bonne purée ou un stérilisateur à bocaux pour faire ses conserves pour l'hiver ? Qui n'a pas trouvé dans la cave de ses parents ou grands-parents un baquet de 70 qui servait de baignoire avant l'arrivée de la douche, ou une lessiveuse qui était bien utile avant l'apparition dans les foyers de la machine à laver le linge ? Aujourd'hui, on retrouve dans les vide-greniers des arrosoirs anciens modèles marqués ALG, des lucioles 15, des seaux à charbon, et plein d'autres articles qui malgré leur grand âge ont su résister à l'usure du temps.

Le seul concurrent français de Guillouard, Le Parfait, a fermé ses portes il y a quelques années. Mais avec l'arrivée des pays asiatiques sur le marché, ces dernières années, les ventes ont chuté. On vendait moins mais plus cher. Et comme ces nouveaux concurrents proposaient des articles quasi semblables, mais de moindre qualité, beaucoup beaucoup moins chers, Guillouard a continué à perdre des clients.

« Plusieurs personnes de la même famille y travaillaient »

Dans les années 50-60, il y a eu jusqu'à 600 salariés. Quand l'usine a fermé en 2016, nous n'étions plus que 45 employés. Quand je suis arrivée en 1998, nous étions plus de 100 personnes, et on faisait beaucoup appel aux intérimaires pendant la saison des stérilisateurs, c'est-à-dire de mars à fin juillet. En pleine saison, on pouvait employer jusqu'à 40 intérimaires dans les différents services. La répartition hommes / femmes était presque identique au départ. À la fermeture, on avait peut-être un personnel un peu plus féminin. Les services galva et maintenance n'étaient essentiellement des femmes sur les postes de cisaille, découpe, chaînes de montage et finitions, même si à la fin, on demandait au personnel d'être polyvalent et de s'adapter aux besoins du travail.

Guillouard était une entreprise familiale dans le sens où plusieurs personnes de la même famille y travaillaient et où une majorité du personnel avait fait toute sa carrière dans la même société, entretenant des liens un peu plus que professionnels avec ses collègues.

« Malgré notre colère, la fermeture s'est faite dans le plus grand calme, sans mouvement ni débrayage »

Quand j'ai été embauchée en 1998, on m'avait dit : « Oh ! Chez Guillouard, il n'y en a pas pour longtemps ! » Et je suis restée 18 ans malgré tout. Cette phrase, on l'entendait régulièrement parmi le personnel, mais bizarrement quand c'est arrivé pour de vrai, on a tous été très surpris. Le 12 janvier 2016, au lieu de nous offrir ses vœux pour la nouvelle année, Eric Sirvin nous a annoncé notre licenciement économique. L'année commençait bien... Même si en 2013, on avait connu une période chaotique avec le licenciement d'une dizaine de nos collègues, pris parmi ceux qui n'étaient pas à la production, on ne s'imaginait pas cela pour l'année 2016. Surtout que, suite à des départs en retraite à la fin de l'année 2015, la direction venait de recruter un nouveau comptable en novembre.

L'explication que le directeur a donnée pour justifier la fermeture était la baisse d'activité et la pression de l'administration pour mettre l'usine aux normes environnementales. Malgré notre colère, la fermeture s'est faite dans le plus grand calme sans mouvement ni débrayage, avec même une hausse de la production pour respecter les commandes en cours, débouchant sur une prime si la cadence était tenue. Mais à certaines conditions : ne pas être malade ou absent pendant cette période sous peine de voir sa prime revue à la baisse !

La direction mettait en avant le « made in France » et multipliait les reportages et les articles sur les produits Guillouard à la télé, dans la presse et dans les magazines de déco, avant de vendre une partie de nos machines à la Turquie et de faire galvaniser nos stérilisateurs en Slovaquie... La production s'est arrêtée le 11 avril 2016 et l'usine a fermé ses portes à la fin du mois de juin, après avoir expédié un maximum de stock. Enfin, ils n'ont pas complètement fermé, car la direction est encore présente sur le site.

Comme c'était un licenciement économique, on avait le droit au contrat de sécurisation professionnelle, le CSP, un petit avantage par rapport au chômage normal. Certains de mes collègues avaient fait toute leur carrière chez Guillouard et étaient à quelques années de la retraite. D'autres, en couple, travaillaient tous les deux à l'usine et se retrouvaient à deux sans emploi, situation très très compliquée à gérer. En plus, il fallait faire la coupure et passer à autre chose, pas toujours facile. Quand on a travaillé un certain temps dans une entreprise, on a tendance à faire des comparaisons en retrouvant un nouvel emploi : le travail, les collègues, le supérieur hiérarchique, les horaires, etc. Au départ, avec les anciens collègues, on se voyait régulièrement. Maintenant, chacun a repris sa vie et ses activités. J'ai gardé des contacts avec quelques personnes. La plupart ont retrouvé un emploi mais pas forcément en CDI.

Moi, j'ai mis à profit ma première année de CSP pour faire des formations et aussi pour concrétiser un projet que j'avais avec mon frère depuis quelques années, celui d'écrire un livre à quatre mains, dont l'action se situe dans le quartier en Mai 68. Mes formations m'ont aidée à décrocher un emploi de magasinier polyvalent, d'abord en CDD, puis en CDI depuis juin 2018, au dépôt de Saga Cosmetics à Rezé. Je m'y sens bien et j'aime ce que je fais. Ce nouveau travail m'a aidée à décrocher de ma période Guillouard, qui reste une très bonne expérience. J'ai aimé y travailler et si ça n'avait pas fermé, je pense que j'y serais encore. » **Line**

Le foyer Sonacotra

À partir de 1947, la France connaît un courant important d'immigration des musulmans d'Algérie (185 000 entre 1947 et 1953). Bien que Nantes soit restée à l'écart de cette vague, le mouvement est néanmoins suffisamment important pour que s'ouvre en 1952 un premier foyer-logement de dépannage quai Ernest-Renaud, première réalisation de l'Association d'entraide aux Nord-Africains (l'AENA), tout juste créée. En 1954, 350 Algériens sont présents dans la cité, et face au refus de logeurs de louer à des travailleurs algériens, beaucoup d'entre eux trouvent refuge dans les trois baraques installées par l'AENA, qui se rapprochent plus du bidonville que d'un véritable foyer.

La particularité nantaise de ce mouvement migratoire est également l'origine géographique de ces travailleurs, embauchés dans les secteurs du BTP, de la métallurgie et de la chimie : la majorité d'entre eux sont kabyles et non arabes. Cette tendance est



Années 1950, les baraques du foyer pour travailleurs immigrés du quai Ernest-Renaud et les cabanes de fortune installées à côté en attendant que des places se libèrent.



1958, un des baraques du foyer des Alouettes au Plessis-Cellier.



Années 1980, le foyer Sonacotra implanté entre la Nantaise de fonderies et les logements construits à l'emplacement de l'ancienne usine Hector Sudry.

confirmée en 1960, date à laquelle 900 Algériens vivent à Nantes. À cette date, un deuxième foyer a été créé pour les héberger au Plessis-Cellier. Sur un terrain acquis par la Ville au 70, rue des Alouettes, l'AENA installe sept bungalows qui permettent l'accueil de 136 personnes. Cette capacité est d'emblée insuffisante, d'autant plus que les baraques du quai Ernest-Renaud sont simultanément détruites. Le foyer des Alouettes est donc rapidement en sureffectif et loge jusqu'à 450 personnes !

À partir de 1956, l'État se préoccupe de l'hébergement décent de ces travailleurs algériens sur l'ensemble du territoire français en créant la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (Sonacotra). Après l'accession à l'indépendance de l'Algérie, l'opérateur devient la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra) en 1963, et ouvre ses logements à tous les travailleurs immigrés, quel que soit leur pays d'origine. C'est après ce changement d'orientation que cette société d'économie mixte inaugure en 1969 son premier foyer à Nantes, boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, après avoir acquis en

1966 un terrain entre les deux usines métallurgiques Sudry et la Nantaise de fonderies.

La même année, l'Association pour la promotion des travailleurs immigrés (Asprom) est créée. Ces fondateurs, issus du Secours catholique, souhaitent élargir les questions posées par l'immigration à l'ensemble des travailleurs étrangers, et non plus seulement aux travailleurs nord-africains. Après une fusion avec l'AENA, l'association devient, en 1971, le Gasprom et joue un rôle essentiel de représentation des travailleurs immigrés auprès des collectivités publiques, et celui de véritable école associative pour ses membres.

En 1971, 500 hommes vivent dans les deux foyers pour travailleurs étrangers : 340 au Plessis-Cellier et 160 dans le foyer Sonacotra. L'année suivante, le foyer des Alouettes ferme ses portes et ses résidents sont dirigés vers le deuxième foyer Sonacotra ouvert rue Félix-Ménétrier. À partir des années 1980, les missions de ces foyers s'adaptent aux évolutions de la société et du monde du travail. Ils sont progressivement intégrés dans la politique de lutte contre l'exclusion et d'accueil des demandeurs d'asile. Un effort est également porté à la prise en compte du vieillissement des travailleurs immigrés arrivés dans les années 1960 et qui sont restés vivre dans les foyers. Cette évolution se traduit en 2007 par un changement de nom : la Sonacotra devient Adoma.

À Nantes, le foyer Beaulieu, vétuste et inadapté aux nouveaux publics confrontés aux difficultés de logement, fait l'objet d'une opération de déconstruction – reconstruction dans le cadre du projet urbain Île de Nantes. En mars 2016, une nouvelle résidence sociale de 179 logements, rebaptisée Résidence Adoma Fonderies, ouvre ses portes au 25, rue Louis-Joxe.

« Les ouvriers étaient logés dans des baraques établies directement sur le chantier »

► « J'ai longtemps été militant associatif au Nid, au Mrap dans les années 1970, et au sein de l'association Asprom qui était animée par un groupe de chrétiens lors de sa création. C'est ensuite devenu le Gasprom-Asti, une association de solidarité et de promotion avec les travailleurs immigrés de Nantes. Nous allions sur les chantiers en construction à Bellevue voir nos amis algériens, tunisiens. Nous les aidions à remplir les feuilles de Sécurité sociale et nous intervenions auprès des entreprises qui « oubliaient » de payer les heures supplémentaires. Les ouvriers étaient logés dans des baraques établies directement sur le chantier. J'étais militant syndical à la CFDT, et dans ce cadre, nous avions créé une commission migration, qui nous permettait d'intervenir auprès des employeurs en cas de litiges.

À la fin des années 60, le foyer de la Sonacotra a ouvert boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance. Les travailleurs migrants payaient un loyer et une cotisation de solidarité. J'y ai retrouvé des amis algériens. Pour aller les voir, il fallait demander au gardien un droit de visite pour prendre le café dans la salle commune attenante aux chambres. C'était un emploi réservé aux militaires ou aux gendarmes à la retraite. Lorsqu'il faisait sa ronde, il était accompagné d'un chien berger et il entrainait dans les chambres sans frapper. Une immigration tolérée mais sous haute surveillance... Je me sentais mal à l'aise pour eux.

Par la suite, la Sonacotra a ouvert ses portes vers l'extérieur, et sous l'impulsion de l'assistante sociale, des liens ont été créés avec les associations de quartier comme l'Accoord, l'Orpan, la maison de retraite. Ensemble, nous avons organisé des rencontres amicales et culturelles. La construction des logements sociaux et le regroupement familial ont, par la suite, facilité l'intégration de la population issue de l'immigration. » **Jean-Claude**

4. LES ACTIVITÉS AUX ABORDS DU BOULEVARD VICTOR-HUGO

À partir de la fin du 19^e siècle, les parcelles libres, situées aux abords du boulevard Victor-Hugo, créent des opportunités d'implantation pour diverses activités. L'installation de l'Institut Pasteur, de l'Union des coopérateurs de la Loire-Inférieure, des Grands moulins de la Loire, de la Cooper de Melun et de la miroiterie Blouin s'étale sur près d'un demi-siècle.

L'Institut Pasteur

Entre 1898 et 2003, de nombreux Nantais ont fréquenté le laboratoire d'analyses du 26, boulevard Victor-Hugo qu'ils avaient communément l'habitude d'appeler l'Institut Pasteur. Pourtant, dès sa création, l'établissement s'est distingué de son homologue parisien puisqu'il abritait deux services distincts : la station agronomique et le laboratoire de bactériologie. Cette particularité est due au caractère pionnier que Nantes a joué dans le secteur de la chimie agricole.



Le boulevard Victor-Hugo, du nord vers le sud, au début du 20^e siècle. En amont du pont de la Boire de l'oussaint, la chaudronnerie Coyac et en aval, le bâtiment de la station agronomique de l'Institut Pasteur.

1852 : la première station agronomique de France

Vers 1820, les vertus fertilisantes du « noir animal » sont découvertes à Nantes. Cette poudre noire, formée d'os broyés et calcinés, était utilisée dans les raffineries locales pour la clarification du sucre. La valorisation du noir constitue une aubaine pour les nombreuses petites raffineries nantaises. Très rapidement, l'insuffisance de la production locale nécessite le recours à l'importation. Ce commerce lucratif incite certains à la tromperie sur la nature et la valeur des produits. Certains engrais ne sont en réalité que des mélanges additionnés de substances totalement dépourvues de principes fertilisants. Afin de réprimer ces fraudes, le ministre de l'Agriculture, le chimiste Jean-Baptiste Dumas, prend la décision de nommer, en 1850, un chimiste vérificateur des engrais à Nantes. Pierre-Adolphe Bobierre, un de ses anciens élèves, est chargé de remplir cette fonction.

Né à Paris en 1823, Pierre-Adolphe Bobierre arrive dans la cité des ducs en 1846 pour prendre la direction d'une usine de produits chimiques. Ce jeune scientifique débarque dans une ville devenue la capitale européenne des engrais commerciaux. En 1848, le préfet le nomme à la tête d'une « commission des engrais » qui sera à l'origine de la première réglementation sérieuse dans le commerce des engrais. Lorsque deux ans plus tard, il est nommé vérificateur des engrais, il demande à utiliser la salle que la mairie met à disposition depuis 1845, au 18, rue du Moulin, pour l'enseignement de la chimie.

Pierre-Adolphe Bobierre poursuit l'enseignement de la chimie et pratique des analyses. En 1852, il sollicite le Conseil général pour une subvention lui permettant d'adopter un laboratoire d'analyse à la salle où sont prodigués les cours, afin de donner une portée expérimentale plus importante à son enseignement. Le chimiste obtient satisfaction. Cette approbation de l'administration départementale confère, pour la première fois en France, un caractère officiel à un laboratoire de chimie agricole dénommé : Laboratoire pour la vérification des engrais. Le scientifique en prend la direction et met rapidement en évidence l'action de l'ammoniaque et des nitrates issus de la décomposition des matières organiques sur la croissance des plantes.

En 1855, le Laboratoire de chimie agricole et de vérification des engrais est transféré à l'École supérieure des sciences installée entre la place de la Monnaie et la rue Voltaire. En 1864, ce dernier est dénommé : Laboratoire public pour l'analyse des engrais, matières utiles à l'agriculture. Il est transformé en station agronomique vingt ans plus tard, et son nouveau directeur, Ambroise Andouard, le déplace dans les locaux de l'école de médecine. Rapidement à l'étroit, la station va bénéficier de l'opportunité de la création d'un Institut Pasteur à Nantes.



1898 : un Institut Pasteur à Nantes

En 1888, l'Institut Pasteur, centre de recherche, d'enseignement de chimie biologique, de préparation de sérums et de vaccins, est inauguré à Paris. Il est dirigé par son fondateur, Louis Pasteur, qui trois ans auparavant avait mis au point le premier vaccin contre la rage.

À la mort du savant en 1895, plusieurs villes françaises souhaitent se doter d'un institut comparable. C'est ainsi que le Conseil général est saisi du projet de la création d'un Institut Pasteur en Loire-Inférieure dès le 22 août 1895. Mais le projet nantais comporte une spécificité qui le distingue des autres instituts de province. Il s'agit, en effet, de réunir dans le même lieu et sous le même nom, deux services : la station agronomique et un laboratoire de bactériologie. L'institut nantais ne sera alors jamais une annexe provinciale de celui de Paris et demeurera toujours distinct de l'établissement parisien. L'Institut Pasteur de la Loire-Inférieure n'en avait donc que le nom car ses services n'étaient pas analogues à celui de Paris.

Les travaux débutent dès 1896 sur un terrain cerné par le boulevard Victor-Hugo, la boire de Toussaint et la ligne ferroviaire Nantes-Pornic. En 1898, l'Institut Pasteur est inauguré et les deux services sont installés dans deux bâtiments à l'architecture identique mais aux directions et fonctions distinctes. Ambroise Andouard continue à diriger la station agronomique, tandis que le docteur Gustave Rappin est appelé à la direction du tout nouveau laboratoire de bactériologie, poste qu'il occupe pendant plus de quarante ans.

L'Institut Pasteur après 1945 : évolution des services et devenir du site

Après la guerre, les activités de la station agronomique et du laboratoire de bactériologie se développent et s'étoffent. À partir de 1946, la Ville de Nantes passe une convention avec le Conseil général afin de consacrer la fusion du laboratoire municipal (créé en 1894 sur le site de l'usine des eaux de la Roche et détruit par un bombardement en mai 1944), avec le laboratoire départemental. Six ans plus tard, le laboratoire d'hygiène et de bactériologie est scindé en deux sections : analyses des eaux et analyses médicales.

Pour faire face aux demandes accrues d'analyses et au développement de la recherche, l'agrandissement des locaux s'impose dans les années 1970. Un long immeuble à un étage en bordure du boulevard Victor-Hugo est inauguré en 1980, tandis que les deux anciens bâtiments sont entièrement rénovés.



1974, des biologistes du laboratoire départemental d'hygiène et de bactériologie en observation.

C'est dans cette configuration que les deux services fonctionnent jusqu'à la création, en 1995, de l'Institut départemental d'analyse et de conseil (IDAC) qui réunit le laboratoire d'hygiène, la station agronomique et le laboratoire vétérinaire. L'année suivante, le choix est fait de transférer l'ensemble de ces services sur un nouveau site à la Chantrerie. Les locaux du 26, boulevard Victor-Hugo sont alors laissés en déshérence pendant huit ans. Squattés, ils sont rasés en 2003 et le terrain, ainsi libéré, sert de réserve foncière au Conseil général. Il faut attendre cinq ans pour que le site soit dévolu aux services solidarité, aménagements et ressources du Conseil départemental. Le bâtiment, dont la réalisation a été confiée aux architectes Brenac et Gonzalez, est inauguré en 2015.



2015, les nouveaux bureaux des services solidarité, aménagements et ressources du Conseil départemental à l'angle des boulevards Victor-Hugo et Gustave-Roch.

L'Union des coopérateurs de la Loire-Inférieure

Lorsqu'en 1918, l'Union des coopérateurs de la Loire-Inférieure (l'UDC) installe son siège au 25, boulevard Victor-Hugo, Nantes est, avec la fondation en 1903 d'une Union Bretagne-Anjou, la capitale du mouvement coopératif dans le Grand Ouest. Créé au 19^e siècle, ce dernier vise à améliorer le niveau de vie des familles ouvrières en supprimant les intermédiaires commerciaux, mais aussi à transformer la société capitaliste.

La première coopérative nantaise, la Boulangerie fraternelle, voit le jour en 1849 afin d'apporter une solution à la question du prix du pain. Mais l'âge d'or du mouvement se situe entre 1880 et 1914, période au cours de laquelle quinze coopératives sont créées à Nantes. Parmi elles, La Ruche nantaise et l'Économie nantaise sont les plus importantes. Leur succès est attesté par l'élargissement des services : boucherie, épicerie, solidarité avec les malades et les chômeurs, prêts, éducation populaire, etc.

La naissance en 1913 d'une Fédération nationale des coopératives de consommation marque un tournant essentiel : l'idée d'une troisième voie entre capitalisme et socialisme, indépendante des partis politiques et des syndicats, est clairement exprimée. Cette évolution conduit à la naissance, en 1918, de l'Union des coopérateurs de la Loire-Inférieure qui rassemble diverses coopératives implantées à Nantes et dans le département. L'UDC renonce à toute référence ouvrière pour séduire un large public et sa politique spectaculaire d'implantation conduit à l'ouverture de nombreuses succursales. En 1923, les 8 500 familles adhérentes peuvent faire leurs courses parmi les « 72 maisons de vente à la ville, à la campagne et sur la côte. Sa clientèle y trouve tout ce qui concerne l'alimentation, la chaussure, la rouennerie, les articles de ménage », tandis que le siège social de

l'UDC « est une véritable ruche avec son restaurant, son laboratoire, son garage avec ses cinq camions autos de livraisons, ses bureaux », présente un encart promotionnel paru dans *L'illustration économique et financière* en 1923.

En 1931, la coopérative est touchée de plein fouet par la catastrophe du Saint-Philibert. Fondé au tournant des années 1930, le Comité des loisirs nantais est présidé par Henri Leprouiel, le directeur de l'UDC. Parmi les 500 personnes qui ont embarqué à Nantes, 212 personnes avaient acheté leur billet pour l'excursion à Noirmoutier, programmée le 14 juin 1931, dans les succursales de l'Union. Dès l'annonce du naufrage, une foule envahit le siège social boulevard Victor-Hugo. Parmi les 492 victimes, dont « la grande majorité était de la classe ouvrière », se trouvaient également le directeur, le sous-directeur et quatorze employés de la coopérative. Ce drame survient au moment où cette dernière connaît des difficultés, rapidement amplifiées par les répercussions de la crise de 1929.

Malgré une restructuration, l'Union des coopérateurs de la Loire-Inférieure est liquidée en mai 1939. Le mois suivant, les succursales sont cédées aux Docks de l'Ouest. Après avoir été réquisitionnés pendant la guerre pour le cantonnement des troupes anglaises jusqu'en juin 1940, les bâtiments du siège social sont rasés au début des années 1950. Un vaste immeuble, construit par l'entreprise Le Guillou entre 1953 et 1955, a depuis pris place entre les rues de l'Échappée et Alexandre-Fourny.

Les Grands moulins de la Loire

En 1910, les minotiers Blanchard et Perrot obtiennent l'autorisation d'établir une minoterie et un magasin à blé au 21, boulevard Victor-Hugo. Dix ans plus tard, l'établissement intègre la société anonyme Moulins nantais, propriétaire du moulin quai Saint-Louis. En 1921, la fusion des trois principales firmes de meunerie de la Loire-Inférieure donne naissance aux Grands moulins de la Loire qui exploitent alors six moulins : les deux appartenant aux Moulins nantais et quatre autres

disséminés dans le département. Munis d'un outillage moderne, les six lieux d'exploitation emploient 210 personnes et sont en mesure de produire 2 700 quintaux de farine par jour en 1922. Les Grands moulins de la Loire concentrent alors la production locale et deviennent un rouage essentiel de l'industrie agro-alimentaire, notamment pour les biscuiteries. Le début de la Seconde Guerre mondiale marque l'arrêt de l'activité. Les bâtiments du boulevard Victor-Hugo sont alors utilisés comme bureaux et entrepôt. En 1963, leur propriétaire projette de convertir l'intérieur des deux bâtisses en logements.

La Cooper de Melun

Au début des années 1950, les terrains restés libres en aval du boulevard permettent à des entreprises touchées par les bombardements de transférer leurs activités. Ainsi la miroiterie Blouin, sinistrée au 11, rue Paré, est autorisée en 1954 à reconstruire son établissement au 54, boulevard Victor-Hugo, suivie en 1955 par la Cooper de Melun.

En 1903, Albert Salmon, pharmacien d'officine à Melun et créateur d'une pastille dont il assure lui-même la publicité et la vente, entrevoit l'utilité d'une coopération entre pharmaciens désireux de commercialiser leurs spécialités. Dans cette optique, il crée en 1905 la Coopération pharmaceutique française, plus connue sous le nom de Cooper de Melun. Transformée en société anonyme en 1907, cette dernière a pour objet : « L'exploitation d'une série de spécialités pharmaceutiques déposées et d'autres produits désignés par une commission. » Les spécialités retenues, qui deviennent propriété de la société, prennent le nom de « socialités », contraction de société et spécialités.

La Coopération se développe alors sur un concept simple : répertorier dans un même catalogue les préparations phares d'un groupe de pharmaciens. En y adhérant, chaque pharmacien doit s'engager à pousser le produit des autres partenaires. Rapidement, le catalogue s'élargit à tout ce qui peut être vendu dans



Début des années 1940, vue aérienne des activités implantées entre le module ferroviaire et les boulevards Victor-Hugo et Sautereau-Roch. Du nord vers le sud : l'Institut Pasteur, le bâtiment de la Cooper de Melun, la miroiterie Blouin.



1904, en-tête de lettre de la coopération pharmaceutique française.

les pharmacies. À la différence des autres grossistes, dont l'activité privilégie la vente de médicaments, la Cooper se positionne sur un autre créneau : la distribution des produits chimiques de base dont le pharmacien peut avoir besoin pour ses préparations, les accessoires en tout genre, et la fabrication et la distribution des spécialités.

Au cours de l'entre-deux-guerres, l'entreprise est portée, comme l'ensemble de l'industrie pharmaceutique française, par l'essor de la consommation intérieure des médicaments. Cette croissance la pousse à créer des succursales sur l'ensemble du territoire. Aussi, en 1922, la Cooper de Melun s'implante à Nantes quai de Versailles. Ce premier bâtiment est détruit par un bombardement le 20 mai 1942. La société achète alors un terrain boulevard Gustave-Roch en 1943 afin d'y transférer son activité. Mais la nécessité de construire un dépôt pour produits inflammables l'oblige à se déplacer vers un terrain situé boulevard Victor-Hugo. Un nouveau bâtiment est construit en 1955. Cette succursale assure la logistique pour la distribution de médicaments et de matériel médical dans tout le nord-ouest de la France pendant près de cinquante ans.

En 1998, Rhône-Poulenc, propriétaire de l'entreprise depuis 1994, décide de se séparer de l'activité logistique dans l'ensemble de ses succursales françaises. Un plan social, prévoyant la suppression de 416 emplois dont 44 sur les 63 postes à Nantes, est annoncé. L'activité est maintenue pendant deux ans. Le passage au nouveau millénaire acte la fermeture du site nantais.

« Je suis rentrée comme emballieuse »

► « Après l'école, j'ai été employée de maison pendant un an et puis après, j'ai trouvé du travail à la Cooper de Melun du boulevard Victor-Hugo grâce au curé de la Madeleine, l'abbé Moreau. J'ai travaillé là pendant quelques années. Je suis rentrée comme emballieuse. Quand je me suis mariée en 1963, je n'ai pas osé mettre emballieuse comme métier ! J'ai mis manutentionnaire. Alors c'était emballieuse, ramasseuse, préparation de commande. J'ai arrêté à la naissance de mon fils. » **Chantal**

► « Le bâtiment de la Cooper de Melun était sur le boulevard Victor-Hugo, entre l'Institut Pasteur et la miroiterie Blouin. Ma maman y travaillait avant moi. Quand elle a commencé vers 16 ans, la Cooper était quai de Versailles. Elle m'a toujours raconté que ce n'était pas facile au début parce que, par exemple, pendant longtemps, ils recevaient des grands sacs de farine de moutarde qu'il fallait transvaser

dans des petits sacs. C'était pénible. Comme elle en avait un peu marre, on l'a mise à faire les commandes. Elle travaillait au service des médicaments, ceux qu'achetait le grand public, comme le Doliprane, le Pectosan ou l'Oxyboldine. Elle a fait toute sa carrière là-bas. C'était un bon poste mais c'était peu payé par rapport à ses copines qui travaillaient chez Brunner ou chez Decré...

Moi, je suis rentrée à la Cooper de Melun en 1981. Ma maman y travaillait encore. J'ai commencé à 18 ans comme magasinier. Derrière ce mot, on fait plein de choses, forcément. Je faisais aussi bien de la réception que de la préparation de commande. Sur la fin, on devenait de plus en plus polyvalents, on faisait tous les services et on connaissait à peu près tout. Alors qu'avant, on était plutôt par service. J'ai travaillé à la Cooper jusqu'en 2000. J'aimais bien mon métier et ma maman aussi.

« Le vrai corps de métier, c'était contrôler la marchandise et préparer des commandes »

L'activité de la Cooper de Melun, c'était de la distribution de produits pharmaceutiques. On était dans un bâtiment de trois étages, plus un sous-sol. Il y avait un hangar aussi mais qui était plein et qui ne suffisait pas. On a dû louer en plus un hangar chez Gondrand, quai André-Rhuys. C'était une entreprise succursaliste et comme il y avait six succursales, chacune avait son domaine. La maison-mère était à Melun. Nantes était une plate-forme régionale. On allait de Brest jusqu'à La Rochelle et on s'arrêtait avant Le Mans. La maison-mère livrait les produits et ensuite, c'était à chacun de préparer les commandes. La marchandise venait par camions, d'où cette grande cour pour qu'ils puissent manœuvrer. C'étaient des semi-remorques. Il pouvait y en avoir trois ou quatre par jour, et plus des fois.

On distribuait dans les pharmacies. Cela allait des sirops contre la toux au Doliprane, qui était le gros morceau car il y avait une exclusivité. Le service accessoires fournissait tout ce dont les pharmaciens avaient besoin pour fabriquer. Ça allait des produits pour laboratoire à des poudres, des appareils d'analyse, etc. On avait aussi la catégorie hôpitaux. On fournissait, on répondait aux appels d'offre des hôpitaux. On avait le marché de l'hôpital de Nantes. J'ai vu sortir dix palettes de seringues par mois. Il y avait le marché de Nantes, de Rennes, de Saint-Malo. Il y avait aussi de la fabrication comme celle du sérum pour les poches qu'on voit dans les hôpitaux.

Le vrai corps de métier, c'était contrôler la marchandise et préparer des commandes. Moi, j'étais dans les gros colis. On était divisés en huit services de dix personnes environ et on était entre 85 et 90 salariés avec 55 % de femmes et 45 % d'hommes. Comme services, il y avait la distribution, l'expédition, la réception, le service d'appui, et l'informatique.

À la réception, deux réceptionnistes contrôlaient l'état de la marchandise qu'ils emportaient dans les services où on vérifiait qu'il n'y avait pas d'erreurs. Les femmes surtout préparaient les commandes et les expédiaient à l'autre bout où d'autres camions attendaient. Ça circulait, c'était logique. Le service distribution fournissait les accessoires, les sirops, les pastilles, les sérums, les produits chimiques, comme l'acide chlorhydrique, et les toxiques, c'est-à-dire les stupéfiants qui étaient hyper contrôlés, avec local barricadé et deux personnes seulement qui avaient les clés. Le service d'appui était celui des standardistes et des secrétaires qui étaient au moins quinze au traitement des commandes. Le service informatique ne faisait que traiter des bordereaux. Il y avait une grosse équipe de douze commerciaux. Compte-tenu du territoire que l'on couvrait, ils avaient de quoi faire et ce n'étaient pas des produits trop difficiles à vendre.

À la direction, il y avait deux pharmaciens dont un adjoint. Puis il y avait des agents de maîtrise. C'est le schéma classique, le même organigramme que ce soit dans le public ou dans le privé. Et il y avait aussi un concierge qui était logé sur place.

Il y avait une bonne ambiance de travail, assez familiale. On se connaissait tous. On était tous un peu du même âge. Et comme dans tout travail, il y a toujours des petites histoires. Il y avait une certaine solidarité. Par exemple, quand un colis était lourd, on demandait un petit coup de main aux collègues.



1941, au nord de la baie des Récollets, vue sur le bâtiment et la cour de l'entreprise.

« Tout le monde pouvait venir déposer du métal, du plus petit morceau aux plus grosses pièces »

« J'ai fait toute ma scolarité à la Madeleine jusqu'à l'âge de 16 ans. Et comme mes parents avaient quatre enfants et deux petits salaires, ma mère m'a dit de trouver un travail. J'ai fait trois petits boulots en même temps, jusqu'à ce que mon père me trouve un travail chez Blanchard, le ferrailleur de la rue des Récollets. Je suis donc arrivée en 1958 comme petite dactylo chez Blanchard.

C'était une entreprise familiale dont l'entrée se trouvait à l'angle de la rue Petite-Biesse et de la rue des Récollets. Nous avions une autre entrée, pour le chargement ou déchargement des gros camions, à l'autre bout de la rue des Récollets et presque à l'angle de la rue de l'Abbé-Boutet. Quand j'ai commencé à travailler chez eux, ils avaient deux ou trois camions. Mais ils ont commencé avec des charrettes et des chevaux. Quand j'étais gamine, je les voyais passer dans la rue.

On faisait de la récupération, de l'achat et de la vente de tout ce qui était métaux et ferraille. On réceptionnait de tout : ça allait des petits bouts de ferraille que les clochards nous apportaient aux machines agricoles que les paysans nous revendaient. On récupérait les pièces pour la vente d'occasion et le reste allait à la ferraille. Rien n'était perdu ! On faisait des machines et les voitures aussi, on ne faisait pas que de la ferraille. On récupérait les vieilles machines industrielles pour les revendre soit en l'état, soit en pièces détachées. Les voitures, on les désossait et on revendait aussi en pièces détachées. Et on avait une presse pour les écraser. Il y avait une vingtaine d'ouvriers et chaque ouvrier était spécialisé dans une catégorie de recyclage.

Tout le monde pouvait venir déposer du métal, du plus petit morceau aux plus grosses pièces. Les clochards apportaient des petits bouts de cuivre que l'on pesait et ils gagnaient un peu d'argent comme ça. On avait un livret de police pour enregistrer toutes les personnes qui nous apportaient quelque chose. Enfin pour ceux qui nous apportaient des petits bouts, on savait que ce n'était pas la peine, mais pour les autres vendeurs, on les enregistrait dans ce livret.

Si on nous apportait une voiture calcinée par exemple, il est certain qu'il nous fallait des preuves...

On déboulait des industries du coin. Par exemple, on allait souvent aux chantiers navals. Des fois, on allait chercher des boulons aux Chantiers de Bretagne, on les stockait et puis au bout d'un certain temps, ils nous rappelaient parce qu'ils s'apercevaient qu'ils en avaient encore besoin. Alors, ils venaient racheter les boulons, mais pas au prix qu'ils nous les avaient vendus !

Au fur et à mesure de son évolution, l'entreprise a diversifié ses activités. Donc à un moment donné, on a fait des produits métallurgiques neufs. On vendait donc des tôles, des tubes, des cornières, des IPN, etc. Après, on a fait de l'oxycoupage c'est-à-dire la découpe de la tôle sur une machine avec une flamme. Quand j'ai pris ma retraite, le laser, le plasma, c'était la nouveauté pour remplacer l'oxycoupage classique.

« Moi, j'ai suivi monsieur Maurice, le patron qui est allé sur la route de Paris »

J'ai commencé comme dactylo. J'observais le travail du comptable aussi. Quand il n'était pas là, je pouvais le remplacer jusqu'au bilan, parce que ça, je ne savais pas le faire. Je vendais aussi, parce que j'aimais bien le contact avec la clientèle et je n'aimais pas rester au bureau à ne rien faire. Avec les clients, on se « promenait » dans les locaux pour trouver les pièces qu'ils demandaient. On avait une clientèle de bricoleurs. Ils venaient chercher des pièces chez nous et après ils les travaillaient chez eux pour faire leur réparation.

Mon père aussi a travaillé chez Blanchard, comme gardien. Il avait travaillé aux chemins de fer de 1940 à 1965. Quand il a pris sa retraite, il s'est fait embaucher chez Blanchard parce qu'il avait une toute petite pension. Les patrons avaient décidé de mettre un gardien pour ouvrir les portes, et d'embaucher une femme pour faire le ménage dans les bureaux. Donc, ça a fait tilt chez mes parents, et ils ont pris les deux emplois. Les patrons ont fait construire un logement à l'étage, rue des Récollets, et mes parents ont habité sur place. C'était donc le couple de gardiens de l'entreprise.

C'est une entreprise qui existe encore aujourd'hui. Rue des Récollets, ils étaient deux patrons : Maurice et Charles Blanchard, deux associés qui étaient cousins. En 1972, ils se sont scindés en deux. L'entreprise devait changer d'endroit car il fallait qu'elle se diversifie. Il y en a un qui est allé à Vertou et qui existe toujours, et l'autre est allé à la Jalousie, route de Paris. Celui de Vertou vend encore aux particuliers, alors que celui de la Jalousie ne fait que de la découpe et de la vente de tôles.

On est donc partis des Récollets en 1972, le 1^{er} juillet exactement. Moi, j'ai suivi monsieur Maurice, le patron qui est allé sur la route de Paris. Quand on a quitté la rue des Récollets, j'habitais à Rezé. Donc pour aller au travail route de Paris, il fallait prendre le pont de la Morinière, qui était toujours bouché. C'était déjà bouché à l'époque, ça a toujours été bouché ! J'avais le temps de me tricoter un pull dans la voiture avant d'arriver au travail ! Avec mon mari, on a donc déménagé à Sainte-Luce.

J'ai fait toute ma carrière chez Blanchard, de 1958 à 1999. J'ai beaucoup aimé mon métier. J'aimais bien le contact avec la clientèle, avec les banques, et l'ambiance avec le chantier et les ouvriers qui n'hésitaient pas à se donner un coup de main entre eux si besoin était. » **Nicole**

L'entreprise de recyclage Farge

► « On avait un commerce de recyclage boulevard Babin-Chevaye, en face du square. J'étais la secrétaire et mon mari était le patron. On avait beaucoup, beaucoup de travail. J'ai vu quelquefois le hangar, qui était pourtant grand, déborder. On était obligés de pousser le carton parce que ça arrivait le long du trottoir. Vous savez, toutes les matières se recyclent, le papier, le cuivre, le plomb, etc. Tout, tout se recycle !

C'étaient des clochards qui nous apportaient ça. Ils faisaient tout le centre de Nantes la nuit pour ramasser les boîtes de cartons que les magasins mettaient sur le trottoir. Il y en avait parfois pour pas grand-chose, parce que c'était payé au poids, mais ils avaient cet amour-propre de dire : « On travaille quand même, on a ramassé du carton. » J'ai vu, quelquefois, des personnes venir le matin dès 6 h 30. Ils étaient contents d'avoir ramassé du carton et de l'apporter, parce que c'était leur travail.

Avec tous ces cartons, on refaisait du papier. Je sais qu'à l'usine de sucre, par exemple, ils faisaient tout leur papier avec du carton recyclé, aussi bien le papier blanc pour les emballages de leurs morceaux de sucre que le papier gris pour faire les sacs de cinq kilos. ► Denise

L'atelier de modelage industriel Caradec

► « Maman est née en 1921 rue Petite-Biesse. Son papa était modeleur. Il avait dans la rue Saint-Joseph, la rue Abbé-Boutet maintenant, un atelier de modelage industriel. Il fabriquait des moules en bois qui étaient ensuite utilisés pour fabriquer des pièces dans les fonderies et autres entreprises de métallurgie. En particulier, l'entreprise Sudry semblait être un client privilégié, encore dans les années 50.

« L'atelier de mon grand-père était un lieu impressionnant »



L'atelier de modelage Caradec, rue Saint-Joseph, pendant la Première Guerre mondiale. Au verso de la photo est écrit : « Quand la guerre est là, les femmes ont droit au travail d'homme ! »

Comme mon grand-père gagnait bien sa vie comme « petit patron » avant la guerre, il n'était donc pas question que sa femme travaille. Elle aurait bien aimé travailler, comme ses copines, à la « Manu », la manufacture de tabacs, toute proche, ou encore chez LU. Mais ce n'était pas possible car mes grands-parents étaient devenus des « petits bourgeois ». Ma grand-mère, Joséphine Caradec, était donc « ménagère », mais en fait elle avait fait chez sa propre grand-mère, qui était couturière pour homme, un apprentissage de couturière.



Vers 1918, les ouvriers posant devant l'atelier, rue Saint-Joseph.

Elle avait toute sa vie conservé cet art de la couture, me faisant de jolies robes ou transformant des vêtements qui avaient ainsi une deuxième vie. La couture restait donc une activité « en chambre ». Toutefois, pendant la guerre et avant, lorsque la grande crise a finalement gagné la France et que mon grand-père n'a plus eu de commandes et a dû, le cœur lourd, licencier des ouvriers, c'est ma grand-mère qui faisait bouillir la marmite avec ses travaux de couture...

Toute petite, dans les années 50, j'étais très souvent chez mes grands-parents. Leur maison avait été endommagée par les bombardements de 1943, mais pas détruite. Ils avaient donc pu la récupérer après la guerre. L'atelier de mon grand-père était un lieu impressionnant, avec de grosses machines dangereuses : la raboteuse et la scie à ruban, il fallait garder ses distances ! Il y avait des « madiers » appuyés contre le mur au fond de l'atelier et un bureau, avec le téléphone ! Il y avait des copeaux et de la sciure. J'avais tout juste le droit d'enfoncer des clous dans une planche en faisant attention de ne pas me taper sur les doigts !

Après guerre, l'activité de mon grand-père n'a plus retrouvé l'intensité qu'elle avait eue avant et il a cessé son activité dans les années 60. D'une façon générale, l'activité industrielle a disparu du quartier, qui est devenu purement résidentiel tout en restant un quartier populaire. ► Sylvie

« C'était une famille ouvrière qui est devenue petite bourgeoise »

► « Joséphine et Louis Caradec, mes grands-parents, ont acheté une maison au 24, rue Saint-Joseph, en 1927. Ils l'ont surélevée et au rez-de-chaussée, mon grand-père, qui était modeleur, a installé son atelier. Il faisait des moules en bois et il travaillait pour toutes les industries du coin : les Chantiers Dubigeon, devenus ACB après, Sudry et Guillouard sur le boulevard des Martyrs. Il a dû avoir jusqu'à cinq ou six ouvriers, c'était un petit patron. C'était une famille ouvrière qui est devenue petite bourgeoise.

Quand le grand-père Caradec a pris sa retraite dans les années 60, c'est un ébéniste, monsieur Couroussé qui a pris la suite jusqu'au tout début des années 70. Ça n'a pas été très long. Ensuite, c'est devenu un entrepôt de stockage pour les pots de fleurs Riviera.



Années 1930, sortie d'une des réalisations des ouvriers devant l'atelier, rue Saint-Joseph.

La menuiserie Bousseau

► « Mes grands-parents avaient une entreprise de menuiserie-ébénisterie que mon père et mon oncle ont reprise. Au départ, mon grand-père travaillait chez un patron et ma grand-mère tenait une épicerie-café, comme cela se faisait à l'époque, dans le quartier Champ-de-Mars. Ils sont venus dans le quartier des Ponts après la guerre.

Mon grand-père et ses deux fils étaient ébénistes. Leur atelier se trouvait 23, rue Petite-Biesse et le magasin était boulevard Victor-Hugo, derrière les deux barres de Mangin. Au départ, ce n'était que la menuiserie, rue Petite-Biesse. Ils avaient acheté le local à un équarisseur. Il y a eu jusqu'à neuf ouvriers. Ils ne voulaient pas dépasser dix, car le règlement était totalement différent. Ils fabriquaient des meubles pour toutes les familles : lit d'enfant, armoire sur mesure, etc. C'était assez coté. Mon grand-père était un excellent ébéniste. Il avait réalisé toute sa chambre à coucher en style Louis XVI, avec des grappes de raisin, des fleurs et tout ça. C'est moi qui l'ai aujourd'hui.

Mon père avait fait les Beaux-Arts et il est sorti premier de sa promotion. Vous voyez la maison où est né Jules Verne, il y a une plaque en bronze ? Eh bien, le moule de la plaque a été fait par mon père aux Beaux-Arts. Je m'amuse à dire ça aux étrangers. Mon père a ensuite travaillé avec mon grand-père et mon oncle. Et quand le grand-père a commencé à vieillir, ils ont pris le manche. Mes grands-parents ont laissé ça à leurs fils. Quand mon grand-père est décédé en 1974, il était toujours en activité. Mon oncle est parti et mon père a tenu l'entreprise jusqu'en 1983. C'est moi qui l'ai vendue à un marchand de tapis-textile. Il avait repeint la façade mais sur le portail, il est resté marqué « menuiserie-ébénisterie ». Aujourd'hui, tout a été démolit et un immeuble vient d'être construit. » **Louis**

Moi, j'ai connu l'atelier quand j'étais tout petit. J'ai dû faire mes premiers pas en bas, un peu dans la sciure et les copeaux. Mes parents habitaient La Montagne. Quand j'étais petit, le jeudi, j'étais toujours chez mes grands-parents. Et quand j'allais chez eux, mon grand-père profitait toujours de ma présence pour aller boire sa chopine au café de l'Espérance, sur le boulevard Victor-Hugo. Il disait : « J'emmène le p'tit ! » Donc le p'tit, c'était moi au début des années 60, qui allais voir, soit Rintintin, soit Zorro à la télé noir et blanc du café.

La maison existe toujours au 24, rue Abbé-Boutet. En 1974, je suis venu vivre dans l'appartement qui était au-dessus de l'atelier. Et quand on a récupéré l'atelier au début des années 80, on a fait des travaux pour aménager le bas. Dans l'appartement, c'était amusant, parce qu'on entendait le stade Saupin. Il n'y avait pas besoin d'aller au match : on savait quand il y avait des buts ! Je me souviens aussi dans mon enfance sentir les odeurs de LU quand les vents étaient nord-est. Par contre, la savonnerie Biette, c'était l'horreur ! » **Jean-Louis**



1964, boulevard Gustave-Beck, cortège nuptial entrant dans l'église. « Toute la mère restait venue en car Dennis. »

La paroisse Sainte-Madeleine

4

À partir des années 1840, le développement urbain et industriel des faubourgs entre les bras de la Madeleine et de Pirmil est appelé à s'intensifier avec le lotissement de la Prairie au Duc. Aussi, dès 1840, la Ville de Nantes donne un avis favorable à la construction d'une église sur un terrain donné par les promoteurs du nouveau quartier, Pelloutier et Cibot.

1. LA PAROISSE ET SES DEUX ÉGLISES

Créée par ordonnance royale du 29 juin 1841, la paroisse Sainte-Madeleine doit son nom à la chapelle du prieuré fondé en 1119 sur la Prairie de la Madeleine. Implantée sur l'actuel quai Magellan, la chapelle, ultime vestige du prieuré après la Révolution, est détruite en 1865.

Le territoire de la nouvelle paroisse est simple à délimiter : les deux bras de la Loire en dessinent naturellement les contours. Ainsi constituée, elle est l'héritière de divers découpages paroissiaux. Avant la Révolution, la paroisse Sainte-Croix s'étendait jusqu'à la boire des Récollets. Sur le pont la traversant, une croix en marquait la limite avec la paroisse Saint-Sébastien. À partir de 1791, les trois prairies de Grande-Biesse, Petite-Biesse et Vertais sont rattachées à la nouvelle paroisse Saint-Jacques.

La construction de l'église

Le terrain donné par Pelloutier et Cibot se situe au cœur de leur nouveau lotissement. En novembre 1841, les deux promoteurs demandent l'autorisation d'ouvrir une voie, la future rue Michel-Columb, entre la Loire et « une place au milieu de laquelle se construit une église ». Deux autres rues, celles de Hercé et Saint-Hermeland, tracées de part et d'autre du lieu de culte, complètent l'aménagement de ce nouveau centre paroissial. Les pétitionnaires offrent à la commune la cession gratuite de ces nouvelles voies en échange de la lisière du terrain de la future rue Conan-Mériadec.



Entre les rues de Hercé et Saint-Hermeland, la façade et le clocher de la première église Sainte-Madeleine, vue depuis la rue Michel-Columb au début du 20^e siècle.

Le projet de la nouvelle église est confié à l'architecte nantais Théodore Nau qui conçoit un édifice de style néogothique. Les travaux démarrent grâce à une souscription des fidèles, complétée par un don des familles Pelloutier et Cibot. Le 10 mars 1844, l'évêque de Nantes, monseigneur de Hercé, procède à l'érection canonique de l'édifice et installe son premier curé, l'abbé François Yviquel. Mais faute de moyens, l'église est inachevée et ne comprend que le chœur, le transept et une travée de la nef, l'ensemble restant sans voûte et sans carrelage. La contribution des fidèles s'est en effet révélée insuffisante. « Dans les Biessees on était pauvre, et le bourg de Vertais voyait d'un mauvais œil la nouvelle église placée plus loin, pour eux, que n'était leur église Saint-Jacques », rapporte le curé Russon en 1944.

Les travaux reprennent à partir de 1851 grâce à une subvention de la Ville. L'église est carrelée de granit, voûtée de plâtre et garnie de meubles, tandis que les travaux du presbytère sont achevés. Mais le manque de moyens ne permet pas d'utiliser des matériaux de qualité, nécessaires pour une entreprise de cette ambition. En outre, les fondations faites de larges pierres plates disposées sur un terrain alluvionnaire n'augurent rien de bon quant à la stabilité des murs, des piliers et des voûtes en surplomb. Aussi, à la merci des crues et des vibrations dues aux mouvements des trains, la petite église se dégrade peu à peu. Les dégâts provoqués par la foudre qui frappe le clocher le 7 mai 1889, sont le point d'orgue de ce délitement.



Vues de l'église Sainte-Madeleine depuis le boulevard Babin-Chevrye. À droite, l'abside et le transept de la première église vers 1845. À gauche, l'église en 1911, reconstruite sur les plans de Mathurin Fabre.

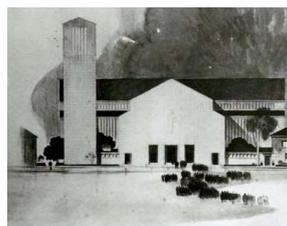
L'architecte Mathurin Fraboulet présente alors un projet d'agrandissement de l'édifice. Afin de permettre l'accueil de 2 000 personnes, il propose de porter sa surface à 800 m² et préconise la conservation du clocher. Quatre ans plus tard, le conseil de fabrique alerte les autorités locales sur les dégradations importantes de l'édifice. Le 26 février 1893, ce dernier est fermé et interdit au culte avant d'être démolé puis reconstruit. Conformément aux vœux de l'architecte Fraboulet, le clocher est préservé.

Dès 1897, avant même l'achèvement des travaux, des malfaçons sont constatées. De longues procédures de justice sont engagées à l'encontre du constructeur Richer mais ne règlent en rien l'état alarmant de l'édifice, qui reste cependant ouvert au culte jusque dans les années 1940. En octobre 1942, la vétusté du clocher est avérée. La flèche est alors déconstruite en mars 1943. Mais la destruction du pont Haudaudine par les soldats allemands, le 12 août 1944, provoque d'énormes fissures. Dès lors, la reconstruction de l'église est inévitable.

La nouvelle église Sainte-Madeleine, fleuron de la construction en béton armé

Dès 1943, l'abbé Moreau s'enquiert auprès de la Ville d'un terrain pour la reconstruction de l'église. Il obtient un accord de principe pour un emplacement sur la place Wattignies. Deux ans plus tard, ce choix est confirmé et inscrit sur le nouveau plan d'aménagement de la Ville mais, bien qu'acté par le plan de reconstruction de 1948, il est remis en cause par l'urgence des besoins en bâtiments scolaires. Sous la pression des élus municipaux communistes et de l'Amicale laïque des Ponts, la place Wattignies est finalement affectée à la construction de l'école provisoire Beauséjour.

En 1949, le curé de la paroisse manifeste à nouveau son inquiétude auprès du maire : « Je crains que, dans un avenir

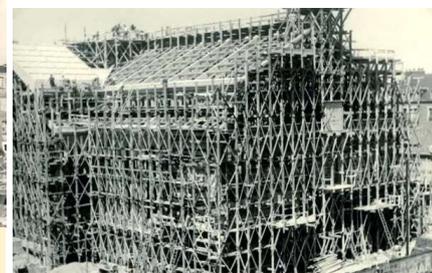


1938, élévation d'ensemble de la nouvelle église conçue par André Guillou et Pierre Joessel. Le projet initial prévoyait un campanile.

qui peut être relativement prochain, l'exercice du culte soit rendu périlleux dans cet édifice et dès maintenant il est absolument indispensable de se préoccuper de sa reconstruction. » Il soumet alors son projet d'échange de parcelles avec la Cooper de Melun. En 1943, l'entreprise avait en effet choisi un site en bordure du boulevard Gustave-Roch pour transférer son activité dans le quartier. Mais le permis de construire lui ayant été refusé, l'abbé Moreau propose un échange avec un terrain qu'il a acheté, situé derrière la Nantaise de fonderies. L'entreprise cède son emplacement à la paroisse en 1949 mais s'installera finalement en bordure du boulevard Victor-Hugo. L'année suivante, les plans d'une nouvelle église sont à l'étude. L'inquiétude de l'abbé Moreau est confirmée en mai 1951 : l'élargissement continu des fissures conduit à interdire l'accès au chœur et à réduire la capacité d'accueil à 650 places. Quelques semaines plus tard, la voûte s'effondre.



1953, appareillage pour le coulage des pieux Franki : un tube de 9 m de longueur et de 40 cm de diamètre était enfoncé afin de permettre le coulage du béton à l'intérieur. De janvier à mars 1953, cet appareil a permis de couler 144 pieux de béton armé.



Janvier 1954, une forêt d'échafaudages qui « évoque un peu la cathédrale de Metz ».

La conception du nouveau lieu cultuel est confiée aux architectes André Guillou, directeur de l'école des Beaux-Arts de Nantes, et Pierre Joessel. Ils dessinent un édifice susceptible d'accueillir 2 400 fidèles, soit le quart de la population du quartier. Le plan retenu est en forme de croix grecque, afin que les regards soient dirigés vers l'autel placé à la croisée du transept.

En juillet 1951, le coût des travaux est estimé à 165 millions de francs. À la fin de cette même année, les fonds disponibles s'élèvent à 90 millions de francs et proviennent du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme au titre des dommages de guerre, d'une subvention de la Ville de Nantes, mais aussi de prêts et de dons d'entreprises et de particuliers. L'abbé Moreau mobilise également ses paroissiens, notamment les artisans et les industriels du quartier, pour prêter main forte au démarrage du chantier. Aussi, certains d'entre eux consacrent plusieurs samedis aux travaux de terrassement.

À la fin de l'année 1952, l'entreprise de maçonnerie et travaux publics Le Guillou démarre les travaux. L'ouvrage est conçu selon des méthodes novatrices pour l'époque : les fondations sont constituées de 140 pieux forés à douze mètres de profondeur, et les parois sont supportées par une gigantesque structure métallique. La couverture en tuiles de Beauvais est interrompue par un lanterneau de pavés de verre et de béton qui permet d'éclairer l'espace central. La lumière pénètre également par de hautes et étroites ouvertures ornées de vitraux. Ces derniers, dessinés par Camille Fleury et réalisés par le maître-verrier Pierre Bertrand, ont été offerts par les entreprises du quartier tels que les Docks de l'Ouest, les Chantiers de la Loire, la Raffinerie Say, le chaudronnier Coyac, qui a également réalisé gratuitement les lustres en cuivre rouge.

Le 17 mai 1953, la première pierre est posée. Au total, 50 tonnes de ciment et autant de fer et d'acier sont utilisés pour l'ensemble des ouvrages. Le résultat est un monument à la gloire du béton armé, témoin typique de l'architecture des années 1950. Le 12 décembre 1954, l'évêque, Jean-Joseph Villepelet, bénit la nouvelle église de 1 200 places, soit la moitié du programme originel. L'édifice est en effet inachevé : seule une partie des bras du transept a été réalisée, tandis que le clocher ne sera jamais construit.

Malgré des travaux d'entretien réguliers à partir des années 1960, l'église subit des défaillances électriques et des infiltrations d'eau. Dans les années 2000, ces dernières font naître des inquiétudes au sujet des structures de l'édifice. En 2009, l'édifice doit être rasé et reconstruit à proximité. La menace de démolition suscite alors de vives critiques des architectes et conservateurs du patrimoine, qui soulignent la qualité remarquable de la structure et des espaces intérieurs. La municipalité opte finalement pour la conservation et met en œuvre un programme de travaux de réhabilitation progressive. Quant à la première église, son emplacement est aujourd'hui occupé par Halte de nuit 44, un centre d'accueil d'urgence des sans-abri, rue de Hercé.



1953, au-dessous de l'entrée principale de l'église, un dessin au trait, conçu par Ferrand, professeur aux Beaux-Arts, évoque sainte Marie-Madeleine.



2017, à l'intérieur de l'édifice, le lanterneau central et les vitraux permettent l'éclairage naturel, tandis que les lustres en cuivre rouge, réalisés par l'entreprise Coyac, assurent l'éclairage artificiel.

« On est rentrés dans la nouvelle église en 1954 »

« L'ancienne église a été ébranlée par les bombardements. Le clocher était déjà bien malade. Et ce qui l'a achevée, c'est quand ils ont fait sauter les ponts. Je l'ai connue avec des protections pour empêcher que les pierres tombent. Ils ont commencé par abattre le clocher mais l'église est restée. Et puis un matin, quand les prêtres sont arrivés pour célébrer la messe, ils ont trouvé la voûte dans le chœur ! Alors là, ils ont avancé l'autel, mais on préférait ne pas trop y aller parce qu'on se demandait toujours ce qui allait nous tomber sur la tête... Surtout quand on voyait ce trou dans la voûte ! »

Jacqueline



1953, chaque samedi des équipes de paroissiens venaient travailler au terrassement. Ici, travaux de déblai du terrain des sous-sols des sacristies.

« On est rentrés dans la nouvelle église en 1954. L'évêché avait lancé une collecte pour sa construction. Tous les mois, une personne passait pour vendre des briques. Alors les briques, c'étaient des timbres que l'on achetait. On avait une carte et un timbre représentait une brique, mais je ne sais plus combien coûtait une brique. »

Paul

« Ma famille était très impliquée dans la vie de la paroisse, comme beaucoup de familles à l'époque. Je me souviens des familles Guillovard, Dizier, Coyac, Rousselot, qui donnaient un coup de main à l'église quand il y avait besoin. Beaucoup de gens du quartier et des petits artisans ont travaillé à la construction de la nouvelle église. Ah oui, beaucoup, beaucoup ! Le samedi, les gars du quartier, dont mon père, mon oncle et beaucoup d'autres, allaient travailler à préparer les terrains, avec les brouettes et tout ça. La grande croix qui est au fond de l'église, les confessionnaux, qui sont aujourd'hui démontés, ainsi que le grand meuble d'orgue, ont été faits par l'entreprise Bousseau, la menuiserie-ébénisterie que mon grand-père tenait avec mon père et mon oncle. »

Louis



Carte d'offrande mensuelle pour la reconstruction de l'église. Les paroissiens pouvaient contribuer au financement des travaux en achetant des parpaings.

► « Les vitraux de l'église ont été offerts par des donateurs divers dont les noms sont inscrits dessus. Deux d'entre eux ont été offerts par les ateliers Coyac. Quand il a été question de démolir l'église de la Madeleine, j'avais écrit à la mairie pour me porter candidate à l'acquisition des vitraux Coyac. Je ne sais pas ce que j'en aurais fait mais je ne voulais pas qu'ils disparaissent. L'entreprise Coyac a également participé à la construction de la nouvelle église en fournissant les « soucoupes volantes », c'est-à-dire les luminaires avec des cercles de cuivre, dont le dessin n'est pas très heureux, à mon avis... » **Michelle**

« Une grande cathédrale que l'abbé Moreau comparait à celle de Milan ! »

► « L'église de la Madeleine était un petit peu décrite comme pharaonique. Le père Moreau se voyait un peu comme le bâtisseur de la plus grande église. À l'époque de la construction, on lui avait dit qu'il aurait 30 000 habitants dans 20 ans et qu'il fallait une église de 3 000 chrétiens si on

comptait 10 % de pratiquants. Maintenant, on est à 2 ou 3 %. Donc, on a commencé des travaux pour construire une grande cathédrale que l'abbé Moreau comparait à celle de Milan ! Mais, en ce temps-là, la pratique financière de l'évêché, c'était de nommer un curé pour bâtir une nouvelle église et de lui dire : « Débrouille-toi pour trouver les fonds ! » Si bien que seulement la moitié a été construite. On a fait le chœur et on a mis de grandes tentures en attendant la construction des bas-côtés mais ils n'ont jamais existé. Le père Moreau a pris bien des initiatives, comme contacter le monde patronal qui a financé les vitraux. C'est pour ça que des industriels ont leur nom dessus.

Il y a eu une dette importante, de 250 à 300 millions d'anciens francs. Quand le père Yves Garnier est arrivé comme curé de la paroisse dans les années 1970, il a demandé à ce que ce soit l'évêché qui la prenne en charge. Il a dit : « Je suis prêtre au service des hommes et des femmes, pas au service des pierres à payer. » **Hubert**

► « Au début des années 2000, on avait été interpellés pour savoir s'il fallait raser l'église, parce que des plans, avec un parc et des immeubles autour, avaient été préparés. À ce moment-là, les contreforts étaient tellement rouillés que c'étaient plutôt les murs qui les soutenaient ! Ils ont donc été restaurés. » **Guy**

« Les curés étaient proches des paroissiens »

► « Autrefois, la vie paroissiale était très importante. Les jours de cérémonie, non seulement la nef et les bas-côtés étaient pleins mais également la tribune. Il y avait quatre messes le dimanche. La pratique religieuse a commencé à reculer vers 1958. C'est l'époque où les gens ont commencé à avoir des voitures et à partir le dimanche. Surtout que

beaucoup de Nantais avaient de la famille dans le reste du département. Même s'ils n'allaient pas au bord de la mer, ils partaient dans la famille pour quitter les appartements.

Avec la paroisse, des groupes de jeunes se formaient parce qu'il y avait des tas de trucs, selon les âges, pour les filles, pour les garçons. Il y avait des groupes de sport, de la chorale qui était assez importante. Ils se connaissaient donc par toutes ces activités-là et ils se retrouvaient aux offices. En plus, ils allaient à l'école ensemble, une bonne partie en tout cas. On ne cherchait rien d'extraordinaire et il y avait une bonne entente entre les jeunes de la paroisse... C'était extrêmement sympathique. Il y avait beaucoup d'occasions de se retrouver, ça créait des liens. D'ailleurs, pas mal de mariages se sont faits comme ça. » **Jacqueline**



1951, maquette de l'édifice réalisée grossièrement par les ateliers Coyac.



L'abbé Moreau visitant le chantier le 22 septembre 1952.



1955, première communion dans le nouvel édifice.



1955, la tribune avec le grand orgue – 42 jeux – réalisé par la maison Bouvet.

J'ai fait partie de la JOC aussi, la Jeunesse ouvrière chrétienne. On se réunissait pour discuter. Chacun parlait de son travail, de ses problèmes, de comment on pouvait les régler et tout ça... Les curés étaient proches des paroissiens. Je me souviens qu'ils venaient voir les matchs de foot chez nous, avec mon mari, parce qu'on avait la télé et eux, ils n'en avaient pas. » **Chantal**

► « Les prêtres à l'époque étaient plus peuple, il y avait des prêtres ouvriers qui avaient une conscience sociale. Les JOC ont formé des syndicalistes, des élus... de gauches surtout. » **Allain**

« C'était pour les jeunes issus du milieu ouvrier »

► « Dans les années 60, il y avait la messe des jeunes avec le père Yvernogean. C'était l'ancien curé des Batignolles. Il y avait un petit-déjeuner après. Il y avait un monde fou ! C'était sympa comme tout. Moi, j'allais là pour rencontrer des jeunes. Les gars du FJT venaient aussi. Ça leur permettait de rencontrer des jeunes du quartier et de s'intégrer. Sinon, dans le sous-sol de l'église, il y avait des salles. Et comme, avec une bande de copains, on était bien vu du curé et du vicaire, on leur demandait l'autorisation d'y faire des boums.

La JOC était très présente sur la Madeleine. C'était une organisation nationale. La JOC nantaise était rue du Moulin à côté de chez Decré, mais il y en avait dans tous les quartiers. J'en ai fait partie pendant longtemps. C'était pour les jeunes issus du milieu ouvrier. Il y avait la JEC pour les étudiants et la JAC pour les agriculteurs. Cela faisait partie d'une génération du catholicisme. Les réunions se passaient dans les salles en dessous de l'église de la Madeleine. On se retrouvait entre jeunes du même âge, entre filles d'un côté et garçons de l'autre. Par contre, on faisait des veillées ou réunions garçons-filles qui permettaient un lien avec le Foyer des jeunes travailleurs. Je me souviens que

► « Je faisais partie de la chorale de la Madeleine. On chantait, dans la tribune avec l'orgue, pour la messe du dimanche, à la messe de Noël, etc. J'en ai fait partie de l'âge de 14 ans jusqu'à mon mariage. La chose que je regrette le plus, c'est la procession de la Fête-Dieu sur le boulevard Victor-Hugo avec toutes les chorales. Qu'est ce que j'aimais ça ! On décorait avec des pétales de roses, du fenouil, des fleurs de genêt. Et la procession se déroulait le dimanche. Quand je repense au quartier, c'est toujours cette image-là qui me revient.

nous, les filles, on allait faire des carrefours pendant trois jours au moment des vacances de Pâques, dans une école de « bouges », vers le boulevard Michelet. On a même fait Paris 67. On croyait qu'on allait changer le monde à l'époque ! Et puis, on s'est aperçus que non... » **Thérèse**

« À l'Ascension, les cérémonies de la Fête-Dieu, c'était un spectacle magnifique ! »

► « Au moment des Fête-Dieu, il y avait des reposoirs un peu partout : à Mangin, à l'entrée du quai Hoche, le long de la Loire et de la rue La-Tour-d'Auvergne. La menuiserie Bousseau avait préparé un système qui permettait de réaliser les chemins de la procession avec de la sciure colorée. Ce qui était marrant, c'est qu'il y avait le conseil paroissial avec, en général, des gens à l'aise... Mon père et mon oncle arrivaient à 8 h du matin pour monter les reposoirs, les marches et tout ça, alors que ces gars-là, ils venaient à 10 h voir ce qui se passait et ils disaient : « Ah monsieur, mettez un peu comme ça, faites un peu comme ça... » Et mon oncle disait : « Vous pouvez le faire, je vous laisse ma trousse ! » Mon père était pratiquant, mais mon oncle ne l'était pas du tout... » **Louis**

► « À l'Ascension, les cérémonies de la Fête-Dieu, c'était un spectacle magnifique ! Beaucoup de gens descendaient dans la rue pour faire les décorations ensemble. J'y participais avec mes frangins et tout le monde se prenait au jeu. Des moules permettaient de tracer à la craie des motifs de fleurs ou autres. Après, on remplissait ces motifs avec de la sciure colorée. Les décorations permettaient à la procession de passer dessus. On se promenait en faisant tout un circuit dans le quartier. Le prêtre était sous le dais, portant l'eucharistie. Il y avait les clochettes devant, les communiant derrière. » **Daniel**

« Les patronages, c'était pas mal, ça occupait les jeunes »

► « Tous les jeudis, les gosses qui habitaient dans les rues comme Biesse, Vertais, La-Tour-d'Auvergne, etc., allaient au patronage. Ils étaient peut-être 80 dans la cour derrière l'ancienne église. Toutes ces rues-là, il fallait plus ou moins être au grand air. Alors, des séminaristes venaient pour s'en occuper. Pour les filles, c'étaient des religieuses, des auxiliaires, qui avaient leur maison juste à côté de l'école de filles Prairie-d'Aval. Les filles, c'est là qu'elles allaient le jeudi. Il y avait des occupations comme la gymnastique, des jeux de ballon ou du foot pour les garçons. » **Jacqueline**

► « Les patronages, c'était pas mal, ça occupait les jeunes. Il y en avait un peu partout. On se retrouvait dans une salle rue La-Tour-d'Auvergne derrière la cure. Il y avait des pièces de théâtre, des choses comme ça. C'était assez intéressant. On faisait de la gymnastique aussi. À ce moment-là, les femmes qui s'en occupaient étaient des auxiliaires. Je ne sais pas ce que c'était comme ordre. Elles avaient un petit bonnet, pas une vraie cornette. Elles venaient avec une remorque. Pour le goûter, elles récupéraient des biscottes et avec de la confiture dessus, c'était notre goûter. Il n'y avait pas grand-chose, c'était encore rationné. Une année, on était allées dans l'ancien hôpital. Il y avait des bâtiments sur le quai, avec une grande cour et on apprenait à broder. Pour les filles, c'était l'époque des ceintures brodées. Voilà, c'était ça le patronage, le jeudi ou pendant les vacances. » **Odile**

« Quand nous avons récupéré le presbytère, une certaine vie paroissiale a redémarré »

► « J'ai été nommé à la paroisse de la Madeleine en 1988. Je venais de passer dix ans à Madagascar. Pour être clair, quand je suis arrivé, la vie paroissiale était un peu mortifère. Mais ce n'était pas lié au quartier, c'était général.

Dans les années 1980, il y a eu le père Jean Guillon, Pierre Yvernogeau, Victor Brosseau, Yves Perrault. Et avant moi, c'était le père Garnier. Voilà l'équipe qui était là dans les années 80. Du temps du père Garnier, les curés habitaient dans un appartement HLM au dixième étage de l'une des trois tours du boulevard Gustave-Roch, parce que le presbytère de la Madeleine était devenu une école d'infirmières. Donc, quand j'ai été nommé, je me suis trouvé avec le père Guillon dans cet appartement. Mais ce n'était pas du tout pratique car il y avait juste une ou deux pièces qui étaient réservées au presbytère. Ça partait d'un principe idéologique d'insertion dans les quartiers. Mais après, dans un quartier qui commençait à émerger du côté de Beaulieu, il a fallu avoir un lieu d'accueil. On a donc récupéré tout le presbytère qui appartenait toujours à l'évêché.

Donc, quand je suis arrivé, nous sommes revenus habiter dans l'ancien presbytère de la Madeleine. Après, nous avons aménagé la maison pour avoir une vie de presbytère avec un lieu d'accueil, d'écoute et des salles de rencontre. On a réhabilité le sous-sol pour installer la nouvelle aumônerie qui, avant, était du côté de la rue La-Tour-d'Auvergne. C'était l'aumônerie du collège Aristide-Briand. D'ailleurs, à mon arrivée, j'avais été très bien accueilli par les Raul. Monsieur Raul était le principal du collège, un homme extra. On avait parfois des chemins un peu différents au niveau confessionnel mais, en général, on travaillait bien ensemble sur les questions de la jeunesse, des lycées, des collèges, de l'implantation d'autres lieux de scolarité sur le quartier.

Quand nous avons récupéré le presbytère, une certaine vie paroissiale a redémarré. Il y avait beaucoup de choses à remettre en route dans ces années 88-95. Pendant les sept ans que j'ai passés à la Madeleine, il y avait à peu près 70 laïcs avec des responsabilités prises par les uns et les autres. Il y avait l'éveil à la foi, la préparation aux baptêmes, la préparation aux mariages, aux sépultures, et aussi l'animation avec les Carmes qui démarraient. Notre grande préoccupation, c'était de savoir comment faire pour rencontrer les gens qui vivent très bien sans nous. On a donc mis en place des actions communes entre prêtres et laïcs. C'est là que des chrétiens se sont un peu réappropriés l'église de la Madeleine au niveau de l'animation, notamment des parents du collège Aristide-Briand. On a été les témoins d'un quartier qui commençait sa grande mutation, avec Beaulieu et la fin des chantiers navals.

« Ça m'a appris à mieux sentir ce qui se passait dans les quartiers »

À mes débuts, surtout au bout de la deuxième ou troisième année, deux lieux sont devenus très importants pour moi pour découvrir et comprendre le quartier : la pharmacie et le bureau de tabac. Avec la pharmacienne, j'ai appris des choses sur les préoccupations des hommes et des femmes qui venaient pour une ordonnance mais aussi, qui avaient ce besoin de parler des problèmes d'isolement, de solitude, des problèmes de couple, les problèmes de vie quoi. Sur le quartier, surtout du côté de Petite-Biesse et Grande-Biesse, il y a des appartements de l'hôpital Saint-Jacques avec des patients en milieu ouvert. Ces personnes, extrêmement fragiles, passaient à la pharmacie faire le plein de médicaments.



1955, l'ensemble paroissial Sautre-Madeleine : l'église et le presbytère vus depuis le boulevard Gustave-Roch.

Au bureau de tabac, pas moins de 1 000 personnes passaient dans la journée. Alors là, il y avait les gens pressés et il y avait les gens un peu fragiles qui venaient pour une petite chose et qui avaient tout leur temps. Alors la cohabitation avec ceux de la vie active, qui sont pressés, était parfois difficile. Il y avait des tensions tous les jours car le rythme et l'univers n'étaient pas les mêmes. Ça m'a beaucoup marqué ça aussi. Ça m'a appris à mieux sentir ce qui se passait dans les quartiers, quand il y avait quelques tensions ou quand les gens faisaient leur crise. Je me suis d'ailleurs rendu compte que les changements de lune, ça influençait sur les comportements ! Je n'y croyais pas du tout mais ces jours-là, les gens téléphonaient la nuit à la cure, comme ça, pour le besoin de parler.

« Au début, les gens qui arrivaient à Beaulieu ne se sentaient pas rattachés à la Madeleine »

Dans les années 80 et 90, la paroisse s'est implantée sur le quartier Beaulieu car elle était absente de ce secteur. Quand je suis arrivé, il y avait 12 000 habitants sur l'île Beaulieu et beaucoup de gens ne faisaient que passer. Ils arrivaient sur Nantes, trouvaient assez rapidement des logements sur Beaulieu, mais ce n'était pas forcément pour y rester. Un certain nombre souhaitait partir vers Saint-Sébastien pour construire une maison. Beaucoup de foyers de ce temps-là, avaient un ou deux enfants et voulaient construire. Les m² étaient encore accessibles dans la proche banlieue nantaise.

Au début, les gens qui arrivaient à Beaulieu ne se sentaient pas rattachés à la Madeleine. Il y avait la spécificité Madeleine, Grande-Biesse, Petite-Biesse, toute l'histoire du quartier des Ponts. L'évêché a donc fait l'acquisition d'un bureau boulevard Blancho, l'Escale, pour permettre à l'église d'avoir pignon sur rue dans ce nouveau quartier. Ça, c'était l'Escale 1. Ensuite, il nous fallait aussi une possibilité pour se rencontrer dans plusieurs salles de réunions. D'où l'Escale 2, qui était au 9, boulevard Georges-Pompidou. Là, on avait à peu près 150 m² en rez-de-chaussée, pour faire des réunions, des préparations aux baptêmes, etc. » **Hubert**

« L'observation de la vie du quartier a fait remarquer qu'il y avait beaucoup de personnes très isolées »

► « J'ai été prêtre de la paroisse Sainte-Madeleine entre 1997 et 2002. À cette époque-là, il y avait davantage de messes. Alors souvent, nous, les prêtres, on tournait beaucoup avec Saint-Jacques. On s'organisait pour se

décharger parce qu'on était moins nombreux. Il y avait une collaboration entre les paroisses. Il y avait aussi quatre sœurs, des religieuses de Mormaison, qui habitaient en face de l'église. Elles étaient infirmières. Elles faisaient partie de la pastorale et participaient à la catéchèse.

Il y avait des figures marquantes parmi les personnes qui se sont investies dans la vie de la paroisse mais aussi, dans celle du quartier. Une symbiose se faisait. Par exemple, il y avait une collaboration active avec la maison de quartier pour pouvoir prendre en compte l'ensemble des dynamiques du quartier. Et avec Annie Le Guével, on était présents dans les comités consultatifs pour pouvoir analyser les besoins des gens. Il y avait ce désir d'être présents, comme dix ans avant, quand on avait voulu être présents sur Beaulieu.

À la fin des années 1990, « Les jeudis de l'amitié » se sont mis en place avec le Secours catholique. L'observation de la vie du quartier a fait remarquer qu'il y avait beaucoup de personnes très isolées, du fait que le quartier était entre deux hôpitaux. Des logements étaient loués pour ceux qui étaient en hôpital de jour et ces personnes se trouvaient extrêmement fragiles.

Il faut aussi parler du petit carrefour d'hommes maghrébins qui se retrouvaient au moins trois ou quatre soirées par semaine au pied du presbytère. C'était très typique. C'était leur lieu de vie, parce qu'ils avaient besoin d'être entre eux pour échanger. Il faut aussi citer l'accueil des migrants qui arrivaient au MIN avec les camions des pays de l'Est. Quand ils déchargeaient au MIN, il y avait aussi des personnes dans le camion. Ils ont été accueillis par des personnes du quartier qui nous ont dit : « Il faut faire quelque chose car je ne peux pas les loger chez moi. » Il est donc arrivé que des migrants des pays de l'Est soient accueillis à l'Escale à la fin des années 90. À cette époque-là, beaucoup venaient de Géorgie, de Moldavie. » **Guy**

« Aujourd'hui, peu de gens du quartier vont à l'église Sainte-Madeleine »

► « Nous avons fréquenté la paroisse Sainte-Madeleine jusqu'à Guy Dubigeon. Ensuite, la communauté de l'Emmanuel s'est installée et la fréquentation de l'église a beaucoup changé après. C'était au moment de la refonte des paroisses. Plusieurs paroisses ont été regroupées en une seule. C'était un mouvement de masse décidé sous Jean-Paul II et c'est là qu'il y a eu des négociations. Le Vatican a demandé à l'évêché de réserver une place à la communauté de l'Emmanuel. » **Dominique**

► « La paroisse Sainte-Madeleine a été choisie parce qu'il fallait bien en choisir une... Alors ce qui est dommage c'est que le quartier est un quartier populaire. Les gens qui fréquentaient la paroisse étaient des gens simples et aujourd'hui, ils ne se sentent plus à leur place. Aujourd'hui, peu de gens du quartier vont à l'église Sainte-Madeleine. Ce n'est pas au niveau religieux que ça se passe mais plutôt au niveau social. Quand on les voit le dimanche, ce n'est pas vraiment l'esprit du quartier. Il n'y a plus que les enterrements où l'on voit les gens du quartier. Ça aurait été plus adapté pour les paroisses du centre-ville. Maintenant beaucoup de gens du quartier vont à Saint-Jacques ou alors à Notre-Dame-des-Lumières. Avant l'installation de la communauté, il y avait un noyau de fidèles. L'église était beaucoup fréquentée au moment des grandes fêtes comme Noël. Mais elle n'a jamais été pleine, elle est tellement grande ! Pour la remplir, il faut de grands événements. »

Irène

Maurice Gravouil, aumônier des Portugais à Sainte-Madeleine

Dans les années 1970, le quartier de Ponts est l'un des points de chute pour les nombreux Portugais qui arrivent à Nantes entre 1969 et 1971. Parmi les 700 expatriés qui fuient le Portugal du dictateur Salazar, 33 logent dans la seule rue Petite-Biesse, réputée, à l'époque, pour sa vétusté. La plupart des hommes sont embauchés dans les entreprises du bâtiment et sont rejoints, un ou deux ans plus tard, par leurs épouses, presque toutes femmes de ménage, même si certaines sont ouvrières spécialisées chez Guillovard. Les conditions de travail et de logement sont donc particulièrement difficiles. Les milieux et associations catholiques se mobilisent alors afin d'organiser la solidarité en faveur de ces immigrés de même confession, venus en grande majorité du nord du Portugal.

En 1969, Maurice Gravouil, prêtre rattaché à la paroisse Sainte-Madeleine, devient aumônier des Portugais au moment où l'église de France crée la pastorale des migrants. Né en 1932 et décédé en 2014, il s'occupe des étrangers à partir de 1965. Syndicaliste à la CFDT, militant Gasprom, traducteur assermenté de portugais, conseiller prud'homal, il est surtout prêtre ouvrier : de 1972 à 1982, il travaille dans le bâtiment et loge dans un foyer Sonacotra.

Les Portugais se retrouvent lors des messes célébrées dans leur langue, en particulier dans l'église Sainte-Madeleine où un registre spécifique de baptêmes et mariages est tenu de 1972 à 1980. L'église catholique offre ainsi aux migrants une structure d'accueil vivement appréciée : la messe le dimanche est l'occasion de retrouvailles, de parler portugais pour ceux qui se sentent isolés et d'échanger des nouvelles du pays.

« À la Madeleine, on était moitié des Français, moitié des Portugais, à la messe de minuit de Noël »

► « Maurice Gravouil était une figure importante de la paroisse. C'était un prêtre ouvrier. Il habitait du côté de la Petite-Biesse et il travaillait dans le quartier. Il a été l'un des premiers prêtres chargés des Portugais. Pendant longtemps, il y a eu une célébration pour la communauté portugaise qui était importante sur le quartier, surtout à partir des années 70. Il y avait aussi le pèlerinage de Fatima à Pontchâteau le 13 mai. Tout cela a mûri à la Madeleine. C'était une communauté très modeste, mais qui est restée très ouverte. » **Hubert**

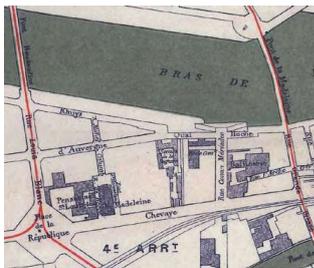
► « Maurice Gravouil, c'était l'aumônier des Portugais. Il y avait beaucoup de Portugais dans le quartier. À la Madeleine, on était moitié des Français, moitié des Portugais, à la messe de minuit de Noël. Quand j'allais conduire ma fille à l'école Gustave-Roch à 9 h, je me souviens qu'il y avait tout un petit groupe de mamans portugaises. Et moi, je parlais surtout avec l'une d'entre elles parce que son fils était dans la même classe que le mien. Et un jour, j'ai appris que quand moi, je venais de me lever pour emmener ma fille, cette maman était allée à 5 h du matin faire le ménage chez Decré. Et elle revenait pour préparer ses enfants avant de les emmener à l'école. Ça m'avait scotchée ! Quand moi, je venais de me lever, ça faisait trois heures qu'elle était à bosser chez Decré. Et puis un jour, ils sont repartis au Portugal. Ils se sont fait un petit peu de sous ici et ils sont repartis après avec leurs enfants. » **Thérèse**

2. LES ÉCOLES DE LA PAROISSE

Avant la création de la paroisse Sainte-Madeleine, les enfants du faubourg des Ponts, qui fréquentent les écoles privées, doivent traverser la Loire. C'est en effet le long de la chaussée de la Madeleine, à partir de 1821, que l'enseignement primaire privé s'implante sur les îles, dans les terres de la paroisse Sainte-Croix.

À partir du milieu du 19^e siècle, l'abbé Yviquel se préoccupe de développer l'enseignement dans sa paroisse. En 1857, il reçoit en don des bâtiments situés boulevard Babin-Chevay. Il sollicite alors les Sœurs de la Sagesse afin d'y ouvrir une école de filles. L'afflux des élèves nécessite rapidement un agrandissement. En 1860, l'acquisition d'un terrain à proximité permet d'étendre l'établissement jusqu'au quai Hoche. Un petit pensionnat est alors érigé. L'ensemble est complété dans les années 1870 par deux autres terrains qui permettent d'agrandir, à nouveau, les locaux. L'entrée est désormais située au 10, quai Hoche.

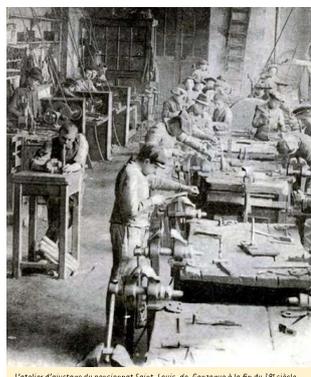
Pour les garçons, deux terrains sont achetés en 1862. Le premier situé à l'angle de la rue Louis-Blanc et du boulevard Babin-Chevay permet d'édifier des locaux scolaires avec cour et préau, dans lesquels la première rentrée a lieu en 1864. Cette première école est expropriée et démolie pour la création de la place de la République. Un nouveau bâtiment est alors construit un peu plus en retrait. Sur le second terrain, un pensionnat voit le jour en 1870. L'ensemble prend le nom de pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague. Il est alors dirigé



1900, l'ensemble paroissial Sainte-Madeleine s'est développé dans le périmètre compris entre la place de la République et l'extrémité de la rue La-Tour-d'Auvergne : le pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague jouxte l'Église, tandis que l'école des filles est implantée en bordure du quai Hoche.



Fin 19^e siècle, façade du pensionnat Sainte-Madeleine au 10, quai Hoche.



L'atelier d'ajustage du pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague à la fin du 19^e siècle.

par les Frères des écoles chrétiennes, congrégation fondée par Jean-Baptiste de la Salle, et vouée à l'éducation gratuite des enfants pauvres.

Au début du 20^e siècle, les deux écoles entrent dans la période tumultueuse des lois anticléricales promulguées entre 1901 et 1905. Les deux établissements doivent fermer leurs portes en 1906. Les bâtiments de l'école des filles sont rachetés en 1912 par la société immobilière de Sainte-Madeleine. L'enseignement peut alors reprendre. Quant aux locaux du pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague, la municipalité Bellamy les attribue à l'école primaire supérieure de jeunes filles. Un petit établissement, l'école Saint-Joseph, ouvert au 26, boulevard Babin-Chevay, permet d'accueillir les garçons à partir de 1930. Mais sa fréquentation restera toujours moins élevée que celle de l'école des filles.

« C'était contrasté dans l'école, ça allait du très pauvre au très riche »

► « Quand on a emménagé boulevard Victor-Hugo en 1942, mes parents ne savaient pas trop dans quelle école nous mettre. C'est donc le patron de l'annexe des Brasseries de la Meuse qui a indiqué à papa le pensionnat tenu par des religieuses au bout de la chaussée de la Madeleine et qui dépendait de Sainte-Croix. On ne s'y est pas tellement plu. Et puis cela faisait loin. Il fallait traverser le pont quatre fois par jour parce qu'on ne mangeait pas à la cantine. Et puis, c'était moche cette école ! C'était tout entouré de bâtiments, avec des grands murs et la cour au milieu. On avait l'impression d'être en prison. J'en garde un mauvais souvenir. On est restées un trimestre, puis on est arrivées à l'école de la Madeleine sur le quai Hoche. C'était bien plus près !

Il y avait une chapelle au fond de la cour. Et avec les bonnes sœurs, on y allait le midi, pour les prières. Il fallait une petite calotte pour mettre sur sa tête. Oh bien oui, on n'allait pas à la chapelle sans coiffure ! On se serait fait attraper ! Elles étaient strictes les bonnes sœurs. Alors, j'avais une petite calotte verte avec des broderies dessus mais je l'avais échangée contre je ne sais plus quoi... » Odile



Années 1920, cour du pensionnat Sainte-Madeleine abouissant sur le boulevard Babin-Chevay.



Classe de 6^e en 1956 avec sœur Solange.

► « J'ai fait toute ma scolarité à l'école de la Madeleine. À mon grand désespoir ! Je n'en garde pas un bon souvenir parce que j'avais un tempérament un peu rebelle... Alors, j'étais souvent au pain sec et à l'eau dans le réfectoire. Une sœur me disait que j'étais un démon !

Ça allait du primaire à la seconde. J'ai passé une dizaine d'années dans cette école. L'école privée, c'était cher normalement. Mais mes parents n'ont jamais payé parce qu'ils ont utilisé mon père pour faire tous les travaux de plomberie dans l'école.

J'allais à la messe deux fois par semaine avec ma sœur : il y avait une messe à 6 h du matin avant d'aller à l'école et une le dimanche, obligatoire. On avait une carte de messe à faire tamponner. On la laissait dans la corbeille en partant et on la récupérait le lendemain à l'école. C'était surveillé... Mais moi, je m'arrangeais toujours pour donner ma carte à quelqu'un !

J'y allais à pied avec mes frères et sœurs. On faisait le chemin matin, midi et soir. On passait par la rue de Vertais parce qu'il y avait plus de choses à voir. C'était moins monotone que le grand boulevard. Rue de Vertais, il y avait les clochards, et on passait devant l'école publique de la place Wattignies. Alors entre l'école publique et l'école privée, c'était quelque chose ! Alors les sœurs nous disaient que les filles de l'école publique n'étaient pas fréquentables ! Alors moi, j'adorais les filles de l'école publique parce qu'elles avaient des galoches ! Alors que nous, on devait mettre des chaussures avec des semelles en crêpe.

C'était contrasté dans l'école, ça allait du très pauvre au très riche. Je me souviens d'une fille qui venait en voiture avec chauffeur ! J'étais un peu rebelle dans cette école parce que je trouvais que les riches dédaignaient trop les pauvres, alors qu'on était aussi intelligents qu'eux ! Et on était aussi bien élevés, sinon plus, parce qu'on savait partager.

Le seul bon souvenir que j'ai, c'est quand on se déguisait pour les kermesses ! Ou quand on allait faire du théâtre. Il y avait un petit théâtre dans la rue La-Tour-d'Auvergne. On allait là avec les sœurs pour préparer le spectacle de la messe de Noël. ► **Joëlle**

« Ce n'était que des enseignantes, il ne fallait pas faire entrer le loup dans la bergerie ! »

► « Nous étions à l'école Sainte-Madeleine, chez les bonnes sœurs. Elle faisait école primaire et CEG, collège d'enseignement général. C'était une école importante avec un pensionnat. Beaucoup de filles du Sud-Loire étaient pensionnaires. Après le CM2, ils avaient des sections commerciales pour faire des CAP, des métiers de bureau. Moi, j'ai suivi la filière normale : 6^e, 5^e, 4^e, 3^e.



Classe de maternelle en 1954-1955 avec sœur Colette.

C'était une école de filles, la séparation avec les garçons était encore très marquée, même dans le public. Quand j'étais petite, c'était mixte dans les petites classes. Après, l'équivalent pour les garçons était à côté de l'église, une école de frères mais c'était très anecdotique et il ne devait pas y avoir beaucoup de monde. Pour les garçons, c'était plutôt l'école primaire du quai Hoche.

Les enseignantes étaient surtout des bonnes sœurs mais il y avait de plus en plus de civiles, même de mon temps. En primaire, j'ai eu une bonne sœur puis deux civiles et une autre bonne sœur, la dernière année. À partir de la 6^e, il y avait plus de matières et ils ont dû faire appel à des laïques. Ce n'étaient que des enseignantes, il ne fallait pas faire entrer le loup dans la bergerie !

Il n'y avait pas de terrain de sport dans cette école. Alors, on allait courir au bout du boulevard Vincent-Gâche parce qu'il n'y avait pratiquement rien. On faisait du saut en hauteur et du grimper de corde derrière la nouvelle église de la Madeleine. Il y avait des grandes armatures à l'arrière de l'église où les cordes étaient fixées. On faisait du saut en hauteur avec un élastique, dans la cour derrière. C'était ça nos cours de sport.

On avait des patins dans les classes. C'était du parquet qu'on cirait nous-mêmes avant les vacances, comme nos bureaux aussi. Il fallait donc marcher avec des patins et ils exigeaient qu'il y ait des élastiques dessus ! Quand je pense que j'ai été gestionnaire d'un collège ensuite... Je m'imagine exiger maintenant des enfants de marcher avec des patins !

Après le collège, j'ai voulu aller au lycée Guist'hau mais les bonnes sœurs devaient influencer et je me suis retrouvée dans un cours privé, près de la cathédrale, rue du Roi-Albert. Ça s'appelait le cours Saint-Ambroise. Là, on était aux premières loges quand il y avait des manifs ! On les suivait toutes ! On avait un curé sympa, prof d'espagnol, qui, quand il y avait des manifs, chantait l'Internationale ! Parce qu'à l'époque, on chantait dans les manifs ! ► **Catherine**



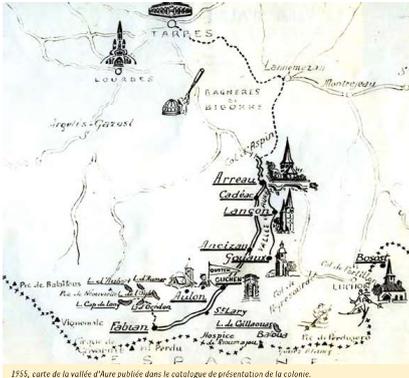
Classe de 3^e en 1962-1963 avec sœur Anne-Marie.

3. « UNE COLONIE EN CINQ VILLAGES » : LE CENTRE DE VACANCES D'AULON

À la sortie de la guerre, le vicaire de la paroisse Sainte-Madeleine, Raoul Boutet, crée une colonie de vacances dans les Pyrénées afin d'emmener les enfants du quartier à la montagne. Implantée dans la vallée d'Aure, cette dernière se déploie progressivement sur cinq villages afin de pouvoir accueillir chaque été plus de 1 000 jeunes Nantais.

Le 25 juillet 1945, 130 enfants découvrent le village d'Aulon, à moitié vidé de ses habitants et dans lequel les maisons abandonnées ont été aménagées pour accueillir les premiers colons. L'année suivante, 250 petits Nantais sont de l'aventure. Garçons et filles sont alors séparés : les garçons restent à Aulon, les filles sont accueillies à Gouaux. En 1947, l'effectif croît à nouveau avec 400 inscrits. Les adolescentes sont hébergées dans un troisième village : Lançon.

Mieux structurée, l'association Centre de Vacances d'Aulon établit son siège dans les locaux de la paroisse au 10, rue La-Tour-d'Auvergne. En 1948, afin de mieux organiser le ravitaillement, l'intendance générale, dénommée le Nid d'Aure, est installée dans un quatrième village : Guchen. En 1951, la colonie prend définitivement ses quartiers dans la vallée d'Aure avec l'ouverture d'un cinquième centre dans le village d'Ousten pour accueillir les plus jeunes garçons. Dix ans après sa création, l'augmentation continue des effectifs nécessite d'adapter chaque année les locaux dans les différents villages : acquisition de baraquements, de terrains et construction de nouveaux bâtiments.



Chaque année, la colonie bénéficie de nombreux soutiens, financiers et logistiques, de la part de commerçants et artisans nantais et plus particulièrement ceux du quartier. Ainsi, dans les années 1960, le transporteur Jean Ripoché, établi rue La-Tour-d'Auvergne, assure le transport du matériel de la colonie, tandis que La Grande pharmacie de la Madeleine, place de la République, fournit les produits pharmaceutiques.



En 1963, l'affluence exige la création de deux séjours d'été de six semaines afin d'accueillir près de 1 300 jeunes. Cette expérience de la montagne marque beaucoup d'entre eux. Aussi, la destination des Pyrénées devient un lieu de vacances pour de nombreux Nantais ayant découvert la région, au cours de leur séjour à la colonie d'Aulon.

Le 5 octobre 1987, la rue Saint-Joseph devient la rue Abbé-Boutet (1914-1978), ancien vicaire de Sainte-Madeleine, « très estimé par les habitants de ce quartier et bien connu pour ses réalisations de centres de vacances ».

« Moi, c'était la première fois que je voyais la montagne »

« En 1945, je suis partie en colonie avec l'abbé Boutet. Il disait que les enfants étaient fatigués et qu'ils n'avaient pas beaucoup mangé. On est donc partis en colonie à Aulon avec mon amie Mauricette. On était nombreux à partir. Je ne sais pas si c'était une colonie réservée pour la paroisse Sainte-Madeleine mais il y avait pas mal de filles qu'on connaissait. Il y avait garçons et filles mais pas ensemble. Bien sûr, à l'époque, pas question ! Même pour manger !

La première année, on avait mis du temps pour y aller parce que des ponts étaient encore coupés. Il me semble qu'il fallait passer par Tours. On a dû partir le matin de bonne heure et on est arrivés dans la soirée à Arreau Cadéac. De là, on est partis à Aulon à pied. On est donc arrivés de nuit. Et le lendemain matin, quand on s'est réveillés et qu'on a vu les

montagnes, c'était magique ! La plupart n'y étaient jamais allés. Moi, c'était la première fois que je voyais la montagne.

Les premières années, on partait pour au moins quatre bonnes semaines. Comme on n'avait pas de valise, il fallait mettre nos affaires dans un tissu, comme un drap, avec notre nom dessus. Sur place, c'était vraiment sommaire. Les dortoirs, c'étaient des matelas par terre. Et pour la nourriture, ils faisaient ce qu'ils pouvaient. On était dans une ancienne étable. Derrière, il y avait encore les mangeoires. Alors ce qu'on n'aimait pas, hop, on le balançait derrière ! Et puis, on a été plus ou moins malades à cause de ce qu'on mangeait... Pour les toilettes, ils avaient fait des tranchées avec des planches et puis quelque chose devant quand même, mais c'était rudimentaire. Mais à l'époque, on n'était pas trop difficiles pour ces choses-là. Évidemment, il n'y avait ni salle d'eau ni douche. Il y avait un petit ruisseau qui coulait dans le bas du village. On allait faire la toilette dedans mais

comme c'était glacé, la toilette était vite faite ! Quand on est rentrés, on a eu le droit à un dégrassage par nos mères ! Il n'y avait pas d'hygiène, il faut bien le reconnaître. J'y suis allée en 1945 et j'y suis retournée en 47. Alors là, on était à Gouaux. C'était quand même un petit peu mieux. Nous, on était dans une maison qu'ils avaient louée. Là, on devait avoir des lits avec un matelas dessus.

Pour l'encadrement, il y avait l'abbé Boutet avec des moniteurs et des monitrices. Je ne sais pas ce qu'ils avaient comme formation. Il y avait des adultes en tout cas. On faisait des excursions en montagne. Et des fois, c'était limite du point de vue sécurité... » **Odile**

► « On allait en vacances à la colonie d'Aulon dans les Pyrénées. Comme la vie était assez dure financièrement pour la famille, et que nous ne pouvions pas nous offrir de vacances, ma mère avait trouvé la solution : elle se faisait embaucher comme laveuse ou cuisinière pour la colonie pendant les deux mois d'été. Et grâce à ça, on est allés à la colonie d'Aulon pendant une dizaine d'années. Même si ma mère travaillait, ça lui permettait de changer d'air. » **Nicole**

« Se retrouver en pleine nature, pour des gamins de la ville, c'était extraordinaire ! »

► « En 1945, notre mère a fait partie des premiers enfants à aller au centre de vacances d'Aulon. Le père Raoul Boutet s'était déplacé chez ma grand-mère en disant qu'il emmenait des enfants à la montagne. Comme elle n'avait pas d'argent, il a dit à ma grand-mère : « On s'arrangera. » Je ne sais pas comment il a fait mais je pense que ma grand-mère n'a rien payé ou très peu. Je ne sais pas s'il avait des sponsors mais en tout cas, il a emmené des gamins du quartier. C'était un quartier populaire où les gens étaient pauvres. D'autant plus que c'était après la guerre, il n'y avait plus de logements. Les gens logeaient dans des trucs pas possibles. Donc il savait que les mômes du quartier avaient besoin de changer d'air.

Le père Boutet était charismatique. Alors, d'après ce que j'ai compris, il avait été traité pour une tuberculose dans les Pyrénées. À la suite de ce moment, il a juré de ramener des



1955, les baraquements de la colonie de Gouaux destinée aux filles de 7 à 14 ans.



1956, un groupe de jeunes Nantaises de la colonie de Lançon destinée aux filles de 14 à 17 ans.



Juillet 1967, Marc et Anne à Gouaux. Photo prise par l'abbé Boutet à l'occasion de la Fête des frères et sœurs.

gamins à la montagne, dans les Pyrénées. C'est comme ça que le choix s'est fait. Il avait réussi à entraîner un tas de gens. Il venait tous les ans à la colo ! Nous étions tous, en quelque sorte, ses enfants. Il est mort dans un accident de voiture en 1978.

À l'époque, les curés de paroisse avaient la fibre sociale. Et pour les jeunes, il y avait les patronages. Il y avait les amicales laïques d'un côté et les patronages de l'autre. Beaucoup d'activités associatives d'aujourd'hui sont issues des patronages. Ils ont formé un tas de gens.

Maman est donc allée en colonie trois années de suite entre 1945 et 1947. Le père Boutet a quand même réussi à faire monter des gamins en galoches de bois au sommet de l'Arbizon, à 1 600 mètres au-dessus d'Aulon ! Inenvisageable de nos jours quand on connaît ce sommet et le pierrrier dangereux qui s'y trouve. Mais même si c'était dur, ma mère devait avoir de très bons souvenirs puisque qu'elle nous y a envoyés mon frère et moi ; mon frère à partir de 9 ans et moi à 8 ans. La colo coûtait assez cher pour nos parents. Ma mère disait qu'ils économisaient toute l'année pour nous envoyer. Et eux, ils ne partaient pas.

C'était une colo assez extraordinaire, mes meilleurs souvenirs d'enfance ! Se retrouver en pleine nature, pour des gamins de la ville, c'était extraordinaire ! On avait tout le village et la montagne, devant et derrière, pour nous ! Personne ne nous surveillait. C'était très boy-scout quand même mais c'était une expérience très marquante.

Il y avait deux sessions, une en juillet et une en août. Nous, on partait toujours en juillet pendant cinq semaines. Il y avait un train entier spécialement pour la colo qui partait de Nantes fin juin et un autre qui partait fin juillet. Il y avait deux trains complets à chaque départ, avec je ne sais pas combien de wagons. On était huit par compartiment et on passait la nuit dans le train. Quand j'y suis allée la première fois à 8 ans, c'était la première fois que je prenais le train. Quand on est arrivés à la gare d'Arreau, je suis tombée immédiatement amoureuse de la montagne ce jour-là ! Je m'en souviens encore. Un souvenir très fort qui m'émue toujours.

Au départ, la colonie a été créée à Aulon. Après, elle s'est développée sur plusieurs villages. Moi, j'ai connu des bâtiments en bois avec des lits en fer à Gouaux. Pour se laver, on avait un tuyau au milieu pour alimenter les robinets d'eau froide et on prenait une douche de temps en temps. Mais on s'en fichait complètement !

L'activité principale pendant les camps, c'était la marche. Des fois, on nous lâchait en moyenne montagne au-dessus de Gouaux pour faire un jeu de piste. On était par deux et on faisait tout un tour dans la montagne. Moi, j'adorais ça ! On devait avoir 12 ou 13 ans, on nous faisait confiance. Sinon, on montait dans un camp avec nos tentes, nos gamelles, le ravitaillement et à partir de là, on rayonnait. On faisait des petits sommets. On trimballait les guitares aussi. On était par groupe de dix, une dizaine par tranche d'âge. Et puis selon son âge, on faisait des ascensions différentes.

C'était la vie de scout. On faisait à manger sur le feu de bois et on se lavait un peu dans le torrent.

À l'époque, on avait le sac à dos avec la barre de fer dans le dos et des chaussures de cuir, très lourdes ! Quai de la Fosse, il y avait un magasin de sports qui s'appelait « Plein air - André Jamet ». C'est là qu'on nous envoyait acheter les chaussures de marche. On prenait également un bâton ferré qui était gravé à notre nom et un petit béret. Il a existé longtemps ce magasin. Il était spécialisé dans l'équipement de montagne. Toute la colo se fournissait là. Ça existait encore au début des années 80. Et puis après, il n'y avait plus rien dans le centre de Nantes pour trouver du matériel de montagne.

« Nous les filles, on payait la même chose que les garçons mais on n'avait pas les mêmes activités »

Je suis allée à la colo pendant dix ans. J'ai commencé à 8 ans comme Avette. Il y avait des noms selon les âges : Avette, Intrépide, Souriante, Messagère, Rayonnante, Conquérante puis Cillet, Iris, Gentiane et Edelweiss. On avait nos petits foulards, nos petits bérets avec l'écusson de la colo... C'était quand même assez strict, il y avait toujours les bonnes sœurs. Ça ne rigolait pas toujours avec celles qui encadraient à Gouaux. Il y avait la messe une fois par semaine et moi, à la fin, j'avais dit que j'en avais marre, que

j'avais signé pour aller à la colo, pas pour la messe ! Et puis c'était quand même un poil sexiste à l'époque parce nous les filles, on payait la même chose que les garçons mais on n'avait pas les mêmes activités. Mais, c'était l'époque... Les trucs les plus durs, c'était pour les garçons. Les filles faisaient des choses moins intéressantes et souvent les mêmes sommets.

À la fin, on avait 16, 17 ans. C'était toujours un peu scout. Quand nous étions plus âgées, on essayait de retrouver les gars d'Aulon. Car à 16, 17 ans, les filles et les garçons n'étaient jamais ensemble ! On se disait qu'on allait se retrouver dans tel champ dans la nuit... Et puis évidemment, on se faisait prendre ! Mais on n'aurait rien fait du tout à part fumer une cigarette et manger un gâteau.

Souvent les filles qui avaient été à la colo y devenaient ensuite monitrices. C'est comme ça que ça marchait, ça se transmettait de génération en génération. Moi, je ne l'ai pas fait parce qu'il fallait que je paye mes études et ça ne rapportait pas assez.

Les colonies d'Aulon, ça a été une expérience énorme, très formatrice, où l'on a appris l'effort. C'était génial pour des mômes ! Une très bonne école ! Pour moi, c'était la liberté parce qu'on se retrouvait seules dans un village. On avait de l'espace parce qu'à Nantes, on était dans un appartement, et il ne fallait pas trop broncher. Donc, là-bas, je me sentais libre ! On était entre jeunes, on avait les guitares, on chantait, on faisait des boums, etc. Je pense que ça a donné le goût de la montagne, de la randonnée à beaucoup de gens. Ça fait quand même des milliers d'enfants qui sont partis sur 35 ans. Beaucoup de gens sont retournés vivre dans les Pyrénées. Et tous ceux que je connais y sont repartis marcher. Moi, j'y suis retournée plusieurs fois adulte. Et quand on va dans la vallée d'Aure, l'été, il y a plein de 44. Je pense que c'est à cause de la colo, parce que beaucoup de gamins nantais y sont allés. » **Anne**



Marc au sommet de l'Albizon (2 831 mètres) vers 1971 - 1972.

« Les cairns, c'étaient ceux qui accompagnaient, ceux qui montraient le chemin »

► Au départ, le Centre de vacances d'Aulon, c'était une association. Dans les années 80, la colonie s'est effondrée. Il y a eu un dépôt de bilan avant qu'une autre structure prenne la suite : le Centre montagne Nantes vallée d'Aure, le CMNVA.

À Aulon, c'étaient des granges au départ et en 1966, il y a eu le bâtiment neuf. Sinon, des bâtiments ont été achetés dans d'autres lieux. Pour Gouaux, le père Boutet a repris des vieux préfabriqués de l'après-guerre qui ont été utilisés pendant très longtemps. À Lançon, il a fait construire des bâtiments au début des années 70. À Ousten, c'étaient les maisons du village puisque c'était un village complètement à l'abandon qu'il a repris pour la colonie.



Août 1974, camp des adolescentes. Moment de détente en musique avec de jeunes Espagnoles.



Début des années 1970, un groupe de jeunes filles de la colonie lors d'une ascension.

La colonie faisait travailler sept ou huit personnes à Aulon. La dame qui venait faire la cuisine, c'était une dame du quartier de la Madeleine. Il y en a qui venaient travailler bénévolement. Le père Boutet arrivait à faire venir des dames qui pouvaient profiter du bon air quand elles ne travaillaient pas.

Pour les garçons entre 10 et 14 ans, il y avait ce qu'on appelait des légions et on était une quarantaine à chaque fois, avec quatre équipes de dix. Ça commençait par les Palombes, les Isards, les Veilleurs et les Entraîneurs. En 1965, les jeunes garçons étaient à Ousten avec les bonnes sœurs et tous les matins, on avait le lever aux couleurs avec les chansons. Et chaque année, on allait à Lourdes. Ça faisait partie du rituel et c'était obligatoire. Après 68, il y a eu une crise parce que beaucoup d'encadrants n'allaient plus à la messe et le père Boutet disait que ça manquait de spiritualité.

Des moniteurs et des accompagnateurs de montagne étaient formés pour aller à la colonie. On les appelait les cairns. Ils n'avaient pas de diplôme, ils s'étaient formés sur le tas. C'est un système qui a été cassé dans les années 70 parce qu'il a fallu des diplômes ensuite pour être accompagnateur de montagne. Moi, j'ai été cairn en 1972. Il fallait accompagner 40 gamins de 12 ans à 2 600 mètres d'altitude. Il fallait être attentif à tout. À l'époque, seuls les gars pouvaient devenir cairn. C'est pour ça que les garçons faisaient des randonnées plus compliquées que les filles car c'était aussi une formation pour les futurs cairns. C'est devenu possible pour les filles à compter de 1974. Les cairns, c'étaient ceux qui accompagnaient, ceux qui montraient le chemin. C'est une philosophie. On se retrouvait en cours d'année pour faire de la varappe, pour s'entraîner, etc. On réfléchissait au camp qu'on allait proposer, mais c'était le conseil d'administration et Raoul Boutet qui décidaient. Je l'ai fait jusqu'en 1980, 1981. Quand on était cairn, on était bénévole mais on était nourri et logé quand même ! » **Marc**



1970, photo des colons rassemblés à Lourdes pour les 25 ans du Centre de vacances d'Aulon.



Classe de garçons de l'école primaire du quartier des Ponts en 1960.

Les écoles publiques

5

C'est dans le faubourg de Vertais que la première école communale nantaise voit le jour en 1835 sous la municipalité de Ferdinand Favre. Au cours de la seconde moitié du 19^e siècle, l'ouverture de trois nouveaux établissements consolide la place de l'enseignement primaire public dans le quartier.

1. LES PREMIÈRES ÉCOLES

La première école communale nantaise

Le 28 juin 1833, la loi Guizot impose aux communes de plus de 500 habitants d'entretenir au moins une école primaire publique. Dès le 3 septembre, la municipalité de Ferdinand Favre s'y soumet et acte la fondation d'une école communale primaire et élémentaire pour garçons. Le choix de son implantation porte sur le faubourg de Vertais : « *Considérant qu'aujourd'hui le quartier qui a les plus urgents besoins en ce genre est sans contredit celui des Ponts, dont la nombreuse population industrielle doit trouver dans une éducation primaire (...) de nouveaux éléments de moralité et d'aisance (...).* Cette école sera gratuite pour au moins deux cents enfants. » Ce choix est également guidé par la perspective du déménagement prochain de l'école normale, ouverte provisoirement dans une maison de la rue Petitpierre en attendant ses locaux définitifs au Bois des Coulées (actuelle rue Arsène-Leloup). En octobre 1835, le déménagement de l'école normale étant effectif, l'école communale reçoit ses premiers élèves dans le local loué au 10, rue Petitpierre. Monsieur Grasland, le premier instituteur communal, la dirige suivant la méthode de l'enseignement mutuel. Un cours du soir gratuit pour les ouvriers adultes est ouvert dès le mois de novembre.



1835, affiche annonçant l'ouverture de la première école publique élémentaire communale dans le quartier des Ponts.

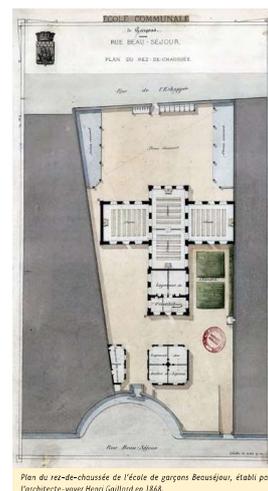
En 1859, 156 élèves sont accueillis dans les deux classes de l'école. À cette date, la fréquentation scolaire est contrainte par les nécessités économiques des familles, comme le souligne le directeur dans son rapport annuel : « *Dans le cours d'une année, nous avons la douleur de voir environ quarante élèves, jeunes, âgés de moins de 10 ans, quitter l'école pour être employés par leurs parents à divers travaux, tels qu'à tourner la roue des cordiers ou qui sont employés dans les fabriques, sachant à peine lire couramment. L'instruction et l'éducation de ces pauvres êtres se trouvent dans un état déplorable sans tenir compte d'un travail prématuré et forcé qui les rend malheureux (...).* » L'ouverture de l'école Beauséjour en 1869 va permettre de porter l'effectif à 300 élèves.

L'école de garçons Beauséjour

En 1867, la loi portée par le ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, marque l'une des grandes étapes législatives ayant permis la généralisation de la scolarisation en France. Précurseur de Jules Ferry, Duruy pose le principe de l'obligation scolaire pour les filles et les garçons âgés de 7 à 13 ans, et celui de la gratuité.

Antoine Dufour, le nouveau maire élu en juillet 1865, après la défaite du vieux sénateur-maire Ferdinand Favre, doit tenir compte au sein du conseil municipal d'une minorité républicaine qui marque très vite sa différence au sujet de la question scolaire.

En 1868, la construction d'une nouvelle école, « *dans laquelle sera transférée l'actuelle école communale des Ponts, qui n'est établie que dans un local loué* », est actée. Un terrain de 2 000 m² est acquis dans la propriété du filateur Guillemet, rue Beauséjour. Ouvert en septembre 1869, l'établissement, conçu par l'architecte-voyer Henri Gaillard, est composé de trois classes et du logement du premier professeur au rez-de-chaussée. La cour de récréation est dotée de deux préaux couverts et d'un escalier en pierre pour accéder à la rue de l'Échappée. Un petit bâtiment annexe est prévu pour loger les seconds professeurs. L'école Beauséjour est la première école nantaise publique, laïque et gratuite, construite spécifiquement par la Ville. Aussi, sa conception va longtemps servir de modèle.



Plan du rez-de-chaussée de l'école de garçons Beauséjour, établi par l'architecte-voyer Henri Gaillard en 1868.



Rue Beauséjour, vue sur une partie des bâtiments et de la cour de l'école de garçons au cours des inondations de janvier 1938.

Dans le premier tiers du 20^e siècle, de nouveaux aménagements complètent l'équipement. Ainsi en 1902, une conciergerie et un réfectoire sont construits sur une partie de la place Wattignies, annexée à l'école. En 1910, pour pallier la suppression de l'école maternelle de Pirmil, une classe enfantine est aménagée à la place du réfectoire. Au cours des années 1920, l'école double sa surface. Un terrain de 2 200 m² situé entre les rues de l'échappée et Beauséjour et faisant partie de l'ancienne raffinerie Pellerin

contiguë à l'école, est acquis. Les travaux, effectués en 1927, permettent d'agrandir la cour, d'améliorer l'espace de récréation et de transformer le grand hangar de l'ancienne raffinerie en préau couvert.



1902, projet de reconstruction de l'école de filles, rue Petitpierre. Élévation principale du nouveau bâtiment et des classes, établie par Louis Amoureux.

L'école de filles Prairie-d'Aval

Entre 1871 et 1874, les premières municipalités républicaines mettent en œuvre un vaste programme d'équipements scolaires. Arsène Leloup, adjoint de Waldeck-Rousseau, puis maire en 1871, demande une autorisation d'emprunt pour la construction d'un réseau d'écoles communales. En attendant cette autorisation, il lance une politique de location de locaux et de municipalisation d'écoles privées laïques dès la rentrée 1871, avec l'objectif de créer une école primaire de garçons et une de filles dans chacun des six cantons de la ville, soit dix nouvelles écoles.

Dans ce contexte, le transfert de l'école des garçons vers Beauséjour va permettre d'affecter, à partir de janvier 1872, le bâtiment loué rue Petitpierre à une école primaire publique de filles dont le quartier est alors dépourvu. Deux ans après son ouverture, l'école, alors dénommée Prairie-d'Aval, scolarise 240 élèves réparties en quatre classes. En 1877, un ouvrtoire et une cinquième classe sont ouverts. Bien que vétuste et exigu, l'établissement subsiste en l'état jusqu'en 1908. C'est en effet à partir de 1902 que la municipalité se préoccupe du problème. L'architecte Louis Amoureux établit les plans d'une nouvelle école de sept classes à construire le long de la Loire, rue de la Prairie-d'Aval. Adjudgés en juin 1905, les travaux s'étalent jusqu'en 1908 en raison du renforcement nécessaire des fondations par des semelles de béton armé Hennebique.

Rapidement, l'école est confrontée à un problème de sureffectif. En 1911, sept institutrices, la directrice et six adjointes, sont chargées de l'enseignement de 375 élèves réparties en sept classes. Deux logements d'adjointes situés au premier étage sont alors transformés pour créer une huitième classe, et un septième emploi d'institutrice adjointe est affecté. Mais cette première mesure n'est pas suffisante. À la veille de la Première Guerre mondiale, l'école comptabilise 50 élèves par classe. Pour faire face à ce lourd effectif, la Ville projette, en mai 1914, la création d'une nouvelle école de filles rue Louis-Blanc : « Toute une agglomération ayant pour centre la place de la République se trouve privée d'école de filles et les enfants, de ce fait, sont obligés d'effectuer un assez long parcours pour arriver à nos écoles. En effet, les établissements scolaires de filles les plus proches de ce centre sont situés rue Émile-Péhant et rue Prairie-d'Aval. Or ces deux écoles sont déjà très surchargées, obligées qu'elles sont de desservir (...) pour la seconde, le quartier très peuplé de Grande-Biesse et de Vertais. (...) Nous proposons de créer une école de filles dans l'immeuble communal de la rue Louis-Blanc formant corps avec celui de la rue de Hercé où doit être installée l'école primaire supérieure de jeunes filles. (...) L'école projetée recevra les enfants du quartier populaire de la gare de l'État et du boulevard Babin-Chevaye. Cet établissement luttera contre l'école privée de filles du quai Hoche qui reçoit deux cents élèves. Il permettra à un groupe très important de familles d'assurer à leurs enfants le bénéfice de la gratuité et de la laïcité de l'enseignement public. » Cette école ne verra finalement pas le jour.



Années 1930, façade de l'école de filles Prairie-d'Aval.

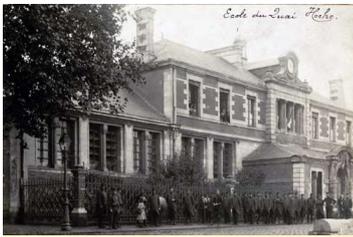
« Toute une agglomération ayant pour centre la place de la République se trouve privée d'école de filles et les enfants, de ce fait, sont obligés d'effectuer un assez long parcours pour arriver à nos écoles. En effet, les établissements scolaires de filles les plus proches de ce centre sont situés rue Émile-Péhant et rue Prairie-d'Aval. Or ces deux écoles sont déjà très surchargées, obligées qu'elles sont de desservir (...) pour la seconde, le quartier très peuplé de Grande-Biesse et de Vertais. (...) Nous proposons de créer une école de filles dans l'immeuble communal de la rue Louis-Blanc formant corps avec celui de la rue de Hercé où doit être installée l'école primaire supérieure de jeunes filles. (...) L'école projetée recevra les enfants du quartier populaire de la gare de l'État et du boulevard Babin-Chevaye. Cet établissement luttera contre l'école privée de filles du quai Hoche qui reçoit deux cents élèves. Il permettra à un groupe très important de familles d'assurer à leurs enfants le bénéfice de la gratuité et de la laïcité de l'enseignement public. » Cette école ne verra finalement pas le jour.

L'école de garçons du quai Hoche

L'ouverture de l'école de garçons du quai Hoche en 1884 achève le programme de constructions d'écoles primaires publiques dans le quartier. Élu en 1874, la municipalité républicaine conduite par Charles Lechat porte un programme de construction scolaire ambitieux et fixe à 24 le nombre d'écoles publiques nécessaires à Nantes : douze écoles de garçons et douze de filles. Ce nombre est par la suite porté à 40 sur injonction des autorités de tutelle.

De 1877 à 1880, neuf écoles sont livrées. Le programme est conçu par l'architecte de la Ville, Antoine Demoget, et son adjoint qui s'appuient sur les plans de l'école Beauséjour pour modéliser un projet-type. Chaque établissement est composé de quatre classes de 75 m² permettant l'accueil de 300 élèves. Ces dernières sont disposées en croix au milieu d'une cour plantée d'arbres et bordée de préaux. En façade, ils placent, sur deux ou trois niveaux, les logements du directeur, du concierge et des chambres meublées pour les instituteurs adjoints. L'ensemble est circonscrit par de hauts murs qui isolent l'école de l'agitation du quartier.

Le 8 mars 1879, le conseil municipal valide l'acquisition d'un terrain situé quai Hoche, « l'école qui y sera établie pourra desservir les rues de la Prairie au Duc, la nouvelle ligne de ponts et toute la partie basse de l'île Gloriette. Le terrain, de forme régulière, remblayé au-dessus des plus hautes eaux, d'une superficie de 1 549 m², (...) a 47 mètres de façade sur le quai et une façade sur la rue Conan-Mériadec. Il a le mérite d'être situé au milieu d'un centre important de population ». La conception-type de Demoget est adaptée au site et le 31 mai, les plans sont validés. Les élus décident par ailleurs la construction d'un cadran et d'un campanile destinés à une horloge publique sur le haut de la façade qui est « placée sur un point très découvert et qui peut s'apercevoir d'assez loin, nous avons cru devoir profiter de cette heureuse situation ».



1914, façade de l'école de garçons donnant sur le quai Hoche et son horloge publique.

Les travaux démarrent en 1880 et le nouvel établissement est inauguré en 1884. Vingt ans plus tard, l'école publique du quai Hoche « est l'une des plus fréquentées de la ville et son agrandissement s'imposera sans délai ». Un terrain est alors acquis rue Conan-Mériadec mais ce projet d'extension est abandonné en 1910 lorsque l'école de filles de la rue de la Faïencerie est transformée en école de garçons. Au cours des années 1930, la construction de trois cités HBM dans le quartier génère un afflux d'enfants qui nécessite un nouvel agrandissement. En 1933, l'aile droite de la façade est surélevée afin d'ajouter deux nouvelles classes.

Deux personnalités marquantes

En 1925 et 2008, deux cérémonies sont organisées afin d'ancrer dans la mémoire locale le passage sur les bancs de l'école de deux personnalités marquantes. La première célèbre la mémoire d'Armand Lesseur, le premier directeur de l'école, membre fondateur de la Ruche nantaise, secrétaire de la Fraternelle et créateur de la musique des Ponts. Une plaque commémorative est apposée à l'intérieur de l'établissement afin de rendre hommage à ce hussard noir de la République, fervent militant de la cause coopérative et mutualiste.

La seconde cérémonie se tient le 20 janvier 2008 au 5, quai Hoche afin de dévoiler une plaque en hommage à René-Guy Cadou. Fils du directeur, le poète a vécu dans l'école de 1931 à 1939. C'est là qu'il a écrit ses premiers poèmes dont l'un s'intitule, *5 Quai Hoche*. « C'était un lieu d'écriture absolument décisif pour lui. Ici, il a eu le malheur de perdre sa mère, le 30 mai 1932. C'était une blessure déterminante, dont il ne s'est jamais remis, mais qui a été source de poésie. Grâce à sa maman, il s'est mis un jour à écrire », souligne sa veuve, Hélène Cadou, lors du dévoilement de la plaque.



1935, photo de la classe maternelle de madame Cormier, prise dans la cour de l'école du quai Hoche.

« Je me souviens très bien de tous mes instituteurs »

► « Je suis allé à l'école du quai Hoche. Je n'avais pas beaucoup de chemin à faire pour y aller puisque j'habitais rue Grande-Biesse. C'était une grosse école. Il y avait une classe par niveau et on était une quarantaine d'élèves. Comptez le nombre de classes et multipliez par 40... Ça fait du monde ! »

Je me souviens très bien de tous mes instituteurs. Il y a d'abord eu madame Rigal, en maternelle, puis madame Cadou. Après, c'était madame Cormier. Je m'en rappelle très bien parce qu'elle était coiffée avec une frange. Puis après, c'était madame Pouplard. Alors, madame Pouplard, elle était plus sévère. L'instituteur principal, le directeur de l'école à l'époque, c'était monsieur Cadou, le père du poète René-Guy Cadou. Après, il y avait monsieur Pointeau, qui était violoniste. Lui, je l'ai eu pendant deux ans. Ensuite, j'ai eu monsieur Pouplard, et après monsieur Cormier... Alors là, c'était spécial monsieur Cormier. On le surnommait « Petit sac » parce qu'il n'était pas grand. Pendant l'Occupation, on allait dans les tranchées qui avaient été construites dans le quartier pour se mettre à l'abri pendant les alertes. Et je me rappelle que le « Petit sac » en question, on aimait bien le faire courir dans les tranchées : on l'appelait par son surnom et il nous courait après. C'était un truc marrant, quoi ! On était gamins, ça nous amusait.

Après, les Allemands ont installé une batterie de DCA sur la terrasse de l'école. Vous vous rendez compte ! Alors on n'avait plus le droit d'y aller. C'était risqué. On s'est

donc retrouvés à l'école de la Faïencerie. C'était dans une rue qui n'existe plus, juste à l'entrée de la chaussée de la Madeleine. Après, on est allés se réfugier à Derval. Là, je ne suis pas allé à l'école pendant deux ans. J'ai fait ma dernière année au quai Hoche avec monsieur Martin, le directeur. À ce moment-là, ils distribuaient des gâteaux vitaminés. Il fallait manger ça. Quand on allait se promener, c'était pour aller chercher des boîtes de gâteaux vitaminés de l'autre côté du pont de la Madeleine, près du quai Baco. C'était une sortie scolaire, si on veut.

L'école distribuait les fournitures qui servaient d'une année sur l'autre : les cahiers et les livres où il manquait des pages des fois... On écrivait à la plume, la plume Sergent Major. Il y avait une petite fête à la fin de l'année avec monsieur Pointeau qui jouait du violon. C'était symp.

Après le primaire, il fallait choisir... La plupart des élèves partaient comme apprentis aux Chantiers de Bretagne ou aux Chantiers de la Loire. Moi, après le certificat d'études, je suis rentré à Launay. ► **Robert**

► « Je suis allé à l'école maternelle des sœurs sur le quai Hoche. Ensuite, je suis rentré à l'école publique à côté. J'y ai fait tout le primaire. Ce qui avait un peu surpris mes parents, c'est que pour Noël, on nous avait appris la chanson des petits santons... dans une école publique ! »

Ensuite, je suis allé au lycée Clemenceau. Les professeurs trouvaient que je me défendais bien alors ils m'ont dit : « Il faut que tu entres en sixième. » À l'époque, ce n'était pas automatique. J'ai dû passer un concours pour les bourses. Mais, à ce niveau-là, j'étais bon élève, l'entrée ne m'a pas posé de problème. Donc, j'y suis allé. J'allais à pied jusqu'au lycée Clemenceau le matin et le midi, parce que je rentrais déjeuner à la maison. Mes parents n'avaient pas les moyens. Cela faisait beaucoup de marche à pied. À l'époque, on n'avait pas de voiture, pas de vélo, pas de trottinette, mais deux jambes. On marchait bien ! Et puis Clemenceau, cela n'a pas été forcément une réussite. Il faut dire aussi qu'à la maison, j'étais tout seul, car mes parents ne pouvaient pas m'aider, mes frères et sœur non plus. Je faisais du classique, mais bon, ce n'était pas mon truc. J'ai donc arrêté. ► **Daniel**

2. LE PAYSAGE SCOLAIRE À PARTIR DES ANNÉES 1940

Les écoles dans la tourmente de la guerre

Dans les années 1940, l'Occupation et les bombardements remodelent le paysage scolaire du quartier. En décembre 1941, les autorités allemandes ayant réquisitionné l'école communale de filles Prairie-d'Aval, la Ville déplace l'établissement au 1, rue de la Prairie-d'Amont, dans une propriété appartenant à Jean-Baptiste Étienne. Mais les jeunes filles du quartier ne retourneront plus dans leur ancienne école. Cette dernière est en effet complètement détruite par le bombardement du 23 septembre 1943, tout comme celle des garçons de la rue Beauséjour.

En mars 1944, le plan de « démarrage » prévoit un programme particulier concernant les établissements scolaires. Il s'agit, d'une part, d'édifier des baraquements provisoires en remplacement des écoles totalement détruites et, d'autre part, de réparer les bâtiments scolaires endommagés, soit par les bombardements, soit par l'armée d'occupation.

Lors de la séance du 25 septembre 1944, le conseil municipal émet un vœu tendant à obtenir la réouverture des écoles, « considérant qu'un certain nombre d'enfants et de jeunes gens d'âge scolaire sont actuellement de retour à Nantes avec leurs familles, et tout en conseillant aux parents de laisser le plus possible les petits enfants à la campagne et pensant qu'il importe, malgré les difficultés qu'une telle mesure est susceptible



1945, vues des débris de l'école Beauséjour (à gauche) et de l'école Prairie-d'Aval (à droite).

d'engendrer, de faciliter à ces jeunes élèves la reprise de leurs études interrompues, pour certains depuis trop longtemps, et de les arracher aux dangers de l'oisiveté ainsi qu'à ceux de la rue ». Il faudra toutefois attendre deux ans pour qu'un véritable plan de reconstruction des écoles soit mis en œuvre. Initié le 26 septembre 1946, le projet « Écoles » comporte trois phases : l'aménagement des locaux existants, la construction de baraquements ou d'éléments préfabriqués, le « programme d'avenir » qui prévoit les extensions liées à une nouvelle répartition de la population et, enfin, les futures constructions que nécessitera l'augmentation de la population nantaise (200 265 habitants en 1946, 222 790 en 1954).

La construction de baraquements

Les écoles détruites sont tout d'abord relogées provisoirement dans des bâtiments disponibles. Trois classes de l'école Prairie-d'Aval demeurent au 1, rue de la Prairie-d'Amont. Les autres élèves sont accueillies dans l'école religieuse de la Madeleine. Cinquante des 200 jeunes garçons des établissements des rues Beauséjour et de la Faïencerie sont scolarisés dans l'école du quai Hoche, alors surpeuplée. Les 150 autres se rendent à l'école Sainte-Croix et à celle de la Madeleine.

La reconstruction définitive de ces écoles nécessitant un certain délai, une solution transitoire immédiate s'impose. Au début de l'année 1946, un programme de constructions provisoires en éléments préfabriqués est établi pour remplacer les écoles totalement détruites et pour tenir compte des déplacements de population consécutifs aux destructions d'immeubles subies pendant les bombardements. Cette solution provisoire est mise en œuvre à partir de 1947. Ainsi, une école formée de huit baraquements démontables en ciment est installée place Wattignies pour accueillir l'ensemble des élèves de l'ancienne école Prairie-d'Aval. Les garçons de l'école Beauséjour sont tous scolarisés à l'école du quai Hoche qui accueille alors tous les enfants du quartier des Ponts. En 1949, son agrandissement devient une nécessité. L'année suivante, l'aile gauche du bâtiment est surélevée afin d'ajouter deux classes avec vestiaires, « comme cela avait déjà été fait avant la guerre pour l'aile droite ».

Ce programme de transition à peine achevé, la scolarisation des enfants du baby-boom au cours des années 1950 impose une nouvelle politique permettant de gérer la surpopulation scolaire. Un programme national de construction de classes en éléments rapides préfabriqués, appelé Système Isotherm, est lancé en 1953. Pour désengorger l'école du quai Hoche, deux classes et deux vestiaires, destinés à l'accueil des garçons, sont édifiés sur ce modèle rue Beauséjour.



1953, édification de bâtiments scolaires en éléments préfabriqués sur la place Wattignies.



1953, photo de la classe maternelle de Lucette dans la cour de l'école Wattignies.



1956, classe primaire de filles de l'école Wattignies.

« J'allais à l'école Wattignies, dans les baraquements »

► « J'étais en maternelle à l'école Wattignies, où l'on rentrait par la rue de l'Échappée. Il y avait la maternelle d'un côté et de l'autre côté, c'était l'école des filles. La maternelle était mixte, mais pas l'école primaire. Il y avait un préau en bois avec une cloison qui séparait les cours des petits et des grandes. Comme cette cloison n'arrivait pas jusqu'en haut, on jouait à nouer du sable dans notre mouchoir et à le faire passer par-dessus. Mais une fois qu'il était de l'autre côté, on avait perdu le mouchoir...

C'était une petite école car il n'y avait que deux classes. Ma mère m'accompagnait et on allait à pied depuis le quai Prairie-d'Amont. Parfois, on allait à vélo. Plus petite, j'étais sur une petite selle à l'avant. Et, ma mère avait dû rouler avec ses deux enfants à une époque : moi à 2 ans, sur la petite selle et mon frère, 6 ans, sur la porte-bagage. Elle allait comme ça faire ses courses avec ses deux moufflets. Et le soir, on passait au restaurant de ma grand-mère paternelle sur le boulevard Victor-Hugo.

Mon frère allait à l'école quai Hoche. Il avait une maîtresse, la mère Batard, qu'il n'aimait pas parce qu'elle était sévère. Elle lui avait dit : « Toi, qui habites sur le quai là-bas, il doit y avoir des grands roseaux. Tu vas m'en apporter un ! » Quand il a dit ça à la maison, mon père était d'accord pour aller en couper. Mais mon frère a dit : « Non, je ne veux pas ! Faut dire qu'on n'en n'a pas, parce que c'est pour nous taper dessus ! » Il y a bien eu une baguette sur le bureau, mais ce n'est pas lui qui l'a apportée... Cette maîtresse était sévère, mais il faut dire qu'elle avait au moins 42 gamins... Et les enfants de ce quartier ne devaient pas être des enfants très calmes... ► **Lucette**

► « J'allais à l'école de filles à Wattignies, dans les baraquements. À Saint-Mars, j'étais à l'école des religieuses et quand on est arrivés à Nantes en 1955, j'ai demandé à ma mère de ne pas m'y remettre car je n'en pouvais plus des bonnes sœurs ! J'y suis allée jusqu'à 14 ans. Et puis après, je suis allée à la Bottière pour faire un apprentissage d'employée des collectivités. Je prenais le bus boulevard Victor-Hugo, on changeait à Saint-Nicolas et après, on prenait la route de Paris. C'était une expédition ! ► **Chantal**

Le groupe scolaire Gustave-Roch

En 1946, la municipalité acte le principe de création d'une nouvelle école primaire de filles et d'une école maternelle pour transférer l'école provisoire Beauséjour. Mais il faut attendre les années 1950 pour que ces dernières soient édifiées dans le cadre du programme de construction par commandes groupées, approuvé le 30 avril 1954, et qui prévoit l'édification de huit nouvelles écoles.

Dans le quartier, un terrain situé boulevard Gustave-Roch est attribué à la Ville par l'association syndicale du remembrement pour la construction d'une école de filles de dix classes et d'une école maternelle de quatre classes avec les locaux annexes. Les travaux démarrent en 1956 et l'ouverture est prévue pour septembre 1958. Mais avant même cette rentrée, « le nombre considérable des inscriptions d'élèves à l'école de filles du boulevard Gustave-Roch nous a amenés à transformer en classes sans plus attendre les locaux primitivement réservés à la cantine et à la cuisine au rez-de-chaussée du bâtiment principal et à envisager la construction à proximité de la cuisine et de la cantine ainsi momentanément supprimées ».

À la fin des années 1950, le paysage scolaire du quartier est donc reconfiguré : les deux plus anciennes écoles de Nantes, Prairie-d'Aval et Beauséjour, ont disparu. L'école du quai Hoche accueille désormais tous les jeunes garçons, tandis que les filles et les jeunes enfants disposent d'une école flambant neuve.

La construction de trois immeubles rue Alexandre-Fourny, à l'emplacement de l'ancienne savonnerie Biette, entraîne un accroissement de la population, nécessitant l'agrandissement de l'école maternelle Gustave-Roch à partir de 1976. Au cours des années 1980, l'école primaire du quai Hoche ferme ses portes et devient une annexe du collège Aristide-Briand, à l'étroit dans ses locaux de la place de la République depuis la généralisation de l'enseignement secondaire. Désaffectée en 1999, l'école est transformée en maison de quartier à partir de 2006.



1957, vue d'ensemble des travaux de construction du groupe scolaire Gustave-Roch.



1958, classe primaire de filles dans la toute nouvelle école Gustave-Roch.

« La directrice était un peu plus sèche mais bon, c'était son rôle... »

► « Je suis arrivée à Nantes en 1958, l'année où j'ai commencé le primaire. Je suis allée à l'école Gustave-Roch de 1958 à 1966. C'était une école de filles. Nous étions quatre enfants et chacun était dans un établissement différent : mon petit frère était à l'école maternelle Gustave-Roch, mon autre frère était au quai Hoche et ma sœur était à Aristide-Briand, qui n'était qu'un collège de filles à cette époque-là.

À Gustave-Roch, il n'y avait que des maîtresses. Je me souviens d'une maîtresse, mademoiselle Poher, qui nous emmenait régulièrement au musée Dobrée. J'adorais ça ! J'aimais bien madame Mouillé aussi parce qu'elle était toute douce. La directrice était un peu plus sèche mais bon, c'était son rôle.

Après le primaire, je suis entrée dans une sixième de transition. C'était à Gustave-Roch, dans un baraquement. C'était une sorte de préparation à la sixième. Après, on est repartis au Mans. Quand je suis revenue à Nantes avec mon mari, nos trois enfants ont fait leur sixième au quai Hoche. Le collège Aristide-Briand commençait à la cinquième. On habitait le boulevard Joliot-Curie et Aristide-Briand était le collège de rattachement. ► **Claudine**

« Il y a eu tout un micmac d'écoles »

► « En face de chez moi, rue de l'Échappée, il y avait l'école des filles de Wattignies. Ensuite, avec la mixité, les garçons et les filles ont été rassemblés à Gustave-Roch, et Wattignies est devenue une annexe d'Aristide-Briand. Ça a été une annexe pendant un bon moment et ensuite, le collège a pris une partie des locaux de l'école du quai Hoche. Il y a eu tout un micmac d'écoles. ► **Jean-Luc**

► « Dans les années 70-80, l'école primaire du quartier, c'était Gustave-Roch. Moi, c'est par l'école que j'ai connu les gens du quartier. Et puis, j'ai fait partie des parents d'élèves. Dans les années 80, l'école du quai Hoche était occupée par le collège pour les 6^e. Après, pour la 5^e, 4^e et 3^e, c'était place de la République. C'était bien de pouvoir faire la première année de collège à part, ça permettait de s'y habituer. À cette époque-là, il y avait une équipe d'enseignants dans le quartier comme monsieur Rouil qui dirigeait le collège. Il y avait aussi monsieur et madame Calot. Madame Calot était directrice de l'école Gustave-Roch et son mari était principal adjoint du collège Aristide-Briand. Donc il y avait des passerelles entre l'école primaire et le collège. ► **Irène**

« Je suis restée 18 ans maman de l'école ! »

► « En 1999, une association de parents d'élèves a été créée et j'en suis devenue la présidente quelques temps après. Ensuite, j'ai lâché à des nouveaux parents parce que c'est bien aussi le sang neuf. Je ne voulais plus faire partie du bureau mais j'étais encore dans l'asso et je faisais encore plein de trucs parce que j'adore ça ! Je suis restée 18 ans maman de l'école ! Et on me disait : « Tu fais partie des murs ! » Mon fils a fini son primaire en 2019, je suis donc partie. Et pour mon départ, j'ai eu une fête surprise. C'était chouette !

Avec l'asso, on organisait des manifestations qui permettaient ensuite de financer les sorties extrascolaires. On organisait un carnaval, qui déambulait dans le quartier au printemps, et la fête d'école en fin d'année. C'était une grosse fête d'école qui rapportait vraiment des sous et qui permettait de donner à l'école maternelle et à l'école élémentaire, la possibilité de faire venir des spectacles, d'aller au cinéma, etc. Les instits le disaient bien : « C'est une sacrée chance d'avoir ce budget-là en plus. »

Avec les changements actuels de l'Île de Nantes, la population de l'école a beaucoup changé. Nous, quand

on est arrivés il y a 20 ans, on était dans les « riches » à l'école ! Maintenant, on est plutôt dans le bas ! Par exemple, quand mon fils était en CM2 l'année dernière, on a fait un projet de classe découverte. Et je me suis bien rendu compte qu'il y avait de grosses différences de moyens... carrément ! Ça, on s'en rend compte quand on fait des opérations pour gagner un peu d'argent pour que le séjour soit moins cher. Il y a des parents qui s'en foutent royalement parce que ce n'est pas un problème pour eux ! Ça ne se serait pas passé comme ça il y a 15 ou 20 ans. C'était trop important ! ► **Lysiane**



1960, photo de classe prise dans la cour de l'école Gustave-Roch.

3. DE L'ÉCOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE DE JEUNES FILLES AU COLLÈGE ARISTIDE-BRIAND

Tour à tour école primaire supérieure de jeunes filles, collège moderne, lycée municipal, CES mixte puis collège, l'établissement emblématique de la place de la République a connu en plus de 100 ans d'existence un parcours mouvementé, qui commence dans la deuxième moitié du 19^e siècle...

Une école primaire supérieure de jeunes filles à Nantes

Ce fleuron de l'enseignement public fut d'abord une école privée : le pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague. Fermé en 1906, l'immeuble est attribué en 1912 à la Ville de Nantes. Le maire Paul Bellamy y voit aussitôt l'opportunité de créer à Nantes une école primaire supérieure de jeunes filles (EPS) qui serait d'une « utilité incontestable ».

Pendant la première moitié du 20^e siècle, le passage par les écoles primaires supérieures va constituer une des principales voies d'accès à la classe moyenne pour les bons élèves issus des classes populaires. Suivi par les élèves après l'école primaire proprement dite, l'enseignement primaire supérieur est délivré soit dans les écoles primaires sous forme de « cours complémentaires », soit dans des établissements spécifiques. Il relève toujours de l'enseignement élémentaire et non de l'enseignement secondaire. Et, contrairement à l'enseignement secondaire de l'époque, les cours y sont gratuits et ne comprennent pas l'étude du latin.

Ce « complément d'instruction présente autant d'intérêt pour les jeunes filles que pour les jeunes gens », souligne le maire. Pour le recrutement, il a fait ses comptes. Il existe déjà de façon embryonnaire dans plusieurs écoles nantaises des cours complémentaires suivis par 80 à 100 élèves, qui constitueront « le noyau dur de la clientèle



L'école primaire supérieure de jeunes filles, installée dans l'ancien pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague, vue depuis la place de la République dans les années 1920.



Vue de la cour et de l'ancienne chapelle du pensionnat de garçons dans les années 1920.



Débat des années 1940, cours de gymnastique dans la cour de l'EPS Aristide-Briand, devenue collège moderne en 1961.

de notre école primaire supérieure ». De plus, le département n'a toujours pas d'école primaire supérieure de jeunes filles pour une population de 170 000 habitants. « Nous pouvons donc, même en tenant compte de l'hostilité de l'école privée, supposer qu'un chiffre important de pensionnaires nous seront confiées ». Un total de 250 élèves environ est escompté à l'ouverture. L'encadrement sera constitué d'une directrice, huit professeurs et deux maîtresses de couture, de coupe, de lingerie ou d'économie domestique.

D'une guerre à l'autre

Les travaux d'aménagement de l'EPS démarrent en 1914, mais sont interrompus après le déclenchement du premier conflit mondial. À la fin de la guerre, les bâtiments sont encore occupés par la marine américaine, qui ne les évacuera qu'à partir de juin 1919. C'est dans les locaux contigus de la rue Louis-Blanc, où la mairie a prévu l'aménagement d'une école primaire publique de filles, qui viennent d'être libérés par les marines, que s'installe l'EPS à la rentrée 1919, à titre provisoire et en externat simple.

En 1920, le presbytère, « seul actif subsistant de l'ancienne fabrique de la Madeleine », est à son tour cédé gratuitement à la Ville. Cet immeuble voisin de l'école pourrait servir par la suite à son agrandissement. À un élu d'opposition regrettant cette « combinaison » qui heurte les « consciences catholiques », Paul Bellamy rétorque, tout en respectant ces « scrupules », que la Ville a un « intérêt considérable à faire cette acquisition ». Petite consolation pour les consciences catholiques, l'année suivante la mairie remet à titre gratuit au curé de la Madeleine les trois confessionnaux de la chapelle du pensionnat, englobée dans l'école primaire supérieure de jeunes filles de la place de la République.

Les années 1920 sont marquées par la hausse continue du nombre d'élèves. En 1922, l'effectif est de 382 élèves (cours préparatoire et quatre années). On projette de porter le nombre de classes à huit, auxquelles seraient affectés dix emplois de professeurs. À chaque rentrée, on refuse des inscriptions. De nouveaux postes sont créés. En 1928, on décide d'aménager un bâtiment inutilisé pour y installer quatre classes nouvelles et un gymnase. En 1930, alors que l'on atteint 438 élèves réparties en quatorze classes « dont une de 54 élèves qui prépare à la fois à l'École normale et au Brevet supérieur, et plusieurs autres qui comptent plus de 40 élèves », le conseil municipal vote la création, assurée par l'État, d'un poste de surveillante générale pour alléger la tâche de la directrice.

En 1936, année du Front populaire, la municipalité d'Auguste Pageot vote le passage à la gestion directe, autrement dit la « municipalisation », des internats des deux EPS (un de garçons, un de filles) de Nantes. Créés depuis 1919, ces internats fonctionnent sous la responsabilité et au profit des chefs d'établissements, la Ville n'intervenant que pour la fourniture gratuite des locaux nécessaires aux dortoirs, cuisines et réfectoires. Ils reçoivent dans chaque école 150 enfants environ. « Ainsi nous mettrons fin à un état de choses qui nous paraît surcharger la mission du personnel enseignant de soucis et d'occupations étrangères à cette mission. » Un élu d'opposition ironise sur ce changement de statut « conforme à l'application stricte des principes socialistes », un autre trouve « regrettable de voir des fonctionnaires se transformer en marchands de soupe ». L'adjoint à l'enseignement y voit surtout « une question de justice et de morale ».

L'année suivante la Ville décide de dénommer « Aristide Briand » l'établissement de la place de la République : « Donner le nom de notre illustre compatriote à l'école primaire supérieure de jeunes filles est une façon d'honorer à la fois la mémoire du grand homme d'État et de l'Apôtre de la Paix et l'enseignement que reçoivent les enfants de notre ville. »



Début des années 1940, dortoir de l'internat du collège moderne de jeunes filles.

Septembre 1939, Nantes entre dans la Seconde Guerre mondiale. Les locaux de l'EPS sont diminués suite à l'installation d'un poste de secours du service de la Défense passive. Dans la cour, des tranchées-abris sont creusées à l'intention des internes. Avec le personnel, ce sont plus de 130 personnes à abriter en cas d'alerte nocturne.

En 1941, le régime de Vichy supprime les écoles primaires supérieures, qui deviennent des « collèges modernes » intégrés à l'enseignement secondaire. Dans la foulée de cette réforme, les internats municipaux des EPS sont étiatisés.

Les bâtiments sont endommagés et les baraquements sinistrés par les bombardements du 23 septembre 1943. Le collège moderne doit se replier à Basse-Goulaine, au château de la Grillonnais où l'on fait installer trois baraquements de fortune sur les pelouses du parc.

À la Libération de Nantes, la directrice du collège moderne de filles presse la municipalité provisoire d'exécuter les travaux indispensables, malgré les retards d'approvisionnement en ardoises et en vitres, pour assurer la réouverture dès le 1^{er} octobre 1944. « Il serait déplorable, d'infliger aux seuls élèves de nos établissements laïques une nouvelle perte de temps... », écrit l'économiste.

L'établissement scolaire « le plus défavorisé de Nantes »

Dans les années 1950, alors que les effectifs saturent, l'exiguïté, le mauvais état et l'incommodité des locaux exigent des aménagements d'urgence. La chapelle est transformée en classes et on parle de surélever le préau pour agrandir les dortoirs. En juillet 1953, un débat enflamme le conseil municipal dirigé par Henry Orrion. Un élu d'opposition affirme que « ce collège ne répond véritablement pas aux besoins d'une ville comme Nantes » et qu'il faudrait créer un deuxième collège moderne. Sept cent quinze élèves fréquentent l'établissement et, « depuis 10 ou 15 ans, les directrices ont dû refuser plusieurs milliers d'élèves... qui ont évidemment été accueillies par les écoles confessionnelles ». Il se fait le porte-parole des parents d'élèves pour s'indigner des baraquements vétustes qui s'y trouvent encore. « L'un date de la guerre 1914-1918. Il est debout depuis trente ans ; il est pourri, l'eau traverse le plafond ; il fait honte... »



Début des années 1940, baraquement installé dans la cour par la marine américaine pendant la guerre 14-18 et encore utilisé comme salle de classe dans les années 1950.

Un deuxième élu enfonce le clou : « Je crois que c'est l'établissement scolaire le plus défavorisé de Nantes ! » L'adjoint aux affaires scolaires convient que « ce collège est dans un état peu satisfaisant », mais pointe son péché originel : « Finalement, la politique qui a consisté à faire main basse sur des couvents pour les transformer en lycées ou en écoles n'a pas été une très bonne politique. On a pris des bâtiments vraiment très vétustes, qu'il est impossible d'aménager. » En dépit de tous les efforts, « on ne fera jamais rien de bien au collège moderne de jeunes filles ». Et les baraquements ? « J'ai appris que le Ministre avait pensé à créer des classes-roulottes... Nous pourrions demander des classes-roulottes pour Nantes : ce serait moderne. » Fermez le ban ! Tandis que certains réclament un nouvel établissement qui viendrait « doubler » celui de la place de la République, on se résout à créer une annexe provisoire place Wattignies.

En 1959, le collège moderne de jeunes filles devient un lycée municipal. Au début des années 1960, la mairie réclame la nationalisation du lycée municipal de jeunes filles, à l'instar de ce qui a été fait pour l'ancien collège moderne de garçons (Victor-Hugo), jusqu'à ce que la réforme du premier cycle dite Fouchet-Capelle ne vienne rebattre les cartes à partir de 1963. Cette réforme, qui consiste à réunir dans un type nouveau d'établissements, les « collèges d'enseignement secondaire » (ou CÉS), tous les enseignements de premier cycle de la 6^e à la 3^e, instaure « au sein d'un même collège la cohabitation complète et l'amalgame des élèves appartenant aux diverses catégories sociales », se félicite l'adjoint à l'enseignement d'André Morice, qui salue un « progrès » et « un premier pas vers une véritable démocratisation de l'enseignement ».

Le premier train de mesures touche cinq établissements nantais dont le lycée municipal de jeunes filles. Le CÉS mixte — car la mixité est désormais instaurée — Aristide-Briand ouvre à la rentrée 1966. Mais une réforme chassant l'autre, les CÉS sont supprimés à partir de 1975 au profit des « collèges uniques » par la loi Haby. L'établissement de la place de la République lui doit son appellation actuelle de « collège Aristide-Briand ».

Autre changement, dans les années 1980, l'annexe se déplace dans l'ancienne école désaffectée du quai Hoche. Ce qui ne change pas, en revanche, c'est la pénurie récurrente de locaux : en 1984 encore, un nouveau bâtiment préfabriqué vient remplacer deux préfabriqués très vétustes « répondant difficilement aux critères de sécurité ».

La dernière « métamorphose » du vieux collège

Dernière étape, celle de la « départementalisation ». En application des lois de décentralisation de 1983 et 1985, le Département a désormais la charge des collèges publics. C'est lui qui sera responsable des dépenses d'investissement et de gros entretien dans les douze collèges nantais dont la Ville était propriétaire à la date du transfert de compétence. Ces mêmes lois définissent comme obligatoire la participation de la Ville à ces dépenses. Pour Aristide-Briand, le transfert est effectif en 1987.

Dix ans plus tard, le collège va vivre une véritable « métamorphose ». Il n'est pourtant pas passé loin de la disparition. Coincé en milieu urbain, dans des bâtiments datant du siècle dernier, inadapté aux normes pédagogiques et de sécurité, éclaté en deux sites, l'établissement aurait très bien pu être abandonné pour être reconstruit ailleurs. Ce n'est pas le choix que fait le conseil général.



2021, entrée du collège Aristide-Briand.

Dès lors, tout va s'enchaîner très vite : travaux de démolition en juillet-août 1995 ; construction d'un nouveau bâtiment de 3 800 m² en continuité de l'existant de janvier à décembre 1996 ; réhabilitation des bâtiments du 19^e siècle (1 800 m²) et de la chapelle de janvier 1997 à la rentrée 1998. Pendant les trois ans du chantier, les cours se sont poursuivis sur place et dans l'annexe du quai Hoche.

L'inauguration a lieu le 17 septembre 1998. *Ouest-France* salue ce « bel exemple de (re)construction dans un site où le bâti est dense ». Les architectes du cabinet Tétrarc « ont laissé un maximum d'espace libre au niveau du sol. Le collège est ainsi organisé autour d'un vaste hall-préau vitré surmonté d'un escalier et de passerelles métalliques suspendues desservant les étages. Largement ouvert sur l'extérieur, le bâtiment joue beaucoup sur la transparence, notamment au 1^{er} étage, avec un gymnase vitré complètement ouvert sur la rue Louis-Blanc ». *Presse-Océan* n'est pas en reste. « Le collège s'est littéralement métamorphosé », écrit le journaliste. Découvrant le CDI, implanté dans la chapelle sur deux niveaux, il s'exalte devant cette « petite merveille d'esthétique ». C'est cette dernière métamorphose qui va donner au vieux collège de la place de la République sa physionomie d'aujourd'hui.

« On avait un chapeau pour aller à l'école et à l'intérieur, on avait des blouses roses obligatoires »

► « Je suis née en 1923, quai Baco et j'ai fait tout mon primaire à l'école de la rue Émile-Péhan. Ensuite, je suis allée à l'école primaire supérieure de la place de la République jusqu'en 1941. J'y suis restée quatre ans. On rentrait en 1^{er}, puis on faisait la 2^e, 3^e et 4^e. C'était comme ça à l'époque.

Nous n'avions que des enseignantes. Je ne me souviens pas avoir vu d'hommes. Je me souviens d'une prof de français en particulier qui était vraiment formidable. J'ai oublié son nom mais c'était une personne qui parlait à la radio et qui était très connue. Au début de la guerre, elle s'était réfugiée à Nantes et elle était prof à l'EPS. Ah oui, ça c'était quelqu'un !

On avait un chapeau pour aller à l'école et, à l'intérieur, on avait des blouses roses obligatoires. Et on avait défense

de porter des chaussettes ! Vous savez ce que c'est des chaussettes ? C'étaient des socquettes. Il ne fallait pas être en socquettes ! Ah non ! C'était marqué dans le règlement : « Le port des chaussettes est interdit. » Quand on avait vu la pancarte, qu'est-ce qu'on avait rigolé avec les chaussettes ! C'était la directrice qui avait dû mettre ça. » Juliette



Début des années 1940, classe de jeunes filles en cours de sciences.

« Et c'était déjà un miracle pour les filles, pour les femmes, d'avoir un brevet ! »

► « En 1939, je suis entrée directement en cinquième à l'école primaire supérieure. J'habitais à Sainte-Anne dans les bâtiments HBM, le long de la Loire. J'allais tous les jours à l'école à pied en passant par le quai de la Fosse et le pont Haudaudaine.

J'ai passé le brevet élémentaire à 16 ans et le bac à 17 ans. J'avais aussi un brevet élémentaire supérieur pour enseigner. En 1941, j'étais en 3^e et je préparais l'école normale. Notre classe était dans la chapelle. Après les bombardements de 1943, je n'ai pas arrêté mes études. L'EPS a été évacuée pendant près de deux ans à Basse-Goulaine. Là-bas, nous étions réfugiées dans un petit château. Il n'y avait pas toutes les classes, seulement les classes d'années d'examen. Moi, j'étais en 1^{re} et je passais mon premier bac littéraire moderne. Et en 1944, j'étais en terminale et je passais la deuxième partie du bac. J'ai surtout les souvenirs de ma classe de philo où nous étions moins de dix élèves, avec des professeurs superbes. À cette époque, ce n'était que travail, travail et c'est tout ! Je n'avais aucun loisir, mais des lectures. J'ai beaucoup lu. Toute la culture que j'ai eue, c'est une culture livresque.

On était très peu nombreuses à aller jusqu'au baccalauréat. À l'époque, toutes mes camarades, qui avaient pu aller à l'école jusque-là, s'arrêtaient en 3^e. Et c'était déjà un miracle pour les filles, pour les femmes, d'avoir un brevet !

Après mon bac, j'ai fait mes études supérieures à l'Institut des Lettres de Nantes, à Clemenceau, et je suis devenue surveillante à l'EPS pendant ce temps-là. Ensuite, à partir de 1946, j'ai été surveillante générale pendant deux ans. À ce moment-là, j'allais toutes les semaines à Rennes prendre mes cours de licence d'anglais. J'y allais à la journée et je rentrais à l'EPS le soir. Comme j'étais surveillante générale de l'internat, j'étais interne à l'EPS.



1942, les enseignantes du collège moderne Aristide-Bricard.

À ce moment-là, il n'y avait que deux profs d'anglais à l'EPS. Parfois, ils étaient absents et comme on ne pouvait pas toujours les remplacer, la directrice m'a prise comme remplaçante suppléante. Elle avait obtenu l'accord du rectorat. J'avais déjà une ou deux années de licence. J'étais suppléante et elle m'avait mise dans les petites classes, en 6^e, 5^e et 4^e. Et elle venait avec sa chaise, pendant que je donnais les cours, pour vérifier que je faisais bien le travail... » **Yvonne**

« Quand on voulait feinter le lycée et qu'on ne savait pas où aller, on allait au transbordeur »

► « Je suis allée à l'école dans ce quartier. Mes parents étaient laïques alors j'allais dans des écoles laïques. Sauf au début, j'allais à l'école privée parce que c'était à côté de chez nous et qu'on n'avait pas le temps de m'emmener plus loin. Maman n'était pas butée là-dessus. Elle n'avait rien contre, ni pour... »

Je suis restée à l'école longtemps parce qu'il fallait avoir 19 ans pour rentrer à l'école de sages-femmes. Après le primaire, je suis allée à l'école primaire supérieure de la place de la République. Mais je m'y ennuyais et je n'aimais pas les professeurs. Donc je ne faisais rien. Mes parents m'ont changée d'école. Ils m'ont mise à Guist'hau et là, ça m'a beaucoup plu. Une fois là, je n'ai plus demandé à partir. Peut-être que je prenais de l'âge aussi et que je comprenais mieux. Je n'en sais rien... J'ai donc passé mon bac dans ce lycée.

Quand on voulait feinter le lycée et qu'on ne savait pas où aller, on allait au transbordeur. Comme Nantes était moins peuplée qu'aujourd'hui, on risquait toujours de rencontrer quelqu'un qu'on connaissait. Alors on allait au transbordeur pour être tranquilles. C'était pour manifester une indépendance. Et puis, on ne le faisait que quand il y avait un cours pas intéressant comme la gymnastique ou la couture. On avait une professeure de couture qui était de la génération de ma grand-mère. Elle nous faisait faire des pantalons à jambe mais ça ne se portait plus déjà depuis longtemps ! Il fallait acheter le tissu, tout ça pour faire un truc qu'on jetait après parce que c'était vraiment une relique ! » **Suzanne**

« À l'époque, certaines professeures étaient quand même très strictes »

► « À la rentrée 44, je suis allée en 6^e à l'EPS, place de la République. J'étais avec une amie que je connaissais depuis l'école de la Madeleine. Elle voulait y entrer et m'avait poussée un peu à la roue pour que j'y rentre aussi. Chez les bonnes sœurs, il y avait aussi des classes de 6^e et de 5^e. Mais le niveau des institutrices n'était quand même pas aussi bon qu'à l'EPS. Tout du moins, leur formation n'était pas la même. L'EPS, c'était très bien et c'était tout à côté de chez moi.



1947, classe de 1^{er} du collège.

C'étaient des classes qui allaient jusqu'au brevet. Pour celles qui pouvaient continuer, il y avait une classe de philo dans un baraquement. À l'EPS, les filles venaient de tout Nantes. Il n'y en avait pas tellement du quartier. Toutes les élèves n'allaient pas en 6^e. Beaucoup restaient à l'école primaire et passaient le certificat ou bien elles apprenaient un métier.

À l'époque, certaines professeures étaient quand même très strictes. Mais d'autres étaient plus agréables comme la professeure de gym. J'aimais bien la gym. On allait au Pont-du-Cens où il y avait des terrains pour crapahuter. On allait courir au Petit-Port aussi, en plein air, une fois par semaine. On prenait le tramway jusqu'à la Morrhonnière. C'était toute une expédition.

Je me suis arrêtée en 4^e parce que j'ai été malade. Je n'ai pas repris après et je suis allée au cours Pigier où j'ai appris la sténo-dactylo. C'était classique à l'époque. Ensuite, j'ai commencé à travailler à 17 ans dans une petite fabrique de produits d'hygiène, à Trentemoult. Je prenais le pont de chemin de fer pour y aller car il y avait un passage pour les vélos et les piétons. » **Odile**



Année scolaire 1961-1962, extrait du règlement en vigueur dans l'établissement, devenu en 1959, lycée municipal Aristide-Briand.

« On était peut-être aussi bonnes en classe mais on ne venait pas du même milieu »

► « Après le primaire, je suis allée au collège place de la République à partir de 1960. On disait « lycée municipal de jeunes filles » à ce moment-là. Après le baby-boom, il y avait beaucoup d'élèves et il avait fallu faire une annexe à Wattignies, dans des baraquements. Moi, j'ai fait ma scolarité soit dans des baraquements, soit dans des salles neuves, mais beaucoup plus dans des baraquements.

Du primaire, sur une quarantaine d'élèves, on était quatre ou cinq seulement à entrer au collège. Des enfants d'ouvriers commençaient à entrer en 6^e. Ça commençait tout juste à s'ouvrir au milieu populaire. Le certificat d'études primaires se passait à 14 ans et pour nos parents ouvriers, c'était le vrai diplôme, le cerfif. Les élèves qui n'allaient pas en 6^e allaient aux cours complémentaires qui préparaient plutôt

au secteur professionnel et au tertiaire, sténodactylo, etc. Moi, c'est au lycée que j'ai ressenti la différence qu'il y avait entre les enfants d'ouvriers et les autres. C'était surtout au niveau du langage que l'on voyait la différence, c'est-à-dire que les autres parlaient mieux que nous. On n'avait pas le même vocabulaire, c'est clair ! On était peut-être aussi bonnes en classe mais on ne venait pas du même milieu. J'en ai pris conscience avec une copine qui était fille d'insti.

Je suis donc retournée pendant deux années à Wattignies car les 6^e et les 5^e étaient dans cette annexe. On entrait par la rue Alexandre-Fourny, où il y avait encore la fameuse savonnerie Biette, toujours en activité. Et, dans la rue, il y avait une odeur pestilentielle. Le suif sentait très très mauvais. On pourrait imaginer le contraire pour faire du savon...

En 6^e, on choisissait une orientation après le premier trimestre : soit « moderne », soit « classique ». On nous faisait passer des tests et on nous orientait selon le résultat. Et ils faisaient une classe de super niveau comme ça aussi... Au lycée, on allait jusqu'à la 1^{ère} seulement. La terminale se faisait à Guist'hou. À l'époque, beaucoup d'élèves quittaient en fin de 1^{ère}, après le premier bac. Moi, je suis rentrée à l'école d'infirmière à ce moment-là. J'ai des copines qui sont allées à Guist'hou et d'autres qui ont commencé à travailler. Une amie est entrée au ministère des Affaires étrangères. Elle a passé un concours pour entrer dans la fonction publique. C'est l'époque où tout le secteur tertiaire se développait.

Des profs étaient plus marquantes que d'autres. J'ai un très bon souvenir de ma prof d'histoire-géo de 6^e et de 5^e. Elle nous emmenait voir les films de « Connaissance du monde ». Elle faisait ça sur son temps personnel, parce que c'était le samedi après-midi à la Salle Colbert, qui s'appelle maintenant Salle Vasse. Je me souviens avoir vu « Les Galapagos » dans les années 60 !

On avait deux moyennes : une moyenne générale et une moyenne principale. La moyenne principale concernait les matières « nobles », c'est-à-dire français, latin, mathématiques, anglais, histoire-géo. Et, la moyenne générale, c'était avec couture, dessin, gym, musique. J'étais meilleure en moyenne générale parce que je dessinais bien et j'aimais la couture.

J'aimais bien la gym aussi. Par contre, il n'y avait pas de gymnase. À Wattignies, il y avait quand même une salle où on se déshabillait et une salle dite de gym. Quand il faisait beau, c'était dehors dans la cour. On avait aussi plein-air, un jeudi matin toutes les trois semaines. C'était au bout du boulevard Benoni-Goullin, au « stade la poussière », un espace vide au milieu de rien.

J'habitais à Rezé à ce moment-là et je prenais le bus pour venir au lycée. Et comme je n'étais pas demi-pensionnaire, le midi, dès que la cloche sonnait, on pliait tout et on sortait à toute berzingue de la classe. On cavalait dans la rue Alexandre-Fourny pour choper notre bus boulevard Victor-Hugo, parce qu'on n'avait que quelques minutes. Si on le ratait, on attendait 20 minutes. Arrivées à la maison, on avalait un truc à toute vitesse, on devait refaire le cartable et on repartait à toute vitesse pour reprendre le bus dans l'autre sens. Dans ces années-là, vers 1964-65, il y a eu une grande grève des transports en commun. Et ce sont des camions militaires qui ont pris le relais. La grève a duré au moins trois semaines, je crois. Pendant cette grève, le lycée accueillait des demi-pensionnaires en plus, alors on installait des tables un peu partout. Nous, les demi-pensionnaires supplémentaires, on devait attendre le dernier moment parce qu'on nous collait dans les trous pour compléter les tables. On attendait le dernier moment, parce qu'il y en avait toujours cinq ou six qui allaient manger dans la cuisine. C'était mieux parce que les dames nous servaient bien... » **Lucette**

« Le collège moderne n'allait que jusqu'à la 1^{ère} »

► « Je suis entrée en 4^e en 1960 au collège moderne de la place de la République, devenu ensuite lycée municipal, pour redevenir plus tard collège. Ma maman y était déjà allée en tant qu'écolière et ensuite, dans les années 42, 43, 44, en tant que monitrice d'éducation physique.

Comme la maison de mes grands-parents était proche de la place de la République, j'habitais chez eux du lundi au mercredi puis du vendredi au samedi, ce qui demandait un certain « planning » dans le choix des livres et cahiers à emporter !

Le collège moderne n'allait que jusqu'à la 1^{ère}. L'année du bac, en 1964-65, j'ai donc dû à nouveau changer d'établissement pour aller au lycée Guist'hau, beaucoup plus austère.

Nous portions des blouses roses sur nos vêtements de ville. Nous nous rangions deux par deux pour monter les escaliers. Il y avait des surveillantes qui veillaient au grain !

J'étais demi-pensionnaire, c'est-à-dire que je profitais de la cantine, qui à mon avis était délicieuse car je me rappelle avoir eu des civelles, ce qui vaut de l'or à présent, et même des langoustines ! Ce qui ne plaisait d'ailleurs pas à toutes les pensionnaires. Je me suis toujours demandé comment faisait l'économiste pour ne pas exploser le budget !

Le collège était dans un ancien établissement religieux. Il y avait des classes dans l'ancienne chapelle et de nombreux préfabriqués provisoires, qui de toute ma scolarité, n'ont pas reçu une seule petite modification ! Pour le plein-air, course à pied essentiellement, on allait au « stade de la poussière » qui devait son nom aux scories grises qui en constituaient le sol. D'une façon générale, l'éducation physique passait plutôt au second rang, par manque de place apparemment... » Sylvie



1964, classe de 4^e du lycée de jeunes filles Aristide-Brion.



Années 1990, le bureau de l'Amicale laïque des Ponts lors d'une assemblée générale.

L'éducation populaire et la citoyenneté

6

À partir des années 1930, plusieurs mouvements d'éducation populaire se développent dans le quartier des Ponts : deux amicales laïques, le Foyer des jeunes travailleurs, le Club de loisirs des jeunes de l'île et le Centre d'animation du quartier des Ponts. Créées dans la continuité, à côté ou contre les mouvements encadrés par la paroisse (patronages, Jeunesse ouvrière chrétienne et colonie de vacances), ces cinq associations marquent la vie sociale et culturelle du quartier et forment le terreau des mobilisations citoyennes qui traversent l'histoire du vieux faubourg des Ponts à partir des années 1960.

1. LES AMICALES LAÏQUES

L'éducation populaire

Bien qu'une définition unique et précise de l'éducation populaire soit difficile à établir, des traits communs à l'ensemble des mouvements s'en réclamant peuvent être dessinés. Prenant sa source dans la Révolution française, l'éducation populaire porte une démarche ambitieuse : former des citoyens conscients et critiques, capables d'agir sur leur environnement pour le changer. Ce courant d'idées traverse de nombreux et divers mouvements qui militent plus largement pour le développement individuel et collectif (dans un quartier, une ville ou un groupe d'appartenance, etc.) afin de permettre à chacun de s'épanouir et de trouver une place dans la société.

L'éducation populaire se positionne en complément de l'enseignement formel et milite pour une diffusion de la connaissance au plus grand nombre, dans un souci d'émancipation individuelle et collective. Culture, sports, activités ludiques, etc., sont autant d'apprentissages pour développer ses capacités à vivre en société, à confronter ses idées, à prendre des responsabilités, autrement dit à devenir un citoyen actif.

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est au sein de deux courants idéologiques — le socialisme laïque et le christianisme social — que deux générations de militants défendent cet idéal. À partir des années 1960, « la montée des jeunes », l'augmentation du temps libéré pour les loisirs, la scolarisation généralisée et plus longue, et l'enrichissement de la population contribuent à l'émergence d'un nouveau modèle d'éducation populaire, marqué par la montée en puissance de l'animation sociale et culturelle et moins porteur d'enjeux politiques. Aujourd'hui ses champs d'action, longtemps liés aux activités complémentaires de l'école, ont changé, mais ses missions restent d'actualité : permettre à chacun, dès l'enfance, de participer à une société plus solidaire et plus démocratique.

L'Amicale laïque des Ponts

Pendant laïques des patronages catholiques qui apparaissent à Nantes à partir de la fin du 19^e siècle, les premières amicales laïques nantaises sont l'initiative d'anciens élèves des écoles publiques qui s'organisent pour faire face à la rude concurrence de l'enseignement catholique. Plusieurs associations sont créées au début du 20^e siècle mais c'est au cours de l'entre-deux-guerres que le mouvement s'amplifie et s'organise.

Ainsi, au lendemain de la victoire du Cartel des gauches en 1924, de nouvelles attaques de la hiérarchie catholique contre les écoles publiques suscitent la formation de nouvelles amicales regroupant non seulement les anciens élèves mais aussi des parents. En juin 1935, sous l'impulsion d'un militant associatif, Jean-Baptiste Daviais, une dizaine de formations de l'agglomération décident de se regrouper en une Fédération des amicales d'anciens élèves et amis des écoles publiques de Nantes et banlieue. L'année suivante, elle prend le nom de Fédération des amicales laïques (FAL) et regroupe peu à peu les nouvelles associations qui se constituent à Nantes et dans tout le département.

Dans le faubourg des Ponts, deux amicales laïques voient le jour : l'Amicale du quai Hoche, rattachée à l'école du même nom, et l'Amicale éducative et récréative des écoles laïques du 4^e canton (AEREL), créée le 15 juin 1935, au soir des obsèques d'Ernest Dalby, rue Petite-Bresse, au café Bon accueil. Militant socialiste, Ernest Dalby, conseiller municipal de 1919 à 1935, et adjoint pendant une décennie à partir de 1925, mena des actions vigoureuses en faveur des mal-lotés et s'intéressa plus particulièrement aux colonies scolaires et aux cantines.

Le 6 juillet 1935, la réunion de formation se tient à l'école Beauséjour et cinq jours plus tard, les statuts sont approuvés ainsi que l'adhésion à la FAL. À l'instar des autres amicales laïques, celle des Ponts s'investit d'emblée dans le secteur postscolaire, notamment dans le domaine sportif, afin de contrer la concurrence des patronages catholiques qui attirent chaque jeudi des élèves des écoles publiques. Les sections de soutien scolaire, basket-ball, fanfare, troupe théâtrale et fêtes sont créées dès juillet 1935. Une garderie scolaire est ouverte l'année suivante. Afin de développer ses activités, l'association loue à la Ville un ensemble d'immeubles bâtis et non bâtis à proximité de l'école Beauséjour. Ces locaux lui permettent de disposer d'une salle de spectacle, d'une grande salle de réunion et d'un terrain d'entraînement pour le basket.



Années 1930, une des premières équipes de basket de l'amicale.



À la fin des années 1930, les activités se déploient en dehors de Nantes avec l'inauguration, le 23 juillet 1939, d'une colonie de vacances à Pont-Béranger, dans la commune de Chéméré. Cette colonie fonctionne pendant toute la guerre et est agréée comme centre de repliement par le service départemental des réfugiés après les bombardements de septembre 1943.

En 1951, une deuxième colonie voit le jour à Préfailles sur le site de Port-Meäu. Trois ans plus tard, un nouveau centre de vacances, ouvert à l'Ormelette au Cormier, est l'objet d'une demande de subvention exceptionnelle auprès de la Ville. « Refuser la subvention demandée pour l'aménagement de la colonie, ce serait tout simplement mettre cette association dans l'impossibilité de réaliser son projet au plus grand dommage de la santé des enfants de ce canton si éprouvé par les bombardements et où les lois les plus élémentaires de l'hygiène sont loin d'être respectées », argumente en janvier 1955 le conseiller municipal Leoneau face aux réticences de certains de ses collègues. Mais la charge financière pour leur entretien a finalement raison de cette activité et les deux colonies ferment leurs portes : Le Cormier en 1959 et Pont-Béranger en 1961.

Dans le quartier, après avoir remis en état ses locaux de la rue Beaupré, affectés par les bombardements, l'amicale joue un rôle d'animation et d'éducation populaire en créant de nouvelles sections : basket-ball féminin, danse, belote, flamande, arbres de Noël, etc.

Jusqu'aux années 1990, l'association change autant de fois de nom que de locaux. En 1974, l'AEREL du 4^e canton devient l'AREL Nantes Sud, puis l'Amicale laïque des Ponts en 1991. Relogée en 1983 dans les anciens bains-douches de la rue Michel-Rocher, l'amicale migre au 6, boulevard Léon-Bureau. Après un passage par le 38, boulevard Gustave-Roch, l'association est aujourd'hui établie à Beaulieu et continue à œuvrer en faveur de l'école publique et de l'éducation populaire. Ses nouveaux statuts déposés en 2009 réaffirment ses valeurs défendues depuis 1935 : « Défense de la citoyenneté, de la laïcité, de l'école de la République et aide à l'école laïque. L'amicale a pour but de former les enfants à la responsabilité, au civisme et à l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives et culturelles. »

« L'amicale a occupé une grande place dans ma vie, ça a été très important »

► « Je suis entré à l'Amicale laïque des Ponts quand je suis arrivé dans le quartier en 1967. Ça fait donc plus de 50 ans que je suis dans l'amicale et j'en ai été le président pendant 25 ans. Aujourd'hui, je suis président d'honneur et je suis toujours amicaliste.

L'amicale a été créée le 16 juillet 1935 avec des personnes des quartiers du sud de Nantes. Ce sont donc des gens de Pont-Rousseau qui ont monté une amicale avec les gens du quartier des Ponts. À l'époque, c'était le 4^e canton. En 1935, il y avait 1 600 amicalistes. C'était la plus grosse amicale nantaise ! Quand je suis arrivé, on était dans les 1 100. Les adhérents, c'étaient que des gens du quartier qui pour la plupart bossaient dans les entreprises du coin. On avait beaucoup de gens des chantiers navals, de chez Sudry, Guilloard, la Nantaise de fonderies, Kléber le marchand de pneus, les Docks de l'Ouest. Ça a toujours été les habitants du vieux quartier des Ponts à l'amicale. Des Algériens, des Marocains et des Tunisiens sont aussi venus à l'amicale. Par contre, quand les habitants de Beaulieu sont arrivés, on ne les a pas vus.

Je suis né à Mauves-sur-Loire. C'est ma femme qui est née rue de l'Échappée et qui a grandi dans le quartier. Quand on s'est mariés, on a habité dans la maison de ses parents. Avant de rentrer dans l'amicale, j'étais investi dans un club de foot à Mauves. J'ai toujours été impliqué dans le mouvement associatif, depuis l'âge de 12 ans !

Quand j'ai adhéré à l'amicale, j'ai commencé comme archiviste ! Ça m'a permis de rentrer dans le bureau. Mais au début, je n'avais pas trop droit à la parole. J'étais là pour écouter. La première année, j'ai observé. Ça m'a permis d'apprendre plein de choses. Ensuite j'ai été secrétaire adjoint. J'ai longtemps été secrétaire adjoint. Et en 1989, je suis devenu président et j'ai arrêté en 2014.

Quand j'étais président, on était 28 dans le conseil d'administration. Et quand on y était, c'était pour s'engager parce que sinon, on était radiés. Notre CA, c'était la gauche plurielle ! On avait des socialistes, des communistes, des écolos, mais qui n'étaient pas très nombreux à l'époque, et des femmes. Et de mon temps, j'ai instauré la parité homme-femme. Mais quand c'était possible, parce que des fois, il y avait plus d'hommes que de femmes ou inversement.

Le principe des amicales, c'est de faire des activités pour les enfants des écoles publiques. À l'origine, c'était pour faire contrepois à l'église. Et depuis le début, les assemblées générales ont lieu le dimanche matin... à l'heure de la messe ! Et c'est toujours comme ça ! C'est resté une tradition.

On fonctionnait avec toutes les écoles de l'ancien 4^e canton. Alors il y avait les trois écoles du sud avec la Ripossière, Sarah-Bernhardt et Ledru-Rollin. Sur le quartier, il y avait Gustave-Roch, Émile-Péhan et Beaulieu avec Ramadier et Pauline-Kergomard. On avait besoin de bénévoles et avec les écoles, ça permettait d'avoir des jeunes parce qu'une association, ça ne peut pas fonctionner sans bénévoles. L'amicale organisait la fête des écoles. Pour les écoles



Années 1970, rue Saint-Jacques, Jean-Luc Mercier au défilé de la Fête des écoles.



Années 2000, repas de convivialité dans les locaux du boulevard Gustave-Roch.

publiques, on dit fête de l'école. Kermesse, c'est pour les cathos ! À Gustave-Roch, c'est moi qui faisais griller les saucisses ! 2 000 à 3 000 saucisses ! J'avais tout le matériel pour faire ça. Avec mes gosses, on était levés à 5 h du mat' et on allait monter les stands.

« On finançait nos activités grâce à la belote »

Quand je suis arrivé en 1967, j'ai repris la section belote. Comme je connaissais un peu, je l'ai reprise avec douze équipes. Je m'en occupais en tant que responsable, c'est-à-dire que je m'occupais seulement des dates et de la réglementation. Pour l'organisation des concours, je faisais tout de tête ! Un concours, c'est quatre parties. On commençait à 15 h et à 19 h, c'était fini. On avait entre 50



Années 2000, un concours de belote dans les locaux du boulevard Gustave-Roch.



Années 1990, spectacle du club de danse.

et 70 équipes ! On finançait nos activités grâce à la belote. L'hiver, on faisait des concours tous les quinze jours. Et avec les droits d'inscription, on pouvait financer les autres activités. Ça rapportait. On pouvait payer des voyages avec les écoles.

En même temps, j'ai monté une section de danse pour les enfants à partir de 4 ou 5 ans. C'était du modern-jazz. On avait une troupe de 50 filles et garçons. Mes filles en faisaient partie. Le coût des cours, c'était juste pour payer la prof. Tout le reste, comme payer les costumes, on pouvait le gérer grâce à l'argent de la belote. Le club de danse faisait des galas à droite, à gauche, dans le quartier, un peu partout. Elles faisaient même des spectacles à l'arbre de Noël de la mairie. On a arrêté quand il a fallu avoir des vestiaires avec les douches et tout ça. J'avais demandé à avoir la salle Émile-Morice mais comme ça a été refusé, on a arrêté.

J'ai fait plein de choses pour l'amicale. Une fois par mois, nous avions les repas de convivialité avec tous les anciens. On était entre 40 et 50 et je faisais la bouffe pour tout le monde ! L'été, j'organais la pétanque sur la place Wattignies. Ah ça, c'était bien ! On bloquait toute la place pour l'amicale, pour la fête du quartier et une aussi pour l'inauguration de la deuxième ligne du tramway. Avec Mitterrand ! J'avais bloqué tout le quartier et j'ai fait venir quatre cors de chasse !

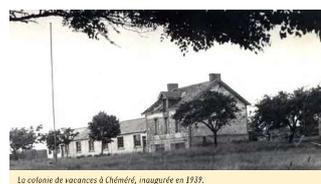
L'amicale a occupé une grande place dans ma vie, ça a été très important. Et puis, j'étais avec des gens qui m'aidaient bien, comme Gérard Delrue par exemple. C'était le fils d' Aimé. Il a énormément aidé l'amicale financièrement. C'était notre sponsor. Et je n'en voulais pas d'autres d'ailleurs. Il venait à toutes les fêtes de quartier et à la belote de temps en temps.

Moi, j'ai été bénévole presque toute ma vie ! L'amicale m'a pris beaucoup de temps. Heureusement qu'avec mon travail, j'avais des possibilités de temps libre parce que sinon jamais je ne l'aurais fait. C'était presque un travail à temps plein. Surtout qu'après j'étais président de l'inter-amicales laïques nantaises qui regroupait dix amicales laïques. Alors là, c'était beaucoup plus gros parce qu'on s'occupait des cours d'initiation aux langues étrangères dans les écoles. C'est moi qui ai suivi la mise en place de ce programme. J'avais 80 emplois à gérer ! J'étais président des deux pendant cinq ans. Après j'ai arrêté l'inter-amicales parce que je ne pouvais plus fournir partout. Ça me plaisait bien mais c'était lourd à gérer.

« Ils allaient à vélo faire le cinéma dans les colonies de vacances de l'amicale »

À une époque, l'amicale avait deux colonies de vacances : Pont-Béranger et l'Ormelette. C'était pour les gamins du quartier qui étaient soit membres de l'amicale, soit dans les écoles du quartier. Tous les nécessaires. C'était le transporteur Massoubre de la Plaine-sur-Mer qui emmenait les gosses gratuitement. C'étaient des arrangements entre copains.

On a arrêté les colos parce que financièrement, on ne pouvait plus. Il aurait fallu qu'on touche les allocations familiales des gosses pendant le mois où ils étaient en colo. On n'avait plus d'argent parce que les gens ne payaient pas et on n'avait même plus de quoi payer la nourriture.



La colonie de vacances à Chéméré, inaugurée en 1939.

Il y a deux gars qui faisaient du cinéma là-dedans dont un qui est bien connu puisqu'il a été maire de Nantes ! C'était Alain Chénard. Il était du quartier et membre de l'amicale. Avec Michel Jouannic, qui a été directeur des sports de la Ville de Nantes, ils allaient à vélo faire le cinéma dans les colonies de vacances de l'amicale. Sur les quatre frères Chénard, trois étaient impliqués dans l'amicale et Gaëtan, le frère d'Alain, a été vice-président.

« Et tout ce monde-là faisait son arbre de Noël chez nous »

Quand j'ai commencé, on était rue Alexandre-Fourny. Après on a déménagé dans un bâtiment place Wattignies. Notre local était là où les HLM ont été construits. On avait une salle de spectacle de 500 places. On la louait régulièrement aux entreprises du quartier pour leur arbre de Noël. Il y avait Sudry, Guilloard, les chantiers et un peu plus loin, LU et la BN. Et tout ce monde-là faisait son arbre de Noël chez nous.

Ensuite, on est allés dans les bains-douches, rue Michel-Rocher. On avait tout le premier étage. Alors là, on était



1983, inauguration des locaux réhabilités dans les anciens bains-douches de la rue Michel-Rocher par le maire de Nantes, Alain Chénard.

dans la création. Moi, je voulais récupérer tout le bâtiment pour y installer toutes nos activités : le basket, la danse, le théâtre, la belote et après le babyfoot. Mais là, quand un animateur est venu, ça a été foutu. Et quand l'Accoord est rentrée, c'est eux qui ont récupéré les bains-douches.

Après les bains-douches, on est partis pendant douze ans à Léon-Bureau dans les anciens vestiaires des chantiers. Il y avait aussi d'anciens bureaux de direction et une sorte d'imprimerie. On avait huit salles sur 300 m². On pouvait mettre 80 équipes pour la belote. On faisait des fêtes aussi.

Après on est partis boulevard Gustave-Roch pendant dix ans. Mais on avait moitié moins de place. C'était une ancienne boîte informatique. Je crois bien que c'était la gestion des maraichers nantais qui était là. Il y avait le babyfoot au rez-de-chaussée mais ce n'était pas très pratique parce qu'il fallait démonter le matériel. On est partis en 2015 parce qu'il y avait un projet immobilier. Maintenant, on est à Gaëtan-Rondeau.

Actuellement, le président c'est Farid Lounas. Il a été dix fois champion de France de babyfoot et deux fois champion du monde avec le club de l'amicale. Aujourd'hui comme activités, il y a le poker, la belote, le babyfoot, Lire et faire lire, et l'École du sport. » **Jean-Luc**

« C'est une belle histoire qui a une vraie importance dans la vie sociale du quartier »

► « J'ai longtemps été membre de l'Amicale laïque des Ponts avec les frères Chénard. L'ancien président, Jean-Luc Mercier, a été très dynamique, très présent avec sa femme. Quand on a été installés dans les anciens vestiaires des ouvriers des ACB, là où se trouve Stéréolux aujourd'hui, ça a été la grande période. Dans les années 70, il y avait

une grosse section gymnastique, de très grosses sections belote, des concours de lato. Dans les années 90, j'ai introduit le club de football de table, le babyfoot, qui a très bien marché. C'était le premier sur Nantes. L'idée est née quand, un jour, j'ai vu une petite annonce au café Gustave Roch. Dans ce café, ils avaient monté un club et ils cherchaient des locaux. Je suis allé les voir et je leur ai dit qu'à l'amicale laïque, on avait des locaux et qu'ils pourraient s'installer dedans. J'ai donc fait la jonction entre ce petit club qui n'arrivait pas à se développer et l'amicale laïque qui cherchait de nouvelles activités. C'est



2006, un tournoi de babyfoot dans les locaux de la rue Gaëtan-Rondeau.



L'équipe de club en 2009.

comme ça que le club nous a rejoints et qu'il est devenu, très vite, une très grosse section avec 200 adhérents. Nous avons été champions de France et on a organisé la coupe du monde à Beaulieu. Farid Lounas, celui qui m'a succédé, a été champion du monde ! J'ai également organisé la section fêtes. On faisait des soirées musicales thématiques comme soirée argentine avec des musiciens qui jouaient du tango, soirée irlandaise, soirée bretonne, etc. On a fait pas mal de trucs comme ça et ça n'a pas trop mal marché.

« Se battre pour les écoles publiques ou la laïcité, bien sûr que c'est politique ! »

Moi, j'ai connu les amicales laïques dans les années 50, avec mes parents. Mon père était président de l'Amicale laïque de Saint-Jean-de-Boiseau. Après il a été président de celle de La Montagne. Ça avait vraiment une signification, une amicale laïque. Dans les années 50 et jusque dans les années 70, il y avait encore une lutte très importante entre l'école privée, la catho, et les écoles publiques. À La Montagne, on se caillassait avec les gars du patronage ! C'était à la tâtane après l'école, quoi ! Le privé, c'était un peu le symbole du conservatisme alors que l'école publique laïque était plutôt le symbole du progressisme. On disait déjà ça dans les années 50-60, on était progressistes.

Dans les années 80, pour beaucoup de parents, et encore maintenant, se battre pour la laïcité, c'était faire de la politique et moi, j'entendais des réflexions : « Nous, on ne fait pas de politique, on est parents d'élèves, on ne fait pas de politique. » Alors que se battre pour les écoles publiques ou la laïcité, bien sûr que c'est politique ! C'est dans cette période qu'il y a eu une rupture entre l'amicale laïque et les parents d'élèves et que l'association Les amis de Gustave a été créée pour s'occuper des fêtes de l'école. Les liens avec l'amicale ont été retissés après.

Aujourd'hui, c'est vraiment difficile pour les amicales laïques parce qu'il n'y a pratiquement plus de relais dans les écoles publiques. Ce sont souvent des lieux associatifs avec des activités, de la gym douce, éventuellement du théâtre, etc., et les gens deviennent des consommateurs. Alors qu'au départ, les amicales c'était la défense de la laïcité et de l'école publique ! Il n'y a plus le militantisme... L'année dernière, à l'assemblée générale, il y avait une cinquantaine de personnes alors que dans les années 80-90, ils étaient encore 200 à 300 personnes. » **Jean-Louis**

L'Amicale laïque du quai Hoche

« Il y avait plusieurs activités mais la principale, c'était le basket »

► « Je me suis investi dans l'Amicale laïque du quai Hoche avant et après l'armée. Et je suis toujours membre. À un moment, je faisais partie du comité directeur. Il y avait plusieurs activités mais la principale, c'était le basket. Il y avait une bibliothèque dont je me suis un peu occupé. On faisait aussi des chars pour la Mi-Carême. Un amicaliste était marchand de bois et son entrepôt était sur le quai André-Rhuys. On allait donc faire le char dans son hangar. À l'époque, on les faisait au plâtre à mouler. Il faisait un froid de canard là-dedans parce que c'était en plein courant d'air pour que le bois sèche. Mais nous, on n'était pas en bois !

Pour le basket, on jouait dans la cour de l'école. C'est nous qui avions monté les panneaux pour les paniers. On les avait fait faire chez Coyac, le chaudronnier de la rue Beauséjour. Quand on a commencé, le terrain c'était de la terre. Après, ça a été goudronné, donc c'était mieux. Quand l'école du quai Hoche a fermé, on a eu peur parce que le renouvellement se faisait par l'école. Et comme au quai Hoche, on avait une très bonne équipe qui jouait en championnat de France, on voulait la garder. On a donc fusionné avec la rue Noire pour faire l'Entente rue Noire - quai Hoche. Après, l'Entente a fusionné avec le Breil pour devenir l'actuel Nantes Breil basket.

Il y avait deux amicales laïques dans le quartier. L'Amicale laïque du quai Hoche pour l'école du quai Hoche et l'Amicale des Ponts pour l'école Beauséjour. Et les deux ne s'entendaient pas ! À l'Amicale laïque des Ponts, ils ne voulaient pas jouer au basket contre les patros. Et nous, à l'école du quai Hoche, on jouait dans les championnats, alors forcément, on jouait contre les patros, soit chez eux, soit chez nous. Alors l'Amicale des Ponts ne voulait pas de ça parce qu'ils ne pouvaient pas voir les patros en peinture ! C'est pour ça que les deux amicales laïques du quartier n'ont jamais fusionné ! » **Robert**

► « Dans le quartier, le sport pour les jeunes, c'était le basket. Ça a toujours été le basket. Il y en avait au quai Hoche mais ça a complètement disparu. Et puis à l'Amicale du quai Hoche, c'était que pour les garçons alors que nous, on faisait garçons et filles. Et puis dans le conseil d'administration du conseil d'administration du quai Hoche, les communistes n'avaient pas droit à la parole et les femmes non plus. Alors que chez nous, on était gauche plurielle ! »

Jean-Luc



Le bureau de l'Amicale laïque du quai Hoche réuni dans la cour de l'école au début des années 1950.



Années 1950, une des équipes de basket de l'Amicale laïque du quai Hoche sur le terrain de l'Amicale laïque des Ponts, rue Beauséjour.

2. LE FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS

Les Foyers des jeunes travailleurs font partie des grands mouvements d'éducation populaire nés entre les deux guerres, et qui se sont développés après 1945 dans un contexte de crise du logement et d'exode rural des jeunes. Pour faire face à cette crise, de nombreuses initiatives émanent de bénévoles souvent issus du militantisme social catholique et plus particulièrement de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Aussi, dès janvier 1946, un premier foyer voit le jour à Nantes.

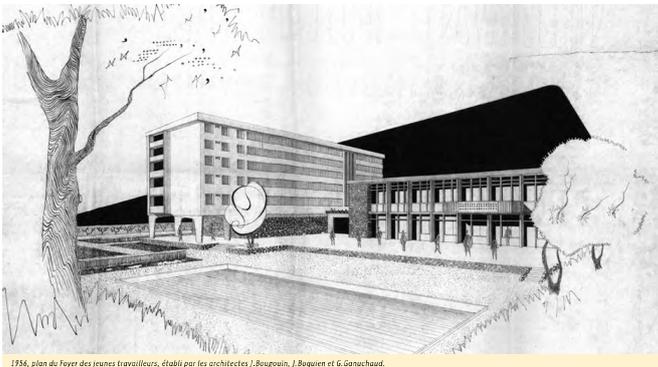
Une première expérience

À la sortie de la guerre, de nombreux jeunes ruraux, embauchés dans les entreprises du bâtiment, viennent à Nantes au cours de la période de la reconstruction. Une enquête conduite par la JOC nantaise en 1945 révèle que 67 % des jeunes ouvriers viennent du milieu rural. Ces derniers logent la plupart du temps dans des conditions déplorables. Des maisons sinistrées ou des aubettes de tramway désaffectées leur servent de refuge la nuit. Leurs mauvaises conditions de logement et de nourriture ainsi que le manque d'occupation hors du temps de travail font craindre le développement d'un comportement délinquant.

En 1946, l'Association départementale pour l'éducation de la jeunesse ouvrière par les loisirs, dite Foyer du jeune travailleur, est créée. À Nantes, à la veille de l'hiver 1945-46, un groupe de militants de la JOC et des personnalités patronales locales forment une association pour l'hébergement des jeunes travailleurs déplacés. Des locaux sont trouvés au 129, boulevard Eugène-Drioux. Bien que vétustes et mal adaptés, ils sont malgré tout aménagés et équipés afin de permettre l'accueil de 30 jeunes travailleurs à partir de janvier 1946. Un couple de militants accepte de venir vivre sur place avec leurs deux enfants. Monsieur et madame Graudet assurent ainsi bénévolement la direction du premier foyer nantais pendant huit ans. Mais cette initiative est loin de répondre aux besoins locaux.

L'ouverture du foyer et le développement des activités socio-éducatives

En 1956, forte de sa première expérience, l'Association nantaise des foyers des jeunes travailleurs (ANFJT), présidée par monsieur Grossin, décide de construire un foyer permettant l'accueil de 150 jeunes dans des conditions de confort adaptées à l'époque. Un terrain remblayé, situé à l'extrémité du boulevard Vincent-Gâche, est acquis. En partenariat avec la société coopérative d'HLM « La Maison familiale », les travaux débutent en décembre 1957 et durent 22 mois. Le foyer est inauguré par Maurice Herzog, haut commissaire à la jeunesse et aux sports, le 26 septembre 1959.



1956, plan du Foyer des jeunes travailleurs, établi par les architectes J. Bougoin, J. Baquien et G. Ganachaud.

Le nouvel établissement accueille alors des jeunes travailleurs de 16 à 23 ans, répartis sur cinq étages abritant chacun 30 lits en chambres collectives et individuelles. Le Foyer dispose d'un restaurant ouvert au quartier et de nombreuses salles d'activités. La direction est confiée à Paul Tampreau, assisté d'un intendant. Rapidement, l'établissement connaît un succès incontestable. À l'automne 1961, son effectif est au complet et en 1964, 10 000 repas sont servis chaque mois dans son restaurant.

En 1963, la construction d'un Foyer des jeunes travailleuses au 1, rue Porte-Neuve est décidée. Il ouvre ses portes en septembre 1968, année où l'association, dorénavant présidée par Michel Méry, devient l'Association nantaise des foyers de jeunes travailleurs et travailleuses. Paul Tampreau en devient le délégué général. Il est chargé de gérer les deux foyers et de développer les activités de l'association en fonction des besoins des jeunes. En effet, dès son ouverture, l'établissement est agréé comme association d'éducation populaire en raison des nombreuses activités sportives et culturelles qui sont proposées aux jeunes résidents. Mais l'animation ne bénéficie d'aucun financement. C'est pourquoi, un couple bénévole est accueilli à chaque étage : en contrepartie de leur logement, ils acceptent d'animer la vie collective du foyer. En dehors de leurs heures de travail à l'extérieur, ils sont disponibles auprès des jeunes de l'étage pour les écouter, les aider dans leurs démarches, apporter des conseils et donner une impulsion éducative, tant individuelle que collective.

Dans les années 1960, le Foyer des jeunes travailleurs développe une palette de loisirs éducatifs dans le cadre d'une organisation spécifique, composée d'une équipe d'éducateurs, d'un conseil de maison élu, de responsables d'activité, d'une commission éducative et d'une assemblée générale réunissant tous les jeunes du foyer. Les

activités proposées sont nombreuses : une bibliothèque et un cercle de lecture, un ciné-club, de l'art dramatique, des sorties spectacles, des auditions musicales, des cours de guitare, des conférences, un laboratoire photographique, des cours de montage audiovisuel et de cinéma amateur.

En 1971, le foyer, baptisé Foyer Beaulieu, est agrandi. Une aile supplémentaire de deux étages avec 19 lits chacun est construite ainsi qu'un logement de fonction pour le directeur. Le rez-de-chaussée comporte des salles pour le développement des activités éducatives et culturelles. L'année suivante, l'ancien bâtiment est réhabilité afin de l'adapter aux nouvelles manières de vivre des jeunes : les chambres collectives sont transformées en chambres individuelles avec un lavabo. Le centre culturel du Foyer Beaulieu avec son cabaret-théâtre, le « Trazibule Gâche », est ouvert à tous et le restaurant social fonctionne pour tous les adhérents.

S'adapter au nouveau contexte socio-économique : l'insertion professionnelle

Au cours des années 1970, la dégradation de la situation économique frappe de plein fouet les jeunes. Les termes de précarité et d'exclusion apparaissent pour désigner les nouveaux problèmes sociaux. Les FJT sont alors en première ligne face à la fragilisation de l'accès à l'emploi, qui touche principalement les moins qualifiés. Par ailleurs, l'abaissement de l'âge de la majorité en 1974 a pour conséquence l'arrivée nouvelle et importante de jeunes majeurs en rupture familiale. Au début des années 1980, les foyers hébergent majoritairement des citoyens. Pour répondre à cette nouvelle catégorie de précaires, les FJT ont élargi les critères d'accueil : l'hébergement des chômeurs dans des lieux créés à l'origine pour aider des jeunes travailleurs est une rupture symbolique importante.



À la fin des années 1960, l'activité audiovisuelle sert à illustrer les prospectus de présentation des différentes animations proposées au sein du FJT.

Face à cette évolution globale du public accueilli et aux problèmes nouveaux d'emploi, les FJT vont expérimenter des actions de formation en direction des résidents. À la mission socio-éducative s'ajoute alors celle de l'insertion professionnelle. Ainsi au Foyer Beaulieu, l'entrée dans les années 1970 est marquée par une diversification des actions dans le domaine de la formation. La loi sur la formation permanente, votée en 1971, permet de mettre en place un Centre de formation et de promotion sociale, spécialisé dans la formation tertiaire pour préparer les concours administratifs. En 1976, un Centre d'information et de consultation est ouvert afin de répondre aux besoins d'accompagnement psychosocial. Ces deux structures sont rassemblées en 1979.

À partir de 1980, les critères d'accueil sont à nouveau élargis : le foyer devient mixte. En 1985, un terrible constat s'impose : le nombre de jeunes chômeurs hébergés au FJT est en forte augmentation. Toute l'action éducative est alors orientée vers la formation et l'emploi. Les animateurs bénévoles ont été progressivement remplacés par des professionnels. Leur principale tâche est axée sur l'action en faveur de l'emploi. Des activités culturelles sont toujours organisées régulièrement, « *mais tant que le problème de l'emploi n'est pas résolu pour un jeune, le reste compte peu pour lui* », souligne Paul Tampreau. L'association développe ses actions en faveur de l'insertion professionnelle notamment par la création d'un atelier, puis d'une entreprise d'insertion dans le secteur du bâtiment.

À côté de ces nouvelles demandes sociales, les FJT doivent également faire face au vieillissement de leurs locaux. Dans les années 1990, l'offre d'hébergement est inadaptée et de lourdes réhabilitations s'imposent. Le Foyer Beaulieu est alors complètement restructuré et devient la résidence Port Beaulieu avec 203 lits. Les chambres sont équipées de sanitaires complets. Trente-deux studios sont réalisés, le secteur restauration est entièrement refait et une salle de spectacle est créée.

Les années 2000 sont marquées par une crise du logement qui s'accroît dans un contexte de baisse des financements publics, de retards pris dans les programmes de logements sociaux et de hausse considérable des prix sur le marché de l'immobilier : pour les jeunes, la part du revenu consacrée au logement est passée, hors aide au logement, de 29 % en 1988 à 40 % en 2005. Dans le cadre du vaste programme urbain Île de Nantes, la résidence est totalement restructurée entre 2006 et 2009. Quatre bâtiments sont construits ou réhabilités, deux sont démolis. L'association nantaise Adélis est désormais le gestionnaire de la résidence pour jeunes actifs, « Les Forges » qui compte 151 studios pour accueillir les 16/30 ans. En croisant les missions d'hébergement, d'accompagnement socio-culturel et d'insertion, la fonction des FJT est désormais d'éviter l'exclusion aux jeunes résidents.

« C'était une association culturelle populaire »

► « Je suis natif de Campbon. Quand j'ai commencé à travailler à la Sécurité sociale en janvier 1964, à l'ex-caserne Cambronne, je suis allé au FJT parce qu'il n'y avait pas d'autres solutions. J'avais 17 ans. Je l'ai quitté en juin 66 quand j'ai fait mon armée. À ce moment-là, le directeur était Paul Tampreau. Il était assez rigoureux. Mais il le fallait aussi, avec des jeunes apprentis et salariés de 16 à 23 ans... Paul Tampreau et Jacqueline Chatelier, la secrétaire et comptable, étaient salariés. À chaque étage, il y avait un couple qui était logé en échange de leurs services. Il y avait aussi un responsable technique du bâtiment, le personnel de cuisine et de ménage, un responsable des draps et un autre pour le changement des ampoules !

Le FJT avait un statut associatif. C'était une association culturelle populaire, très laïque. On travaillait beaucoup avec la Fédération des amicales laïques, notamment pour le ciné-club. La charte du Foyer des jeunes travailleurs précise que c'est une association d'éducation populaire qui est rattachée à une association nationale des jeunes travailleurs. Voici ce qui est écrit : « Le foyer n'est ni confessionnel, ni politique. Chacun est libre de ses opinions et se doit de respecter celles des autres. Ce n'est ni un restaurant, ni un hôtel, c'est une institution stable à but désintéressé, qui propose de satisfaire les besoins essentiels des jeunes travailleurs isolés, sans distinction de religion, race ou nationalité. Pour le logement, l'âge d'admission est de 16 à 21 ans. Sont également admis pendant un an, les jeunes à leur retour du service militaire. Pour la nourriture, sont admis tous les jeunes de 15 à 26 ans et quel que soit le nombre de repas pris chaque semaine. Pour bénéficier du logement au foyer, il est nécessaire de régler chaque mois un minimum de pension de 126 francs, correspondant à 9

repas par semaine plus les petits-déjeuners, de s'engager à participer régulièrement au moins à une activité culturelle par semaine. Pour bénéficier des services du foyer, il faut en être membre usager. Ce titre s'acquiert par l'admission prononcée par le directeur ou son adjoint, après fourniture du dossier d'admission. »

« La jeunesse était en pleine ébullition, c'étaient les prémices de 68 »

Je me souviens que pour rentrer au FJT, il fallait faire valoir ce qu'on voulait faire parce qu'il y avait un engagement à participer à une activité culturelle. On était interrogés pour savoir ce qui nous intéressait. Par exemple, venant du milieu rural, je participais à la création d'un foyer de jeunes qui s'appelait « La Chaumière ». Alors, je n'ai pas eu de difficultés à rentrer. Il faut se rappeler qu'on est avant 68, le poids de la religion et de la famille étaient très importants avec des jeunes, souvent issus de la JOC ou du MRJC (Mouvement rural de la jeunesse catholique). Le monde rural était en pleine évolution et plutôt progressiste à gauche à ce moment-là. En décembre 1964 a été créée la CFDT et tous les ouvriers étaient syndiqués. J'étais à la CGT et je suis toujours resté militant de la classe ouvrière. Les partis politiques évoluaient aussi. Paul Tampreau était au Parti socialiste. Il était du premier mandat dans l'équipe municipale de Jean-Marc Ayrault. Il faut reconnaître qu'au FJT, il y avait un engagement, même si certains étaient plus engagés que d'autres. C'était toute la génération née après la guerre. La jeunesse était en pleine ébullition, c'étaient les prémices de 68.

Pour être admis, les conditions de ressources étaient basées sur le salaire car tous les jeunes travailleurs du FJT étaient salariés, il n'y avait pas d'étudiants. On payait un forfait qui comprenait le logement avec la fourniture et l'entretien

des draps et des couvertures, trois repas dans la journée, les sanitaires et le chauffage. C'était assez élevé par rapport au salaire de l'époque, 350 francs en moyenne. Je gagnais 470 francs, la moitié de ma paie y passait. Et le reste, je le donnais à mes parents. J'étais l'aîné de cinq frères et sœurs, il n'y avait pas beaucoup d'argent à la maison. J'essayais quand même de garder 10 à 20 francs pour mes besoins personnels. On allait au cinéma ou au café place du Commerce... C'était généralement le jeudi soir, ça n'a pas changé !

Pour compléter le dossier d'admission au FJT, il fallait verser une cotisation annuelle fixée à deux francs et l'acceptation du règlement qui précisait : « Le foyer est ta présence et un climat éducatif. Tous les jeunes doivent être appelés à collaborer avec la direction dans le cadre du conseil de maison. Le jeune entrant a toute faculté de préparer sérieusement, durant son séjour, sa vie d'adulte, culturelle, professionnelle, civique et familiale. Il accepte que le foyer l'aide pour cela. »

« Les copains »

À ce moment-là, les jeunes du foyer s'appelaient « les copains », en référence au journal « Salut les copains ». Il y avait beaucoup de solidarité entre nous. Un fort contingent travaillait dans la navale au ACB, Dubigeon, mais aussi chez Rineau ou dans l'automobile. Ils étaient soudeurs, chaudronniers, ajusteurs, menuisiers, peintres... Des coiffeurs étaient très remarqués au quatrième étage. C'étaient des fêtards !

Il y avait aussi quelques Algériens et des Marocains, comme mon copain Lakdar. Il y a eu quelques rencontres avec le foyer Sonacotra, mais c'était difficile parce que tout à fait différent car les travailleurs étaient plus âgés que nous. Il y avait un décalage de génération. La plupart avaient entre 30 et 40 ans et étaient encore plus isolés, éloignés de leurs familles.

Au foyer, chaque vendredi, on se réunissait pour parler des boîtes, de l'entreprise et des salaires. À ce moment-là, les salariés étaient payés à l'heure et à la quinzaine. Une fois par semaine, on faisait le point et on comparait nos salaires. Et s'il y avait deux ou trois centimes de différence, les gars, dès le lundi matin, prévenaient leur employeur qu'ils allaient chez un autre patron ! C'étaient des boîtes qui tournaient toutes autour de la métallurgie. Elles étaient la plupart sous-traitantes de la navale.

À l'époque, beaucoup de copains prenaient des cours du soir. En ce qui me concerne, j'allais en mobylette à la fac de droit pour préparer une capacité en droit. C'était de 19h30 à 21h30 et je dinais à 18h45 avec les cuisinières. On avait tous le même statut de jeune salarié et on avait les mêmes ambitions au niveau du travail. On voulait devenir chef, contremaître, agent technique P2 en passant les brevets professionnels. La formation professionnelle continue était en pleine expansion dans les GRETA et les lycées professionnels. Les jeunes étaient embauchés avec des CAP et avaient une formation sur place organisée par l'employeur.

résidents pour l'organisation, le respect du règlement, pour mieux se connaître, pour s'entraider, pour trouver un emploi et on terminait avec de la musique et des friandises. Le passage au FJT a été une expérience de prise de conscience, de maturité et d'engagement pour beaucoup de jeunes. Tout le monde n'était pas au conseil de maison, mais tout le monde participait.

C'est vrai qu'au niveau culturel, au FJT, on a appris plein de choses. Tous les jeunes du foyer versaient une participation aux activités d'un franc. Cette participation symbolique servait au fonctionnement du centre culturel, accessible à tous. Il y avait ciné-club, labo photo, bibliothèque, disques vinyles, l'art dramatique, le bar, une salle de jeux avec le babyfoot, des tables de ping-pong, etc. On avait aussi une salle de télé. À ce moment-là, il n'y avait qu'une seule télé dans la salle du bas. Ensuite, la salle a été séparée en deux quand il y a eu deux chaînes... donc deux télé ! Des conférences étaient organisées : le planning familial, les organisations politiques et sociétales, etc. On faisait aussi des sorties théâtre à Graslin, dans les musées, etc.

« C'est vrai qu'au niveau culturel, au FJT, on a appris plein de choses »

Le conseil de maison gérait toutes les activités du quotidien, la discipline, etc. Il avait un pouvoir de consultation mais aussi de décision pour les projets d'activités culturelles. Il y avait débat, contestation, critiques, etc. Il était composé du directeur Paul Tampreau, de Jacqueline, la secrétaire, des cinq éducateurs et des résidents bien sûr. J'en faisais deux et j'étais responsable du cinquième étage. Une fois par trimestre, avec l'éducateur, nous réunissions les



Toutes les animations se terminaient à 22h, sauf le samedi à 22h30. Quelquefois, il y avait quelques prolongations, notamment au ciné-club. Mais l'animateur pouvait, quand il y avait du bruit, actionner l'extinction des feux à partir de 22h30. De toutes façons, tout le monde commençait de bonne heure le matin. Les salariés aux chantiers commençaient à 7h. Il fallait se lever à 6h, le café, le chocolat, le pain et le beurre, jambon et fromage, pomme et orange étaient à disposition à partir de 6h.

L'activité ciné-club était assez importante. J'en ai fait partie. Un film était diffusé pratiquement toutes les semaines. Les films provenaient de l'UFOLP régional. On tournait facilement autour d'une centaine de copains et on finissait à une vingtaine à peu près pour débattre. Il restait peu de monde car le lendemain il y avait le boulot. Il fallait avoir une carte car on voulait que les gens participent. On ne voulait pas qu'il n'y ait que la partie visionnage. Il fallait que les copains se sentent impliqués. On insistait auprès du jeune : « Si tu prends ta carte, tu participes. »

« Faire le trajet Nantes-Campbon à mobylette, c'était une motivation pour passer le permis ! »

Comme une majorité de copains restaient le week-end, une équipe de foot avait été créée. Des relations avaient été nouées avec différents clubs de jeunes des quartiers de Nantes, aux Dervallières, à Chantenay, aux Batignolles, à Saint-Jacques, etc. C'était le début des foyers-clubs avec les travailleurs sociaux. C'étaient un peu les centres sociaux d'aujourd'hui qui étaient en gestation.

Je rentrais presque tous les week-ends à mobylette à Campbon car j'avais une autre activité, comme responsable du foyer de jeunes. Faire le trajet Nantes-Campbon à mobylette, par tous les temps, surtout l'hiver, c'était une

motivation pour passer le permis ! J'allais dans une auto-école du boulevard Dalby qui faisait des tarifs préférentiels parce qu'elle travaillait avec les comités d'entreprises. C'était le moment des premières virées en voiture...

C'était aussi l'époque des bals du samedi soir et du dimanche après-midi au Laurier fleuri route de Clisson, au Chalet suisse, place Zola, chez Maheux, à la Jonelière, chez Piau, route de Paris, etc. Au bal, il y avait ceux qui dansaient, ceux qui buvaient et ceux qui faisaient de la castagne. C'était l'époque des blousons noirs et des cheveux longs. Il y avait aussi la rivalité entre le milieu populaire et le milieu urbain car il y avait ceux qui étaient toujours bien habillés, «endimanchés», et les prosos en pulls et jeans. Certains étaient refusés à l'entrée et automatiquement, ça déclenchait des bagarres !

« Les jeunes travailleuses étaient beaucoup plus mobiles et autonomes »

Au conseil de maison, la question de la mixité gars-fille a été posée. Paul Tampreau et les éducateurs n'étaient pas contre mais ils étaient quand même assez vigilants. Les quelques filles qui venaient étaient connues. C'étaient les copains du foyer qui amenaient leurs «connaissances». Elles venaient le midi déjeuner et le soir pour participer au ciné-club et aux conférences. Après elles repartaient, elles ne restaient pas dormir, c'était interdit à l'époque.

Quand le Foyer des jeunes travailleuses a été créé en 1968, il a été difficile de mettre en place l'équivalent de ce qui se faisait comme activités au Foyer des jeunes travailleurs. Pour la simple raison que les jeunes filles étaient beaucoup plus mobiles et autonomes. Les garçons restaient plus longtemps au foyer parce qu'ils avaient leur petit confort. Comme ils ne savaient pas faire la cuisine, il n'avait pas besoin de chercher la nourriture. Et les draps et les

couvertures étaient lavés... Et puis, ils avaient la douche, très important pour aller au bal !

À mon retour de l'armée, j'ai pris une chambre en ville avec un autre copain mais je venais prendre mes repas le midi et le soir au foyer. Dans les années 70, je voyais toujours Jacqueline Chatelier, la secrétaire. Elle disait que l'ambiance avait complètement changé à partir de 1968 - 1969. Il y avait beaucoup plus de logements disponibles sur Nantes et beaucoup de jeunes pouvaient se payer un appartement ou une chambre. À la sortie du FJT, beaucoup ont fait leur vie. Ils se sont mariés et ont habité en périphérie. À l'époque, ça construisait, comme à Saint-Herblain, le Sillon de Bretagne, la ZUP de Bellevue, à Rezé, Bouguenais, etc.

Je suis resté en contact avec trois copains. Maintenant, on a tous entre 70 et 80 ans. J'ai retrouvé celui avec qui je logeais. On avait fait l'armée ensemble. Quand on se revoit, on se rappelle nos souvenirs du FJT et ce sont des bons souvenirs ! » **Daniel R**

« Le CAP était un bon diplôme à cette époque-là, on trouvait du travail facilement »

► « Je suis entré au Foyer des jeunes travailleurs en juin 1966. Je commençais juste à travailler comme jeune ouvrier plombier chez Rineau Frères, boulevard de la Prairie-auduc. Je venais de passer mon CAP de plombier au collège d'enseignement technique Michelet. Le CAP était un bon diplôme à cette époque-là, on trouvait du travail facilement. C'était l'époque du plein emploi. Les patrons venaient nous chercher, on partait par groupe ! Nous, on était 30 dans la formation de plombier et à la fin des études, qui duraient trois ans, il y en avait dix d'entre nous qui partaient ensemble tout de suite chez Rineau Frères. J'étais un de ceux-là. J'ai travaillé le lendemain de mon examen du CAP, pas de vacances !

À ce moment-là, c'était une grosse entreprise de plomberie, chauffage, couverture, climatisation, qui employait 1 000 salariés. C'est une entreprise qui existe encore, mais elle a été rachetée par le groupe financier Suez et maintenant, elle porte le nom de Axima. Dans cette entreprise, on travaillait entre 40 et 45 heures par semaine, du lundi au vendredi. Les conventions collectives étaient respectées et nous étions bien payés. Je suivais des cours du soir à Michelet pour préparer le brevet professionnel de plombier. C'était pour augmenter les revenus et les responsabilités. Au FJT, on prenait le repas à 19h et on allait aux cours du soir après.

Je suis resté au FJT jusqu'en septembre 1969, c'est-à-dire de 16 à 19 ans. À ce moment-là, Paul Tampreau était le directeur. Il habitait une maison dans l'enceinte du foyer. Sa secrétaire s'appelait Jacqueline Chatelier. J'avais une relation privilégiée avec eux deux. Paul Tampreau était une figure locale. Il était à la CPDT et il avait ses entrées dans les administrations. Il était respecté et il était très actif au niveau social. Il a écrit dans des bouquins et fait un disque, avec sa guitare... Une belle personnalité.

« Il y avait des éducateurs à chaque étage »

Le FJT était réparti sur cinq étages, sans ascenseur. Il n'y avait pas de toilettes dans les chambres, tout le bloc sanitaire était regroupé au bout du couloir. Il y avait de la restauration matin, midi et soir. On payait assez cher. Le prix de la pension coûtait une bonne partie de mon revenu. Tous les samedis matin, on allait à la laverie automatique pour laver notre linge parce qu'il n'y avait pas de machine à laver. C'était surtout pour les bleus de travail, car pour le reste, on se changeait moins qu'à présent... Et surtout, on prenait beaucoup moins de douches que maintenant !

Les résidents venaient de tout le département et de la périphérie de Nantes pour la grande majorité. Il y avait des éducateurs à chaque étage. C'étaient des couples, et même des familles avec un ou deux enfants, qui habitaient dans un appartement au bout du couloir. Ils nous aidaient beaucoup, surtout pour tous les papiers et pour notre moral aussi, pour la Sécu lorsqu'on arrêtait le travail ou quand on le reprenait. Car à ce moment-là, il n'y avait pas de chômage, on pouvait changer d'employeur très facilement. Ils nous aidaient aussi pour les papiers d'assurances, comme l'assurance-voiture en cas d'accident. Comme on travaillait, on avait de l'argent et on pouvait passer notre permis. On achetait une voiture que l'on bricolait avec les copains le samedi matin. C'était l'époque des 404, des 4 CV, des 2 CV, des Ami-6, etc.

« On passait des nuits entières dans le labo photo »

J'ai beaucoup participé aux activités culturelles du foyer qui étaient très importantes. Il y avait des activités tous les soirs. Il y avait une belle salle polyvalente avec des conférences, du ciné-club, des réunions politiques et des spectacles ouverts à tous les publics. Il y avait une troupe de théâtre, un labo photo, de l'audiovisuel, une salle de télé avec un bar et babyfoot, ping-pong, etc. C'est au FJT, en 1966, que j'ai découvert la télé et les présentateurs d'informations !

J'ai beaucoup participé au labo photo. On était un petit groupe. On fabriquait nous-mêmes les produits, les révélateurs, les fixateurs. On achetait les produits de base et avec l'aide de bouquins, nous faisons nous-mêmes nos recettes. Il y avait un magasin de produits chimiques tout près, sur le boulevard Benoni-Goullin. Le samedi matin, on partait faire des photos et entre le samedi et le dimanche, on passait des nuits entières à développer des photos en noir et blanc. C'étaient aussi les premiers instants de liberté. Il n'y avait plus d'heure pour se coucher. Et on pouvait aussi ne pas se coucher du tout et aller au boulot en sortant du labo. On profitait complètement de cet espace nouveau de liberté totale.

J'ai fait du théâtre aussi. On avait joué « La Cantatrice chauve » de Ionesco. Ils m'avaient mis soprano... Jean-Noël Couilleau, le metteur en scène, était aussi responsable de la revue « La Cloche » qui existe encore aujourd'hui. Il menait les deux en même temps. Alors, tous les adhérents de l'activité théâtre du foyer allaient, bien sûr, voir le

spectacle de la revue. C'était presque une obligation ! On allait aussi voir de temps en temps les pièces de théâtre de la Comédie de l'Ouest. C'était salle Colbert, devenue ensuite, salle Francine-Vasse.

« On sortait entre nous le samedi et le dimanche »

Les week-ends et au moment des vacances, presque tous les résidents quittaient le foyer pour retourner dans leur famille. Ce n'était pas mon cas... On restait seulement à quelques-uns au FJT, des fois seulement à cinq ou six, un peu désœuvrés. Mes copains étaient souvent des jeunes issus de l'assistance publique. Il fallait obligatoirement qu'on se déplace parce que le dimanche et les jours de fête, il n'y avait pas de repas au FJT. On tournait en rond à quelques-uns. Donc, on partait ensemble, on buvait des coups et lorsqu'il faisait beau, nous mangions des sandwiches le long de la Loire. On rigolait, ça faisait une sortie. C'était comme ça tous les week-ends. On apprenait à mieux se connaître et à mieux s'apprécier. On sortait entre nous le samedi et le dimanche. Avec nos voitures, on allait à la mer à Saint-Jean-de-Monts. Au printemps, lorsqu'il faisait beau, on allait draguer les nanas le long de la Loire. Quand on restait à Nantes, on allait des fois le samedi soir dans les cafés place de la République ou rue de la Porte-Gellée qui était encore plus près du FJT. C'étaient des cafés très actifs et très chauds. Le samedi soir, vers 20h, les cafés fermaient. Les vélos étaient rentrés, les rideaux et portes étaient fermés. Alcool, sous-prolos... Je ne sais pas comment décrire cette ambiance plus qu'amicale, presque familiale. Ça chantait beaucoup, les chansons de la Commune de Paris, Piaf, etc. Et avec l'alcool, ça créait de ces ambiances et bien sûr, des souvenirs inoubliables !

« Nous voulions changer le système traditionnel »

J'avais 19 ans en 1968. Mai 1968 a été un gros changement dans ma vie. Avant 68, il y avait déjà une poussée sociale énorme qui voulait culbuter tout le système. On sentait bien qu'il y avait la pression... C'est là qu'on a commencé à parler de la mixité car avant il n'y avait pas de mixité au FJT. Les filles ne pouvaient pas entrer, c'était très cloisonné. Donc avec Mai 68, la remise en cause et la mixité arrivent... Nous voulions changer le système traditionnel, dans les relations, les mœurs, dans les pensées, dans le travail, etc. Après 68, les jeunes ouvriers pouvaient inviter les jeunes filles dans leur chambre. Mais les filles étaient sous contrôle de leur copain et non pas lâchées dans la faune des jeunes mecs comme ça !



En Mai 68, j'ai aussi eu la chance de participer au tournage d'un petit film... La CFDT avait fait appel à l'atelier photo du FJT pour tourner un film sur les événements. C'est Paul Tampreau qui avait agi parce qu'il savait que nous étions des passionnés. Nous avions des cartes de presse qui nous permettaient d'entrer dans les comités d'ouvriers des usines. C'est comme ça que nous sommes allés à Sud-Aviation, aux chantiers Dubigeon, dans d'autres entreprises, aux comités de quartiers et d'étudiants, et bien sûr, aux manifestations quotidiennes, qui étaient parfois violentes, pour recueillir des témoignages et les monter ensuite. On avait des bons pour l'essence de la voiture et des bobines de film que nous avait données le Caméra club nantais. C'est nous qui étions derrière la caméra Beaulieu super 8. On a fait ce qu'on a pu. C'est un film de 20 mn en noir et blanc qui s'appelle : « Mai 68 à Nantes ».

Il y avait de l'effervescence. Dans la journée, c'étaient les manifestations et presque tous les soirs, les réunions. Chacun disait ce qu'il avait vécu. Il y avait beaucoup d'échanges entre les ouvriers et les étudiants maoïstes, et ceux de la Ligue communiste révolutionnaire. C'était chaud. Les ouvriers reprochaient aux étudiants de devenir de futurs cadres, d'être payés cher, alors que nous, on resterait toujours au

bas de l'échelle sociale. Il y avait des différences de classes énormes qui raidissaient les échanges... Et après, on se demandait ce que l'on allait faire ensemble le lendemain. Nous refusions les accords de Grenelle qui nous demandaient de reprendre le travail. La révolution était en marche, nous y croyions. J'ai découvert les idées de Jean-Paul Sartre dans « La Cause du peuple », de Simone de Beauvoir avec « Le Deuxième sexe » mais aussi celles de Alain Geismar, Jacques Sauvageot, etc. Je me souviens de Bernard Lambert grimpé sur le toit de la station des bus devant une place du Commerce bondée à bloc, lançant à la foule, son historique : « Non, jamais plus les paysans ne seront des Versaillais ! » Les discours toujours très enflammés de Dany Cohn-Bendit, très présent à Nantes durant cette période...

Après Mai 68, il y a eu beaucoup d'échanges entre jeunes étudiants et jeunes travailleurs, filles et garçons, pour comprendre ce qui se passait autour de nous, pour refaire le monde. On parlait de la libération de la femme, de la contraception. Nous allions visiter les cités universitaires et inversement. Et des fois, pour nous changer de milieu, nous allions manger au RU avec nos nouvelles amies. Et pour moi, une nouvelle vie pleine d'affection et de tendresse commençait... » **Charly**

3. LE CLUB DE LOISIRS DES JEUNES DE L'ÎLE

En 1965, des jeunes du quartier, qui pour la plupart s'étaient croisés lors d'activités paroissiales, décident de former une association pour répondre à leurs besoins de rencontre et de loisirs propres à leur âge. Les statuts précisent ainsi leurs intentions : « Le Club de loisirs des jeunes de l'île aura pour objet de grouper les jeunes pour leur procurer des loisirs et leur donner la culture qui les rendra plus aptes à prendre leurs responsabilités dans la cité. Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces buts seront de différents ordres et notamment : bibliothèque, discothèque, jeux divers, conférences, sorties organisées, danses folkloriques, etc. »

« On s'ennuyait un petit peu et on n'avait pas trop de sous pour aller au cinéma »

« J'ai passé toute ma jeunesse dans le quartier. Je suis allé en pension jusqu'en décembre 1964 et quand je suis revenu en janvier 1965, j'ai rencontré des jeunes qui, comme moi, ne savaient pas trop quoi faire le samedi, le dimanche, le soir, tout ça. On s'ennuyait un petit peu et on n'avait pas trop de sous pour aller au cinéma. Et puis, il n'y avait pas grand-chose à faire dans le quartier non plus. On a donc décidé de créer un club de jeunes. On se connaissait par la paroisse car il y avait des activités jeunes.

Quand j'ai lancé l'idée de créer le club, Paul Tampreau, le directeur du Foyer des jeunes travailleurs m'a contacté, en disant : « Je ne suis pas d'accord, il y a un foyer de jeunes ici, vous n'avez pas à faire un foyer à part. » Je lui ai répondu que tous les autres jeunes du quartier, qui ne faisaient pas partie du FJT, avaient besoin de trouver une animation, une activité. En plus, le Foyer des jeunes travailleurs ne recevait que des garçons.



On a donc créé une association officielle en 1965. Je travaillais à ce moment-là, j'étais surveillant à temps complet. C'est moi qui étais responsable car j'étais le seul majeur. Le siège social était donc à mon domicile, c'est-à-dire chez mes parents au 17, boulevard Victor-Hugo. J'ai les comptes-rendus des conseils d'administration. Ça a commencé en juillet 1965. Chacun avait son rôle. Il y avait : un président, deux vice-présidents, deux secrétaires, deux trésoriers, trois administrateurs. On était tous bénévoles bien sûr.

Après, il a fallu trouver un local. Je ne sais plus comment ça s'est passé. En tout cas, c'était un local de la SNCF qui se trouvait au 14, rue Benoni-Goullin et qui était inutilisé. On leur a donc demandé si on pouvait le leur louer et ils nous l'ont mis à disposition. Si bien que le samedi et le dimanche, on était à faire de la peinture, réparer des bancs, récupérer des chaises, etc. Il y avait une grande salle et on a fait un bar.

Pour nous faire connaître, c'était le bouche-à-oreille. Et mon père, qui était menuisier-ébéniste, avait fait un grand contreplaqué et un des jeunes avait fait une affiche sur laquelle était noté : « Club de loisirs des jeunes de l'île ». Au départ, c'étaient seulement des jeunes du quartier. Ensuite, d'autres sont venus par relation ou par la famille. Pour l'âge, c'était, en gros, entre 16 et 20 ans. Il y avait une très bonne ambiance.

Toutes les activités étaient gratuites, mise à part la carte d'adhérent, qui était à dix francs, et les boissons. On a eu jusqu'à 120 jeunes du quartier inscrits. On retrouvait les mêmes personnes qu'à la paroisse mais c'était complètement autonome. Cela n'avait rien à voir. C'était apolitique, pas de religion, ça faisait partie des statuts. C'était une association d'éducation populaire.

Tous les samedis, on ouvrait vers 15h jusqu'à minuit. On ouvrait le bar et les jeunes venaient, ils discutaient. Et il y avait une activité différente chaque semaine : photographie, art dramatique, expression corporelle, chorale, travaux manuels, etc. On faisait ciné-club aussi. Comme j'étais animateur à l'Externat des Enfants nantais, j'avais accès à la FNEC. Je louais les films, je revenais avec mes appareils et je les projetais. Pour les soirées, un samedi c'était disco, le suivant c'était cabaret. Il y avait soirée concours de belote, soirée danse, des boums. On y a passé du temps ! On bossait à fond !



Soirée au local en 1966.

La première année, en décembre 1965, on avait organisé un « réveillon surprise ». J'avais réservé un restaurant du côté d'Arthon-en-Retz. On avait loué deux cars. Les jeunes s'étaient inscrits et ils ne savaient pas où ils allaient. J'avais fait une blague parce qu'on s'était arrêtés à Chéméré ! Ça avait mis un peu d'animation. J'avais fait une chanson sur l'air de : « Il y a le ciel, le soleil et la mer ». Tout le monde avait chanté cette chanson, le soir du réveillon : « Il y a les filles, les garçons et le club ! ». Le club a permis des rencontres qui ont abouti à des mariages. Pas mal de couples se sont formés entre les jeunes du club et de la paroisse.

Il y avait aussi d'autres clubs de jeunes à Saint-Sébastien et à Saint-Jacques et j'avais organisé le premier inter-clubs car à ce moment-là, c'était l'époque d'intervilles. On avait fait des jeux comme tir de fil rouge, course en sacs, bataille de polochons, tenez bon, le jeu du gourmand attrapé, etc. Il y avait trois clubs regroupés et on avait fait ça dans la grande cour derrière l'église de la Madeleine.

C'est une activité qui a duré une petite dizaine d'années. En ce qui me concerne, cela a duré jusqu'en novembre 1966, car j'étais parti au service militaire. Le relais s'est fait facilement après nous. Beaucoup de jeunes du club se sont investis après dans des associations, ou comme animateur après le stage à l'UFCV. Moi, c'est avec le quartier de la Madeleine que j'ai fait mes premières expériences d'animation et après, j'ai dû créer au moins douze associations ! Pour nous, ce club a été une expérience marquante. » Louis



Programme de la manifestation « Grand inter-foyers » programmée le 16 juin 1966.

4. DU CENTRE D'ANIMATION DU QUARTIER DES PONTS À LA MAISON DE QUARTIER DE L'ÎLE

La création du centre socioculturel du quartier des Ponts est le fruit d'une mobilisation des parents d'élèves de l'école Gustave-Roch et d'associations du quartier soucieux de développer des espaces d'animation pour les enfants. Une histoire traversée par les remous qui ont agité les centres socioculturels nantais, lors de leur intégration à l'Accoord, en même temps que les Maisons de jeunes et de la culture (MJC), les maisons de quartier, les centres de loisirs enfants, etc. Envisagée sous la municipalité Chénard, cet organisme para-municipal a été fondé en 1985 sous la municipalité Chauty.

Au début des années 1980, des parents d'élèves se mobilisent pour créer un centre d'animation dans le quartier. Une association avec l'Amicale laïque des Ponts, celle du quai Hoche et l'Union des habitants du quartier des Ponts est alors formée afin de faire aboutir ce projet : le Centre d'animation du quartier des Ponts (CAQP), sous l'égide de l'Office des centres socioculturels nantais.

La fermeture des bains-douches de la rue Michel-Rocher en 1978 va permettre à l'association de concrétiser son projet. En 1980, la municipalité d'Alain Chénard, favorable à la création « de pôles d'animation dans les secteurs de la ville qui en sont dépourvus », décide de réhabiliter dans ce but les locaux désaffectés et transforme les anciens bains-douches en maison de quartier. Une fois les travaux achevés en février 1983, les clés sont confiées au Centre d'animation du quartier des Ponts.

Lorsque l'Association pour la réalisation d'activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes (Accoord) est créée en 1985, une nouvelle histoire du centre débute : par délégation de service public, la Ville confie à cette nouvelle structure la gestion de l'ensemble des centres socioculturels et de loisirs nantais. La maison de quartier de la rue Michel-Rocher est alors investie par le centre socioculturel des Ponts qui occupe les lieux pendant 20 ans.

« J'ai fait l'intermédiaire avec l'Office des centres sociaux »

► « Quand je suis arrivé dans le quartier en 1976, j'avais une formation d'animateur-éducateur débutée en Foyer de jeunes travailleurs à Rennes. À la fin des années 70, le secteur des MJC, des maisons de quartier et des centres socioculturels explosait.

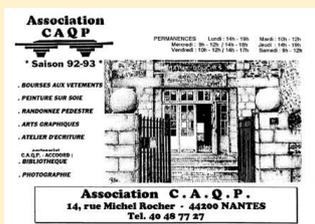
En 1978, 1979, plusieurs familles de notre génération qui se côtoyaient via l'école des enfants m'ont demandé de participer à la création d'un équipement de quartier parce qu'à l'époque, j'étais connu comme adjoint au directeur du centre social du Port-Boyer pour l'Office des centres sociaux.

Il y avait pas mal d'associations sur le quartier auxquelles les familles de l'école appartenaient et qui voulaient au moins un centre de loisirs pour les enfants. À l'époque, sur le quartier, il y avait les activités traditionnelles des deux amicales laïques. Il y avait aussi l'association Mangin-Beaulieu qui venait de se créer mais c'étaient plus des gens du quartier neuf de Beaulieu et ce n'était pas la même culture. Enfin, on voyait bien que ce n'étaient pas les mêmes demandes.

Le Centre d'animation du quartier des Ponts a été créé à cette période-là. Il comprenait les amicales laïques, les parents d'élèves FCPÉ, la CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie), la CSF (Confédération syndicale des familles), etc. C'étaient donc des gens du quartier qui se rencontraient et confrontaient leurs vécus. Ce qui n'était pas triste d'ailleurs... C'est ainsi qu'il y a eu la première fête de quartier, des choses comme ça.

J'ai fait l'intermédiaire avec l'Office des centres sociaux. J'ai offert la possibilité de mettre en relation le directeur de l'Office, Maurice Lefeuvre, avec le collectif et le président, Paul Tampreau, qui avait fait ses armes au FJT Beaulieu où il avait précédé Paul Lépine. En tant qu'élu municipal, c'est lui qui m'avait embauché à l'Office en décembre 1977. Je les ai informés que, dans mon quartier, des associations m'avaient demandé si, du côté des centres sociaux, il y avait la possibilité de créer un centre de loisirs pour les enfants. Le dossier a bien avancé et en 1981, ils m'ont nommé de manière provisoire pour créer un embryon de centre social.

Dès le début, on a eu un local dans les anciens bains-douches de la rue Michel-Rocher. L'activité est montée en flèche et on s'est vite retrouvés avec 50, 60 gamins. Avec, en plus, une demande pour les ados et les activités de l'Amicale laïque des Ponts qui se développaient fortement, sous l'impulsion de deux couples : Jean-Luc et Anne Mercier, qui fut secrétaire du collectif, et les anciens historiques Rose et Robert Depaix. Du côté de l'Amicale du quai Hoche, Armand Fradet a été très présent. Il faut aussi citer les familles Sourderie – monsieur Sourderie était le droguiste de la rue Petite-Biesse et responsable de l'Union des habitants du quartier –, les Bertrand – Patrick étant trésorier du collectif –, les Thomas, Leroux, Vince, Roger, Cuzaca, Petit, etc. Ils venaient tant du côté des parents d'élèves de l'école Gustave-Roch que de la paroisse, et leurs enfants les plus grands furent aussi parmi les premiers animateurs bénévoles...



Les activités du CAQP au début des années 1990.

Pour les loisirs enfants, le CAQP commença d'abord avec des animateurs bénévoles. On faisait beaucoup de choses en extérieur parce que l'on était limités en place. Ça marchait bien. En parallèle, les amicales laïques embauchaient pour leurs cours de danse, de judo, de karaté, etc. Et pour les activités nouvelles, là encore des bénévoles les animaient. Il y a eu par la suite des embauches de salariés vacataires par le CAQP parce que ça avait pris de l'ampleur.

Les débuts des cours de cuisine, c'est quand on s'était rendu compte que de jeunes mariés ne savaient pas faire cuire un poulet ! C'était vraiment de la proximité. Par exemple, dans les premiers temps, il y a eu un orage de grêle terrible un jour et toutes les maisons étaient sinistrées. Pendant plus d'un mois, on a servi de lieu pour aider les gens à faire leur déclaration d'assurance et c'est comme ça que l'on a rencontré tout un tas de personnes du quartier. Et puis, c'était beaucoup par le bouche-à-oreille. Beaucoup à la demande aussi : on ferait bien une fête pour ceci, pour un anniversaire, etc. Enfin, ça partait comme ça, quoi. Ensuite, ça s'est structuré et il y a des choses qui sont restées. Il y

a eu la peinture sur soie, une mini-ludothèque, une mini-bibliothèque. Il y a eu les cours de chant, de guitare. Et des projets naissaient, comme des ateliers éducatifs dans les anciens bungalows des compagnons du tour de France dans la cour des bains-douches, ou encore un accueil pour les personnes atteintes d'Alzheimer, le « relais d'automne », qui lui, s'est concrétisé dans les locaux voisins du CCAS, à l'emplacement de l'ancienne église, sous l'impulsion de Suzy Bertrand, infirmière à l'hôpital Saint-Jacques.

Avant l'Accoord, les centres de loisirs enfants étaient pris en charge par Léo Lagrange, l'UFCEV et les Francs et franchises camarades (Francas). Chacune de ces organisations d'éducation populaire avait sa mouvance d'origine : les Francas, d'origine communiste, Léo Lagrange, socialiste et l'UFCEV, catho. La municipalité Chénard a voulu réunir toutes ces mouvances dans un service public local et a demandé à ces trois organisations de travailler ensemble, ainsi qu'aux centres sociaux et aux MJC. C'était un gros boulot et c'était bien parti pour créer un minimum de service commun dans les quartiers.

Puis, il y a eu une période de flottement après le changement de municipalité. Et c'est reparti au bout de deux ans. Mais la mise en place de l'Accoord en 1985 a été confiée à un monsieur qui s'est comporté en malfrat (il a d'ailleurs été condamné par la justice pour ses actions). La municipalité Chauty lui avait donné toute liberté d'action. Alors il a commencé par créer les comités locaux d'animation avec des gens qu'il a placés, avec une belle rémunération pour l'époque, et en faisant abstraction de toute l'histoire de l'éducation populaire nantaise. Ça a été la bagarre pendant trois ans avec lui, très idéologique et violente. Moi, c'est à ce moment-là que j'ai été muté dans le quartier Malakoff.

L'association du quartier des Ponts existe encore, quoique réduite car elle n'a plus ce caractère de collectif d'associations. Pareil pour l'Amicale laïque des Ponts, elle

existe toujours et reste très dynamique, mais ses locaux ne sont plus dans le quartier d'origine. Ils sont de l'autre côté, rue Gaëtan-Rondeau, en raison du développement urbanistique de l'île de Nantes. » **Dominique**

« L'association s'appelait Centre d'animation du quartier des Ponts. Et maintenant, c'est devenu l'Association du quartier des Ponts »

« Le Centre d'animation du quartier des Ponts, dont j'ai été le président pendant les cinq premières années, a ouvert rue Michel-Rocher. Au début, on avait un conseil d'administration de 15 ou 20 personnes. On était sur un schéma un peu idéaliste : on disait qu'un équipement devait regrouper des enfants et des personnes âgées au même endroit, pour favoriser les rencontres entre les générations. Mais aussi pour que les gens se contactent pour la garde des petits, etc. C'est à cette époque-là qu'on a fait, entre autres, des bourses aux vêtements qui attiraient beaucoup de monde, ainsi que des animations sur le quartier : des fêtes avec « Tréteaux et Terroirs » place Wattignies, des courses

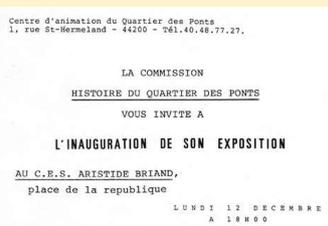
cyclistes, des démonstrations de kart, et des concerts rue Michel-Rocher, avec « Hélène et Jean-François ».

Après, ça a évolué différemment. La municipalité Chauty a installé l'Accoord. Alors là, on a assisté à un virage avec un directeur de l'équipement qui s'est mis à prendre à son compte ce que faisaient les bénévoles. En fait, les gens faisaient le boulot et à la fin, dans le journal, on voyait en titre : « L'Accoord a fait... » Et puis au bout d'un moment, on s'est fait virer de la rue Michel-Rocher, juste avant de concrétiser un projet de bibliothèque, un atelier informatique, un labo-photo...

On a cependant eu le temps de récupérer les éléments d'une première exposition sur la mémoire du quartier qui s'est tenue dans l'ancienne chapelle du collège Aristide-Briand en 1986. Deux autres ont suivi en 1988 et 1990. Au total, on a compté 3 000 visiteurs dont de très nombreuses classes. Et on a pu réintégrer les locaux de la rue Michel-Rocher grâce à l'intervention de Jean-Marc Ayrault et d'Alain Robert vers 1990. Par la suite, on a tenté une évolution « jeunes » avec la présidence de Frédéric, le responsable de « L'Antre des Ponts », qui proposait des jeux de rôles.



Invitation à l'inauguration de la seconde exposition sur la mémoire du quartier, organisée par le CAQP en 1988.





À la Pentecôte 2013, départ de l'équipage AQP pour une balade nautique d'une journée sur l'Oust.

À l'époque, l'association s'appelait Centre d'animation du quartier des Ponts. Et maintenant, c'est devenu l'Association du quartier des Ponts (AQP). Il y a eu plusieurs présidences car on ne voulait pas que ça soit trop longtemps les mêmes. Comme on a fait le choix de n'avoir que des bénévoles et que tous ont vieilli, une diminution naturelle s'est faite. C'est Andrée Poirier qui a été la première femme présidente.

La mairie nous a attribué un petit local place Wattignies, et on est toujours là. Nous avons un bon groupe avec presque 40 familles adhérentes à l'association. Ce sont surtout des dames un peu seules qui se retrouvent. On a continué à faire des activités comme avant : cartonnage, peinture sur tissus, mini-serres, patchwork, décorations de Noël, lien avec l'ORPAN, etc. Il y a une activité un dimanche par mois et le lundi, il y a du scrabble. Il y a aussi la peinture sur soie avec des assidues. Et, tous les ans, on organise un voyage de trois jours en mai-juin. On en a fait plus d'une vingtaine : des Landes à Bréhat, en passant par la Brenne ou Saumur, et bien sûr la côte... On utilise les voitures de chauffeurs bénévoles, on tire les prix et on s'arrange toujours pour faire

des visites d'entreprises, de jardins, etc., pas trop chères. Nous avons aussi la chorale depuis dix ans. Là, on touche des plus jeunes, qui vivent de façon un peu autonome. Cela faisait neuf ans qu'on chantait à la maison de quartier et puis, un jour, on est arrivés et il n'y avait plus de piano dans la salle ! On a un peu regretté de quitter la maison de quartier mais on était contents de disposer d'une salle au conservatoire avec stationnement possible...

Pendant toutes ces périodes, l'AQP a été très présente dans les différentes concertations du quartier : le jardin Montfort, l'enquête publique sur l'entreprise OTOR, la circulation, le comité consultatif de quartier. Et, en continuité du centre socioculturel, avec Jacqueline Impérato, on avait participé à l'ébauche d'un équipement sur la pointe est de l'île. »

Allain



Juin 2012, les choristes de l'AQP font leur entrée dans la grande salle de la Maison de quartier de l'île.

La Maison de quartier de l'île

Trop à l'étroit dans les locaux de la rue Michel-Rocher, le centre socioculturel des Ponts, rebaptisé entre-temps Maison de quartier de l'île, migre en juin 2006 dans l'ancienne école primaire du quai Hoche entièrement réhabilitée dans le cadre du projet urbain de l'île de Nantes. L'objectif de ce nouvel équipement public à vocation associative et socioculturelle est de répondre aux besoins des dynamiques sociales du quartier. Sur place, les usagers disposent d'une ludothèque, d'un cyberspace, d'un local jeunes et d'un local musique. Des bureaux privatifs ou partagés et des salles de réunion sont dédiés aux associations du quartier. Une construction neuve accueille une grande pièce de convivialité ainsi qu'une salle polyvalente de 150 places pour les activités associatives et culturelles en semaine, pour les familles le week-end.

Quant aux anciens bains-douches, ils ne restent pas vides bien longtemps. Le 10 mars 2007, le maire Jean-Marc Ayralut y inaugure la Maison des jeux de Nantes. L'occasion pour les fondateurs de ce centre de ressources associatif, né rue des Olivettes, de présenter leurs activités ludiques et de rappeler leurs principes : « La défense et la promotion du jeu comme objet de culture et comme pratique culturelle dans une démarche d'éducation populaire. »

« C'est là que l'on est intervenus pour convaincre d'y transférer la maison de quartier »

► « Dans ce quartier, l'un des cœurs de l'activité associative c'est le centre Accoord, qui joue un rôle très important. Car au-delà des simples activités socioculturelles, un certain nombre d'associations s'y retrouvent. J'étais encore là quand il y a eu le changement de lieu vers l'école du quai Hoche. Ça a été un projet formidable ! Avec Alain Robert, l'adjoint du quartier, on avait tout fait pour le développer. Très rapidement, on avait eu vent qu'il y avait d'autres idées pour le site du quai Hoche. C'est là que l'on est intervenus pour convaincre d'y transférer la maison de quartier. Et là aussi, ça a été une superbe concertation. La réalisation a été confiée à l'architecte de la Ville, Sylvie Jullien, qui a fait un travail remarquable. Elle avait été disponible pour les réunions avec les usagers, avec l'Accoord, etc.

Il y a l'Accoord mais c'est aussi un lieu pour les associations, pour les assistantes maternelles qui font de l'animation, une salle où l'on peut faire des spectacles, etc. C'est beaucoup plus ample. Aux bains-douches, qui est un magnifique bâtiment, c'était vraiment trop étroit. » Patrick B

« Le centre socioculturel est un point de rencontre pour la vie sociale et intergénérationnelle des habitants de l'île »

► « Au sein de la maison de quartier, l'Accoord a pour objectif le projet social construit avec les habitants. J'y participe en tant que citoyen du quartier. L'association est dotée d'un président, fonction que j'assume pour l'instant en coprésidence. Je participe aux réunions des présidents rue d'Erlon. Le centre socioculturel est un point de rencontre pour la vie sociale et intergénérationnelle des habitants de l'île.

Le conseil d'équipement comprend des associations ayant des ateliers de formations très divers tels que le théâtre, l'escrime, la gymnastique, le festival des doudous, etc. Les habitants proposent des projets de sorties pour l'été en mutualisant avec les autres quartiers, centre et sud, en lien avec les professionnels en charge de l'intergénérationnel.

Sous la responsabilité d'une directrice, les professionnels de l'Accoord ont en responsabilité les animations de la petite enfance à l'espace de la rue Vaubourgoin, la musique rue Conan-Mériadec avec plusieurs groupes de musiciens, la ludothèque, rue Michel-Rocher. Les ados ont accès au Studio 11-15, et le cyber espace est ouvert à tous. La cafétéria agit comme relais pour le goûter avec des animations proposées par des bénévoles. Il y a aussi des déjeuners préparés par les habitants du quartier et des petits-déjeuners une fois par mois. Chaque année, l'Accoord organise la fête de quartier en lien avec les habitants, les associations comme l'Atelier Vénarèse, l'Orpan, Vivre à Beaulieu, Pays-de-Loire-Gaza-Jérusalem. Les différents ateliers de la maison de quartier et les habitants sont très présents.

« Le but de cette fête de quartier était de renouer les liens d'amitié »

En 1992, le centre socioculturel des Ponts et les associations qui s'inscrivaient dans le projet social du quartier ont créé « Les Pontofolies ». Le but de cette fête de quartier était de renouer les liens d'amitié avec les populations de l'Île Beaulieu et du centre à travers les traditions du quartier des Ponts. Cette fête de quartier a été créée par l'Accoord avec les usagers de l'époque. Chaque année des centaines de personnes se réunissaient autour de thèmes comme la fête du Lait de mai par exemple. Nous avons impliqué le conservatoire de musique, les chorales, les théâtres, etc. Ça s'est arrêté et en 2000, le service culturel de la Ville a proposé un autre festival : « L'île était une fois » avec comme partenaires principaux l'Accoord, l'Orpan, la vie associative de la Ville, Pays-de-Loire-Gaza-Jérusalem.



1994, défilé à l'occasion des Pontofolies. En haut, rue Michel-Rocher, en bas, boulevard Saint-Christophe.

Ce festival était ouvert à toutes les générations et il y a eu des moments de convivialité forts. Nous avions comme partenaires le Foyer des jeunes travailleurs, l'Adoma et d'autres associations. Les activités comprenaient des initiatives partagées telles que des repas médiévaux, d'autres venant du Sud de la France ou du Maghreb, des expositions, des prestations musicales de grande qualité. Notre association Gaza-Jérusalem proposait la vente de bière pour les projets des jeunes. La participation d'autres partenaires associatifs franco-maghrébins, malgaches, l'atelier théâtre, les musiciens du groupe Accoord et l'Orpan, qui proposaient des repas pour les personnes âgées du quartier. Ce furent des moments de solidarité intense que je n'oublierai jamais. » **Jean-Claude**

« Nous développons des actions humanitaires en faveur des Palestiniens »

« Notre association Pays-de-Loire-Gaza-Jérusalem est partenaire de l'Accoord. Nous avons signé une convention d'objectifs avec la direction dans le cadre du développement des échanges avec le quartier Al Houda à Agadir.

L'association a été créée en octobre 1987 à la demande de Palestiniens, d'Israéliens, de Maghrébins et de Nantais qui se sont associés comme membres fondateurs. Nous avons notre siège sur l'Île de Nantes depuis 25 ans. Nous développons des actions humanitaires en faveur des Palestiniens et des échanges, notamment avec la ville d'Agadir. Des initiatives partagées ont été mises en place avec l'Accoord et des échanges ont bien fonctionné avec nos partenaires d'Agadir. Par exemple, nous avons organisé de nombreuses expositions en partenariat avec le festival « L'île était une fois ». En 2005, nous avons accueilli l'équipe de football mixte de l'université de Bethléem, une première dans le monde arabe. L'équipe a été reçue par le

FC Nantes, à Bouguenais, avec le groupe du tennis-ballon que les Palestiniens ont découvert et qu'ils pratiquent actuellement à Bethléem. En 2010, l'association a reçu cinq femmes de l'association « La Voix des femmes marocaines » dans le cadre du projet « Femmes ». Nous avons préparé en amont l'organisation de l'échange avec l'Accoord et Vivre à Beaulieu. C'était un moyen de faire connaître la lutte des femmes au Maroc avec le soutien aux femmes en grande détresse, dans les quartiers d'Agadir et en milieu rural. Cette expérience a facilité l'échange avec les femmes issues de l'immigration, et a permis de prévoir un échange avec Agadir... » **Jean-Claude**

Après la guerre, le philanthrope se mobilise pour diverses œuvres charitables : distribution de vêtements chauds pour les enfants pauvres du quartier, bénéfices de fêtes et spectacles reversés au sanatorium de Maubreuil, aux déportés du 4^e canton, aux invalides de guerre, internés et déportés, etc. La Ville fait appel à ses talents pour organiser les festivités lors de l'inauguration du boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance et du nouveau pont de Pirmil en 1947.

Pendant plus de 40 ans, il est une figure incontournable de la vie artistique nantaise en créant des revues, pièces de théâtre et grandes manifestations populaires. À la tête du Comité des fêtes, il relance le carnaval de Nantes après la Seconde Guerre mondiale. Ce bon vivant et amuseur-né disparaît brutalement en 1961 à l'âge de 58 ans.

Améliorer le cadre de vie : de la mobilisation à la concertation

À partir des années 1960, l'évolution et les transformations du quartier des Ponts réveillent la mobilisation des habitants en faveur de l'amélioration de leur cadre de vie.

Un manque d'équipements

En mars 1966, des habitants soucieux des problèmes soulevés par les carences importantes relatives à l'animation et aux équipements du quartier décident de dresser un inventaire précis des besoins. Aidés par un sociologue, quinze bénévoles rédigent un rapport rendu public en 1968. Réalisé à partir d'un questionnaire distribué aux habitants, ce dernier a pour but « d'établir une connaissance réelle des besoins du quartier, de constituer une documentation de base pour les pouvoirs publics et autres organismes et d'encourager la participation des habitants à la vie de leur quartier ».

Un constat sur le manque d'équipements nécessaires à la vie sociale du quartier est mis en exergue : « On ne peut espérer animer le quartier, s'il n'existe pas de structures autour desquelles les habitants puissent se regrouper. En revanche, celles-ci resteront à l'état inerte si les personnes hésitent ou refusent de les animer. » Le rapport suggère l'ouverture d'un marché, d'une bibliothèque, d'une salle de spectacle, d'une maison de quartier avec animateur, de salles et terrains de sport qui font cruellement défaut, en particulier pour les jeunes du quartier : « Les parents sont favorables à la présence d'un moniteur de loisirs, étant obligés de laisser leurs enfants trouver des aires de jeux dans le quartier. Celles-ci sont sur les trottoirs, les cours, les terrains vagues puisqu'il n'existe aucune autre possibilité. Sur ces terrains de fortune, les enfants sont totalement livrés à eux-mêmes. » Il faut attendre une décennie pour que l'un de ces vœux soit effectif : l'ouverture du Centre d'animation du quartier des Ponts, grâce à la mobilisation des parents d'élèves et des associations du quartier. À cette époque, une nouvelle réalité sociale et géographique s'est imposée : l'arrivée des nouveaux habitants à Beaulieu. De nouveaux enjeux pour la vie sociale et le cadre de vie du quartier apparaissent alors : créer des espaces verts et mettre en lien le vieux faubourg et le nouveau quartier. La création d'une coulée verte cheminant d'est en ouest est alors envisagée comme une réponse possible.

Une coulée verte

Une fois les immeubles de Beaulieu sortis de terre, un double constat s'est imposé : le boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance crée une frontière physique entre les deux quartiers, à laquelle s'ajoute une frontière sociale. Majoritairement d'origine populaire et fortement ancrée dans le quartier, la population des Ponts diffère de celle de Beaulieu qui est plutôt formée par les classes moyennes venues travailler à Nantes et qui résident dans un quartier de transit au standing plus élevé.



1960, derrière l'usine Guillovard, le terrain de football et les vestiaires installés par les associations du quartier en attendant des équipements plus adaptés...

En 1979, dans le cadre du Plan d'occupation des sols, une étude est commandée à la société Arcade afin de proposer des solutions permettant d'atténuer cette séparation. Les conclusions de cette dernière, établies à partir d'une enquête auprès des habitants, préconisent la mise en place d'un axe privilégié est-ouest : « Alors que les axes importants de l'île, dans le sens nord-sud, sont le fait d'un trafic qui le traverse sans le concerner, la demande des habitants aboutit à la mise en place de cet axe. La nécessité d'établir cette liaison privilégiée entre le quartier ancien et le quartier neuf correspond à des réalités géographiques, humaines et symboliques. »

La forme retenue est une coulée verte le long de l'ancienne voie ferrée entre les boulevards Général-de-Gaule et Victor-Hugo. Il s'agit également « de donner une place au cheminement piétonnier par rapport à l'ancienne ZUP dont le plan de masse laisse une part trop importante à la voiture ». Cette préconisation reprend les grandes lignes d'un projet déjà évoqué dès 1945 dans le cadre du plan municipal d'aménagement et de reconstruction : « L'habillage du délaissé de la voie ferrée donnera toute une chaîne ininterrompue de verdure qui partant du grand stade-parc Beaulieu aboutira au grand stade scolaire du boulevard Benani-Goullin. » Mais aucun des deux stades n'ayant vu le jour, le projet de coulée verte avait été remis.

Près de dix ans après la première enquête sur le quartier, le rapport Arcade souligne donc à nouveau le manque cruel d'espaces verts et de terrains de sport. À cette date, seul le square Vertais ouvert, dans les années 1970, est aménagé pour les plus jeunes. Pour pallier ce manque, les habitants et les associations du quartier s'approprient un terrain vague derrière l'usine Guillovard sur lequel un terrain de football et des vestiaires provisoires ont été installés.

Le terrain Montfort

À partir de 1983, la mise en place de cette coulée verte se concentre sur deux terrains situés entre les boulevards Babin-Chevaye et Gustave-Roch : le square « Montfort » (du nom de son dernier occupant industriel) et le délaissé de l'ancienne voie de chemin de fer sur laquelle ne passe plus qu'un train par jour. Propriété de la Ville, le terrain Montfort est mis en réserve pour permettre l'extension de l'école primaire Gustave-Roch et l'implantation d'équipements sportifs. En 1985, la Ville abandonne cette perspective en raison de la baisse des effectifs de l'école publique mais aménage le terrain en square.

À la fin des années 1980, le projet d'agrandissement de l'école Sainte-Madeleine sur l'emprise de ce square suscite une forte opposition des habitants : ils refusent une diminution des espaces verts qui font déjà sérieusement défaut dans le quartier. En 1988, l'école privée projette la construction de trois nouvelles classes de maternelle et d'un préau sur son terrain mais également « sur une partie du jardin public Gustave-Roch (1 082 m²). Cet aménagement a été étudié de façon à maintenir un accès piétonnier assurant la liaison entre les boulevards Gustave-Roch et Babin-Chevaye et à préserver au maximum le square existant. Il convient toutefois de préciser que cette réduction du patrimoine communal se trouverait par ailleurs notablement compensée par l'acquisition des terrains d'emprise de la SNCF entre les boulevards du Général-de-Gaule et Victor-Hugo sur lesquels sont prévus des aménagements sportifs, dont un gymnase, que les établissements scolaires pourront utiliser. » Mais les parents d'élèves de l'école Gustave-Roch ne l'entendent pas de cette façon... Leur mobilisation pour préserver l'intégralité du jardin obtient gain de cause : la municipalité Chauty renonce à délivrer le permis de construire. Quant au délaissé SNCF, le projet de création d'un complexe d'équipements sportifs avec piste de courses, gymnase et terrains de basket-ball et de volley-ball est lui aussi remis dans les cartons. Le site est alors utilisé comme parking ou terrain de jeux par les enfants.

« Il voulait que ce terrain serve aux gamins du quartier pour faire du foot »

► « À une époque, il était prévu d'agrandir l'école privée sur le terrain « Montfort ». C'était une entreprise d'engrais. Les parents de l'école Gustave-Roch se sont mobilisés pour que le terrain reste un jardin pour les enfants de Gustave-Roch et ceux des HLM en face. Il y a eu des pétitions, des articles de journaux. On ne voulait pas tomber dans la bagarre de l'école laïque contre l'école catholique. Et on a eu l'appui du curé de la Madeleine, le père Guillon. » **Allain**

► « Jean Guillon, c'est le prêtre qui a défendu le petit jardin à côté de l'église. Michel Chauty, le maire de l'époque, voulait prendre ce petit terrain pour le donner à l'école

privée. Mais le curé n'était pas d'accord. Il voulait que ce terrain serve aux gamins du quartier pour faire du foot. Il était à l'origine de l'enquête d'utilité publique en train de défendre son idée. J'étais très étonnée ! C'était quelqu'un qui était très proche des gens du quartier. » **Annie**



2021, le square Gustave-Roch, aménagé sur le terrain de l'ancien entrepôt de produits chimiques Montfort.

La fameuse coulée verte reliant le quartier Beaulieu à celui des Ponts est donc restée à l'état embryonnaire. Il faut attendre le programme d'aménagement de l'Île de Nantes pour que cette liaison entre l'aval et l'amont commence à prendre forme avec l'ouverture en 2013 de la ligne Chronobus C5 qui permet l'aménagement du délaissé SNCF, baptisé rue Paul-Nizan depuis 2004. C'est en effet avec l'équipe d'architectes-urbanistes Smets et Depuydt que l'idée « d'une trame paysagère fédératrice » ressort des cartons : « Il s'agit de recoudre, assembler les différents quartiers de l'île en soulignant leurs identités. Dans cette perspective, les infrastructures de transports développées d'est en ouest constituent une opportunité pour construire une structure verte connectée à de multiples cheminements. »



La rue Paul-Nizan, aménagée en 2013 sur l'ancien délaissé SNCF.

La concertation à l'heure de l'Île de Nantes

Au cours des années 1980, lorsque l'urbanisation de l'Île Beaulieu arrive à son terme, de nouveaux enjeux d'aménagement surgissent à l'ouest : la fermeture des chantiers navals en 1987 scelle en effet la fin de la vocation industrielle de l'entre-deux-rives. En quittant l'île, les usines laissent, au cœur de l'agglomération, des friches industrielles qui offrent un intérêt urbanistique majeur. Mais ce nouveau centre de gravité est mal identifié, comme le révèle une toponymie brouillée : l'île unique produite par les complements reste sans nom, tandis que les toponymes « Île Beaulieu », « Île Sainte-Anne », « les Ponts » s'appliquent à des espaces qui ont perdu leur insularité. Dès lors s'ouvre une ère nouvelle, marquée par les enjeux de la reconversion de territoires qui vont être symboliquement unifiés, à partir de 1996, sous la dénomination : « Île de Nantes ». C'est en effet, l'année où la municipalité Ayrault met en place sa politique d'encouragement à la citoyenneté au moyen de deux outils majeurs : le découpage de la ville en onze quartiers, au sein de chacun desquels un comité consultatif, animé par un chargé de quartier, est mis en place.

Ainsi, à partir du milieu des années 1990, au moment où se profile l'ambitieux projet d'aménagement urbain, les acteurs associatifs du quartier sont rassemblés au sein de ce nouveau dispositif de démocratie participative. Dans un premier temps, l'enjeu est de faire accepter la nouvelle appellation de leur quartier... Appellation qui, par ailleurs, sert de levier pour poursuivre la mise en lien des acteurs des différents micro-quartiers.

« Au début, quand on parlait de l'île de Nantes, certains pensaient que c'était l'île de Versailles ! »

► « Je suis arrivé en 1996 à l'occasion de la mise en place des Comités consultatifs de quartier, les CCQ, et donc du découpage de Nantes en onze grands quartiers qui l'accompagnaient. J'y ai pris les fonctions de chargé de quartier pour Nantes Sud et l'île de Nantes. Avant, j'occupais un poste similaire à Argenteuil dans le Val d'Oise, ville pilote en matière de Politique de la Ville et de concertation. Je suis resté quatorze ans et je suis parti parce que l'on m'a confié une autre mission. Sinon, je ne serais pas parti parce que c'est quatorze ans de bonheur. J'ai rarement connu une phase professionnelle aussi intense.

La dénomination « île de Nantes » a été provoquée par la mise en place du dispositif participatif par quartier. Quand je suis arrivé, personne ne l'appelait comme ça. On parlait de République, des Chantiers, du quartier des Ponts, de Mangin... Ce grand quartier n'avait pas d'identité propre mais il comprenait des micro-quartiers à forte identité territoriale à l'exception de la pointe est, alors appelée communément « ZAC de Beaulieu ». Quand tu arrives sur un quartier comme celui des Ponts, très rapidement, tu te rends compte que c'est un quartier qui a une identité, une histoire et une association dédiée : l'AQP, l'Association du quartier des Ponts.

L'île de Nantes, c'est un concept « marketing » qui doit asseoir le découpage mais qui ne s'appuie pas sur une histoire collective. Rapidement, on a pris conscience que l'absence d'identité pouvait être un frein à l'appropriation par les habitants d'un projet global d'aménagement et de transformation à l'échelle de 350 hectares. Au début, quand on parlait de l'île de Nantes, certains pensaient que c'était l'île de Versailles ! Ça commençait bien ! Et je me souviens très bien des premiers échanges que l'on a pu avoir avec les associations qui étaient implantées au cœur de ces micro-

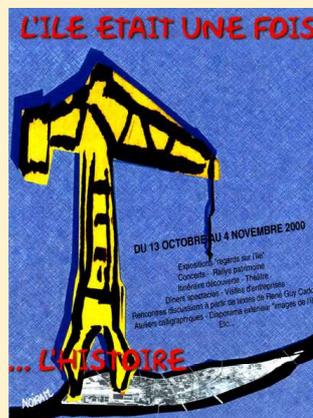
quartiers. Elles ne comprenaient absolument pas cette terminologie qui ne correspondait à aucune réalité pour elles. Et ça a été une difficulté majeure parce que là où il fallait donner du sens au projet urbain, faire en sorte que les gens se l'approprient, on se retrouvait plutôt avec des gens qui venaient aux réunions avec des préoccupations plus quotidiennes. Ce qui les préoccupait, c'était plutôt l'aménagement en bas de chez eux.

Avant, personne ne t'aurait dit : « J'habite l'île de Nantes. » On t'aurait dit : « J'habite les Ponts, ou Mangin, ou Beaulieu. » Mais jamais l'île de Nantes. Maintenant, c'est ancré. Mais ça a fonctionné parce qu'il y a eu du ciment de mis... Ça a mis du temps et c'est complètement logique.

« On a mis en place un festival qui s'appelait « L'île était une fois »

Au tout début, ce festival avait pour vocation d'évoquer le projet île de Nantes mais en permettant aux habitants de se replonger dans le passé afin de redonner du sens au territoire. Avec Alain Robert, qui était l' élu de quartier, on a rencontré des habitants du quartier des Ponts comme Jean-Claude Valomet et le directeur du centre socioculturel qui avaient organisé le festival « Les Pontofolies ». Et cette idée des « Pontofolies » m'a intéressé parce que madame Impérato, qui était présidente de l'association des habitants de la partie de l'ex-ZAC Beaulieu, voulait aussi travailler sur un projet de fête de quartier. Avec Alain, on s'est dit que ce serait peut-être intéressant de faire une proposition culturelle. Donc on a mis en place un festival qui s'appelait « L'île était une fois ».

L'idée de ce festival, c'était de se dire, dans un quartier où il n'y a pas d'identité territoriale unifiée, comment tu rassembles ces micro-quartiers qui ont une forte identité territoriale ? Est-ce que tu peux faire ce travail sur la mémoire, pour mieux se projeter dans le futur ? Cette dimension ancrage historique a permis à toutes les



2000, affiche de la première édition du festival « L'île était une fois ».

associations liées au patrimoine à adhérer au projet. On a eu dès le départ un levier important. Et c'est quelque chose qui a bien fonctionné pendant sept, huit ans car ça a vraiment bien rassemblé. Et j'ai l'intime conviction que ça a permis de forger une identité commune, au niveau associatif, qui n'était pas simple au départ.

C'était tous les ans au mois d'octobre avec une thématique différente chaque année : « L'île était une fois le travail », « L'île était une fois la Navale », « L'île était une fois l'histoire », etc. Ça prenait de l'ampleur d'année en année. Au début, chaque association développait son

propre projet. Et c'était à nous de le mettre un petit peu en musique. On a pu travailler avec des gens qui ont fait un formidable travail. Des gens extrêmement divers se sont retrouvés dans ce projet. On avait une sociologie très très différente, peu homogène mais très intéressante, de l'histoire de ce territoire. On a su redonner un peu de ciment et c'était important. La difficulté a été de mobiliser les gens de la pointe est de l'île qui, dans un premier temps étaient moins intéressés parce qu'il n'y a pas de passé. Mais pour le reste, ça a vraiment bien fonctionné et on a pris beaucoup de plaisir à monter ce festival.

« L'aménagement de l'île de Nantes, pour l'ensemble des gens, c'était le devenir des friches industrielles »

Au départ, au niveau du projet d'aménagement, pour beaucoup de personnes quand on parlait du projet île de Nantes, ils pensaient que ça n'allait concerner que le site des anciens chantiers navals. Personne ne pensait que l'on parlait de l'aménagement global de 350 hectares ! L'aménagement de l'île de Nantes, pour l'ensemble des gens, c'était le devenir des friches industrielles. Dans ce contexte, j'avais un rôle d'accompagnement. Il s'agissait de faire accepter, de donner du sens à ce projet et de le rendre le plus visible possible. D'où le travail très important qu'on a pu faire avec les associations locales pour tenter de comprendre au mieux quelles étaient leurs attentes.

Pour l'étude de définition, il y avait Chemetoff et deux autres cabinets d'architectes en concurrence. Les associations ont pu rencontrer les trois équipes. Alors bien sûr, ce ne sont pas elles qui ont choisi, on est bien d'accord, mais il y a eu de vraies séances de travail, où elles ont posé des questions, émis leurs remarques, etc. Et elles ont voté pour une équipe. Et le résultat a été le même que le choix des élus, c'est-à-dire que les associations ont également plébiscité Alexandre Chemetoff, y compris, pour la petite histoire, les associations de la Navale...

Dans le projet Chemetoff, il y avait une vraie cohérence à l'échelle de 350 hectares. C'était quand même assez énorme parce que c'était un des plus grands projets d'aménagement de France. Et à l'époque, au niveau des projets urbains, celui-là, sa particularité était d'être au cœur de la ville : 350 hectares d'aménagement avec, dans un premier temps, une requalification de l'espace public pour servir de levier aux investissements.

« On a eu jusqu'à 200 personnes inscrites au CCQ sur ce quartier »

À l'origine, les chargés de quartier ont été recrutés pour mettre en place les Comités consultatifs de quartier. On était à cette époque dans une démarche militante. On ne comptait pas nos heures. On était dans une proximité maximale et on entretenait des liens vraiment très très étroits avec les associations et les membres du CCQ. C'était important de donner de la visibilité à cette mission. L'idée qu'on soit une interface entre le politique et la population nécessitait que nos portes soient quasiment toujours ouvertes. Je me souviens que les gens m'appelaient le samedi et le dimanche. Ça faisait partie du job. Voilà. En tout cas, nous, la première génération, c'est comme ça qu'on l'avait compris. Mais le « prix à payer », c'est une omniprésence. Si tu n'es pas aussi investi, je ne suis pas sûr que cela fonctionne...

Sur ce territoire, il y avait très peu d'associations. Je dirais une dizaine, une quinzaine. À un moment donné, avec mes deux élus de référence, on a fait du porte-à-porte pour mobiliser des habitants. Et on a eu jusqu'à 200 personnes inscrites au CCQ sur ce quartier, ce qui est quand même très important. Avec les associations, comme interlocuteurs, généralement, on avait le président ou le vice-président. Sur le quartier des Ponts, je mets en avant l'Association du quartier des Ponts, qui a fait un gros travail, et aussi des gens du conseil d'administration du centre Accoord. Sur ce micro-quartier, ces deux associations étaient un peu

moteurs. Comme autres acteurs, on avait aussi le Foyer des jeunes travailleurs et le père Dubigeon, le prêtre de la paroisse Sainte-Madeleine. Le FJT était vraiment présent sur des thématiques plutôt liées à la jeunesse, à la précarité, tout comme le père Dubigeon, qui lui était là à titre individuel.

Dans le CCQ, on avait trois groupes de travail : un groupe « Aménagement et cadre de vie » pour l'urbain, un groupe « Tranquillité publique » pour les incivilités et la sécurité et enfin, un groupe qui abordait plutôt les questions d'animation du quartier et les questions sociales. Un correspondant « Vie quotidienne » complétait le dispositif. On mettait aussi en place des micro-projets qui, dans le jargon, faisaient du développement social. Ça fonctionnait bien, c'étaient des bons leviers.

D'une façon générale, la crédibilité intervient à partir du moment où tu es en capacité d'agir sur le quotidien des gens. Très rapidement, on s'en est rendu compte parce qu'au niveau des CCQ, Daniel Asseray, l'adjoint chargé du développement social, avait mené une réflexion très aboutie. Les CCQ, c'était son idée. Surtout que pour l'île de Nantes, l'idée c'était que des gens soient enclins à participer à des débats sur des aménagements sur 15, 20 ans. Alors si, dans le même temps, tu n'es pas foutu de remplacer l'ampoule grillée... Parler d'un projet sur 20 ans, si les gens ne voient pas une évolution de leur quotidien en même temps, ça ne sert à rien ! Ce que je dis relève de l'évidence, mais je le dis avec force car si tu ne couples pas les deux, ça ne fonctionne pas. On était crédibles parce qu'on avait le souci du quotidien.

Il y a eu adhésion, parce qu'on a globalement répondu présent sur deux thématiques : la propreté et le bruit. Ces deux questions se posaient vraiment. Il y avait à l'époque des problèmes assez récurrents autour de la propreté de ce quartier et des nuisances sonores parce qu'il y avait pas mal de bars de nuit. Pour le bar de nuit de la place de la République, on a dû mettre six ou sept ans à régler le

problème ! C'était tenu par un mec mêlé au milieu, c'était très glauque. Les gens, sur le quartier, étaient vraiment en souffrance. On a aussi voulu extraire ces lieux un peu bruyants du quartier des Ponts. C'est pour ça qu'il y a eu une concentration sur le Hangar à bananes. Boulevard Gustave-Roch, il y avait « Le temps d'aimer » qui posait de gros soucis aux riverains. On a proposé que ces lieux soient relocalisés. Là-dessus, on a été entendus par les équipes. Tout ça, ce sont des souvenirs importants.

« Pour les projets urbains, la marge pour la concertation est devenue étroite avec l'arrivée de la SAMOA »

En ce qui concerne la concertation, avec mes deux élus, Alain Robert et Dominique Raimbourg, on était partis du principe, que ce n'était pas simplement choisir la couleur de la peinture. Car si tu dis à des gens, on va lancer une concertation et au final, c'est juste choisir la couleur du volet, ça n'a vraiment aucun intérêt. Là-dessus, on précisait bien les choses. Voilà ce qui est négociable, voilà ce qui n'est pas négociable. Mais les choses avaient le mérite de la clarté. Si bien que les gens qui ne se reconnaissaient pas dans ce projet-là, ils ne venaient pas.

Par contre, c'est vrai que pour les projets urbains, la marge pour la concertation est devenue étroite avec l'arrivée de la SAMOA en 2003. Ils ont développé une toute autre logique que la nôtre et on n'a pas été toujours très à l'aise... C'est mon seul regret sur la question de la concertation. Quand arrive un mastodonte comme la SAMOA, tu es brayé ! C'est dommage, parce que ça te plombe tout ton discours. Il y a eu sans doute une perte de... pas de crédibilité, mais les gens ont vite compris que sur ces questions d'aménagement un peu lourdes, ce n'étaient pas nous les interlocuteurs, c'était la SAMOA.

Quand on parle de concertation ça veut dire pour les gens, et à juste titre, que le projet est amendable, voire totalement

amendable, et on sait que sur les projets urbains ce n'est pas totalement vrai. Il vaut mieux, comme on le faisait, définir un bon périmètre et si les gens ne s'y retrouvent pas, ils n'y participent pas. Ils ne se sentent pas bernés.

Il y a aussi le rythme de réalisation. Entre la première réunion et la réalisation, il se passe sept ou huit ans. On est décalés par rapport au quotidien. Des gens se lassent, au fur et à mesure, quand ils trouvent que cela n'avance pas assez vite. Pour le quartier des Ponts, il a fallu 15, 20 ans pour voir la transformation. Avant 2010, ce sont les gros projets structurants qui sont sortis de terre avec le busway, l'éléphant, les Machines, etc. Le pari du départ était de mettre le paquet sur l'espace public pour attirer les investisseurs. Les espaces publics ont donc été faits bien avant l'arrivée des premières constructions. Les immeubles sont arrivés massivement après 2010. Quand je suis parti, il y avait encore le garage Citroën à Wattignies. Les Fonderies se mettaient en place mais il n'y avait pas encore les constructions autour.

Entre 1996 et fin 2010, sociologiquement, je n'ai pas vu de gros changements. C'est maintenant, depuis 2010, que ça commence. La sociologie, la transformation, ça se voit, c'est clair. Il suffit d'aller aux abords des écoles, ça n'a plus rien à voir... Le quartier des Ponts, c'est un quartier qui est resté dans son jus. Il a un petit peu évolué maintenant mais c'est resté populaire. Il y a pas mal d'îlots de logements sociaux. Mais ce sont des gens, malheureusement on peut le craindre, qui, d'ici quelques années, même maintenant, ne pourront plus habiter ce type de quartier. C'est complètement évident. » Patrick B

► « Nous ici, c'est encore le vieux quartier. Ça n'a pas trop, trop changé. Les activités commerciales sont restées. Ce sont les gens qui ont changé. C'est plus vers la place Wattignies que des jeunes couples sont arrivés. Je le vois bien quand j'emmène mes petits-enfants au square Vertais. Après par chez nous, il y a encore les trois tours HLM de Gustave-Roch qui maintiennent une mixité. » Irène

Une nouvelle approche de la concertation : la maîtrise d'usage et l'expérimentation

En 2003, la maîtrise d'ouvrage du projet urbain Île de Nantes a été confiée à la SAMOA (Société d'aménagement de la métropole Ouest Atlantique) dont la vocation est d'aménager les espaces publics et d'assurer le suivi des opérations immobilières portées par des opérateurs privés et publics. Un travail en étroite collaboration avec une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine est conduit pour ce qui relève de la conception du projet. Depuis 2000, trois équipes se sont succédé : Alexandre Chemetoff jusqu'en 2010, Anne Mie Depuydt - Marcel Smets, entre 2010 et 2016, et Jacqueline Osty - Claire Schorter pour la période 2017-2024

Moins concerné dans un premier temps, le quartier République-Les Ponts fait l'objet depuis 2013 d'un programme de concertation pour l'aménagement des espaces publics ; programme accentué à partir de 2016 avec le projet Ilotopia. Il s'agit ici de redynamiser le secteur en conjuguant l'esprit des lieux, façonné par l'histoire, avec les attentes et les usages contemporains des habitants. Aussi, aux deux acteurs majeurs du projet urbain que sont la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre s'est ajoutée la maîtrise d'usage. Formée de citoyens qui éprouvent la ville au quotidien, cette dernière alimente la réflexion sur les aménagements des espaces communs. Cette approche a été précédée par une première expérience conduite en 2013 dans la rue Paul-Nizan.

La Nizanerie

En 2013, l'aménagement de la rue Paul-Nizan pour le passage du Chronobus intègre des espaces pour les circulations douces et les usages de loisirs. La même année, le collectif Fil, formé par des architectes et des urbanistes, met sur pied le projet la Nizanerie, dans le cadre de l'appel à projets citoyens sur la thématique de la ville durable lancé lors de l'événement « Nantes capitale verte européenne ». Pérennisée par la création d'une association en 2014, la Nizanerie veut être un témoin actif de la vie du quartier et un acteur de son évolution. Il s'agit ici de faire de la rue Paul-Nizan « la cour d'immeuble du quartier réunissant habitants, associations, commerçants afin d'expérimenter la ville participative avec des espaces conviviaux et des projets collectifs ».



2018, rue Paul-Nizan, concours de soupe organisé par la Nizanerie.

D'un appel à projet citoyen à la création d'un espace public, l'association a accueilli de multiples débats, ateliers, événements festifs, proposés par le collectif ou initiés par des habitants.

Cette première expérience d'initiative citoyenne est suivie l'année suivante par de nouveaux modes d'inclusion des habitants aux programmes d'aménagements d'espaces publics, initiés cette fois par les acteurs publics. Ainsi, depuis 2015, deux projets se sont appuyés sur l'expertise citoyenne : les berges du faubourg et l'aménagement de l'axe Grande-Biesse et Petite-Biesse

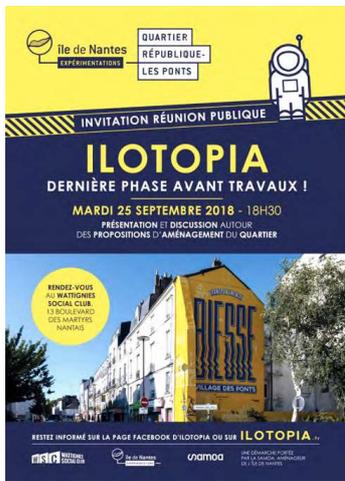


2011, le quai Hoche aménagé dans le cadre du projet des berges du faubourg.

Les berges du faubourg

Réaménager les bords de Loire est l'une des ambitions du projet Île de Nantes. Aussi, à partir de 2015, la transformation des berges du faubourg, entre les ponts Haudaudine et Aristide-Briand, conclut la requalification de la rive sud du bras de la Madeleine.

Confié aux paysagistes de l'agence BASE, l'aménagement a été coproduit avec près d'une centaine d'habitants du quartier, qui ont pu faire part de leurs propositions et réflexions sur les usages futurs des espaces aménagés. Ce projet a permis la valorisation des berges du boulevard Gaston-Doumergue et des quais André-Rhuys et Hoche, qui offrent aujourd'hui des lieux de promenade jalonnés par des espaces sportifs et de loisirs, tels que terrains de boules, babyfoot, skate-park, guinguette, pêche et jardin partagé.



La fresque réalisée par l'agence Katra, en concertation avec les habitants, est devenue un marqueur de l'identité du quartier des Ponts.

Autre projet mené dans ce cadre : le marquage urbain qui habille depuis l'été 2018 les rues Grande-Biesse et Petite-Biesse entre les berges et la place Wattignies. À l'issue d'un appel à candidature pour créer une signalétique spécifique au quartier, les habitants ont retenu la proposition du studio Katra. Entre les monumentales fresques jaune et bleu peintes sur les façades à l'extrémité des deux rues, un parcours graphique fait écho à l'histoire du quartier.

Ilotopia

Le point d'orgue de cette nouvelle forme de concertation est le projet Ilotopia, initié à partir de 2016 et spécifiquement dédié à l'aménagement de l'axe historique du quartier : les rues Grande-Biesse et Petite-Biesse.

Il s'agit d'un projet expérimental destiné à imaginer, tester et évaluer avec les habitants, commerçants et usagers, les futurs espaces publics de l'ancienne ligne des ponts, avant d'engager les transformations urbaines. L'animation de cette démarche, qui vise à donner une nouvelle envergure à la participation citoyenne, a été confiée à l'agence What Time Is I.T. Dans ce cadre, trois projets ont servi de supports à la programmation des aménagements : le chantier participatif du square de la rue Grande-Biesse en octobre 2017, le marquage urbain en mars 2018, le bus Play Mobile et sa terrasse sur la place Wattignies en mai 2018.

En octobre 2017, le square délaissé, jouxtant l'église Sainte-Madeleine, est réinvesti par un groupe d'habitants grâce à quelques aménagements proposés à l'occasion d'un chantier participatif. L'ouverture du square sur la rue, la conservation du terrain de boules, l'installation d'un grand banc et d'un espace

jardiné, sont depuis inscrits dans le projet définitif imaginé par l'équipe de conception Osty-Schorter.

Troisième volet du projet Ilotopia : les aménagements de la place Wattignies qui restent à définir. Au printemps 2018, les installations éphémères de What Time Is I.T. ont permis aux habitants de déployer des initiatives pour investir cet espace et réfléchir à son usage. Le bus Play Mobile, associé à une terrasse modulable, a permis d'accueillir pendant six mois diverses initiatives.

En révélant la nécessité de travailler sur l'identité du quartier République-Les Ponts, d'améliorer la lisibilité de l'axe historique et de redynamiser la fonction commerciale du secteur, ces deux années de réflexion collective ont conduit à un programme de réaménagement des rues Grande-Biesse et Petite-Biesse dont les travaux ont démarré au cours de l'été 2019.

La démarche a également fait émerger un nouveau lieu de sociabilité dans le quartier : le Wattignies social club, qui a œuvré dans le champ de l'économie sociale et solidaire jusqu'en février 2021. Installé boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance dans l'ancien garage Citroën, le site rassemblait, à côté des bureaux de l'agence What Time Is I.T., un bar, une épicerie africaine, une friperie-brocante et un quai logistique permettant le dépôt de fruits et légumes, livrés ensuite à vélo. En mêlant mixité fonctionnelle, sociale, générationnelle, ethnique, il s'agissait ici de tester de nouvelles façons de travailler et de vivre la ville.



2022, la place Wattignies en attente de son futur aménagement...

« Quartiers, à vos mémoires »

est une collection éditoriale conçue et réalisée par les Archives de Nantes.

Directrice de publication

Véronique Guillon – directrice des Archives de Nantes

Coordination

Nathalie Barré – responsable du service Histoire et mémoires des quartiers

Le groupe Mémoire du quartier des Ponts

Chantal Arbert, Madeleine Bardenat, Philippe Bouglé, Jean-Claude Caillard, Patrick Champain, Marc Gicquel, Odile Guiho, Dominique et Irène Hervouët, Pascale Lemaître, Annie Leroux, Robert Letoux, Laure Levy, Pierre Madelain, Jean-Charles Martin, Allain et Thérèse Petit, Lucette Piveteau, Brigitte Rolland, Marie-Madeleine Teraud, Nicole Solgrain, Jean-Claude Valomet

Nous remercions vivement l'Association du quartier des Ponts qui, en mettant à notre disposition son local, a facilité l'organisation de nos rencontres régulières.

Préparation et animation des balades exploratoires

Nathalie Barré et Allain Petit

Collecte et transcription des témoignages

Chantal Arbert, Nathalie Barré, Philippe Bouglé, Dominique Hervouët, Annie Leroux, Allain et Thérèse Petit, Lucette Piveteau, Pascale Lemaître, Laure Levy, Brigitte Rolland

Recherches documentaires

Nathalie Barré, Philippe Bouglé, Pierre Madelain, Nicole Solgrain, Pascale Lemaître

Rédaction

Nathalie Barré, Philippe Bouglé, Pierre Madelain, Nicole Solgrain, Pascale Lemaître, Patrick Champain

Relecture

Archives de Nantes : Nathalie Barré, Sophie Basineau, Delphine Gillardin, Pascale Le Lain / Groupe Mémoire du quartier des Ponts : Chantal Arbert, Philippe Bouglé, Dominique Hervouët, Annie Leroux, Pierre Madelain, Nicole Solgrain

Les témoins

Pour leur accueil et leur générosité, nous remercions vivement : Nicole Baudou, Madeleine Bardenat, Patrick Bertu, Louis Bousseau, Jean-Claude Caillard, Hubert Champenois, Lysiane Clauquin-Rolland, Christiane Coyac, Michelle Coyac, Philippe Desmottiers, Guy Dubigeon, Daniel Enfrein, Denise Forge, Jean-Louis Fraud, Chantal Fuzeau-Huet, Anne Gicquel, Marc Gicquel, Catherine Girault, Paul Granger, Joëlle Granier, Denise Grosot, Odile Guiho, Suzanne Hélias, Line Hervé, Marie-Paule Hervé, Dominique et Irène Hervouët, Juliette Huguen, Jacqueline Laurents, Annie Leroux, Yvonne Leulleux, Jeannine Leroy, Robert Letoux, Patrick Malassis, Sylvie Meinhardt, Jean-Luc Mercier, Charly Maec, Allain et Thérèse Petit, Lucette Piveteau, Claudine Quézé, Daniel Roger, Jean-Claude Valomet

Les partenaires

Pour leurs contributions diverses et variées, nous remercions sincèrement : Laurence Crochet et Géraldine Gouret, (Équipe de quartier Ile de Nantes), Caroline Flahaut (Bibliothèque municipale de Nantes), Anne Charrier (Époad La Madeleine), Pierre Fauvel (DIPARC), Farid Lounas (Amicale laïque des Ponts), Simon Coyac, Lionel Block (Archives départementales de Loire-Atlantique), Christophe Patillon (Centre d'Histoire du Travail), Olivier Barbat et Alain Amet (Musée de Bretagne), Xavier Terrien (paroisse Sainte-Madeleine), Anne Louvel et Catherine Desiré (Agence vu pari...)

Crédits photographiques

Première de couverture : Vers 1840, vue de Nantes à vol d'oiseau réalisée par Benoît Félix – **Musée de Bretagne** (2017.0000.2191) / La boire des Récollets en 1941 – **Archives de Nantes** (13f1252)

Derrière de couverture : L'atelier Caradec, rue Saint-Joseph, dans les années 1930 – **Archives de Nantes** (1742.249 – Fonds Sylvie Meinhardt) / Une classe du collège Aristide-Briand en 1964 – **Archives de Nantes** (44fi104 – Fonds Nicole Allaire)

Musée du château des ducs de Bretagne : p.5 (931.6.978) / **Bibliothèque municipale de Nantes :** p.14 (CP007-0047) / p.27 (CP015-0009) / p.29 (CP015-0020) / p.39 (CP014-0134) / p.58 (CP014-0085) / p.70 (CP014-0130) / p.93 (CP014-0135) / p.95 / CP014-0084 / p.113 / CP013-0126 / **Centre d'Histoire du Travail :** p.149 (CHI-Nantaise de fondations) / p.155 (CHI-69-1765-Cayeux-91-02) / p.157 (CHI-65-0448-00-C619) / p.157 (Cayeux-91-02-4) / p.159 (CHI-SC-4125) / p.160 (CHI-SC-2099) / **Archives départementales de Loire-Atlantique :** p.10 (23fi2242-001) / p.38 (2fi-Nantes-1746-0001) / p.59 (23fi2552-1) / p.59 (2fi-Nantes-1621-001) / p.67 (2fi-Nantes-746-001) / p.136 (23fi1810-001) / p.146 (55fi-0002) / **Musée de Bretagne :** Couverture (M0212-AG-2017-0-2191) / p.112 (M0212-AG-971-37-4872-2-U) / **Musée de l'Écritoire de Nulhouse :** p.12 / **Gallica.bnf.fr :** p.16 / (Album industriel et financier – 183 – p.196) / p.18 (Le Monde illustré – 23 juillet 1864 – p.60) / **Musée Dobrée :** p.22

Archives de Nantes : p.6 (H-157-006) / p.8 (H-167-052) / p.15 (1f52) / p.20 (46fi417) / p.21 (1f433) / p.23 (1f-106-42) / p.24 (30fi1039) / p.25 (1f1487) / p.28 (1f-101475-04) / p.29 (9fiNum33) / p.30 (28fi5081) / p.31 (1f2338) / p.32 (28fi2444) / p.33 (9fiNum154 – 9fiNum153) /

p.34 (10fi0119 – 26fi941) / p.35 (30fi596) / p.36 (50fi-juin1968) / p.37 (1f-1060W25 – 9fiNum130) / p.40 (1f-101501) / p.41 (25fi4192) / p.42 (1f-40W237 – 55fi001) / p.43 (1f167-014) / p.44 (1f140) / p.45 (1f1451) / p.47 (26fi1447) / p.49 (30fi1051 – 13fi1221) / p.50 (1f-1298W29) / p.51 (13fi1205 – 28fi1759 – 1f-1298W31 – 26fi944) / p.52 (13fi1252 – 13fi1243 – 47fi0290) / p.53 (30fi599) / p.54 (1f1364) / p.55 (29fi133) / p.56 (30fi1122 – 7223 – 22fi354) / p.57 (12fi40) / p.58 (72239) / p.60 (26fi1447) / p.61 (1f-40W39) / p.62 (13fi1456 – 10fi106) / p.63 (25fi3217 – 25fi4883) / p.64 (H-168-052) / p.65 (1f-10-mag1-Mangin – 1f-101475-17) / p.66 (9fiNum165 – 13fi1558 – 25 fi3224 – 25fi3218) / p.70 (10fi126) / p.71 (28fi4218) / p.73 (13fi1798) / p.74 (34fi519) / p.75 (26fi947) / p.76 (28fi2012 – 9fiNum142) / p.77 (46fi1733) / p.79 (50fi-Pont-Pontic – 1per105-14-1973) / p.83 (25fi4419) / p.83 (46fi1714) / p.84 (46fi1715 – 43fi-Routier-Mahoret) / p.86 (1f-1352W239 – 25fi3703 – 46fi1716) / p.87 (9fiNum131 – 13fi1557) / p.88 (13fi3459 – 10fi122 – 25fi3222 – 9fiNum149) / p.89 (13fi1429 – 47fi286 – 1per105-12-1972) / p.90 (25fi505) / p.91 (50fi-juin1968 – 13fi1163) / p.92 (1f-1355W31) / p.93 (34fi256) / p.95 (34fi1928 – 34fi528) / p.97 (10fi135 – 34fi515) / p.98 (39fi485 – 9fiNum143) / p.102 (46fi1717) / p.103 (46fi1718) / p.105 (1f52 – 1f1240) / p.116 (30fi1051 – 1f-1352W337) / p.107 (25fi3704 – 10fi183) / p.109 (1f-1298W39 – 25fi3711) / p.111 (10fi187) / p.114 (1f-284A) / p.118 (28fi4012 – 13fi911) / p.122 (9fiNum132) / p.123 (28fi4214 – 13fi1426) / p.125 (34fi518) / p.129 (34fi1946) / p.131 (46fi1725) / p.133 (13fi1224) / p.134 (1f-1298W30) / p.135 (1f-1298W30 – 13fi1226 – 13fi1227 – 28fi1761 – 46fi1724) / p.136 (13fi10100) / p.137 (9fiNum123 – 39fi488 – 37fi-10110) / p.141 (26fi15) / p.142 (1f-1051W28) / p.143 (6fi3512) / p.144 (13fi1040 – 34fi252 – 9fi783 – 46fi1726) / p.145 (37fi-102485 – 10fi105) / p.146 (37fi-10546

– 10F104) / p.147 (37F–10273 – 13F1217) / p.148 (13F1162 – 10F111) / p.149 (184209) / p.150 (46F1723) / p.151 (25F3717 – 1F–1051W7) / p.152 (13F1208) / p.153 (13F888 – 34F227) / p.150 (39F481) / p.162 (9FNum115) / p.163 (6F8384) / p.164 (50F–Institut d'hygiène) / p.165 (46F1727) / p.166 (1M84 – 37F294) / p.167 (25F3705 – 37F811) / p.171 (37F–1298W31) / p.172 (13F1247) / p.179 (9FNum126) / p.182 (46F855) / p.192 (1F67 – 9FNum158) / p.193 (9FNum170 – 9FNum173) / p.204 (6F6413) / p.205 (2F19–16) / p.206 (28F2007 – 1F6948) / p.207 (13F1037) / p.208 (38F014) / p.210 (22F323 – 22F356) / p.211 (26F643) / p.212 (44F0098) / p.213 (25F746) / p.214 (44F0099 – 44F0100) / p.215 (9FNum152 – 13F1028) / p.218 (28F4212) / p.219 (38F4238) / p.220 (46F1720) / p.221 (13F1022) / p.226 (44F104) / p.238 (1F–1051W55) / p.260 (11C4027–1 – 11C4027–2) / p.263 (34F2030) / p.264 (46F1724) / p.267 (6F8913) / p.271 (46F1722) / p.273 (46F1723) / Fonds Soreau – p.27 (552406) / p.47 (552414 – 5521024) p.179 (5521037) / Fonds Potet – p.29 (123248) / p.33 (1232462) / p.177 (1742009) / Fonds Guirard – p.104 (142278) / Fonds Champenois – p.113 (142246) / Fonds Christian Zimmer – p.72 (1142254) / p.99 (174259) / Fonds Thérèse et Allain Petit – p.74 (1742301) / p.185 (1742311) / p.186 (1742313) / p.189 (1742308) / Fonds Catherine Girault – p.76 (1742011) / p.99 (17423) / p.177 (1742109) / Fonds Joëlle Granier – p.77 (174210) / p.119 (1742282) / p.120 (174272 – 174267) / p.121 (1742275) / p.194 (1742271) / p.195 (1742105 – 1742007) / Fonds Jacqueline Laurens – p.90 (1742266) / p.116 (1742264) / Fonds Anne et Marc Gicquel – p.100 (174228) / p.223 (174213) / p.196 (174265) / p.197

(174247) / p.198 (174265 – 174275) / p.199 (174246) / p.200 (174241 – 174232) / p.201 (174244) / p.202 (174230) / Fonds Lucette Roquain – p.108 (1742464) / Fonds Lucette Piveteau – p.117 (1982030 – 1982037) / p.121 (198233) / p.127 (198203) / p.128 (198206 – 198211) / p.212 (198242) / p.224 (198243) / Fonds Patrick Malossu – p.129 (1742347 – 1742350) / p.130 (1742348) / Fonds Michelle Coyac – p.138 (1742397) / p.140 (1742395) / Fonds Simon Coyac – p.139 (1742463) / Fonds Arnaud Biette – p.149 (184209) / Fonds Nathalie Barré – p.152 (1742465 – 1742466) / Fonds Annie Leroux – p.153 (1742184 – 1742185) / p.154 (1742211 – 1742241) / p.258 (1742149 – 1742142) / Fonds Sylvie Meihert – p.174 (1742392) / p.175 (1742349) / p.116 (1742399) / p.222 (1742253) / Fond paroisse Sainte-Madeleine – p.180 (1182002) / p.181 (1182011 – 1182077) / p.182 (1182106) / p.183 (1182184 – 118246) / p.184 (1182004 – 1182034) / Fonds Robert Letoux – p.203 (175205) / p.209 (1752007) / p.236 (1752002 – 1752003) / Fonds Amicale laïque des Ponts – p.227 (1742458) / p.229 (1742462) / p.230 (1742460) / p.231 (1742451) / p.232 (1742447 – 1742449 – 1742456) / p.233 (1742448) / p.234 (1742461) / p.235 (1742469 – 1742470) / Fonds Daniel Roger – p.239 (1742421) / p.242 (1742435) / p.244 (1742430) / p.246 (1742434) / Fonds Louis Bousseau – p.249 (1742390) / p.250 (1742362) / p.251 (1742382) / Fonds Dominique Hervouët – p.254 (1742335) / p.255 (174247) / p.256 (1742335 – 1742468) / Fonds Marie-Paule Louers – p.261 (1742471) / Fonds La Nizanerie – p.270 (1742472) / Fonds Samon – p.265 (1742473) / p.272 (1742474)

Les écoles primaires de Nantes : petite histoire événementielle et illustrée des créations scolaires depuis 1800, MACÉ (François), 2015

L'association nantaise des foyers de jeunes travailleurs : 50 années au service des jeunes, ANFJ, 1996

Société anonyme des Acériennes nantaises, Statuts, 1911

ARTICLES

Une île en six tableaux, LÉLÈVRE (Françoise), Place publique, n°4, 2007

De l'industrie sur la prairie, LÉLÈVRE (Françoise), l'Archéologie industrielle en France, n°41, 2002

Les Docks de l'Ouest, BELLET (Yvette), Le Cartophile du Pays Nantais, n°132, 2019

L'Institut Pasteur de Nantes et le Docteur Rappin, PAILLUSSEAU (Élie), Bulletin de la Société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Atlantique, n°121, 1985

Aimé Delus, un amuseur nantais, (TROCHU) Xavier, Neptuna, n°303, 2008

Concevoir l'espace public autrement, Transformation(s), n°22, juin 2019

La « Cooper », PIÉRROT (Nicolas), Melun, une île, une ville, Les cahiers du patrimoine – Service de l'inventaire de la région Île–de–France, 2006

Dictionnaire de Nantes, 2013 : Toussaint, CROIX (Alain) – Guillaouard, CROIX (Alain) – Indiennes, GUALDÉ (Krystel) – Petitière, GUALDÉ (Krystel) – Amicales laïques, GUFFAN (Jean) – Sainte-Madeleine, JOUZEAU (Marie-Hélène)– Îles, PÉRON (André)

Annales de Nantes et du pays nantais : La gare de Legé, TUSQUES (Jean), n°222, 1986 – **Le Foyer des jeunes travailleurs**, TAMPREAU (Paul), n°222, 1986

Nantes au quotidien – supplément à Nantes Passion : Le quartier des Ponts, la longue histoire d'un faubourg insulaire, MORIN (Emmanuel), n°144, avril 2004 – **La place Victor-Mangin**, LE BRIGAND (Catherine), n°161, 2006

WEBGRAPHIE

patrimoine.nantes.fr : De la porte de Vertais à la place Victor-Mangin, Le couvent des Récollets, La Prairie ou Duc, Le pont Houdaudine, Le quai Wilson, Les ateliers Guillaouard, RYCARD (Julie) – Libération de Nantes, le 12 août 1944, GILLARDOT (Irène) – Les Grands moulins de la Loire, CAUDAL (Gaëlle)

archives.nantes.fr : Chroniques de l'été 44 – Les Nantais sous les bombardements

iledenantes.com : La Samoa et le projet urbain Île de Nantes

lanizanerie.com : Projet de l'association

laligue44.org et injep.fr : Histoire de l'éducation populaire

SOURCES

Les registres de délibérations du conseil municipal de Nantes

Dossiers documentaires thématiques, établis à partir d'un dépeuillement des registres entre 1865 et 1939, réalisés par Nathalie Barré, Philippe Bouglé, Pascale Lemaitre, Nicole Solgrain et Pierre Madelain

Série Fi : 2Fi13–31–35 – Atlas exposition universelle 1878

Série I : 11 C40 D27 – l'Union des Pontenois

Série M : 1M244, 1M266 et 1M271, 1M279, 1M280 – Bains-douches rue Michel Rocher / **2M28** – Ouverture de diverses rues sur la Prairie ou Duc en vue de la construction de l'église de la Madeleine / **MAC14D1, MAC84D4** – École primaire supérieure de jeunes filles / **MAC19D2** – École Beauséjour / **MAC27D1/D2/D6** – École du quai Hoche / **MAC28D1** – École primaire Louis-Blanc / **MAC32S/06/07** – École des filles de la rue Petitpierre / **MAC35D3** – École de filles Prairie-Aval

Série O : 1O 66 à 1O 68 – Boulevard Babin-Chevaye / **1O 157, 1O 1034, 1O 1585** – Rue Louis-Blanc / **1O 1474 à 1482** – Boulevard Victor-Hugo / **1O 428** – Rue Conan-Mériadec / **1O 1501, 1O 1854** – Boulevard Vincent-gâche / **1O 1180 à 1183** – Rue Prairie – d'Amont / **02 C19 D1 / D2** – Tramways – lignes des ponts du nord au sud de la Loire / **03 C6 D1 à D16** – Boires de Biesse, de Toussaint et des Récollets

Série W : 40W 39 à 42 – Voie de liaison Madeleine-Pirmil / **40W 240** – Affaire André-Perdriel, expropriations, cessions, vente / **40W 239, 40W244** – ZUP Beaulieu-Malakoff / **10S1W5** – Reconstruction de l'église de la Madeleine / **10S1W28** – Île Beaulieu – voie Pirmil-Carnot / **10S1W85** – Construction d'un Foyer des jeunes travailleurs / **10S1W 138** – Place Victor-Mangin, reconstruction / **10S1W169** – Opérations de lotissements, rue de la Prairie-d'Aval / **10S1WS20** – Voie nouvelle en prolongement de l'avenue Carnot / **1085W10** – Rue Prairie- d'Aval / **1085 W 11** – Rue Prairie–d'Amont / **1298W 29 à 31** – Comblement des boires de Toussaint et des Récollets / **1298W 36** – Voies ferrées rive gauche – suppression des passages à niveau / **1352W239** – Lotissement OPHRM boulevard Gustave-Roch / **1352W337** – Lotissement Victor-Hugo / **1355 W 21, 43, 105** – ZAC Martyrs-Nantais / **1355 W 31** – Boulevard des Martyrs–Nantais, suppression de l'habitat insulaire, enquête par flots / **1355W 44** – Beaulieu – Les Pans, coulée verte et délaissé SNCF

Bibliographie et sources

BIBLIOGRAPHIE

Production et transformation de l'espace urbain nantais : de la Révolution à la Seconde Guerre mondiale : systèmes et processus, GAYRARD (Georges), mémoire de thèse, 1993

La révolution des ouvriers nantais – Le façonnement d'une identité sociale et culturelle, des années 1760 aux années 1830, GUICHETEAU (Samuel), mémoire de thèse, 2006

Les Petitpierre, indienneurs à Nantes, GAILLARD (Alain), 2010

Raffinage et raffineries de sucre à Nantes 17^e – 20^e siècles, ROBINEAU (Evelyne), 2011

Nantes le train, BERNARD (Jean), SIGOT (Jacques), 1997

Du risque «naturel» comme outil de légitimation de l'aménagement territorial : les comblements de Nantes (1850–1950), MASSARD–GUILBAUD (Geneviève), Les Territoires du risque, 2015

Venir à Nantes avant d'être damné – Migrations rurales bas-bretonnes vers Nantes, 19^e – 20^e siècles, NANTES-HISTOIRE, 2000

La construction d'un patrimoine, de l'Office public d'H.B.M. à Nantes Habitat : 1913 – 1993, HALGAND (Marie-Paule), PASQUIER (Élisabeth), Nantes-Habitat, 1993

Reconstruire et reloger : Nantes après la Seconde Guerre mondiale, VALTER (Céline), mémoire de maîtrise, 2014

Nantais venus d'ailleurs – Histoire des étrangers à Nantes des origines à nos jours, CROIX (Alain), 2007

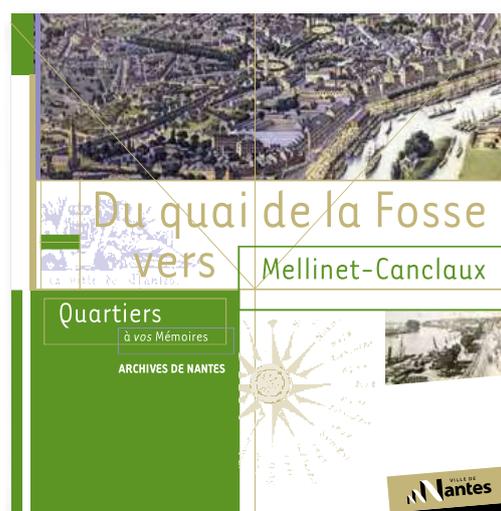
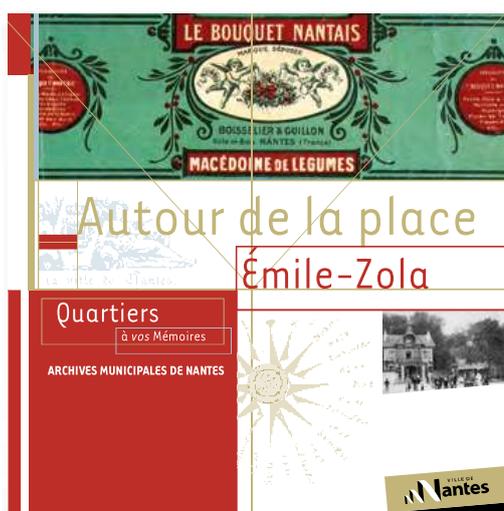
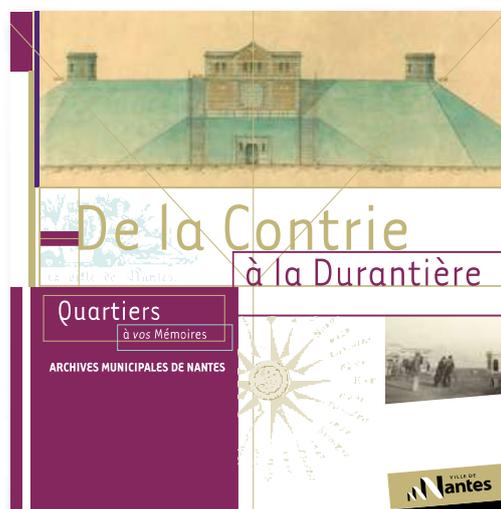
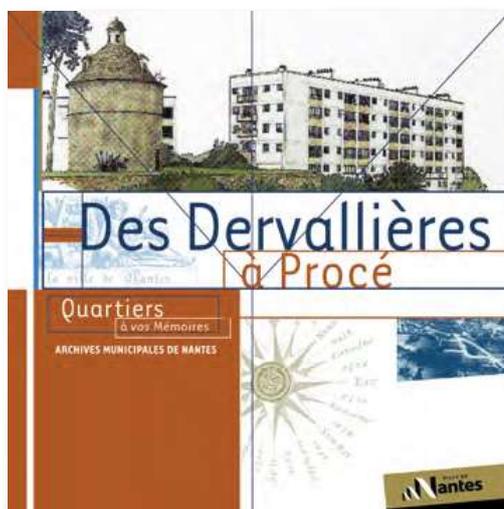
La Profétaireinne, L'Union, La Ménagère… Les coopératives ouvrières de consommation dans la Basse-Loire – 1880–1980, GAUTIER (Robert), 2012

Vacances aux Pyrénées, catalogue du Centre de vacances d'Aulon, 1955

Vacances aux Pyrénées, catalogue du Centre de vacances d'Aulon, 1970

^[1] Le quartier des Ponts

Déjà parus



Sur la plate-forme collaborative Nantes Patrimonia :

- Retrouvez le contenu des quatre précédents tomes.
- Découvrez d'autres articles sur l'Île de Nantes.
- Enrichissez les connaissances sur le quartier des Ponts avec vos articles, témoignages, photographies, etc.

<https://patrimonia.nantes.fr>

